REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXe ANNÉE. — CINQUIÈME PÉRIODE

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXe ANNÉE. — CINQUIÈME PÉRIODE

TOME CINQUANTE-CINQUIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1910

70904

054
R3274
1910, v. 1

LA BARRIÈRE[1]

DEUXIÈME PARTIE[2]

Par respect de lui-même et de ses hôtes, il avait maté sa colère.

Mais il ne pouvait effacer la trace de ces minutes cruelles, qui avaient surmené tous les nerfs transmetteurs de commandemens et mis la fièvre dans ses veines. En le voyant rentrer, le dernier, les femmes qui attendaient au salon devinèrent qu'il y avait eu une suite à la discussion, et que ni le père ni le fils n'avaient cédé; et comme elles causaient, entre elles, de sujets féminins, de ces petites choses faciles dont elles peuvent parler sans penser, elles ne s'interrompirent pas, mais elles furent saisies, glacées, énervées, chacune selon son tempérament, par l'apparition de ce vieil homme atteint dans le profond de son être. Elles n'eurent pas de repos qu'elles ne connussent ce qui s'était passé. Elles eurent vite fait d'élever la voix et de rendre la conversation plus animée et plus parfaitement futile. Puis, sous le couvert du bruit, dans chaque groupe, des mots s'échangèrent à voix basse, et des regards cherchèrent sir George, Réginald ou lady Breynolds. Sir George avait pris par le bras, au moment où il entrait dans le salon, son ami Fred Land; il l'avait entraîné près de la fenêtre, de la dernière fenêtre de cette vaste pièce illuminée, et il demeurait droit, les yeux bien ouverts, mais tout vides de pensée, tandis que l'écrivain, avec une verve qui ne semblait pas forcée, racontait des souvenirs de

(1) *Copyright by* Calmann-Lévy, 1910.
(2) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1909.

jeunesse. « Vous étiez là, George, vous aviez dit à l'homme de vous attendre en promenant le cheval à la porte de l'auberge, nous étions huit chasseurs fourbus... » Quelquefois, les lèvres du baronet se desserraient et murmuraient un mot, toujours le même, « yes, » qui signifiait : « continuez, l'heure passe, » mais que n'accompagnait aucune flamme, aucun signe d'attention. Lady Breynolds, comme si elle avait pu ne se douter de rien, remplissait exactement ses devoirs de maîtresse de maison ; elle allait d'un groupe à l'autre, avec la même amitié calme, le même souci de faire valoir chacun de ses hôtes et de prolonger, un soir de plus, la légende du bonheur de Redhall, du bonheur des riches. Réginald, assis à l'extrémité du salon, près du piano, montrait à Cuthbert Hagarty de gros albums tout pleins de croquis au crayon et d'aquarelles rapportées de Chine et d'Océanie par sir George. Pas une fois il ne se rapprocha de Marie. Sa volonté, aiguillée par un mot de femme, suivait la voie, et, s'il souffrait, ce n'était pas le lieu de le montrer. Parmi les mots chuchotés ce soir-là, autour de lui, deux étaient comme un refrain : « Il a fait tout ce que le loyalisme exigeait... » « Sir George réglera bien l'affaire sans nous. »

De bonne heure, Mme Limerel et Marie se retirèrent. L'automobile qui les avait amenées arriva en écrasant le sable des allées. Un domestique chargea la malle sur le toit de la limousine, borda la couverture de fourrure que les deux femmes avaient jetée sur leurs genoux, et ferma la portière qui fit un bruit net de serrure neuve et ajustée. Dorothy Polly, qui écoutait près de la fenêtre du salon la plus rapprochée, dit : « Voilà l'adieu. Comme c'est sec ! Elle est pourtant sympathique, cette Française. Vous la reverrez? — Je ne pense pas, » répondit Réginald.

La voiture fut bientôt sortie du parc, et roula dans les campagnes. Le temps avait changé. Un vent du sud-ouest passait en fleuve rapide et d'un mouvement égal au-dessus de la Grande-Bretagne. Il n'avait de remous que tout en bas, là où il se brisait aux collines, aux maisons, et courbait les arbres, les petits tout entiers et la pointe des plus vieux. Toutes les feuilles baignaient et bruissaient dans son courant. En l'air, très haut, un nuage dont on ne voyait pas la fin, uniforme, épais, noir, tendait les deux tiers du ciel, tandis que l'orient avait encore quelques étoiles, pâles dans le bord du vent. Le nuage, qui couvrait plusieurs comtés du royaume, emportait la fumée de centaines et

de centaines de villes et de villages ; il était lourd de poussière, de débris, de misère humaine, de tous les miasmes vomis par les rues ; mais bientôt il flotterait au-dessus de l'océan Glacial, et il serait, perdu dans l'immensité des lames froides, aussi négligeable qu'une fumée de pipe tordue au coin de la bouche d'un matelot. Marie le regardait ; elle songeait aux confidences de Réginald, au drame dont elle avait entendu parler à mots couverts. Mme Limerel lui demanda :

— Cette longue promenade avec Réginald Breynolds a dû te permettre de comprendre la scène qui s'est passée, quand nous avons eu quitté la salle à manger ? Il paraît que cela a été très vif et très impressionnant.

— Oui, il craignait, je ne savais quoi, mais cela sans doute Il me l'avait dit.

— Je ne te demande pas ses secrets, ma chérie.

— Ils ne sont pas du tout les miens, en effet ; sans quoi, vous les sauriez.

Mme Limerel ajouta, un moment après :

— Je trouve qu'il ressemble aux portraits de Newman très jeune.

— Tiens ! voilà une comparaison qui me paraît plus juste qu'une autre que vous aviez faite, à Westgate. Vous vous rappelez le cow-boy ?

La belle tête fine de Marie Limerel était posée sur le drap gris de la limousine ; elle y touchait par l'épais rouleau de ses cheveux et par ses voiles qui faisaient ressort et la berçaient, presque endormie. Seule, la mère continua de regarder, par la vitre, la campagne divisée en larges plans d'ombres inégales. Les buissons avaient l'air de bêtes à l'attache, qui se débattent et tirent sur la chaîne en rampant. De deux côtés, au nord et à l'est, des phares, des entrées de port, des feux de navires, des lignes d'étincelles indiquant des jetées ou des quais, formaient un demi-cercle immense sous la nuée noire emportée vers le large.

A Redhall, la soirée s'était achevée de bonne heure, très peu de temps après le départ de Mme Limerel. Tous les invités logeaient au château. Un peu avant onze heures, les domestiques avaient pu éteindre les lustres du salon. Mais ils avaient aussitôt allumé les lampes du fumoir. Et, dans la salle meublée et décorée de bibliothèques, à droite et à gauche, les hommes étaient descendus, marchant avec précaution parce que le couvre-

feu officiel avait sonné, délivrés de la contrainte des conversations obligées, libres de se taire, libres de fumer, et libérés aussi de l'uniforme de soirée. Fred Land avait seulement remplacé les souliers vernis par des pantoufles, mais Mr W. Hunter Brice portait un complet de flanelle couleur chamois, et Mr Hagarty avait quitté l'habit noir pour un veston de velours. Les jeunes gens étaient restés en habit. On avait fumé, causé, bu le wisky and soda, et recommencé à rire, comme on avait coutume de le faire sous le toit des Breynolds. Sir George, assis dans un large fauteuil, près de son ami Hagarty, tourné, comme lui, vers les deux fenêtres ouvertes sur le parc, parlait selon son habitude par petites phrases jetées entre deux bouffées de fumée ; et il y avait des silences voulus, goûtés, pendant lesquels on entendait, en arrière, la voix des autres fumeurs qui parlaient vite et mêlaient leurs voix. Oui, tout semblait se passer selon les rites ordinaires de cette maison. Mais personne ne croyait à cette apparence. Au milieu des conversations, souvent, le regard d'un ami cherchait furtivement, avec inquiétude, le vieux seigneur de Redhall. Des mots de pitié discrète, des mots dits à voix basse, l'enveloppaient. Vers minuit un quart, Fred Land, Robert Hargreeve et Cuthbert Hagarty étant venus prendre congé du baronet, celui-ci fit signe, de la main, à Réginald qui se trouvait en arrière, de ne pas quitter le fumoir, et continua de converser avec l'honnête Hagarty, et de combattre, en opposant sentence à sentence, ce libéral qui n'était point partisan du programme naval de l'Amirauté. Les cigares s'étaient éteints. M. Hagarty en aurait allumé volontiers un troisième, mais sir George le prévint, et, prenant lui-même un havane à bague d'or, il dit gravement :

— Emportez cela, mon ami, vous le fumerez dans votre chambre : j'ai quelque affaire à traiter avec mon fils.

Rappelé au sentiment du drame familial qu'il avait oublié, Hagarty eut un soubresaut, et il considéra une demi-minute le cigare qu'il tournait et retournait entre ses doigts, se demandant s'il ne serait pas bon d'exhorter son ami à l'indulgence... Mais la réserve, la crainte d'empiéter sur le droit d'autrui, l'emportèrent. Il se tut, et serra seulement la main du père et du fils, qui demeurèrent seuls. Les pas s'éloignèrent, plaintes diminuantes, sur le parquet du corridor et de l'escalier. Sir George, tenant les mains sur les bras du fauteuil, lui fit faire demi-tour, et se

trouva en face de Réginald, qui était debout, les jambes touchant la table de milieu. En voyant que son père allait lui parler, Réginald s'écarta un peu de la table.

Le baronet leva la tête, d'un mouvement brusque, et regarda fixement son fils. Toute la maison était silencieuse. Il mit un peu de temps avant d'ouvrir ses minces lèvres, et il parla très bas, pour montrer à quel point il se possédait.

— Je ne me souviens pas d'une plus triste journée.

— Moi non plus, dit Réginald.

— Ni plus honteuse.

— Vous me permettrez de ne pas le penser.

— C'est une honte que vous m'avez faite. Refuser de boire à la prospérité de l'Église, ici, chez moi, sur cette terre qui nous a été donnée par la reine Élisabeth! Jamais, vous entendez, depuis que les Breynolds boivent à Redhall, jamais un étranger ne leur a fait l'affront que vous m'avez fait, vous, mon fils, devant mes hôtes. Que pouvez-vous dire pour expliquer votre refus, après que ce matin vous avez refusé l'office?

— Vous savez le respect que j'ai pour vous.

— Pas de mots inutiles! Des raisons!... En avez-vous?

— Une, la même pour les deux circonstances : j'ai étudié les questions religieuses...

— Il m'importe peu! Pensez à part vous tout ce que vous voudrez. Mais en Angleterre, la religion anglicane est affaire nationale; le respect s'en confond avec le respect dû à l'État; l'offense qu'on lui adresse est une offense au pays...

— Voilà ce que vous me permettrez de ne pas admettre. Le Roi, toujours; les croyances, si je peux; elles ne me sont pas imposées. Je suis libre. J'invoque ma liberté d'examen...

— Non pas! La tradition commande, et aussi l'unité de la famille. Vous pouvez vous séparer sur un point ou sur un autre de l'Église établie, mais, refuser d'honorer une institution essentielle de l'Angleterre, cela est une honte pour un Anglais, et pour un homme de ma race... Croyez-vous que je sois homme à le supporter?

Réginald secoua la tête, comme ceux qui doutent qu'il soit possible de s'expliquer, tant la distance est grande, de leur pensée à celle des autres. Sir George comprit.

— Expliquez-vous! Je ne demande que cela. Mais vous ne vous en tirerez pas par des mots...

— Je n'ai pas l'ambition de m'en tirer. Je me suis mis dans un cas que je redoutais depuis ce matin : je vous ai déplu. Mais je me devais à moi-même, avant tout, d'être un homme sincère, et de ne pas faire un geste qui ne correspondît pas à ma pensée. Or, j'ai changé. Je ne me sens plus attaché par le lien de la foi commune à notre Église. Ne craignez pas que j'invective ceux qui lui demeurent fidèles. Beaucoup me sont trop chers. Mais affirmer une foi que je n'ai plus, faire un geste, oui, même un geste qui serait faux, et formuler un vœu de perpétuité, quand rien, dans ma pensée, n'y correspond, je ne le puis pas!

La voix de sir George monta d'un ton.

— Papiste, alors?

— Si cela était, mon père, je ne ferais que rejoindre les plus anciens des Breynolds, ceux d'avant Élisabeth.

— Ils n'étaient pas nobles, Réginald.

— Ils étaient hommes, et libres, et leur foi était, en effet, romaine.

— Pas anglaise.

— Si vous voulez; romaine, c'est-à-dire mondiale, pas anglaise. Mais rassurez-vous. Je ne suis pas le papiste que vous supposez. C'est justement ce qui m'a rendu plus difficile l'acte que j'ai fait, plus méritoire.

— Allons donc !

— Je ne crois pas à l'Église romaine; je suis même, je crois être, loin de sa foi; je suis seulement détaché de notre Église, et dans le doute douloureux.

— Eh bien ! mon cher, je vais ajouter à votre douleur.

— Cela m'étonnera.

— Du tout.

Sir George leva son poing, habitué à retenir des chevaux de chasse irlandais, et frappa la table qui sonna en se déplaçant sur le parquet.

— Je ne souffrirai pas que ce bien vous passe après ma mort, à vous qui insultez tous ceux dont je le tiens!

Réginald se tut.

— Je vous prie, Réginald, d'ouvrir la bibliothèque, le panneau de droite... Bien... En bas, deuxième rayon... Vous voyez la collection des lois d'Angleterre? les volumes reliés en maroquin rouge?...

— Oui. mon père.

— Cherchez les lois du roi Guillaume IV... Bien. Donnez moi le livre.

Sir George décroisa les jambes, et, sur ses genoux, établit le volume in-4° relié en maroquin rouge, timbré aux armes des Breynolds. D'une main très sûre de ses gestes, même de celui là, il l'ouvrit, feuilleta, trouva le *Fines and recoveries act* de 1833, chapitre 74. Et son vieux visage se releva vers Réginald, et, de nouveau, toute la prodigieuse vie s'amassa dans les petits yeux bleus. Il jugeait, il prononçait, au nom de sa maison, et, sans qu'il l'eût cherché, il avait, dans la physionomie, l'ironie secrète, la violente satisfaction des juges très loyaux qui décident un procès politique, et qui punissent le coupable. Il ne se vengeait pas; il représentait et faisait respecter la vieille Angleterre.

— Le texte est formel; j'ai le droit et j'en userai, de vous déposséder de ma terre de Redhall, qui est bien de substitution, et de la faire passer à votre frère. Il suffit que, dans les six mois, voyez, la rédaction soit enregistrée au Central Office de la suprême Cour de Justice...

Le vieux gentilhomme ricana, bien qu'il n'eût aucune envie de rire, et dit :

— Il m'en coûtera un impôt de un shilling par soixante-douze mots... Que pensez-vous de cela ?

Réginald, toujours debout devant lui, impassible, répondit :

— Que vous avez le pouvoir de faire ce que vous dites.

— Il faut ajouter que vous êtes certain que je le ferai, car vous me connaissez.

— Oui.

— Il faut ajouter encore que cela est juste.

— Dans votre esprit, je n'en doute pas.

— Non, en soi. Je ne veux rien de changé dans Redhall : ni les arbres abattus, ni les limites diminuées, ni les tenanciers renvoyés, ni la foi commune et antique abandonnée. Mon troupeau de daims fuirait, en vérité, s'il avait un maître papiste. Ah ! ah ! cela ne se verra pas...

— Je vous ferai de nouveau remarquer, mon père, que je ne suis pas devenu catholique romain.

— Je vous ferai remarquer, moi, que vous y viendrez. Je ne suis pas de ceux qui se laissent tromper ! Je vois où vous en êtes. Aussi je me contenterai de votre promesse, Réginald. Vous me promettez, le jour où vous aurez adhéré à cette foi

romaine, de me prévenir, où que vous soyez, et où que je sois?

Les yeux du jeune homme cherchaient une hésitation, une pitié, un secours, dans ces petits yeux vifs qui interrogeaient, pressaient, ordonnaient. Il pensait : « Quelle dure condition! Vous menacez cette conscience malade, incertaine, et vous augmentez la puissance déjà si grande de la coutume, du milieu, de la nature... Je l'aime, ce domaine dont vous voulez me dépouiller!... » Il ne dit rien de ces choses, mais seulement :

— Si vous croyez cela juste, je vous préviendrai.

— Bien, je compte que cela sera.

Le mot fut dit avec une âpreté singulière, comme une sentence de condamnation. Et l'expression du visage devint plus dédaigneuse.

— Je pense, Réginald, que les voyages pourraient utilement remplir votre congé.

— Je pars, en effet, dit froidement l'officier. J'avais l'intention de voyager plus tard. J'ai avancé l'heure.

— Vous partez?

— Cette nuit même.

Sir George ajouta :

— Pardon : vous éviterez de faire atteler Vulcain, qui boitait légèrement cette après-midi. Mes autres chevaux sont à votre disposition.

Il se leva, et, droit, sans un regard, s appliquant à marcher, le vieux gentilhomme quitta le fumoir.

Réginald demeura debout, tourné vers la porte; puis, quand son père fut sorti, le jeune homme se détourna et ferma les yeux. Tous les gestes, toutes les paroles de cette journée, il les vit, il les entendit de nouveau. Comment une journée avait-elle suffi? Tant et tant de choses! La vie, les projets, l'avenir, mots pleins de sens le matin, et vides à présent. Il fut sur le point de pleurer, mais l'habitude de se contraindre et d'être homme, la crainte de voir entrer le domestique qui veillait dans l'office, empêchèrent cette faiblesse. Il s'approcha de la fenêtre. Les stores, comme de coutume, étaient levés. A travers les glaces, le parc, un peu court de ce côté, avait pris, sous la lune, un ton bleu et luisant, qui révélait l'abondance de la rosée. L'allée qui s'en allait, tournante et si nette entre les gazons, vers le cottage du jardinier chef, là, tout près, avait l'air d'une mosaïque de nacre. Et voici justement qu'à travers les vitres appa-

rait William, le riche, gros et très anglais William, marchant sur le sable, sans plus faire de bruit que s'il était une ombre. La lune, sculpteur en haut relief, accentue sur le corps épais du jardinier tous les pleins, toutes les courbes, grossit les joues, bombe la poitrine, arrondit les cuisses, lui donne un air de vieux Silène. Il revient des cuisines, où il n'avait que faire, mais c'est son habitude, quand il y a du monde, d'être invité au salon des domestiques supérieurs, et de boire loyalement, à la santé de sir George, un verre de porto que sir George laissera passer et paiera parmi les abus nécessaires. Il est doucement ivre ; il se balance sur ses gros mollets qu'il avait dodus seulement quand il était piqueur, vers la vingtième année. Son toit de tuiles, verni par la rosée, ses chèvrefeuilles et ses jasmins l'appellent. Il a sur la tête la casquette plate, à carreaux, qui ne le quitte guère. Quelle étrange idée vient parfois à un homme malheureux ! Réginald a ouvert la fenêtre, et le chef jardinier a tressauté au bruit, puis a reconnu son maître, puis a touché de ses doigts potelés le bord de la casquette, mais sans l'enlever, et s'est mis à sourire d'un air embarrassé, ne sachant pas s'il rêvait, s'il n'entendait pas des paroles imaginaires, comme le vin en sème et fait lever dans les esprits, la nuit.

— William, vous allez vous coucher ?

— Mais oui, Mr Réginald, bonne nuit...

— William, n'est-ce pas que c'est joli Redhall ?

— Oh ! oui, joli bien sûr, depuis le matin jusqu'à cette heure tardive... Vous voyez, je me promène encore...

La jovialité de l'homme s'accrut, et l'émotion fit battre ses lourdes paupières, aussi mouillées que le gazon. Depuis le retour de Réginald, c'était la première fois qu'il causait un peu librement avec lui, comme au temps où le jeune homme venait d'Eton ou du camp d'Aldershot. Il passa la main sur son menton rasé, du même geste que s'il avait eu de la barbe et qu'il l'eût tirée. Et, du coin de la bouche, parlant pour la seule fenêtre qui fût ouverte dans le château, il dit :

— Figurez-vous que la renarde avait fait une portée sous la haie du jardin. Je me suis gardé de le dire à sir George ; il aime la chasse, oui, mais pas autant que vous. Il m'aurait commandé de détruire les petits. C'était facile. Mais j'ai pensé à Mr Réginald, et au plaisir qu'il aurait, en octobre, à chasser le petit renard. Eh ! eh ! les diablotins ont mangé déjà plus de lapins et de

faisandeaux que je ne saurais dire... Quand vous galopez dans le parc, Mr Réginald, je suis content... Ce sera pour octobre...

— Je crains que non, William. Mais je vous remercie. Adieu ! Bonne nuit !

— Bonne nuit !

Il regarda s'éloigner vers le logis tranquille, ouaté par la brume, ce serviteur assuré du lendemain, et aussi fortement que les murailles attaché au domaine. Ayant fermé la fenêtre, il sonna le valet de chambre, et lui donna l'ordre de tout préparer pour un voyage, et de prévenir l'écurie.

— Ce sera un voyage long, dit-il, voici ce que vous mettrez dans mes valises...

Il écrivit quelques lignes sur la table, où se trouvaient les boîtes de cigares et le volume aussi des lois anglaises. Puis il monta, prenant garde de ne pas faire de bruit, de peur que les invités ne vinssent, comme il arrivait quelquefois, lui proposer une promenade par la nuit claire, ou une course en bateau sur le lac. Il suivit le couloir de l'aile droite, puis celui qui se trouvait au-dessus de la galerie, et, faisant exprès de marcher un peu plus fortement, il s'arrêta net, au tournant de l'aile gauche, devant la porte au-dessus de laquelle étaient écrits ces mots, en bleu : « Princess Mary's room. » Il y avait longtemps, la fille d'un roi avait dormi au château. La porte s'entr'ouvrit; un petit cri angoissé passa par l'ouverture, et lady Breynolds apparut, en toilette de soirée, un châle jeté sur les épaules.

— Ah ! c'est vous? Que s'est-il passé? Je suis morte de peur. Venez vite. Aucune violence, j'espère?

— Évidemment. Rien que des mots. Mais décisifs. Il faut que je m'éloigne.

— Ce que je redoutais ! Vous l'avez donc mérité?

— Non, je l'ai décidé.

— Pauvre, pauvre enfant !

Elle ouvrit ses bras, et tendre, effarée, tragédienne involontaire et superbe, elle embrassa ce grand enfant, et elle le fit asseoir près d'elle, et puis elle l'écouta. Elle tâchait de faire taire ses propres indignations, les reproches que sa conscience et ses habitudes lui suggéraient, car elle était aussi attachée que son mari à l'Église établie, pour n'écouter que sa pitié maternelle. Près d'elle, Réginald pouvait être triste. Il ne pleurait pas. Mais,

tandis que devant son père, qui luttait, il était demeuré respectueux et froid, ici, sans témoin, près de partir, il ne cachait pas sa peine profonde. Jeunesse qui inspirait la plus tendre pitié, enfant qui se sentait regretté, âme cependant qui ne trouvait d'écho que pour son chagrin, et dont l'angoisse intellectuelle, la noblesse, le haut honneur étaient ignorés de celle qui l'aimait, de celle qui était la mère, et qui disait: « Mon Réginald, que vous êtes cruel, pour nous aussi bien que pour vous! » Il abandonnait une de ses mains entre les mains de sa mère; elle était fière, secrètement, de voir ce bel homme, ce beau fils, plus grand qu'elle d'une tête, et qui avait besoin de l'appui maternel, ce soir, comme autrefois. Elle ne cherchait pas à le détourner de ce projet de départ, non, les résolutions de Réginald étaient celles d'un homme qui sait ce qu'il veut. Même elle entrait dans le détail de l'itinéraire, en femme qui a beaucoup voyagé, pour qui les noms de villes et de pays ont un sens précis. Elle s'inquiétait.

— Comment vivrez-vous? Vous avez vos économies que je vous ai reproché quelquefois d'avoir faites?

— Oui, je les dépenserai. J'espère ne rien demander à personne.

— Moi, Réginald, je puis vous aider un peu. Je le ferai, car votre père ne m'a jamais blâmée, ou interrogée même au sujet de l'emploi de ce qui m'appartient: peu de chose, vous le savez.

Ses yeux, ses très beaux yeux, cernés par la fatigue, l'émotion, la fièvre, rougissaient, à mesure qu'elle approfondissait cette aventure soudaine, mais dont les causes étaient trop anciennes, hélas! Ils pleurèrent vraiment lorsque Réginald eut avoué que Redhall pourrait échapper un jour au fils aîné de sir George.

— Ah! quelle défense de vous puis-je faire, puisque c'est vous-même qui vous condamnerez? Et je ne serai pas là pour empêcher cette folie et cette action mauvaise!

— Que savez-vous de l'avenir? Je ne serai pas prisonnier, même de la fortune, voilà ce qui est sûr. En dehors de cette promesse et du moment présent, rien ne saurait être affirmé par moi. Je chasse les discussions et les théories, loin, loin... Je n'appartiens à aucune... Dites-moi que mon nom sera quelquefois prononcé ici, quand vous serez seule, ou avec mes amis? Vous me donnerez souvent des nouvelles de Redhall?

Il se mit debout, et essaya de sourire, ce qui est rude quelquefois.

— Près de deux heures du matin! dit-il, quelle mauvaise nuit vous aurez passée!

— J'en voudrais d'autres pareilles, puisque vous êtes encore là, Réginald. Quand reviendrez-vous?

— Quand mon cœur aura changé, ou les vôtres...

— Hélas!

Ils se séparèrent, mais lady Breynolds voulut que son fils emportât plusieurs souvenirs de la terre patrimoniale, des choses qui ornaient sa chambre ou d'anciennes chambres d'enfans. Et elle mit, dans les bras de Réginald, pêle-mêle, des photographies, une aquarelle, deux ou trois livres, et aussi des images pieuses, sur lesquelles il y avait des maximes.

A trois heures du matin, la voiture était avancée, lanternes allumées, devant la porte. Il faisait froid. Le jour qui naissait, dans les espaces infinis, entre les étoiles et la terre, semblait avoir diminué la lumière de la lune; les prairies étaient blanches autour du château, et les futaies ressemblaient à ces grandes arabesques pâles, fixées dans les pierres d'onyx. Réginald fit signe à la voiture de le suivre, et il remonta à pied l'avenue. Des buissons, d'espace en espace, bordaient l'allée, et sur leurs feuilles mouillées, il posait ses mains, et les laissait traîner comme sur des vagues; et, d'autres fois, il caressait des branches pendantes, et de toutes ces frondaisons remuées, des gouttes d'eau roulaient, avec un bruit léger. « Merci, murmurait-il, merci, arbres de ma maison. » A l'endroit où le bois se fait plus épais, et va cacher le carré de pierre de Redhall, il s'arrêta, face au château; il considéra longuement les pentes des pelouses, les lignes enveloppantes des arbres, le dessin des avenues, pâles sur le sol et qui creusaient dans la forêt des cavernes brumeuses, puis il ne regarda plus qu'une fenêtre, un moment, et il rejoignit sa voiture qui l'avait devancé. Il n'avait pas, sur son jeune visage blond, la trace d'une seule larme, mais tout son cœur pleurait silencieusement.

*
* *

— Vous préviendrez Madame, dès qu'elle sera rentrée, que je l'attends ici, dans mon cabinet de travail.

— Bien, monsieur.

— Je n'y suis pour personne.

M. Victor Limerel avait, en ce moment, sa physionomie normale d'homme d'affaires, laquelle différait sensiblement du masque de l'homme du monde. Sa formidable mâchoire de bouledogue portait en avant la lèvre inférieure, et les incisives d'en bas, qu'on voyait, quand il parlait, solides et blanches; elle creusait, en se déplaçant, deux dépressions à la naissance des tempes qui étaient dégarnies; elle constituait le trait maître de ce visage, auquel elle donnait une expression de force, d'insolence et d'opiniâtreté. Dans le monde, elle rentrait un peu; M. Victor Limerel surveillait cette terrible charpente mobile. Les yeux s'harmonisaient avec elle; ils étaient légèrement sortis de l'orbite, vifs, sombres, dominés par l'arc très épais des sourcils, qui se rencontraient à la naissance du nez, s'y heurtaient, et se redressaient en épi. Cet homme de cinquante ans passés, s'il avait des cheveux de moins, n'avait pas un poil blanc. Sa moustache, tombant au coin des lèvres, courte et fournie, était d'un noir nuancé de jaune par le cigare. Il avait peu de cou, les épaules larges, puis le buste s'amincissait, et les jambes, nerveuses, portaient allégrement ce corps mal fait. Le Tout Paris de l'industrie et de la finance connaissait la « Société française des filatures de laine, » qui avait deux usines principales, à Lille et à Mazamet; on la savait prospère; on rendait justice aux rares qualités de son fondateur et président. Grand travailleur, M. Victor Limerel l'était à sa manière, qui est celle des créateurs de tout ordre : il voyait une affaire en un instant, comme s'il avait pu en faire le tour; il jugeait de même les hommes, donnait des ordres précis, ne se reprenait jamais; il possédait un pouvoir de combiner, de prévoir, de se souvenir, qui eût fatigué une demi-douzaine de têtes ordinaires. La sienne résistait. Elle demeurait parfaitement libre et aisée. Sorti de ses bureaux et de ses salles de conseil, dans les salons, dans la rue, au théâtre, il semblait avoir oublié, il oubliait les affaires, et défendait qu'il en fût question, devant lui, mais, du même coup, il devenait banal. Il parlait bien, jamais de source. Sa conversation était faite de coupures de journaux et de réminiscences de dialogues entendus. Si on le contredisait, il affirmait plus nettement, pourvu qu'il vît quelque intérêt à soutenir son opinion. Et alors, il avait beau sourire, simuler l'empressement,

l'ardente curiosité des argumens de l'adversaire, plusieurs signes, sa mâchoire avancée, ses doigts qui remuaient nerveusement, ses sourcils rapprochés, le son de sa voix, le battement et le relief des veines de ses tempes, disaient l'âpre volonté de l'homme, l'orgueil d'un succès constant, l'expérience de l'immense faiblesse des caractères. Mais, s'il avait des avis cassans, ce n'était que sur un petit nombre de sujets, et lorsque sa personne, ses goûts, sa famille, paraissaient être en jeu. Sur beaucoup d'autres questions, et des plus graves, ou des plus hautes, on était surpris de le voir, au contraire, abandonner son avis à la première objection, adopter le sentiment opposé, et s'en faire un mérite, car il appelait cela sa large tolérance. Quelques-unes de ses relations, dans le monde politique, s'expliquaient et duraient grâce à cette facilité de compromission. On le sentait indifférent sur l'essentiel, ombrageux et jaloux seulement dans les questions personnelles. Beaucoup d'esprits dominateurs sont ainsi, tyrans partiels, et, pour le reste, d'une faiblesse qui est due à l'absence de passion. M. Victor Limerel avait toujours refusé de se présenter à la députation. Il passait pour conservateur, on ne sait pourquoi, mais ceux qu'il nommait ses adversaires ne s'y trompaient pas, reconnaissant, dans les critiques qu'il leur adressait, l'humeur alarmée d'un homme riche plutôt que l'opposition d'une conscience. Sa femme avait, d'ailleurs, l'ordre formel de ne négliger aucune relation, et elle observait la consigne, voyant et recevant tous ceux ou toutes celles qui pouvaient servir, de près ou de loin, — de très loin souvent, — l'une des deux ambitions de son mari : être promu officier de la Légion d'honneur, entrer dans le Conseil d'administration du Canal de Suez.

Mlle Elsa Pommeau, fille de banquier, qu'il avait épousée toute jeune, lui avait apporté 45 000 livres de rente, de superbes cheveux, des épaules à l'abri du temps, et un sourire qui venait au commandement, toujours le même. Elle n'était pas nulle, surtout elle n'était pas mauvaise: elle manquait presque entièrement de personnalité. Vingt années de visites, de dîners et de soirées, l'avaient complètement farcie d'idées, d'admirations, de préjugés, de pudeurs, de formules, de goûts qui étaient ceux de son monde. Elle répétait des médisances, et elle était sans méchanceté; elle dépensait beaucoup d'argent et de ruses mondaines pour garder un peu de fraîcheur, de brillant, d'entrain, pour compter dans l'arrière-garde des jolies femmes, et

elle n'était pas coquette. Ses amies disaient : « La correcte Limerel, » et elles l'aimaient toutes. Qu'elle parlât avec l'une ou avec l'autre, elle n'était pas différente, et la longueur des bavardages en faisait toute l'intimité. Mme Victor Limerel avait entendu parler trop de femmes et trop d'hommes pour qu'une sottise, un peu plus grosse que de coutume, la scandalisât. Les formes seules, quand elles étaient brutales, la choquaient. Cependant, tout opprimée qu'elle fût par son mari et par le monde, quelque chose d'elle-même, de la femme qu'elle aurait pu être, bonne, tendre et enthousiaste, subsistait, et vivait en dessous, pauvrement. Lorsqu'elle était seule, ou même avec son mari et son fils, il lui arrivait d'être elle-même, de penser ou de parler selon des préférences qui étaient des débris de principes et des épaves de conscience. Elle usait de phrases vagues, toujours les mêmes. Elle disait : « Je crois que vous vous trompez... Vous allez trop loin. Je n'ai pas été élevée dans ces idées-là... Non, je n'admets pas cela... Faites ce que vous voudrez, moi, je ne partage pas votre sentiment, je m'abstiens. » L'abstention était le plus grand effort de son courage. Dans les églises où elle entrait quelquefois, sur la semaine, pour attendre que l'heure sonnât d'un rendez-vous de couturière ou d'amie, elle s'inclinait profondément, et immobile, cachée sous son chapeau, elle soupirait, elle formait quelques résolutions, recommandait à Dieu les êtres qu'elle aimait, son fils surtout, un examen, un projet de mariage, une amie malade ou ruinée. Ceux qui la voyaient ainsi la jugeaient pieuse, et elle n'eût pas protesté, si on eût dit devant elle : « Vous qui êtes si pieuse, ma chère... » Elle avait la bonne foi de l'énorme ignorance. Telle était la compagne dont M. Limerel administrait souverainement la fortune, les démarches, les conversations et la plupart des pensées. Elle redoutait la forte voix de son mari, son assurance, ses argumens, ses citations, ses objurgations, ses plaisanteries, son mépris, et, quand elle ne cédait pas, ses colères. Elle le trouvait tyrannique, et elle l'aimait. Sa timidité, l'habitude et un peu d'admiration, la faisaient céder très vite, et aisément, et sans regret. Elle n'était pas toujours convaincue, mais puisque M. Victor Limerel commandait, ne fallait-il pas obéir, maintenir la paix, au prix d'un sacrifice? D'autres sacrifiaient leur plaisir; elle sacrifiait quelques opinions, mais avec l'espérance de les voir triompher une autre fois, à la conservation du ménage.

Rien ne lui avait plus coûté que de voir avec quelle méconnaissance de l'autorité maternelle, sans l'avoir d'abord consultée, son mari avait pris des renseignemens, fait des avances, engagé des pourparlers pour le mariage de Félicien. M. Limerel considérait cette négociation comme une affaire de premier ordre, et par conséquent, dans son esprit, réservée à lui seul. Le mariage de Félicien pouvait et devait favoriser cette ascension que M. Limerel appelait familiale parce qu'elle servait le chef de la famille. Celui-ci avait discerné, parmi les jeunes filles dont le père était influent, Mlle Tourette, et il avait dit à Félicien : « Je la trouve charmante. » Il aurait pu lui dire : « Je trouve que le père est très en vue. Le baron Tourette, dans les affaires, est une force. Épouse la fille. Tu me rendras service. Elle est, d'ailleurs, fort bien. » Il ne se trompait sur aucun des deux points. Mais sur un autre, qu'il n'avait pas prévu, il s'était trompé. Dans son calcul, il oubliait de faire entrer un élément important. Mlle Tourette était une jolie fille, riche et bien apparentée, mais Félicien refusait de se laisser dicter un choix; il priait qu'on attendît, avant de faire la moindre démarche, qu'il fût décidé à se marier. « Timidité, avait répondu M. Limerel; crainte de ne pas plaire, je te connais, mon ami; laisse-moi seulement te présenter : je crois être sûr de sa réponse à elle; je suis sûr de ta réponse à toi. La petite est exquise. » De guerre lasse, Félicien avait dit : « J'irai. C'est bien. »

Et, en effet, les négociations, menées discrètement, entre M. Limerel et la baronne Tourette, avaient abouti à cet accord : « Marguerite ne saura rien; nous irons faire un tour au Salon; à trois heures, exactement, nous serons devant la grande machine de Wambez, vous vous rappelez, où les professeurs de la Sorbonne sont représentés, faisant des effets de robe sur un escalier... Vous nous rencontrerez... Je ne sais pas si je m'abuse; mais le voisinage de ces portraits de vieux messieurs ne doit pas nuire à Marguerite. La chère petite aura tout le loisir de causer avec votre fils, et c'est ce qu'il faut, n'est-ce pas, puisque nous pouvons faire l'occasion, mais non la sympathie. — Évidemment. — Vous y serez? — Trois heures précises, madame. Et la suite est aisée à prévoir. »

M. Victor Limerel venait précisément d'assister à cette entrevue. Il avait tenu à aller seul avec Félicien. » Vous compromettriez tout, ma chère; vous auriez de l'émotion sur les joues,

dans la voix. Je vous reviendrai avec le vainqueur, et vous n'aurez pas de regret, quand l'affaire aura réussi, de m'avoir écouté. » Elle devait ne jamais avoir de place dans les succès diplomatiques de M. Limerel. L'habitude était prise. Il revenait donc, et, ne trouvant pas sa femme, il s'impatientait. Deux fois, il avait cru entendre le bruit de l'ascenseur s'arrêtant au premier; deux fois, dans le cabinet de travail, tendu d'étoffe claire et qui n'avait qu'une tache sombre, la réduction en bronze du *Penseroso* avec plaque de cuivre et inscription : « Donné par les ouvriers des usines, » — il s'était levé, appuyé sur le coin de cuivre de la table, prêt à dire : « Ah! vous voilà enfin! Ce n'est pas trop tôt!»

Le choc de l'ascenseur ébranla réellement le parquet. La belle Mme Limerel, quelques secondes après, — elle avait couru, — entr'ouvrit la porte, et, avant même d'être entrée:

— Eh bien? Et mon fils?

Elle avait jeté si vite, d'un ton si angoissé, ce cri maternel, que M. Limerel en fut ému, au point d'oublier le reproche tout préparé, et qu'il dit, levant les bras :

— Manquée, l'entrevue! Entièrement manquée! Et par votre faute!

— Je le pense bien. Tant que je vivrai, toutes les fautes sont à moi. Cependant, je n'y étais pas, et vous y étiez. Mais peu importe... Racontez-moi d'abord... Où les avez-vous vus?... Mon pauvre Félicien!... Comme il doit souffrir!... C'est cette péronnelle qui n'a pas voulu de lui?

— Mais non, ma chère, c'est lui, c'est lui! Comment pouvez-vous supposer? Ah! je vous reconnais bien là : un échec vous enlève tout jugement!

— Mais racontez donc! Racontez! Vous voyez que je ne puis pas supporter le retard. Où étiez-vous?

— Tournant le dos au tableau de ce peintre, vous savez bien, la Sorbonne, dans la grande galerie. J'avais l'air de m'intéresser à une mer démontée, qui se trouvait là; mais, du coin de l'œil, en expliquant à Félicien mon admiration qu'il ne partageait pas, je guettais. A trois heures quatre, les Tourette surgissent du grand escalier, au complet. Ils viennent. Ils vont passer tout près de nous. Je me rapproche encore de l'entrée, les mains au-dessus des yeux, de l'air d'un homme qui veut éviter un faux jour. Ils nous aperçoivent : « C'est vous, mon cher Limerel? Quelle bonne surprise!... »

— Comment disait-il cela?

— Essoufflé, mais très courtois, cordial même. Je suis sûr qu'il désirait ce mariage-là. Un air qui ne trompe pas. J'ai l'habitude des hommes.

— La mère?

— Très digne toujours. Mais elle était venue, malgré la migraine.

— Et Mlle Marguerite?

— La plus jolie Parisienne de toutes celles qui étaient là, vivantes ou dans les cadres d'or, un Greuze coiffé à la mousquetaire, un petit nez relevé, sablé d'un peu de rousseur, des lèvres spirituelles et éclatantes, des yeux vifs sous des paupières langoureuses : vous la connaissez. Elle savait tout. Pas une émotion. Elle est très forte. Tout de suite une liberté, un entrain, des mots drôles. Elle emmène Félicien : « Je suis chez moi, au Salon, monsieur, venez par ici. » Nous suivons. D'un commun accord, tacite, nous nous laissons distancer. Elle causait beaucoup; son joli bras, armé de l'ombrelle, se levait quelquefois; Félicien parlait peu; nous pensions : « Cela va normalement, » mais nous ne pouvions pas nous le dire encore...

M. Limerel continuait le récit de l'entrevue. Et, sans doute, il exagérait le rôle de la personne qu'il aimait le mieux, et de beaucoup; cependant, il ne parlait pas que de lui-même, de ses habiletés, de ses réflexions, de ses reparties. Par exception, il s'efforçait de raconter ce qu'avaient dit ou fait les autres. L'attention passionnée de Mme Limerel, l'interrogation pressante, continue, de ce regard fixe, de cette bouche entr'ouverte, de tout ce visage tendu en avant, agissaient sur l'homme le moins indulgent qui fût à ce qu'il appelait le romanesque des mères. Cette mère-là, les yeux creusés, assise dans la bergère près de la cheminée, ployée en deux, sans égard pour le corset neuf, ni pour la robe qu'elle froissait, la voilette relevée d'un geste brusque et roulée en bourrelet, le chapeau de fleurs déplacé, n'était plus la belle Mme Limerel, la blonde régulière et fade qu'il était accoutumé de dominer, mais un être en qui vivait et s'exprimait une force primitive : la pitié pour l'enfant.

— Oui, dit-elle, je vois bien la promenade, et vos haltes, et leurs gestes à eux; mais la fin? la fin?

— Quand j'ai eu pris congé du baron et de la baronne Tourette, en bas, dans le hall, après trois quarts d'heure, — j'avais

peur d'abuser, n'est-ce pas? — ils ont fait, pour la forme, le tour de deux ou trois statues, puis ils ont quitté le Grand Palais. J'ai demandé à Félicien : « Qu'en penses-tu? » Il m'a répondu, j'ai toutes les syllabes gravées dans le cerveau : « Délicieuse pour un autre, mon père : moi, je n'épouse pas. Je vous avais prévenu. — Et la raison, s'il te plaît? — Je pourrais en dire plusieurs. Je préfère ne vous en donner qu'une, qui suffira pour empêcher toute autre tentative comme celle-ci, que j'ai eu la faiblesse d'accepter : je suis résolu à épouser Marie! »

— Il a dit?...

— Il a dit : « Je suis résolu à épouser Marie. » J'ai répondu : « Marie Limerel, ta cousine? Je ne veux pas, entends-tu? — Je vous dis que j'y suis résolu. » Et alors, ma chère, nous sommes sortis. J'étais outré! J'ai dit tout ce qu'on peut dire. J'ai montré à Félicien quelle sottise il ferait, en épousant une fille qui ne lui apportera pas même quatre cent mille francs, en s'alliant à une famille sans chef, qui n'a de relations que dans un seul monde et dans celui qui ne compte pas. Je lui ai montré que, quand on prétendait faire son chemin dans la diplomatie, on ne commençait pas par cette maladresse. A un certain état de fortune et d'élévation sociale, tel qu'est le nôtre, correspondent des obligations spéciales. J'ose dire qu'un grand bourgeois est limité dans le choix de sa femme, comme un prince, à moins qu'il ne veuille déchoir. Félicien déchoit. Il n'arrivera pas. Il veut se mettre en route avec un paroissien romain; c'est un Machiavel qu'il lui faut. Je lui ai dit tout cela, et d'autres choses encore... Il m'a répondu par des phrases de sentiment; il m'a répété que Marie était jolie.

— Elle l'est, en effet.

— Mlle Tourette ne l'est-elle pas, par hasard?

— Et puis, tant de hauteur morale, mon ami, tant de distinction!...

— Définissez-la donc, la distinction? La petite Tourette a cent fois plus de chic, et c'est la distinction d'aujourd'hui, ma chère. Et, lors même qu'elle ne posséderait pas toutes les qualités dont rêve Félicien, elle est très jeune, il la formerait selon l'idéal qu'il entrevoit. Une femme de vingt ans, est-ce qu'un mari intelligent n'en est pas l'éducateur véritable? Est-ce qu'il ne peut pas l'affiner?

— Nous sommes l'exemple du contraire : j'avais vingt ans moins trois mois, lorsque vous m'avez épousée.

— Je vous en prie! Je ne suis pas d'humeur à plaisanter.

— Ni moi, je vous assure. Je ne veux pas même vous contredire sérieusement. Ce sont seulement des objections que je fais, aux lieu et place de ce pauvre enfant qui n'est pas là... Pourquoi faites-vous ces yeux durs?

M. Limerel se leva, jeta sur le bureau un coupe-papier d'ivoire avec lequel il faisait volontiers, en parlant, le geste de trancher, et il se mit à marcher très lentement, les bras croisés, entre la porte et la fenêtre, et sans cesser de regarder sa femme, qui se levait, elle aussi, et qui s'apprêtait à céder, en se retirant.

— Parce que, dit-il, vous êtes au fond la vraie coupable. Vous êtes cause que Félicien a des goûts ridicules, puisqu'ils combattent les miens...

— Il s'agit de son mariage, Victor!

— Il s'agit de son avenir, et il le compromet. Si vous ne lui aviez pas donné une passion pour l'idéal, qui m'inquiète,... parfaitement, qui m'inquiète, une piété excessive...

— Qu'est-ce que vous appelez excessive?

— Celle qui gêne, parbleu!

— Hélas! il ne pratique plus; vous le savez bien: c'est même un de mes chagrins.

— Je ne m'occupe pas de cela. Ce que je lui reproche, c'est d'être un esprit essentiellement romanesque et mystique.

— Pauvre enfant, un peu d'enthousiasme, qu'il tient peut-être de moi.

— Mais, non, ma chère: mystique, mystique; je soutiens qu'il vit, qu'il nage dans l'irréel. Il a le goût des femmes dévotes. Il se représente Marie comme une espèce d'archange ou de madone.

— Il l'aime.

— J'appelle cela déraisonner, être malade, ignorer le monde, faire une sottise. Choisissez.

Mme Limerel, lasse d'être debout, plus lasse encore de contredire, sachant l'inutilité des discussions, reprit le ton de visite, qu'elle avait aimable et d'un joli timbre.

— Je voudrais ne pas vous déplaire. Que désirez-vous que je fasse, mon ami?

— Ce que je veux? C'est que vous parliez à votre fils. C'est que vous le détourniez de cette idée folle. Il vous écoutera mieux qu'il ne m'a écouté. Vous avez une influence sur lui.

— Je le ferai d'autant plus souffrir... Puisque vous le voulez, j'essaierai. Où est-il allé, en vous quittant ?

— Au ministère, où il avait rendez-vous... Il ne peut tarder. Je vous laisse. Il croira me trouver, et il vous trouvera...

— Vous ne craignez pas qu'il ne soit soutenu bien fortement ?

— Par qui ? Par ma belle-sœur? Je lui ai écrit en Angleterre, et j'ai reçu d'elle une réponse...

— Que vous ne m'avez pas montrée...

— C'est vrai. Mais excellente. Oh ! celle-là ne fera rien pour capter mon fils. La sévérité de ses principes est encore plus grande que la vôtre. Elle m'exaspère. Du moins elle me rassure ; elle me garantit contre des manœuvres déloyales. Madeleine n'attirera pas Félicien. Je ne crains que Marie, qui est une passionnée, sous ses airs de retenue. Elle a toujours vécu avec nous, avec Félicien, dans une intimité dont je ne calculais pas les dangers. Elle ne peut pas ne pas l'aimer.

— D'une amitié de cousine.

— Oui, oui, connu, d'une de ces amitiés qui sont de l'amour intimidé par sa légalité même... Marie a des yeux, Marie a du jugement ; elle sait que mon fils est un parti flatteur et charmant, qu'il a une grosse dot, qu'il ira très loin... C'est contre elle qu'il faut que vous travailliez. Dites simplement que vous trouvez ce mariage impossible, qu'il vous peinera... J'entends qu'on ferme la porte de l'hôtel. C'est Félicien... Vous direz que vous ne m'avez pas vu... Ne pâlissez pas comme vous faites, voyons ! C'est ridicule. Quand serez-vous une vraie femme ? une volonté ?

Elle demeura le visage tourné vers le couloir par où son mari disparaissait ; elle pensait : « Vous, quand serez-vous un vrai homme ? Quand serez-vous un cœur ? » Elle sentait que, dans cette minute grave, tout un passé avait sa répercussion ; elle souffrait d'être seule, contrainte d'agir contre son instinct, et sans doute contre la justice.

Félicien entra. Elle eut un geste qui fut toute son habileté. Pendant qu'il entrait, et qu'il la regardait, tendrement, de ses yeux interrogateurs, Mme Limerel enlevait une à une, avec régularité, les grandes épingles dorées et strassées, déposait sur la table son chapeau de fleurs, et, du bout de ses doigts, à petits coups, disciplinait ses cheveux.

— Mon père n'est donc pas rentré?

— Non, mon chéri, pas encore. Tu reviens du Salon, de ..., enfin, es-tu content?

Il avait de clairs yeux fermes, qui devenaient tout à coup humides, spirituels, railleurs ou câlins, des yeux de France, mais où passaient trop d'idées en voyage; son jeune visage pâle, ses cheveux bruns en brosse, ses moustaches naissantes, son menton un peu avançant comme celui du père, en proue armée, les touffes de poils frisans qui estompaient la mâchoire et les joues, sans avoir encore une forme artificielle, lui donnaient un air d'étudiant convaincu, de bûcheur bien doué. Quelque chose d'élégant dans le port de la tête et la cambrure des reins, la souplesse de ses mouvemens, faisaient songer à des portraits de jeunes Italiens de la Renaissance, porteurs de dagues et vêtus de pourpoints ajustés. Il embrassa sa mère, et ne répondit pas tout de suite, mais il dit :

— Venez? Voulez-vous? Asseyez-vous tout près de moi: j'ai besoin de votre secours.

— Ah! quand vous êtes grands, nous sommes si peu de chose! Moi, te secourir? Tu crois que je puis encore te secourir? Comme cela fait du bien!

Il prenait sa mère par la main, et la conduisait jusqu'au canapé qui était en face du bureau de M. Limerel, le long du mur. Quand elle fut assise près de lui, Félicien se pencha en avant, et il avait les yeux errans devant lui, ne voyant que son chagrin. Elle l'écoutait, droite, devenue grave, comme une poupée très sérieuse, et elle continuait, par momens, de refaire sa coiffure déséquilibrée. Mais elle écoutait bien. Elle baissait les paupières, à certains mots, comme s'ils lui faisaient mal. D'autres fois, elle tournait la tête pour dire quelque chose de négatif : impossible, trop tard, illusion... La belle Mme Limerel souffrait de voir souffrir, et elle souffrait aussi de ne pas être libre de consoler.

— Maman, je suis très malheureux.

— Qu'as-tu, mon enfant?

— Nous ne sommes que trois chez nous. Vous ne vous entendez guère avec mon père...

— Qu'en sais-tu? Mais si! Tu te trompes, Félicien, je...

— Moi, sur une question très grave, je ne m'entends pas avec lui, et je ne sais pas si je m'entendrai avec vous...

— Dis: il s'agit de ce projet? Si la fille du baron Tourette ne te plaît pas, ton père et moi nous chercherons une autre jeune fille...

— Elle est trouvée.

— O mon Dieu! Qui est-ce?

— Elle a toujours vécu près de nous.

— Marie?

— Oui, elle qui a toujours été si affectueuse pour vous.

— Cela est vrai.

— Et que vous avez toujours défendue... Qui pourriez-vous souhaiter qui fût meilleur qu'elle? Elle n'a pas même besoin d'apprendre à vous aimer. Si vous voulez m'aider...

— Non, tu parles trop vite, mon Félicien; c'est impossible.

— Pourquoi impossible?

A ce moment, il la regarda, mais elle n'osa pas le regarder, et elle dit:

— Ta carrière, notre fortune aussi, te commandent de faire un autre mariage...

— Ma pauvre maman, vous avez vu mon père. Vous le récitez.

Elle n'osa pas nier une seconde fois. Il s'écarta un peu.

— Je ne sais pas si, dans l'avenir, ton père changera de sentiment. Peut-être. Mais le moyen n'est pas de heurter son opinion.

— Vous voulez que j'attende, vous aussi?

— Oui.

— J'attendrai, mais quand je serai sûr que Marie m'aime. Cela, il faut que je le sache, et, dans une heure, je le saurai. Je vais le lui demander.

— Toi?

— A l'instant.

— Tu ne lui as donc jamais rien dit?

— Non; avant de lui parler, je voulais être l'homme que je suis, délivré des concours.

— Et cependant, tu as accepté d'aller au rendez-vous?

— Pour avoir un argument de plus; pour pouvoir dire à mon père: « Je les ai vues toutes deux, et je n'en aime qu'une: Marie. »

— Mais, c'est impossible; un mariage ne se conclut pas ainsi, dans un coup de tête, en dix minutes.

— Il y a des années que je l'aime.

— Et sans que les parens...

— Puisque je vous ai tous les deux contre moi, je n'ai donc qu'à lui parler moi-même... J'irai... Mais, voudra-t-elle?

Mme Limerel secoua sa tête blonde, et, malgré son trouble, elle sourit.

— Comment peux-tu douter? Une jeune fille qui te connaît!

— Non, vous ne savez pas,... vous ne comprenez pas comme moi certaines choses... Marie est une femme très supérieure.

— Et toi, Félicien!

La mère passa le bras sur l'épaule de son fils, et elle attira cette tête maigre, dont tous les muscles étaient tirés, creusés et vibrans d'émotion.

— Je suis faible, dit-elle, en l'embrassant... Je ne devrais pas te laisser croire que je te pardonne. Je ne t'approuve pas. Je pense comme ton père... Tu ne peux croire à quel point je suis désemparée... Au moment où notre dernier vœu pour toi allait se réaliser, tu brises tout. Nous avons vécu si unis, si heureux!...

— Sans nous expliquer jamais sur rien d'essentiel, ma pauvre maman. J'ai bien peur que notre paix n'ait été faite que de nos lâchetés réciproques.

— Hélas! est-ce que cela ne pouvait pas durer?

— Vous voyez bien que non.

— Et que vais-je dire à ton père?

— Que je suis parti.

Il se leva, et quitta l'hôtel, tandis que sa mère, assise sur le canapé, pleurait silencieusement des larmes dont elle n'aurait pas su dire la cause, mais qu'elle sentait venir d'une douleur profonde, profonde et qui, bientôt, allait avoir un nom.

La distance était courte, entre l'hôtel de Victor Limerel et l'appartement qu'habitaient Mme Louis Limerel et sa fille, avenue d'Antin. Félicien marchait vite, enveloppé de pensées qui l'assaillaient toutes ensemble. Il songeait à ce qu'il allait dire, aux réponses possibles, il bâtissait dix romans différens, il se débattait contre les objections de son père; il se rappelait tout le passé qui l'unissait à Marie; il revoyait Marie enfant, sur la plage de Saint-Lunaire, où les deux familles passaient un ou deux mois, autrefois; les Tuileries, là-bas, au bout de la file des voitures qui descendaient l'avenue des Champs-Élysées, le

jardin qu'il traversait, en revenant du collège, allongeant le chemin pour la voir sauter à la corde, ou courir, souple et folâtre, et l'œil long, comme une chèvre ; il la revoyait en jupe courte, à l'âge incertain où le sourire de Marie avait changé, petit fruit qui reste vert et qui se colore déjà, Marie qui avait des regards qui tiennent à distance, et la fierté du royaume des pensées virginales ; il l'aimait maintenant d'un amour craintif, inquiet, jaloux ; il la savait si différente de la plupart des jeunes filles avec lesquelles il flirtait dans les bals, cette cousine qui était instruite et qui n'avait passé aucun brevet, cette très jolie femme qui était simple, cette Parisienne épanouie dans un monde d'élite, religieuse, très décidée, très nette, et qui jugeait avec une sévérité jeune, et juste, il le comprenait bien, les relations mêlées de la famille Victor Limerel. Qu'une jeune fille de vingt ans, douée comme elle, restât longtemps sans être aimée, demandée, conquise, ce n'était pas possible. Il avait souffert de cette absence de six semaines, de ce voyage en Angleterre dont il n'avait rien connu. Qui avait-elle rencontré en route, qui là-bas, et quelles influences nouvelles s'étaient emparées peut-être de ce rêve qui cherche son maître, toujours, partout ? Cette crainte était une des causes secrètes qui avaient décidé Félicien à ne pas tarder et à interroger Marie.

A droite, dans l'avenue d'Antin, Félicien Limerel entra sous le porche de la maison dont les deux premiers étages avaient déjà toutes leurs persiennes fermées. Mme Louis Limerel habitait le troisième. Il demanda à la femme de chambre :

— Ma tante est chez elle ?

— Non, monsieur, mais Mademoiselle est là. Monsieur veut-il que je la prévienne ?

Il eut une émotion si violente qu'il ne répondit pas immédiatement.

— Non, dit-il, où est-elle ? J'irai la trouver

— Dans la salle à manger. Elle écrit.

Il ouvrit la porte.

— En effet, j'écris, dit Marie en venant au-devant de son cousin. Bonjour, Excellence ! Qu'est-ce qui me vaut l'honneur ?...

Elle faisait une révérence, elle riait, elle était claire de visage et de vêtement.

— Assieds-toi, Félicien. Je reprends ma place favorite.

Tiens, ici, je suis en belle lumière pour écrire, et j'ai moins de bruit que du côté de l'avenue.

Marie s'asseyait près de la table qui avait été approchée de la fenêtre. Elle avait devant elle une boîte de papier et d'enveloppes, un encrier de poche, une lettre commencée. La très large baie de la salle à manger donnait sur une cour autour de laquelle les constructions étaient basses. On voyait des pointes d'arbres à gauche, un jardin de la rue du Faubourg-Saint-Honoré.

— Je t'ai à peine vue depuis ton retour d'Angleterre, Marie.

— C'est vrai, la réunion dite de famille, chez nous, l'autre soir, n'était guère intime : dix personnes, des amies de maman; il y en a plusieurs qui sont vraiment accaparantes...

— Il en sera de même chez nous, après-demain. Nous serons presque seuls au dîner, mais le soir, au moins cent personnes. Grande musique... Toi, tu es toujours accaparée. Quand ce n'est pas une vieille dame, c'est un monsieur, vieux ou jeune, qui vient s'asseoir à côté de toi, et qui trouve plaisir à causer avec une belle jeune fille, et qui dira ensuite, pour s'excuser : « Elle a vraiment de l'esprit, du jugement, une instruction rare... » Et c'est vrai, tout cela...

— Allons, Félicien, ménage-moi. Que veux-tu, mon cher, nous passons nos concours, nous aussi. Ils sont plus nombreux que les vôtres, et pas plus amusans. Te voilà un homme, tu as une carrière, la carrière par excellence. On a dû être ravi, chez toi ?

— Oui, mais ce sont des ravissemens qui ne durent pas.

— Tu en connais qui durent ?

— Non, pas encore.

Et leurs yeux s'étant rencontrés, elle rougit, et se mordit les lèvres, comprenant qu'elle avait dit étourdiment une sottise, et amené la conversation, brusquement, au tournant dangereux. Sa main, appuyée sur la table, tourna et retourna la lettre commencée. Marie Limerel était de ces natures très braves, parfaitement franches, qui n'hésitent qu'au début et pour le choix de la route, et qui vont ensuite jusqu'au bout du devoir aperçu. Son profil fin s'enlevait en médaille sur le vitrage à croisillons de la fenêtre. Quand elle se retourna vers Félicien, elle leva cette main qui venait de feuilleter les pages blanches, et elle eut l'air de prononcer un serment.

— Si tu as à me parler, fais-le tout de suite, pendant que nous sommes seuls, et ne nous mentons pas l'un à l'autre.

— Tu me répondras avec une entière sincérité?

— Entière.

— Marie, ma cousine Marie, m'aimes-tu un peu ?

— Je t'aime beaucoup, Félicien, et depuis ma petite enfance.

— Oui, je le sais, je te crois, mais ce n'est pas ce que je te demande. M'aimerais-tu assez pour devenir ma femme? Moi, j'ai passé depuis longtemps de l'amitié de cousin au grand amour pour toi... Je t'ai comparée, et je t'ai trouvée supérieure à toutes celles qui m'ont été présentées, je puis bien le dire... Toi sage et si droite, toi qui passes dans le monde stupide où nous sommes tous, et qui ne lui ressembles ni par ton regard, ni par tes mots, ni par ton cœur, toi qui es jeune.

— Jeune! Félicien, je me suis demandé, moi, pourquoi tu ne l'es pas assez?

— Tu as donc pensé à moi? Oh! même pour me blâmer, je te remercie de m'avoir fait une place dans ta pensée! Avais-tu deviné? Savais-tu?

— Oui, j'ai cru deviner plusieurs fois. Mais écoute bien : je n'aimerai d'amour que celui qui me donnera un amour comme celui que j'ai rêvé....

— Enthousiaste? ardent? respectueux? Marie, celui que j'ai pour toi est tout cela ensemble.

— Je veux plus, beaucoup plus.

— Pur alors? Ah! tu m'interroges sur mon passé de jeune homme?... Tu me fais des crimes d'infidélités qui ne sont pas nombreuses, je t'assure.

— Tu te trompes... Je pardonnerais peut-être à celui qui me demanderait ce pardon-là...

— Peut-être seulement?

— Oui, je n'ai pas encore à faire ce sacrifice. Je ne sais pas. Mais ce que je veux, par-dessus tout, c'est qu'entre lui et moi il n'y ait pas de pensées qui séparent; c'est que, lui et moi, nous n'ayons qu'une âme...

— Hélas! nous y voilà! Je tremblais, Marie, que tu ne me demandes de te ressembler trop!

— Es-tu encore un chrétien? Avons-nous la même foi? Comprends bien ce que je veux dire. Je sais que tu continues d'aller à la messe, et que tu y accompagnerais ta femme; je vois que,

par tradition de famille, tu es, tu restes provisoirement respectueux de l'idée catholique, des cérémonies, des usages... Mais, respectueux, mon ami, ce n'est pas assez, ce n'est pas vivre de la foi, comme j'en veux vivre. Je souffre de te parler comme je fais; je me suis dure à moi-même. Pourtant, il y aurait une telle désillusion, si mon mari ne priait pas avec moi, ne recevait pas mon Dieu, ne s'inspirait pas, pour le moindre de ses actes, de cette foi qui est vraiment tout moi-même ! Tu me trouves jolie, et cela me touche. Mais d'autres le sont. Pourquoi es-tu venu? Ce que tu aimes en moi, Félicien, je crois bien que c'est elle?

— Cela se peut. Il y a du mystère en toi, Marie.

— Non, il n'y a qu'une jeunesse protégée, une volonté qui serait faible d'elle-même, mais qui a été depuis l'enfance affermie et dirigée en hauteur, avec une tendresse admirable. Je vois tant de ruines ailleurs! Je sens qu'avec la plupart des hommes, j'aventurerais mon âme et mon bonheur... Je voudrais... Ne te moque pas de moi...

— Dis, au contraire, dis : que j'aperçoive au moins le paradis de ton âme! J'ai promis de répondre. Que voudrais-tu?

— Que mon mariage eût quelque chose d'éternel. Je crois qu'ils sont médiocres, ceux qui ne sont pas faits pour la durée sans fin. Je pense qu'une famille qui se fonde a un retentissement infini, avant elle, après elle. Je voudrais être la mère d'une race sainte.

— Tu en serais digne, Marie. Mais l'autre, où le trouveras-tu? J'en connais quelques-uns qui pensent comme toi et qui vivent comme tu le dis. Mais ceux-là ne t'aiment pas! Ils sont meilleurs que moi, mais ils ne t'aiment pas! Ils passeront près de toi, et ils ne sauront pas ce que tu vaux. Quelle œuvre d'ailleurs plus belle que de ramener à Dieu l'homme que tu aurais choisi?

— Aujourd'hui, cela ne se peut plus guère, Félicien. J'aurais à lutter contre le monde entier. Je n'arriverais pas.

— Pourtant, petite Marie, les vierges chrétiennes épousaient des païens?

— Elles étaient bien obligées. Et puis, ils étaient, eux, des païens excusables, des ignorans de la vie vraie.

— Et nous?

— Ceux d'aujourd'hui sont des chrétiens flétris. J'en suis sûre, je le sais, avant d'en avoir eu l'expérience : ça ne revient pas dans l'eau pure comme un brin de lilas.

— Dans les larmes alors ?

Et il essaya de rire.

— Oui, plutôt dans les larmes.

Et il se mit à pleurer. Il ne cacha pas ses larmes. Elles coulaient sur ses joues. Il penchait la tête, il regardait Marie, comme déjà lointaine. Et ne pouvant supporter tout l'amour douloureux qu'il lui disait ainsi, Marie le regardait un moment, et puis fermait les yeux, et puis le regardait encore. Une pitié grandissait en elle.

— Mon pauvre Félicien, comme je te fais du mal !

— Non, pas toi, Marie, pas toi ! Tu n'es pas coupable. Tu es celle pour qui je souffre, mais tu ne fais que me montrer quelle distance il y a entre nous... La faute est à ceux qui ne te valent pas... Je me défends parce que je t'aime... Au fond, les paroles que tu dis, je les sens justes... Tu dois avoir raison... Moi, je ne sais plus. C'est la chose la plus dure que j'aie à t'avouer... Je ne songe pas souvent à ce qui me reste de foi, parce que j'ai peur de trouver qu'il n'en reste plus.

— Ne dis pas cela, Félicien ; tu te trompes certainement !

— J'espère que je me trompe.

— Oh ! oui, ne me réponds pas tout de suite... Tu n'es pas sûr... Prends le temps d'examiner...

— Tu me voudrais meilleur, tu ne me croyais pas pire comme je le suis. Je te bénis, parce que tu souffres aussi.

— Vois, tu te sers d'un mot de la foi. Tu me dis : « Je te bénis. »

— C'est ce qu'il m'en reste, hélas ! des mots, des sons, des regrets...

— Attache-toi aux regrets. C'est le commencement du retour ! Ne me dis plus que tu ne crois pas ! Ne t'accuse plus... Étudie-toi...

Elle s'était penchée, elle avait pris la main de Félicien. Elle le consolait, elle le plaignait de toute son âme jeune, angoissée, qui voyait pleurer d'amour.

— Oui, je le ferai. Mais comprendras-tu, toi qui n'as pas varié, ce que c'est qu'une âme malade ? J'admire cette religion que j'ai aimée, mais je ne vais plus à elle. Je me dis : « Cela est beau, » et je n'adhère pas au précepte. Les facultés préhensives de mon âme sont comme inertes, ma volonté ne suit plus mon intelligence. Je regrette de ne pas croire, et je ne fais rien pour

sortir de ce doute qui me pèse. Il y a en moi une puissance engourdie ou morte, je ne sais lequel, et c'est de ce problème que tu fais dépendre ma destinée!

— Comment cela se peut-il? Toi, élevé dans un collège dirigé par des prêtres? Toi, élevé par eux?

— Non, instruit, ce n'est pas la même chose; ils ont fait ce qu'ils ont pu, ou à peu près. Si leur œuvre n'avait pas été détruite, je serais ce chrétien que tu pourrais aimer, Marie. Ne recherchons pas qui a fait ces ruines. Évidemment, moi, moi d'abord. Mais... Nous découvririons des coupables que je ne veux pas nommer. C'est un abîme que je redoute de parcourir.

Marie se leva, et fit un geste de supplication.

— Ne me réponds pas davantage! Je puis être sûre que tu me diras l'entière vérité. Prends un temps pour t'étudier toi-même. Tu verras fondre plusieurs illusions qui t'aveuglent sur tes croyances. Va, Félicien, j'ai espoir!

— Chère cousine Marie, quel rêve tu es!

— Et pendant que tu songeras, moi, je prierai.

Il ne pleurait plus. Il était debout à côté de Marie aussi pâle que lui, mais il évitait de regarder le visage qu'il aimait, sentant qu'il ne serait plus maître de son chagrin, s'il rencontrait encore ces yeux pleins de pitié, et il regardait seulement le bas de la robe, et la main fine et ferme allongée sur la table.

— Marie, nous sommes victimes de ce temps. Je suis de ce monde qui meurt en s'amusant, et tu es, toi, de l'élite préservée, et réservée pour la résurrection... Je n'ai jamais vu comme ce soir ce qui a cessé de vivre en moi. Je vais t'obéir... Je vais tâcher de me reconnaître parmi les décombres.

— Si tu vois ton mal, renie-le donc!

— Ah! Marie, combien voient leur mal, et n'ont pas la volonté, ou la grâce de guérir.

— Ou la grâce!

— Oui, tu ne peux comprendre cette pauvreté de l'âme, toi l'ardente, toi la non diminuée, toi la dévouée.

— Si mon amour pouvait te rattacher à la foi! Mais non, ce n'est pas assez. La force doit venir d'ailleurs. Je prierai.

— Dis, quand nous reverrons-nous? Tu m'es chère désespérément.

—Chez ma tante après-demain. Mais je te défends de rien

me dire ce jour-là Je ne veux pas que tu me parles. Je veux que tu me fuies ! Laisse passer des jours, des jours, encore des jours ! Ne nous condamne pas trop vite !

— Nous ! Ah ! que tu es bonne !

— Adieu.

— Prie bien, toi Marie, prie pour deux.

Ils se donnèrent la main, et dans l'étreinte rapide de leurs doigts, tout l'honneur de leurs âmes jeunes et blessées s'exprima. Ce fut comme un serment d'attendre dans le silence l'avenir inconnu, prochain, menaçant.

Félicien ne voulut pas rentrer chez lui. Il était trop violemment troublé pour affronter les regards de son père. Il était trop irrité. Toute sa jeunesse se levait; toutes les années, témoins successifs, venaient déposer. Elles disaient :

« Que crois-tu? Comment pourrais-tu être un homme de foi ? Tout petit, tu as été laissé aux mains des domestiques, passantes de la maison, pour qui tu n'étais qu'une petite chose criante, qui fait veiller tard, quand la mère et le père sont sortis. Onze heures, minuit, une heure. Quels tristes anges gardiens! Pour une qui joignait tes mains et t'apprenait une prière, combien t'ont couché en grondant, ou en chantant, sans appeler le ciel dont l'enfant a besoin, pour être tout l'enfant.

« Quelle étude as-tu faite de ta religion? Quelle immense place a tenue, dans ton adolescence, la pensée du baccalauréat! Le collège où tu as été d'abord demi-pensionnaire, et, pour finir, externe, donnait à l'enseignement religieux une place mesurée, suffisante si les parens prenaient soin de faire répéter la leçon, de l'expliquer, de la montrer surtout vivante en eux. Il y avait plusieurs prêtres zélés, qui tâchaient de mettre un peu de divin dans ces esprits tout occupés du monde, saturés de bruit, troublés par la rue, les journaux, les affiches, les théâtres, les livres et par cette violente nature qui a des raisons de plaisir pour trouver acceptable le doute, si misérable qu'il soit, qui peut ébranler la règle, Ces hommes animés de la charité, et savans dans la science qui fortifie, gagnaient des âmes à la vérité, pour toujours; ils avaient le respect rapide des autres. Félicien, tu étais de ces autres. Ah ! quelle compensation, quelle revanche de la messe du dimanche ! On pouvait tout dire et tout sous-entendre chez toi, dans les dîners, les soirées, les visites et

les thés. Ta mère désapprouvait au fond, mais par politesse elle souriait quand un des passans du monde soutenait un paradoxe, attaquait le cléricalisme en se déclarant respectueux de la foi, plaisantait les dévots, le scapulaire ou les indulgences, se déclarait hostile aux Jésuites ou aux « moines d'affaires, » comme il disait, ou racontait quelque histoire grasse. M. Victor Limerel ne croyait pas avancer une sottise, quand il affirmait qu'il avait assez d'honnêteté pour se passer de philosophie. Il ne songeait pas à la petite âme qui entendait tout, qui voyait vivre, et apprenait à vivre à côté du *credo* qu'on récite. Et voilà ta jeunesse! »

Félicien se souvenait, comme d'une date douloureuse, de l'époque, — il faisait alors ses études de droit, — où la conscience claire de sa volonté coupable, le sentiment de son indignité, l'avait fait s'abstenir de la communion pascale. Mme Victor Limerel avait seule communié. Au retour, pas de scène, pas d'explication : une parole de plainte seulement, craintive. Mme Limerel avait pleuré, le père avait semblé ignorer. Et voici que Marie ressuscitait ce passé, l'obligeait à comparaître jour par jour, et que beaucoup de mots et d'incidens, que Félicien croyait avoir oubliés, s'offraient à lui, et demandaient à décider l'avenir. Que crois-tu encore? Quelle promesse peux-tu faire à cette âme sainte? Quelle communauté véritable s'établirait entre elle et toi? Descends encore plus avant dans ta trouble conscience, jeune homme! Souffre! Peut-être, tout au fond, retrouveras-tu, sans que tu puisses le prévoir, une force encore vivante dans son germe enseveli.

Après avoir erré dans les rues et les avenues du quartier de l'Étoile, Félicien se décida à rentrer. Huit heures étaient sonnées. Mme Limerel, dès qu'elle entendit s'ouvrir la porte du vestibule, sortit du petit salon, et vint au-devant de son fils.

— Eh bien? Comme tu as été longtemps! Je n'ai rien dit à ton père. Il est en haut.

— Ne lui dites rien.

— Je ne suppose pas un instant qu'elle t'ait refusé?

— Ne m'interrogez pas. Laissez-moi réfléchir en silence, maman. J'ai besoin de repos, d'étude, avant de donner la réponse que j'ai promise.

— Ah! tant mieux, c'est toi qui décideras!

— Oui...

Il soupira, passa la main sur ce front maternel qu'il ne voyait jamais ainsi, ridé par le souci.

— Non, ne vous rendez pas malheureuse. Il n'est pas temps Je puis vous dire seulement que le bonheur ou le malheur de ma vie tout entière est enfermé dans le petit mot que j'irai dire là-bas. Et vous n'y pouvez rien, rien.

Il se reprit et dit

— Plus rien.

*
* *

Le matin du mardi 22 juin, Mme Victor Limerel reçut un mot de sa belle-sœur, et elle y répondit immédiatement par le billet suivant, que le domestique rapporta :

« Certainement, ma chère Madeleine, je serai charmée de connaître ton Anglais. Il verra chez nous pas mal de monde. Nos amis ont voulu fêter avec nous le succès de mon fils, — et tu remarqueras que la date est choisie, puisque nous sommes à la veille de la Saint-Félix, — ils ont répondu en nombre à l'invitation. Tu peux même nous amener M. Breynolds pour dîner; il sera déjà habitué à nous quand les invités arriveront pour la soirée, et cela lui fera, dans la foule des inconnus, quelques îlots de conversation. Et puis, sans lui, nous serions treize à table. Ta sœur et amie :

« POMMEAU VICTOR LIMEREL.

« *P.-S.* — Félicien, à qui je viens de lire ce billet, se moque de ma superstition. Mais je persévère : amène-moi le 14e. »

Le jour même où il avait quitté Redhall, Réginald s'était embarqué pour Ostende. Il avait passé en Belgique, chez des amis, la première semaine, et même un peu plus, de son exil volontaire. Puis, muni de lettres de recommandation, il avait pris le train pour Paris, où l'attirait un dessein médité et précis « Je les verrai chez eux, songeait-il, je les étudierai dans leurs œuvres vivantes, ces catholiques, j'assisterai à leurs réunions, je les entendrai parler, je les comparerai, et pour cela j'irai en France, dans le pays où la religion est la plus ancienne, la plus créatrice, la plus apostolique, la plus combattue. On ne me rencontrera pas dans les théâtres ou dans les musées. J'appar-

tiens à une seule recherche. L'épreuve m'y attache, autant que mon inquiétude. Le reste m'est indifférent. A plus tard ! » Pour cette raison et pour une autre encore, il avait repoussé l'idée, qui plusieurs fois lui était venue, de rendre visite à ces deux Françaises, témoins du passé récent, et qui avaient été reçues dans la maison patrimoniale des Breynolds. Un mot le gênait, celui qu'il avait dit à la petite Dorothy, en parlant de Marie : « Je ne la reverrai pas. » Enfantillage sans doute, mais qui avait pouvoir sur cette nature tenace, peu habituée à se déjuger, même dans les petites choses. Un soir, cependant, comme il rentrait, triste, à l'hôtel, il avait vu de la lumière, là-haut, dans l'appartement qu'habitait Mme Limerel, et la pensée de ne pas être impoli, un regain de sympathie, le jeune désir d'apercevoir encore cette jolie Marie Limerel, l'avaient emporté.

Bien que Marie et sa mère l'eussent accueilli avec la simplicité amicale qu'autorisaient les semaines passées à Westgate, il s'était montré d'abord d'une froideur extrême. Elles le sentaient aussi distant que le premier jour, quand lady Breynolds avait présenté son fils aux deux Françaises. On eût dit que l'espèce de confiance qui s'était établie, sur le sol anglais, entre Réginald et Marie, n'avait pas passé le détroit, et que ce jeune homme, correct et sérieux, qui répondait des mots ou des signes aux questions des deux femmes, n'avait jamais causé avec Marie dans le parc du domaine paternel. Un fragment de cette conversation, coupée de silences, avait aussi étonné Mme Limerel. Elle demandait :

— Vous désirez peut-être connaître quelques personnes à Paris, monsieur?

— Je vous remercie, non, je ne désire pas.

— Alors, ce sont les monumens qui vous intéressent?

Il avait ri, en disant :

— Pas beaucoup.

Et on avait vu dans ses yeux clairs, et dans le dessin tendu de ses lèvres, un peu de cette âme qui se livrait difficilement.

— Comprenez-moi bien. Je ne prétends pas que vous deviez monter dans les tapissières qui partent de la place de l'Opéra et qui promènent vos compatriotes à travers Paris. Mais, venant ici pour la première fois, vous avez dû vous tracer un plan d'études, ou d'amusement. Vous connaissant, je suis sûre qu'il faut dire d'études.

— Oui. Des amis que j'ai, en Belgique, m'ont recommandé à plusieurs personnes.

Il n'en dit pas plus long sur ce sujet, et la manière dont il employait son temps, à Paris, demeura son secret. Aucune allusion ne fut faite, naturellement, aux explications violentes qui avaient décidé Réginald à quitter subitement Redhall et dont on avait parlé dans la petite colonie de Westgate. En demandant des nouvelles de sir George et de lady Breynolds, Mme Limerel laissa supposer qu'elle ignorait tout, même ce qu'elle avait vu, entendu ou deviné. Réginald fut touché de cette réserve, et, s'il n'en témoigna d'aucune façon, il pensa : « Ce sont des personnes de très bon monde, puisque, chez elles, et dans ce Paris, elles agissent comme elles ont fait en Angleterre. » Il avait ce préjugé, tout au fond de lui-même, que le milieu anglais pouvait corriger une certaine exubérance, une sorte de légèreté de jugement et de paroles qu'il croyait très communes en France et comme nationales. Lorsque Mme Limerel lui proposa de le faire inviter, pour le surlendemain, chez sa belle-sœur, il accepta, bien qu'il ne fût pas dans la disposition d'esprit d'un voyageur ordinaire, et l'empressement qu'il y mit fut la preuve secrète que sa visite l'avait charmé, et même un peu surpris.

— Je ne vous ferai pas inviter, ajouta Mme Limerel, pour le monde que vous rencontrerez, puisque vous venez de nous faire une déclaration de sauvagerie...

— D'ailleurs, ce n'est pas tout à fait le nôtre, dit Marie.

— Mais pour la musique, qui est très bonne.

Voilà pourquoi, le 22 juin, huit heures sonnant, Réginald Breynolds était présenté aux convives des Victor Limerel. C'étaient : un jeune ménage Pommeau, apparenté à Mme Limerel, le mari associé dans la maison d'automobiles Mohl et Gerq, — et l'on disait : « Pommeau des automobiles, » comme on dit à Rome : « Pietro dei Massimi ; » — un vieux conseiller d'État qui dînait dans tous les mondes, par tous les temps, racontait une histoire après le bourgogne, de quoi payer l'écot, terminait gaillardement son dîner, avec la satisfaction du devoir accompli, fumait, tenait un petit cercle, entre hommes, où il répétait une histoire salée, et filait en croisant le premier entrant de la soirée ; le banquier Ploute et sa femme, lui administrateur de plusieurs grandes sociétés, la richesse même, intelligent, elle, la richesse même, bête et très blonde, réputée pour la ligne de

ses épaules, les plus tombantes comme les plus diamantées du vrai monde ; un secrétaire d'ambassade qui voulait bien faire au jeune attaché l'honneur de dîner ailleurs que dans une maison de ministre ou de conseiller, un homme qui avait la parole plate et modeste et une terrible collection d'anecdotes contre le prochain; M. de Semoville, dont la femme avait dû refuser au dernier moment, statuaire amateur qui mettait tout son insuccès au compte de sa naissance, enviait les humbles non titrés, et portait une grande barbe carrée grise, sous des yeux de veilleur incorrigible, souvent mornes, quelquefois très vifs et très fins; le cousin et la cousine Bourguillière, tous deux épais, elle seule imposante et « romaine, » ménage qui passait pour habiter toute l'année la campagne, un grand domaine administré par Madame, laquelle faisait, disait-on, 25000 francs de bénéfices sur le lait de ses vaches, ménage renommé pour son expérience rurale, agricole, douanière, chevaline, ovine, etc., et qu'on voyait à Paris, toutes les fois qu'il y avait une occasion de quitter les champs, c'est-à-dire à tout moment.

Ce dîner, que Mme Limerel qualifiait d'intime, groupait presque uniquement, en effet, des professionnels de la « sortie » mondaine, habitués à se retrouver, par quatre ou six, autour des mêmes tables. Il fut remarquable par l'aisance rapide et silencieuse du service, autant que par l'absence totale d'imprévu dans les conversations. Au début, l'industriel parla beaucoup, comme il eût fait en présidant une commission, et pour amorcer, croyait-il, la discussion, l'échange des idées; et il provoqua, en effet, sur des sujets variés, graves ou légers, toujours vite usés parce qu'ils étaient mal connus, des opinions contradictoires, dont la sincérité était faible également. Ceux qui ont fréquenté le monde savent que c'est là son train. Réginald, qui avait vécu en plusieurs pays, mais point en France, admirait secrètement, au contraire, la souplesse de dressage de tous ces esprits français, leur vivacité, l'éclat de certaines reparties, qui avaient pu servir mais qui reparaissaient en travesti. Il s'en amusait, ayant un goût de l'humour qui le rendait sensible à l'originalité d'une riposte, et aux trouvailles d'expressions. Il jugeait très amusant M. de Semoville, racontant ses impressions de l'Hôtel des ventes, dont il était un fervent, et quelques histoires du conseiller d'État, parmi lesquelles, ce soir-là, d'après le très « rosse » M. Pommeau, il y en avait une inédite

En anglais le plus souvent, il communiquait ses jugemens à Marie, près de qui il était placé. Bientôt, il devint le personnage qui doit parler, de qui on attend quelque chose de nouveau. Car c'est une loi fréquemment vérifiée, que les personnes qui peuvent intéresser les dîneurs ne sont pas mises à contribution dès le début, et que leur rôle ne commence qu'après les premiers services. On tient, avant d'écouter, avant de questionner, à faire preuve de son petit talent, à caqueter, papoter, se montrer prévenant avec le voisin ou la voisine, à épuiser quelques idées ou quelques formules que tout esprit civilisé expose volontiers à sa devanture. On venait de servir la selle de béhague, quand M. Pommeau, des automobiles, répondant tout haut à une réflexion de la chaise à côté, dit :

— Mais oui, nous avons ici M. Breynolds, qui connaît admirablement les Indes.

— C'est vrai ! dit M. Limerel, du ton d'un piqueur qui sonne le bien-aller; admirablement ! Il exerce un commandement dans des régions très sauvages.

— Où donc, je vous prie, monsieur Breynolds? demanda Mme Ploute, qui avait un teint de plusieurs millions, — il lui avait valu l'amour de M. Ploute, — et qui ne remuait en parlant que ses très jolies lèvres roses, toutes les lignes de son visage et son regard même demeurant immobiles et indifférens.

Réginald, gêné de parler français devant tout ce monde, dit seulement :

— 16e Rajput regiment, dont la station est Manipur, dans l'Assam.

Il y eut un petit froid, le temps de chercher.

Le premier qui parla fut le secrétaire d'ambassade :

— Ah ! très bien, l'Assam, une province des Indes anglaises, très sauvage, en effet, nord-est, frontière de Chine...

— C'est que, reprit Mme Ploute, j'ai fait mon voyage de noces dans les Indes. Est-ce que vous trouvez que les femmes hindoues sont si jolies, monsieur?

Désormais tout le monde se sentit le droit d'interroger. La détente avait été produite, l'assurance reconquise. Breynolds devint l'homme qu'on va juger. Il se défendit tant qu'il put, répondant d'abord par phrases très courtes. Quelqu'un parla de Sisowath et de ses danseuses. Mme Ploute, qui avait plus souvent le plaisir d'être regardée que celui d'être écoutée, jouissait vive-

ment de tenir, de diriger une conversation, et elle avait un sourire permanent et stérilisé à l'adresse des yeux clairs de Réginald, qui se tenait droit, attentif, comme à la parade. Elle disait aimablement une foule de sottises et d'enfantillages auxquels il répondait sérieusement, quelquefois même après un moment de réflexion. Il était « charmant, » ce jeune homme. On le considéra beaucoup, quand il eut raconté que l'uniforme du 16e Rajput, qui s'appelle le Lucknow regiment, comportait la tunique rouge à paremens blancs, le casque wolseley, blanc, avec le *pugaree*, la torsade de mousseline blanche, et qu'avec l'uniforme khaki, les officiers avaient la culotte et des bandes d'étoffe, les « *putties*, » autour de la jambe. Chacun, en imagination, l'habilla ainsi, soit en rouge, soit en brun, et le trouva bien. Il fut forcé de dire plusieurs traits de mœurs des peuplades mishmis, parmi lesquelles il avait vécu, et quelque chose de la considération due aux héros, une lueur attendrie et soumise flotta, plusieurs minutes, dans les yeux de Mme Pommeau, qui était malheureuse en ménage, de Mme Ploute, qui avait rêvé quelquefois d'être aimée par un très beau guerrier. Mme Victor Limerel songeait avec gratitude que son dîner « marchait bien. » Réginald ayant vu, d'autre part, que son français était compris par tout le monde, hésitait moins, et s'animait.

— Paris doit vous faire un drôle d'effet, après les Mishmis! interrompit le banquier Ploute, que les Indes n'amusaient pas.

— Qu'est-ce que vous avez vu à Paris, depuis plus d'une semaine que vous y êtes ? demanda M. Limerel.

Des voix de femmes reprirent :

— Oui, oui, qu'avez-vous vu, monsieur Breynolds?

— D'autres Mishmis, murmura Félicien.

Les têtes étaient toutes tournées ou penchées du côté de l'Anglais, et les maîtres d'hôtel, qui passaient une salade, jugeaient peu favorablement ce convive qui gênait le service.

— Moi, dit tranquillement Réginald, j'ai interrogé des prêtres et des directeurs d'œuvres, sur la charité à Paris; j'ai visité une communauté religieuse, une des dernières qui n'aient point été chassées de chez vous, et les ateliers d'apprentissage pour les infirmes, chez les Frères de Saint-Jean de Dieu. C'est une œuvre qui dépasse, je crois, le pouvoir de l'homme sur lui-même...

— Ce n'est pas pour votre plaisir, je suppose? demanda avec

sollicitude Mme Ploute. Vous avez une mission de votre gouvernement?

— Non, pas de mission. Je fais cela pour moi.

— Comme c'est curieux! Vous ne trouvez pas, chère amie, — la belle madame Ploute s'adressait à la jolie madame Pommeau, — que c'est très curieux? M. Breynolds n'a pas du tout l'air...

— De quoi, chère amie?

— Mais,... de ça...

— Alors, reprit M. Limerel, vous refaites, à votre usage, le livre de Maxime Du Camp?

— Précisément, répondit Réginald, et je constate que les œuvres de charité à Paris sont tout un monde très vaste, sans cesse renouvelé, admirable...

— Vous devez avoir... aussi fort chez vous?

— Sans doute, des institutions prospères, fortes, si vous voulez... Cependant, il y a ici une force qui me frappe beaucoup.

L'approbation fut générale, et l'abandon du bel officier des Indes immédiat. Les hommes sourirent à leur voisine: « Eh bien? vous avais-je prévenue? » Les voisines, les jeunes, répondirent: « Vous aviez raison. Il paraissait pourtant intéressant; il était bien parti. » Mme Limerel jugea qu'il n'y avait point de temps à perdre pour sortir de la charité, et trouva une diversion quelconque. Marie observa que Félicien n'avait pas eu l'attitude ironique de M. Pommeau, de M. de Semoville, du secrétaire d'ambassade, de son père lui-même.

Le dîner achevé, et comme elle rentrait au salon, au bras de Réginald, M. Bourguillière, qui n'avait pas dit un mot, de tout le repas, s'approcha:

— Monsieur Breynolds, permettez-moi de vous dire que les opinions que vous avez exprimées sont, de tout point, les miennes. Nulle part, autant que chez nous, la matière première humaine n'est supérieure.

Et il s'inclina.

Réginald fut aussitôt interrogé par le diplomate, qui avait préparé, en silence, quelques questions à poser. Félicien vint près de Marie, qui était debout, le long de la tapisserie des Gobelins qui ornait magnifiquement le grand panneau du salon.

— Je ne puis te parler de moi, dit-il, j'ai promis... Mais

j'ai le droit de te demander : Qu'est-ce que fait à Paris cet Anglais, que vous avez l'air de connaître beaucoup, ta mère et toi? Que cherche-t-il? Toi peut-être?

— Non, beaucoup mieux que moi, beaucoup plus.

— Un livre à faire? Quelle misère!

— La vérité à croire...

— Tu ne me le rends pas sympathique... Je me défie des recherches, dès que je devine un intérêt...

— Comme tu es dur pour moi, et injuste pour lui!

— Sois tranquille, en tout cas! Je vais faire l'éducation de votre Hindou! Je lui apprendrai, pour refroidir son enthousiasme, ce qu'est un salon qui passe pour réactionnaire. Ma parole! le ministre a failli voir dans le salon de mon père un obstacle à mon entrée...

— A quoi bon nous diminuer, Félicien?

Il s'était déjà éloigné, sur un signe de son père, qui emmenait les hommes au fumoir. Quand ils rentrèrent, ils trouvèrent les salons envahis par les invités qu'une file interminable d'automobiles versait devant le perron. Obligé de saluer beaucoup de personnes, il ne reprit sa liberté qu'assez tard, près d'une heure après que le concert eut commencé. Alors il chercha Réginald, et il l'aperçut, dans l'embrasure d'une porte, entre le grand salon et le petit salon bleu. Réginald se tenait appuyé aux boiseries, les bras croisés, et considérait, avec un flegme observateur, les quatre demi-cercles de femmes, presque toutes jeunes, en toilette de bal, autour du piano, et les groupes d'hommes massés en arrière. Félicien cherchait à deviner, en s'approchant, quelle pensée pouvait bien être celle de cet Anglais, tout à coup transporté dans un monde si nouveau. Il ne remarqua pas un mouvement de physionomie, et la conclusion la plus nette de son examen fut que Réginald Breynolds était vraiment un bel exemplaire de la race anglo-saxonne. Dans son esprit malade, la souffrance en fut avivée. Sans qu'il se rendît un compte exact de ce qu'il éprouvait, il avait une crainte vague qu'il ne s'établît une comparaison, dans une âme très chère, entre ce jeune étranger et lui-même, et il avait peur que Réginald Breynolds n'emportât, de cette soirée, l'image de Marie, délicieuse dans un décor d'une élégance raffinée. Et c'est pourquoi il s'apprêtait à dissiper, s'il y avait lieu, l'illusion du cadre. Il dut, pour arriver jusqu'à Réginald, faire un détour,

entrer dans le premier salon, presque désert, et pénétrer, de là dans le petit salon où se trouvait l'Anglais. Celui-ci, pendant que Félicien venait à lui, entendait, mêlée aux premiers raclemens d'un violoncelle et d'un violon qui s'accordaient, une conversation rapide entre M. Pommeau, ce griffon noir, tout barbu, aux dents éclatantes, et une toute jeune femme qui avait le visage d'un ange du Pérugin et un corps de statue de la Renaissance moulé dans de la soie rose. Ils parlaient à voix prudente et dressée à ce manège, très près l'un de l'autre, mais tournés vers l'orchestre et occupés, en apparence, de ce qui se passait sous leurs yeux.

Lui. — Je voudrais bien savoir ce qu'il y a dans ce petit cœur?

Elle. — Ce n'est pas si curieux que vous le croyez.

Lui. — Raison de plus pour ne pas refuser de vous confesser à moi.

Elle. — Quel directeur!

Lui. — Pourquoi pas?

Elle. — Vous seriez trop indulgent.

Lui. — Je le suis pour moi, pas pour les autres.

Elle. — Naturellement. Mais je préfère garder mes secrets.

Lui. — De gros péchés, alors?

Elle. — Gros! Ne dirait-on pas que je suis une fille repentie?

Lui. — Repentie? Non, vous êtes trop jeune.

Elle. - Taisez-vous, impertinent! On peut entendre.

Lui. — Qu'importe?

Elle. — Il y a des principes ici.

Lui. — Si peu! Des restes...

Elle. — Ça se ressert, les restes

Lui. — Oui, aux invités. Alors, vous ne voulez pas?

Elle. — Un autre jour.

Ils s'écartèrent, d'un mouvement lent, vers la droite.

— Quelle est cette dame? demanda Réginald à Félicien qui arrivait.

Le violoncelle chantait quelque chose de champêtre et de frais, une mélodie naïve qui devenait grave, et d'où le piano, faisant l'orchestre, commençait à dégager un motif de prière.

— C'est le flirt de M. Pommeau, une femme qui a un mari charmant, et bon, et intelligent, et dont elle est adorée, tenez,... ce grand joli homme qui la regarde, là-bas, si inquiet... Elle a

peu de fortune, et il lui faut du luxe... C'est de tous les pays, n'est-ce pas?... Et cela fait penser au mot que Blumentel, le conseiller, a dit pendant le dîner.

— Lequel?

— En effet, il en sert toujours plusieurs, mais assez bas pour que la moitié de la table rie, et que l'autre voie seulement rire. Il a dit: « Ce qui est plus rare qu'un mariage de sentiment, c'est un adultère d'amour. La plupart sont de convenance. » C'est joli, n'est-ce pas?

L'Anglais n'eut pas l'air de trouver cela drôle. Son visage rasé n'eut pas même ce léger mouvement des lèvres qui voudraient rire et qui sont retenues.

Le morceau finissait. Les mains se levaient et applaudissaient, et toutes les femmes, penchant la tête à gauche ou à droite, se hâtaient de reprendre le papotage si malheureusement interrompu par la musique, tandis que le violoncelliste, son instrument d'une main, son archet de l'autre, faisait des révérences à Mme Victor Limerel, qui le félicitait. Un vieux monsieur passa, murmurant: « Rasant, n'est-ce pas, madame? »

— Tenez, continua Félicien, ce jeune homme chauve, à monocle, près du piano, c'est un professeur d'anarchie extrêmement distingué, auquel on songe pour le Collège de France ou l'École Polytechnique. Le choix lui appartiendra, naturellement. Il n'y a point de titres qui vaillent la maîtrise en démolition chez nous. Mon père l'invite parce que ce jeune homme est une puissance à ménager, pour moi peut-être, pour lui sûrement...

— Ah!

— Je ne vous présenterai pas, parce que, en votre qualité d'Anglais, vous seriez immédiatement entrepris et obligé de convenir...

— Non...

— De la fraternité des peuples. Mais si, monsieur, vous ne connaissez pas cette tyrannie des fous diplômés. Vous l'écouteriez, vous ne seriez pas de son avis, et il vous quitterait, persuadé que vous l'admirez. Car, au fond, je devine vos idées là-dessus. Quand tous les peuples auront décrété qu'ils vont devenir frères, le dernier qui mettra sa main dans la main des autres, c'est le peuple anglais?

Cette fois, Réginald sourit, et dit :

— Très vrai, cela, très vrai.

— Regardez encore cette femme d'un âge incertain, au premier rang,... non, pas si loin, à droite, celle qui a une tête chevaline... Vous y êtes. C'est une grande dame, qui reçoit beaucoup et très bien, avec tant de bonne grâce qu'elle se juge dispensée de rendre les visites.

— Je ne trouve pas cela mauvais, si on retourne chez elle.

— Tenez, à côté d'elle, la grosse, qui a l'air si digne...

Un baryton, le gilet largement ouvert, tout en poitrine, attaquait un grand air de *Ivan le Terrible*.

— Elle s'est imposée à la bonne société, à la nôtre tout au moins, par la solidité de son vice, la constance de son irrégularité, la permanence de ses torts. Elle serait étonnée qu'on la fît souvenir qu'on ne prescrit ni contre les maris, ni contre les enfans... Près d'elle, ce vieux monsieur dont la colonne vertébrale ne tient plus, ce crâne jaune et piriforme, est un homme très ruiné, qui vit largement, un homme de beaucoup d'esprit, qui n'a aucun jugement et est recherché des femmes...

— Et celle-ci? demanda Réginald.

— Où? la bleue?

— Non, la jeune, brune.

— En tulle pailleté noir?

— Oui, qui cause depuis si longtemps avec deux messieurs.

— Elle doit les quêter pour quelque bonne œuvre.

— Vous voulez rire : il y a, j'ai contrôlé, vingt-deux minutes qu'elle sourit, parlemente, explique...

— Je vous affirme que celle-là est une femme dont on ne doit rien dire. Elle est moins jeune qu'elle ne semble l'être; elle est veuve depuis dix ans; elle s'appelle la comtesse de Soret; elle n'a pas quitté le monde afin de le faire servir à la charité; elle passe, et personne ne lui a dit un mot libre; elle est assez forte, croiriez-vous, pour refuser de conseiller les autres, et pour ne pas s'apitoyer, en public, sur son chagrin. Une vertu, une tristesse, mais une vaillance; à la voir, un étranger peut s'y méprendre. C'est de la sainteté de Paris, un article tout à fait supérieur, croyez-m'en, qui ne se fabrique qu'ici.

Réginald esquissa un geste de doute poli : « Admettons, je ne veux pas vous contredire, mais je n'y crois pas. »

M. Victor Limerel, affairé, les lèvres souriantes au-dessus du terrible menton, traversait le salon, avec peine : « Pardon,

pardon, chère madame, cher ami... » Il aperçut son fils et Réginald.

— Eh bien! je suppose que mon fils vous a nommé à quelques-uns de nos invités, monsieur, et que vous commencez à vous reconnaître parmi nous?

— Je fais l'éloge de tous, dit Félicien, tandis que son père continuait le difficile parcours du salon.

En même temps il observa que le regard de Réginald Breynolds s'était arrêté sur Marie.

— En somme, reprit-il avec une âpreté de ton singulière, tout ce monde que vous voyez n'a d'autre unité que celle du salon de mon père. On cherche les consciences. La plupart de ces gens-là ont renoncé à en avoir une, parce que c'est une cause de souffrance. Ils ne frémissent que pour leurs plaisirs menacés, et n'ont de pensée alors que pour le pompier de service.

— En avez-vous? demanda Réginald, dont les yeux brillèrent d'une ironie rapide.

— Tout est convention chez eux; ils sont composés, comme les laques de Chine, d'une série de couches de vernis qui recouvre un peu de bois commun. Beaucoup d'esprit; beaucoup de savoir dans les sciences ou les arts secondaires, je veux dire en finances, mécanique, politique, littérature, mais pas de bon sens, et des idées roseaux qui plient tout le temps.

— Ils manquent de religion, dit Réginald.

— Cela ne se trouve plus guère, mon cher monsieur.

— Je vous demande pardon : depuis que je suis à Paris, j'en ai rencontré.

Il disait cela avec une assurance tranquille.

A ce moment, la plupart des femmes se levèrent, et un mouvement d'ensemble se produisit, de droite à gauche. On allait au buffet dressé au fond du salon, dans une pièce dont le parquet était surélevé de deux marches, et où un orchestre pouvait se grouper, un soir de bal. Marie passa l'une des dernières. Elle marchait à côté d'une jeune fille de son âge, plus petite qu'elle, et assez jolie, mais qui n'avait pas ce même reflet d'âme sur le visage. Elle cherchait quelqu'un. Avec la même simplicité que si elle eût été dans une réunion intime, elle cherchait Félicien, non pour lui parler, mais pour lui dire, d'un regard, aussi clairement que par des mots : « Je ne cesse de penser que tu souffres.

Prends courage. Espère. Dans cette foule qui s'amuse, bien des fois j'ai songé à l'angoisse que je t'ai imposée, à ton esprit qui s'interroge et qui déjà monte peut-être, se reprend, s'enhardit... » Il comprit. Elle vit qu'un autre homme, de qui elle avait reçu la confidence d'un secret du même ordre, la regardait aussi, et elle rougit. Sa tête souveraine, sa nuque précieuse, se mêlèrent à d'autres qui n'avaient pas le même pouvoir, et elle disparut.

Réginald profita de ce moment favorable pour se retirer.

— J'espère vous revoir, dit Félicien. Nous sommes si différens l'un de l'autre, que nous avons quelque chose à apprendre, quand nous nous rencontrons... J'irai vous rendre visite. Où logez-vous?

— Power's Hotel.

— Avenue d'Antin? C'est singulier!

— Pourquoi singulier? Je ne suis pas le premier officier de mon régiment qui ait habité là. Est-ce que?...

— Non, non,... au revoir! A bientôt!

Réginald n'avait pu comprendre le soupçon de Félicien Limerel. Il ne chercha pas, et s'en alla convaincu qu'il avait eu affaire à un esprit léger, d'équilibre douteux. Félicien rentra dans le salon. Les invités reprenaient leurs places pour entendre des chanteurs russes. Il se jugea sévèrement. Il comprit qu'en dénigrant les hôtes de son père, devant un étranger, il avait obéi à un vil sentiment, à une jalousie insultante pour Marie. Le trouble de son cœur en fut accru. Quand, à la fin de la soirée, Marie et Mme Limerel se retirèrent, Félicien ne se trouva pas là pour les saluer. Il avait peur des yeux de femme qui, dans les yeux des hommes, reconnaissent les courans troubles.

RENÉ BAZIN.

(La troisième partie au prochain numéro.)

LE ROMAN FRANÇAIS[1]

INTRODUCTION

L'avocat que je charge de plaider ma cause et de me concilier votre bienveillance, c'est mon sujet. Assurément il n'est personne qui n'ait dû à la lecture d'un roman favori quelques heures de repos, de récréation, l'oubli momentané des labeurs et des difficultés de la vie. Sans doute je n'irai pas si loin que Diderot, et je ne hasarderai pas de dire avec lui que « le bonheur, c'est un bon fauteuil et un roman qui n'en finit pas. » Le bonheur est à mon avis une chose beaucoup plus compliquée que cela ; on ne le commande pas chez les fabricans de meubles, ni chez les libraires ; sans compter que je suis pour les romans qui finissent, surtout quand ils finissent bien.

Mais, me couvrant d'une autorité épiscopale, je ne craindrais

(1) L'étude dont la *Revue* commence aujourd'hui la publication est tirée d'un manuscrit trouvé dans les papiers de V. Cherbuliez, et qui était resté inédit. C'est le texte de conférences qui ont été données à Neuchâtel en 1860. L'auteur avait alors vingt-neuf ans, il n'avait encore rien publié, il ne se savait pas écrivain et ne rêvait pas de devenir romancier. Lui-même indique dans une lettre adressée à son père ce que devaient être ces conférences : « C'est, dit-il, une histoire du roman français, saisie comme histoire de la Société française. » — Et, en effet, V. Cherbuliez, bien qu'il parle de la composition et du style des ouvrages qu'il analyse, laisse la critique littéraire un peu au second plan ; son ambition est de dessiner les « types moraux » qui hantèrent successivement les imaginations et de souligner l'influence que les idées et les systèmes philosophiques en faveur à chaque époque exercèrent sur l'idéal romanesque des contemporains. Pourquoi V. Cherbuliez se borna-t-il à conserver son manuscrit sans le faire imprimer ? C'est que le roman le prit tout entier et que pour cette raison, sans doute, il ne put remanier et compléter son travail comme, plus tard, il l'aurait voulu. Il nous a paru cependant que ce manuscrit jauni par le temps contenait des idées qui méritaient d'être retenues et des pages qui n'ont pas vieilli.

pas de dire avec l'évêque d'Avranches, l'illustre Huet, que la lecture des romans est « le plaisir des honnêtes paresseux. »

Ce mot de Huet peut sembler à première vue une critique plus qu'un éloge ; Huet paraît considérer la lecture des romans comme un plaisir de paresseux. Remarquez qu'il a soin de dire « des honnêtes paresseux. » C'est qu'en effet il est une paresse qui est un défaut, ou, si vous l'aimez mieux, un vice, un péché. Mais il en est une autre innocente, honnête et dont je serais presque tenté de faire une vertu ou un talent. Cette paresse-là est le besoin et la faculté de s'arrêter par instans, pour reprendre haleine, pour respirer.

En vérité, c'est une question qu'il est permis d'agiter : quel est le pire d'être toujours désoccupé ou d'être toujours affairé ? Il est dans la nature de l'homme de cesser par intervalle de remuer sa machine, de suspendre les agitations de sa vie pour donner quelques heures à la contemplation. L'homme n'a pas seulement des mains pour toucher, des pieds pour se mouvoir, mais des yeux pour voir. Et, je le répète, il est bon qu'il cesse d'agir par momens pour devenir spectateur et, sinon pour bayer aux corneilles, du moins pour observer la vie, les hommes, les jeux de la fortune, la grande scène où s'agitent les passions et les intérêts de l'humanité. Or, c'est dans ces momens d'honnête paresse que les chefs-d'œuvre d'un romancier sont de bon secours, car les meilleurs romans sont un miroir net et limpide où nous pouvons contempler une image en raccourci de la société et des choses humaines.

Je m'empresse d'ajouter que la lecture des romans peut être autre chose qu'un plaisir ; elle devient une occupation intéressante et instructive, s'il s'agit, non de ces productions éphémères qui naissent aujourd'hui pour mourir demain, mais de l'un des chefs-d'œuvre que le passé nous a légués, qui ont survécu à leurs auteurs et ne sont pas encore morts, bien qu'ils aient trois cents ou cinquante ans de date. Ces vieux romans chargés d'années et qui ne plient pas sous le faix, qui réussissent à disputer leur vie aux attaques meurtrières du temps qui dévore tout, ils sont dignes qu'on les prenne pour objets d'étude, parce qu'ils sont des témoins du passé. En un mot, ces vieillards de la lettre moulée sont bons à entendre causer, car ils ont des choses à nous apprendre sur l'histoire des esprits, des mœurs et des idées.

La littérature, a-t-on dit depuis longtemps, est l'expression de la société. Et comment en serait-il autrement? Tout se tient dans l'esprit humain et il n'est rien à quoi la civilisation ou la barbarie d'une époque n'imprime sa marque. Il n'est pas jusqu'à la cuisine... Oui, il s'est trouvé quelqu'un qui a prétendu qu'on pouvait refaire l'histoire de la civilisation en faisant celle de la cuisine. Mais laissant là le pot-au-feu, l'histoire des vêtemens est féconde en renseignemens sur l'évolution morale du genre humain, de même que l'architecture. Les vieilles pierres parlent, elles ont leur éloquence sur les choses du passé. Non seulement les maisons, mais tel détail de leur aménagement intérieur qui lui aussi est un signe des temps, un témoin intelligent et parlant des révolutions que subit et traverse la société. Les sonnettes par exemple... non pas les sonnettes qui aboutissent à la porte d'entrée des maisons, mais celles qui font communiquer la chambre à coucher ou le salon avec l'office ou l'antichambre. Ces sonnettes-là sont relativement d'origine récente. A la fin du XVIIe siècle encore, par un usage hérité du moyen âge, la petite noblesse vivait dans un état de domesticité auprès de la grande, et la princesse du sang, la duchesse et pairesse, sans cesse entourée de femmes titrées qui sont à sa dévotion, leur fait porter ses ordres à ses gens; mais à mesure que le succès couronne davantage les entreprises et les usurpations de la royauté et que la haute noblesse voit décliner sa puissance, la petite noblesse se redresse, elle refuse de servir, les dernières traces de la domesticité noble disparaissent, et la grande dame, abandonnée de son entourage accoutumé, sent le besoin de communiquer avec l'antichambre par un cordon, un fil de fer et une sonnette. Qu'elles sont éloquentes ces sonnettes! Ne semble-t-il pas qu'elles sonnent le glas funèbre de la puissance nobiliaire?

Si donc les vêtemens, les maisons, les sonnettes même sont des témoins bien informés de l'histoire morale de la société, quelle place faudra-t-il donner à la littérature, cette maison spirituelle que se bâtit l'esprit humain et sur la face de laquelle il imprime le caractère vivant de ses pensées et de ses passions!

M. de Bonald a eu raison de dire que la littérature est l'expression de la société Mais j'ajoute que de tous les genres littéraires celui qui est l'image la plus fidèle des réalités, celui qui nous en apprend le plus sur les mœurs, les caractères et les

idées d'autrefois, c'est le roman. En effet, de tous les genres littéraires, le roman est le plus affranchi des conventions qui contraignent et qui gênent. Le roman appartient à la poésie; il relève de la poésie, il en est une des dépendances, une des provinces. Mais c'est une province-frontière par où elle confine avec la prose. Le roman est la fusion de la poésie et de la prose, il est la prose dans la poésie et la poésie dans la prose. Le roman ne parle pas la langue des dieux; il parle la langue des humains, celle de tous les jours; la langue que parlait M. Jourdain quand il disait à Nicole : « Nicole, apportez-moi mes pantoufles. » Et alors même qu'il élève le ton, qu'il oublie les vulgarités de la comédie humaine pour donner une voix aux passions les plus nobles, il ne cesse pas de s'entretenir en prose et il reste soumis à des vraisemblances beaucoup plus étroites que celles qui régissent la poésie.

Je suis au théâtre, j'assiste à la représentation d'une tragédie. Le rideau se lève, et aussitôt apparaît un personnage qui parle un langage rythmé, mesuré, qui exprime ses sentimens en vers de douze syllabes; et encore a-t-il soin de rimer ces vers deux à deux et d'éviter en prononçant tout hiatus. Je suis averti, dès les premiers mots, que le monde auquel appartient ce personnage est un monde conventionnel; je sais par expérience que mes joies, mes peines, les agitations de mon âme n'ont pas l'habitude de se traduire en alexandrins, et bien habile, bien maître de lui serait l'homme qui, dans un moment de colère, se donnerait la peine de compter ses syllabes et d'éviter tout choc de voyelles. Je sais donc, dès le lever du rideau, que la poésie m'introduit dans un monde de convention où il faut que je paie par les complaisances de ma raison l'hospitalité qu'on me veut bien donner. Le romancier, au contraire, si haut que puisse s'élever son récit, et alors même qu'il peint les extrémités tragiques de la vie et de la passion, il ne quitte pas terre, il continue de parler ce langage qui, selon l'expression latine, marche, va à pied; et, partant, il n'a pas de concession à attendre de son lecteur, il est tenu à une sorte d'exactitude littérale dont le poète est dispensé; nous sommes moins complaisans pour lui, nous sommes portés à restreindre les franchises de sa fantaisie, et nous crions volontiers à l'invraisemblance. En un mot, la vérité dans le roman est soumise à de tout autres conditions que dans la poésie, et voilà pourquoi nous retrouvons mieux le ton et

l'esprit d'une époque dans les chefs-d'œuvre de ses grands romanciers que dans ceux de ses dramaturges ou de ses lyriques.

En outre, si le roman est assujetti à des vraisemblances plus étroites que la poésie, en revanche son cadre est plus ample, ses règles moins fixes et plus souples, son domaine est plus étendu. Le roman est essentiellement un récit, mais ce conteur qu'on appelle le romancier peut interrompre par momens son histoire pour réfléchir, pour raisonner, voire pour disserter, pourvu qu'il use de ce droit avec discrétion, libertés qui sont presque refusées au poète, ou qui du moins ne lui sont accordées qu'avec des restrictions bien plus gênantes.

La poésie est née de l'enthousiasme, la prose est née de la réflexion; la poésie chante, la prose parle; et qu'est-ce que le roman? C'est l'épopée qui cesse de chanter et qui se met à parler. Le roman moderne ne fut en effet à son origine qu'une transformation, une métamorphose de la chanson de geste. Et sous quelle influence s'opéra cette transformation? Quand les trouvères eurent suffisamment chanté Charlemagne et ses pairs et les preux de la Table Ronde, quand ils eurent assez vanté les exploits miraculeux de cette épée de Roland qui brillait comme un soleil dans la nuit du passé, et les vagabondages de Lancelot, et les amours poétiques et criminelles de la reine Geniévre et de la pâle Iseult, le moment vint où l'enthousiasme pour ces antiques objets de l'adoration des poètes s'affaiblit et tarit dans les âmes. Les temps avaient changé, la face du monde s'était renouvelée; c'en était fait de la féodalité, elle avait succombé sous les efforts réunis de la royauté et de la bourgeoisie; elle avait été l'âme de la chanson de geste, l'inspiration chevaleresque ne pouvait lui survivre et désormais les doigts glacés et tremblans des trouvères ne tiraient plus de leur lyre que des sons étouffés.

Cependant la poésie n'abandonne pas facilement ni volontiers des héros qui ont été admirés et chantés pendant des siècles; les traditions littéraires, comme les autres, sont une puissance, et on ne se dérobe pas aisément à leur empire. On continue donc de célébrer et Roland, et les quatre fils Aymon, et Lancelot, et Tristan; mais ce ne sont plus eux. De ces héros légendaires d'une société évanouie, d'un âge qu'on ne comprend plus, il n'est resté que le nom. Ils deviennent des sujets conventionnels, des prétextes littéraires, des prête-noms.

On les accommode, on les costume à la guise des temps nouveaux, on leur donne les sentimens et les passions qui sont à la mode au xve siècle; et comme l'enthousiasme pour la chevalerie est mort, ce qui prédomine dans ces récits chevaleresques, c'est l'analyse du cœur humain, l'analyse des caractères et des situations. On analyse, analyse, souvent jusqu'à la quintessence. Or l'instrument de l'analyse, ce n'est pas le vers, c'est la prose, et voilà pourquoi ces derniers récits chevaleresques, parmi lesquels les Amadis tiennent le premier rang, sont écrits en prose. Et ce sont précisément ces romans de chevalerie en prose qui ont été l'origine et la première ébauche du vrai roman, lequel n'est pas autre chose que la poésie conciliée avec l'analyse, la poésie parlant la langue de l'analyse qui est la prose, l'analyse pénétrant la poésie et la soumettant à ses lois.

Le roman est une invention de date relativement récente. Entendons-nous cependant. Nous retrouvons en germe dans l'antiquité grecque et romaine toutes les variétés du roman. Les Grecs et les Romains ont connu le roman historique, le roman philosophique et religieux, le roman d'amour et d'aventures, la nouvelle, le roman pastoral. Mais l'antiquité n'a pas connu le grand roman, elle n'a point produit de chef-d'œuvre dans ce genre-là qui est toujours resté chez elle à l'état de genre secondaire, de petit genre, à la tête de la petite littérature. L'antiquité n'a eu ni de *Princesse de Clèves*, ni de *Corinne*, ni de *Consuelo*, et les héros de ses romans ne représentent, si j'ose ainsi dire, que le menu fretin des héros. La grande poésie dans l'antiquité est demeurée inféodée à la légende; elle n'a cherché ses sujets que dans les temps mythiques, dans les époques préhistoriques, alors que les hommes avaient dix pieds de haut, et que les dieux quittaient fréquemment le ciel pour descendre sur la terre. Dans l'antiquité, la grande poésie a toujours choisi ses héros parmi les demi-dieux ou les descendans immédiats des demi-dieux, c'est comme un cercle magique dont elle n'a pu sortir. On est frappé de l'extrême humilité avec laquelle les Grecs s'abaissaient devant ces héros des temps légendaires, leurs divins ancêtres. Au moment même où à Marathon et à Salamine, ils venaient de triompher de l'Orient tout entier conjuré contre eux, les représentations de batailles dont ils ornent le fronton de leurs temples, ce ne sont pas leurs propres batailles, leurs propres victoires, mais les exploits plus

ou moins imaginaires des Thésée et des Achille. Et dans leurs drames, les seuls acteurs dont ils se plaisent à contempler les aventures, ce sont encore les Thésée, les Œdipe et les Atrides. Et ces héros légendaires paraissent sur la scène chaussés de cothurnes qui rehaussent leur taille, le visage couvert d'un masque sculptural qui immobilise à la fois et idéalise leurs traits. Ce sont des êtres à part, de glorieux prédestinés, que le ciel a créés pour connaître et manifester toutes les extrémités de la destinée humaine, athlètes robustes et puissans qui prennent la fortune à partie et luttent corps à corps avec elle. Au-dessous d'eux, la tête au niveau de leurs pieds, se tient le chœur composé du vulgaire des mortels, des vieillards ou des jeunes gens, race obscure et chétive qui n'a pas d'autre rôle à prétendre que celui d'assister à ces grandes luttes et d'y prendre part par sa curiosité seulement et sa sympathie. Et ce chœur attentif et respectueux sent sa petitesse et son néant; il glorifie les héros, il célèbre leurs triomphes, il pleure sur leurs infortunes, tout au plus hasarde-t-il parfois un conseil, une exhortation; plus souvent aussi, quand il voit le sang couler dans le palais des Atrides, ou qu'il entend Œdipe aveugle et désespéré maudire son sort et reprocher aux dieux l'excès de ses souffrances, le chœur se félicite de sa propre obscurité et de l'humilité de sa condition qui le dérobe à de si grandes catastrophes. « — Nous autres, s'écrient ces vieillards, nous ne sommes pas en proie aux orages de la destinée; nous coulons des jours ignorés que les grands malheurs ne visitent point. Les dieux ne peuvent être jaloux de nous; nos fronts n'ont point été marqués du sceau de la fatalité. »

Et c'est ainsi que dans l'antiquité, le domaine de la grande poésie s'est trouvé enfermé dans d'infranchissables limites tracées par la légende. Les élus de la Fable étaient seuls dignes d'être chantés par les poètes, et la muse antique eut toujours le visage tourné vers eux. C'est pour cela que, passé son bel âge, son âge classique, la poésie ne pouvait se renouveler. Toujours les mêmes sujets, les mêmes thèmes, enrichis seulement de variations nouvelles. La broderie changeait, le canevas était le même.

A la fin du premier siècle après Jésus-Christ quel grand objet célébra la muse romaine par la bouche de Stace? Les fils d'Œdipe, cette éternelle mare de sang où gisaient les corps de deux frères ennemis. Trois siècles plus tard, que chante Claudien?

Proserpine enlevée par Pluton. O rédites perpétuelles que dissimule à peine la nouveauté des ornemens! L'aigle de la poésie antique s'en est allée mourir parmi les rochers où elle avait bâti son nid, au sommet de ce Parnasse solitaire que depuis longtemps les dieux et les hommes avaient déserté. Tout était mort autour d'elle, et ses yeux à demi éteints pouvaient à peine apercevoir les vivans errant au loin dans la plaine, et dans cette solitude, elle s'obstinait à pousser toujours le même cri que les échos avaient cessé de répéter.

Dans la littérature moderne, c'est tout autre chose. Pour la première fois, l'art s'est émancipé, il jouit d'une absolue liberté. Le charme a été rompu, tous les chemins lui sont ouverts. Il peut aller chercher ses sujets au Nord et au Midi, le soleil ne se couche pas sur son empire. Et cette liberté lui donne la faculté de se renouveler incessamment; comme les sociétés modernes, il a le don des métamorphoses et de ce qu'on a appelé « la palingénésie. » Cette liberté va si loin qu'il peut même glorifier et couronner de ses mains des héros purement fictifs et qui ne relèvent ni de l'histoire, ni de la légende. Qu'est-ce qu'un héros de roman? Ce n'est pas un de ces prédestinés qui ont été élevés sur les genoux des dieux et qui sentent couler dans leurs veines un sang miraculeux. C'est un homme, rien qu'un homme; une créature semblable à toutes les créatures, le romancier l'a pétri d'argile et de limon. Et cependant, cette humble créature, il ne craint pas de la proposer à nos admirations, de la détacher en pleine lumière, ni même de l'installer sur un de ces trônes glorieux où la poésie fait asseoir ses élus. Car dans les Champs Élysées de la poésie moderne, qui voudrait refuser à Corinne et à René une place à côté de Hamlet, de Manfred ou de Faust? Ces héros de roman ont bien, si on le veut, une grandeur idéale, mais ils représentent l'idéal propre à leur époque, à la société où ils ont vécu, qui fut leur mère et leur nourrice; c'est un idéal à proportions réduites, à hauteur d'appui, ce sont des majestés avec lesquelles il est permis de se familiariser et dans lesquelles les contemporains peuvent se reconnaître en quelque mesure, car il semble que la poésie moderne ait découvert qu'il y a quelqu'un qui a plus d'esprit que ceux qui en ont le plus, c'est tout le monde, et que de même il y a quelqu'un qui est plus intéressant et pathétique que les personnages les plus pathétiques et intéressans, c'est encore tout le monde.

Ainsi le roman, c'est la poésie devenant la contemporaine du poète et de ses lecteurs; la poésie du temps présent. De là résulte que de tous les chefs-d'œuvre, ce sont ceux des romanciers qui vieillissent le plus vite; ils vieillissent avec les usages, avec les idées, avec les mœurs et les façons de sentir et de penser de l'époque particulière qui les a vus naître et que le romancier a cherché à représenter au naturel dans son œuvre. N'exagérons rien cependant. Dans toute œuvre de génie réside quelque chose d'éternel; car il y a dans l'humanité, malgré les révolutions qu'elle traverse, un fond qui ne change pas et par conséquent il y a quelque chose de commun à tous les âges; et si le romancier a su interroger le cœur humain et rendre fidèlement ses réponses, son œuvre contiendra quelque chose qui est fait pour durer et pour demeurer toujours jeune. Mais si le cœur de l'homme ne change pas, il change continuellement de langage; si les passions de l'humanité restent semblables à elles-mêmes, elles varient perpétuellement de costume, de visage, et en quelque sorte d'attitudes et de gestes. Les gestes de la passion se modifient de siècle en siècle. Connaissez-vous la vignette qui décore le frontispice de l'édition originale de l'*Astrée?* On y voit le berger Céladon, sa panetière au côté, sa houlette à la main. Ce berger est amoureux et il y eut des amoureux dans tous les temps. Mais cet amoureux, des premières années du XVIIe siècle a une façon de pencher la tête et de lever le doigt dont j'ose dire que la tradition s'est perdue. En face de lui se tient Astrée, armée aussi de sa houlette et portant sa main droite sur son cœur. Les femmes qui mettent aujourd'hui la main sur leur cœur s'y prennent d'une tout autre manière. Examinez aussi les vignettes d'une des premières éditions de Berquin, de ce disciple de Jean-Jacques au petit pied. Contemplez l'un de ces jouvenceaux qui regardent se coucher le soleil, cet astre qu'il est alors à la mode d'appeler « l'œil de la nature. » Ce jouvenceau ne vous semble-t-il pas un phénomène aussi curieux qu'intéressant? Oui, Céladon, Astrée et les héros de Berquin ont vieilli, vieilli; mais c'est précisément cette vieillesse des romans d'autrefois qui fait leur intérêt; car l'étonnement même dont ils nous frappent est instructif, puisque nous reconnaissons dans ces antiques l'empreinte visible de l'âge qui les vit naître, et qu'en les considérant avec attention, nous parvenons à nous représenter vivement par l'imagination un passé dès longtemps évanoui.

J'ai jugé qu'il pouvait être de quelque intérêt de rechercher dans leur succession chronologique les principaux types moraux reproduits par le roman français et de tracer, à grands traits du moins, l'histoire de l'idéal romanesque en France. Cet idéal nous l'irons chercher d'abord dans les vertes prairies qu'arrose le Lignon; nous l'y trouverons déguisé en berger et occupé à garder les moutons. Mais cet attirail pastoral ne nous fera pas illusion, et en examinant de près ces bergers, en écoutant leurs causeries et leurs soupirs, nous n'aurons pas de peine à reconnaître en eux des contemporains d'Henri IV qui pourront nous instruire sur la Renaissance et l'esprit qui l'anima. Bientôt le roman quitte les forêts et les bergeries; un asile lui est ouvert; *les salons*, institution nouvelle dont nous verrons les origines, et dans les romans de salons de l'époque de Louis XIII nous ferons connaissance avec l'idéal dans les mœurs tel qu'on le concevait alors et tel qu'il s'est incarné dans les deux types de « l'honnête homme » et de « la précieuse. » Cependant un salon finit par détrôner les autres, c'est la Cour de Louis XIV. Dans *la Princesse de Clèves* de Mme de La Fayette, se trouve réuni ce que l'alliance de l'esprit de Cour et d'une philosophie spiritualiste pouvait faire de l'âme humaine. Après le Grand Roi, la Régence, et dans le roman de la Régence, dans *Gil Blas*, est reproduite l'image fidèle de ce qu'était devenue une noblesse abaissée et de ce qu'aspirait à devenir une bourgeoisie émancipée. Adieu l'innocence pastorale, adieu les élégances des salons et de la vie de Cour, le champ de bataille appartient aux aventuriers et nous n'aurons pas de peine à retrouver dans l'histoire le pendant de *Gil Blas*. Mais avec le XVIIIe siècle un esprit nouveau se répand et gagne de proche en proche. L'âme sensible, les cœurs sensibles, voilà ce qu'admire et chante le roman. La sensibilité! Chose et mot inconnus alors et qui s'expliquent par la conduite nouvelle de la société et par les influences intellectuelles qui la dominaient. Cette sensibilité, nous ne la calomnierons pas; nous signalerons ses grandeurs et ses bienfaits, mais nous insisterons aussi sur la rançon dont ils furent payés, l'affaiblissement de l'idée morale, l'énervement de la volonté, la sensiblerie, le sentimentalisme, l'esprit d'utopie. C'est sous le règne de Louis XVI que domine l'esprit d'utopie dans toute sa force et que le roman s'occupe, par la main de Bernardin de Saint-Pierre, de lui bâtir un temple sous le ciel

merveilleux des tropiques. Et enfin la tempête éclate, la Révolution accomplit son œuvre gigantesque, et le roman exprime avec une éloquence sans pareille les regrets et les espérances, les désillusions et les aspirations, les rêves et les mélancolies inouïes dont l'âme de la France était pleine.

I. — L'ASTRÉE

Le chapitre 67e de *Don Quichotte* est intitulé : « De la résolution que prit don Quichotte de se faire berger tout le temps qu'il était obligé de ne point porter les armes. » Nous voyons en effet dans ce chapitre comment l'illustre chevalier de la Manche, après avoir été désarçonné et jeté dans la poussière par le chevalier de la Blanche-Lune, dut lui promettre de renoncer pendant toute une année au noble métier des armes et comment il se décida à employer ces loisirs forcés à mener dans les champs la vie de berger. Ce trait de l'histoire de l'illustre chevalier est symbolique. Don Quichotte représente ici la chevalerie elle-même qui, dépouillant son heaume et sa cuirasse, les remplace par la panetière et la houlette, et abandonnant l'arène des combats, s'en va oublier sa défaite historique parmi les bois et les bergeries. C'est ainsi que tout à coup, au cliquetis des épées sur les cuirasses, succède dans toute l'Europe un bruit de musettes, de cornemuses, de tambourins, de bêlemens de moutons, de murmures de ruisseaux et de chants de bergers. Dans la seconde moitié du xve siècle, encore pendant le xvie et au commencement du xviie, la pastorale est partout à la mode. En Italie, Sannazar compose l'*Arcadie*, le Tasse l'*Aminta*, Guarini le *Pastor fido*, Antonio Ongaro l'*Alcée*, Giraldi Cintio l'*Egle*. A quoi il faut ajouter, pour ne citer que les œuvres les plus importantes, la *Diane* espagnole de Georges de Montemayor, l'*Arcadie* anglaise de Sidney, et enfin l'*Astrée* française d'Honoré d'Urfé. Ainsi le xvie siècle vit s'opérer dans la littérature, la poésie et les arts, ce qu'on peut appeler la grande invasion des bergers. D'où sortent ces bergers? Qui sont-ils? Comment faut-il s'expliquer la vogue dont ils jouirent et la longue durée de leur règne?

La pastorale n'est pas née d'hier et je ne voudrais pas affirmer qu'elle soit morte. Ce serait trop m'avancer. La pastorale, on la retrouve partout, à toutes les époques; à Rome, au siècle d'Auguste; en Grèce, au temps des premiers Ptolémées, en Perse,

dans l'Inde ; je serais bien surpris si on ne la retrouvait pas en Chine. Il faut donc que la pastorale soit autre chose qu'une pure convention ou qu'une invention factice de la poésie à bout de ressources et cherchant à tout prix à se renouveler. La pastorale répond à un besoin fréquemment senti, à un besoin inné du cœur de l'homme; et je dirai quel est ce besoin. C'est ce rêve de l'âge d'or qui est en nous, qui hante notre imagination et travaille notre âme. L'âge d'or! Il n'a jamais existé, nous le savons; il n'existera jamais; et cependant, nous avons besoin de croire qu'il peut exister et ne pouvant le réaliser dans le monde que nous habitons, nous tenons du moins à l'évoquer, à y vivre en rêve. Je parlais des vignettes de l'*Astrée*. On en trouve une aussi en tête de l'une des Églogues d'un poète italien du commencement du XVIe siècle, de Girolamo Benivieni. Cette vignette représente un champ stérile; au bout de ce champ, à l'horizon, le soleil couchant; sur le devant, le berger Fileno qui prend congé de son ami; il part poussant devant lui ses moutons, et moutons et berger semblent heureux de partir. — « J'ai résolu, s'écrie Fileno, de fuir les âpres morsures de ce monde criminel. » Qui de nous, je vous le demande, dans un moment de lassitude, d'ennui, n'a entrevu dans ses rêves, n'a appelé de ses vœux, n'a soupiré après cette colline solitaire, cette prairie en pente dont l'herbe ne se fane jamais, après ces sources vives qui ne tarissent point, ce pan de ciel bleu qu'aucun nuage n'assombrit, après ce réduit isolé où règnent éternellement la paix, le calme et l'innocence?

Mais il est des époques où ce rêve de l'âge d'or sollicite plus fortement les âmes; où la pastorale est plus particulièrement goûtée et exerce sur les sens un plus irrésistible pouvoir. Ce qui le prouve, c'est que maintenant les pastorales en prose et en vers des XVe et XVIe siècles ne sont guère étudiées qu'à titre de curiosités littéraires. Elles ne trouveraient pas dans le public l'accueil qui leur fut fait autrefois. Je ne veux pas parler de l'*Aminta* du Tasse, qui a d'abord le précieux avantage d'être d'une modérée longueur, et où perce en plus d'un endroit le génie de l'auteur de la *Jérusalem délivrée*. Mais d'Urfé! Mais l'*Astrée!*

Qui se sent de force aujourd'hui à lire l'*Astrée* d'un bout à l'autre? Celui-là seul qui s'est proposé d'en entretenir un public qu'il respecte. Certes, je ne veux pas ravaler outre mesure cet

interminable roman; on a toujours quelque amitié pour un gros livre qu'on est peut-être seul à avoir lu; c'est un exploit dont le souvenir vous est cher; d'ailleurs, l'*Astrée* est loin d'être un livre sans mérite; on y rencontre de charmantes descriptions, des caractères souvent bien tracés, de fines remarques sur les passions, des dissertations quelquefois éloquentes sur la morale et la philosophie, et, par-dessus toutes choses, un style agréable, fleuri, harmonieux, qui fit époque dans l'histoire de la prose française et semble annoncer par instant la prose pure et parfumée du *Télémaque*. Mais les épisodes perpétuels et interminables; mais les vers fades dont ils sont parsemés et les lettres d'amour qui n'en finissent pas; mais les longueurs surtout... cent pages parfois qu'on pourrait réduire à une. L'intrigue elle-même de cette grande machine est d'un faible intérêt; supposez le ressort d'une petite montre employé à mettre en mouvement les rouages d'une grande horloge, voilà l'*Astrée*. Qu'est-ce après tout que cette intrigue? Le berger Céladon aime la bergère Astrée et en est aimé; mais Astrée est soupçonneuse; un rival éconduit parvient à lui persuader que Céladon lui est infidèle. Là-dessus grand éclat de colère. Elle défend à Céladon de se remontrer à elle. Céladon désespéré se jette la tête la première au fond du Lignon. Vous devinez qu'il ne se noie pas et qu'il finit par rentrer dans les bonnes grâces de la trop crédule bergère. C'est à cela que se borne la part de l'invention dans l'*Astrée*.

Ne peut-on pas conclure que la vogue dont jouit l'*Astrée* parmi les contemporains de d Urfé ne fut pas due seulement au mérite de fond et de style de cette œuvre? Car cette vogue fut immense, presque incroyable! Tout le monde lisait l'*Astrée*, la méditait; elle fournissait des sujets à toutes les tentures de l'époque; elle était considérée moins comme un roman que comme un bréviaire qui renfermait le résumé de l'art de vivre et de la sagesse pratique. Des mets médiocres paraissent délicieux à un estomac que travaille la faim, et il est permis de croire que ce qui assaisonnait la lecture de l'*Astrée* pour les contemporains, c'était l'appétit de pastorales qui les tourmentait.

Oui, la Renaissance fut plus que toute autre époque favorable à la littérature pastorale et idyllique. Car, remarquons-le d'abord, ce qui caractérise l'idylle, c'est qu'elle transporte la poésie hors du monde réel, hors de la société; dans ce pays fantastique qu'on appelle l'*Arcadie*, qui est une Arcadie de fantaisie,

laquelle ne se trouve point sur les cartes de géographie. L'Arcadie! monde bienheureux qui réussit à se passer de tribunaux, de gendarmes, de gouvernement; c'est un monde qui se gouverne lui-même; car chacun y est si sage, les passions y sont si modérées, les cœurs si doux, qu'il n'est pas besoin d'autorité, ni de force armée pour y maintenir le bon ordre. Ainsi la pastorale, c'est la poésie transportée hors de la société civile, dans des retraites inaccessibles où la politique ni la police ne sauraient pénétrer. Grande différence entre cette poésie et le poème chevaleresque, la chanson de geste. La poésie chevaleresque des XIIe et XIIIe siècles ne songeait point à s'exiler loin de la société; la scène s'y passe dans les villes, dans les palais, dans les châteaux, au milieu des peuples et des armées; le monde qui y est décrit est celui de la féodalité. C'est la société féodale avec sa hiérarchie compliquée, avec ses rouages divers, avec ses grandeurs, ses pompes, ses luttes aussi et ses orages. Ainsi, au moyen âge, la poésie réside au sein de la société; à l'époque de la Renaissance, elle est tentée d'en sortir et de s'en aller chercher un lointain refuge. Grande différence! Comment se l'expliquer? C'est qu'au moyen âge, en dépit des discordes et des désordres, il y avait une foi politique régnante, que la poésie elle-même pouvait accepter: le principe féodal était généralement reconnu; il s'imposait aux âmes, il forçait les convictions; il était considéré comme un principe d'ordre, revêtu d'une majesté sacrée; et non seulement la poésie le reconnaissait, mais il lui inspirait une sorte d'enthousiasme. Les trouvères étaient les partisans dévoués, les adorateurs, les missionnaires de la féodalité, et leurs chants sont un encens qu'ils faisaient fumer en l'honneur de l'idole. Voilà pourquoi au moyen âge, la poésie est sociable et ne songe pas à divorcer avec la société. Mais au XVe siècle, il en est tout autrement. Le XVe et le XVIe siècle, l'époque de la Renaissance est une époque de scepticisme et d'athéisme politique. La féodalité est presque entièrement morte; ce qu'il en reste n'est pas propre à la faire regretter; car les institutions se gâtent en vieillissant; le principe social du passé ne trouve plus de créance, ni de dévotion dans les âmes. Et le principe nouveau, le principe monarchique, ne s'impose pas encore à elles. Son jour viendra; le moment viendra où des poètes et des romanciers chanteront la royauté avec le même enthousiasme que les trouvères chantèrent la féodalité. En attendant, le nouveau

principe ne s'est pas encore légitimé; il a le caractère d'une conquête à main armée, d'une usurpation violente. Quel costume, quelle figure, quel nom porte la royauté au commencement de la Renaissance? Elle porte le vêtement bourgeois, le méchant habit de drap gris de l'avare et rapace Louis XI; elle a le visage de renard de Ferdinand d'Espagne; elle s'appelle César Borgia. La royauté ne représente encore que la ruse au service de la force, que la force doublée de ruse, qu'une main de fer gantée de velours, ou une patte de tigre aux griffes de fer! Laissez-la grandir, cette royauté! Un jour, quand elle resplendira sur un trône semé d'abeilles d'or, au sein des pompes et des fêtes, elle inspirera les poètes, elle leur arrachera des cris d'admiration, des prosternations et des hymnes! Un jour, il y aura des poètes et des romanciers de Cour, comme il y eut au moyen âge des poètes et des conteurs de châteaux. Mais, pour le moment, le seul hommage qu'elle puisse revendiquer, le seul poème, le seul cantique dont elle soit l'âme, vous savez comme il se nomme: c'est le livre du *Prince*, c'est la cynique théorie du despotisme sans foi ni loi, c'est le livre de Machiavel qui paraît en 1532. Comment la poésie pourrait-elle habiter dans le monde de Machiavel? Aussi elle ouvre ses ailes et elle s'envole. Feuilletez au hasard l'*Aminta*, le *Pastor fido*, tous les bucoliques italiens; à chaque page, vous y rencontrerez cette idée, ce cri : « Le monde empire; il est en proie à la force brutale; plus de loyauté, plus d'honneur, plus de respect de la foi jurée; partout le crime triomphant, le faible foulé aux pieds, l'innocence opprimée! O ma Muse, fuyons vers les solitudes, envolons-nous au sein des délices d'Arcadie pour y trouver l'âge d'or! »

Mais la pastorale n'est pas seulement un besoin des sociétés inquiètes et mécontentes qui désirent la paix; elle est encore une fiction chère aux sociétés raffinées qui se plaisent à rêver une vie simple et patriarcale. Une civilisation avancée est sans doute un bien et une source de bonheur pour l'homme; mais elle est aussi une cause d'inquiétudes et de soucis. Elle tend à compliquer la vie et tout ce qui complique la vie, fatigue l'âme et l'agite. L'homme du monde se surprend par intervalles à éprouver un sentiment de dégoût et de satiété, et à envier les humbles mortels qui, menant une existence plus conforme à la nature, ignorent ces besoins raffinés qui réclament perpétuellement une nouvelle pâture et s'irritent à mesure qu'on met plus de com-

plaisance à les satisfaire. Et dans ces momens-là, il s'écrie : « Heureux l'homme des champs! » A quoi il oublie d'ajouter avec le poète : « Heureux, s'il connaissait son bonheur! » C'est pour cela qu'à Rome, au temps de la plus grande civilisation romaine, on voyait de riches sénateurs, comblés et rassasiés des biens de la fortune, se ménager quelque part, dans leurs somptueux hôtels une pièce misérablement meublée qu'on appelait « la chambre du pauvre. » Et le pauvre qui l'habitait pendant quelques jours, c'était le grand seigneur lui-même qui éprouvait le besoin de se mettre au régime pour reprendre goût à sa richesse.

A l'époque de la Renaissance, les raffinés préféraient jouer au pauvre en imagination; ils recouraient pour cela à la pastorale; ils quittaient en idée leurs palais et les trésors que l'art et la richesse y avaient amassés et leurs imaginations s'en allaient faire un pèlerinage en Arcadie. Ils se faisaient bergers et gardaient les moutons en imagination. Peut-être est-ce encore la meilleure manière! Mais ces bergers d'Arcadie, ces bergers de la pastorale, ces bergers qui sont les héros des raffinés momentanément dégoûtés de leur sort et d'eux-mêmes, sont-ce de vrais bergers? Il s'en faut de beaucoup; car les réalités de la vie rustique seraient insupportables à l'homme raffiné. Ces bergers sont des bergers fictifs, ce sont de faux bergers! L'homme raffiné a beau vouloir se fuir lui-même; où qu'il aille, il s'emporte avec lui, et les pastorales ne lui plaisent qu'à la condition qu'il y retrouve toutes les subtilités de son cœur et de son langage. Nos bergers, et en particulier les bergers de l'*Astrée*, sont donc des bergers qui n'en sont pas, ce sont des gens du monde déguisés. Regardez-les de près; ils n'ont point le teint hâlé ni les mains calleuses. Ils ont de petits pieds, de petites mains blanches; leur toilette est irréprochable; leur houlette est ornée de rubans et leurs sentimens aussi sont ornés, peignés et frisés à la dernière mode. Au reste, d'Urfé ne s'en cache pas; au contraire, il nous trahit son secret dans la préface de la première partie de son volumineux roman : « Que si l'on te reproche que tu ne parles pas le langage des villageois, et que toi ni ta troupe ne sentez guère les brebis ni les chèvres : réponds-leur, ma Bergère, que, pour peu qu'ils aient connaissance de toi, ils sauront que tu n'es pas, ni celles qui te suivent, de ces bergères nécessiteuses qui, pour gagner leur vie, conduisent les troupeaux

aux pâturages... Que si vos conceptions et vos paroles étaient véritablement telles que celles des bergers ordinaires, ils auraient aussi peu de plaisir de vous écouter, que vous de honte à les redire. »

Nous voilà dûment avertis. Ces bergers sont aussi peu bergers que possible; c'est-à-dire que, hormis leur houlette, leur panetière, leurs chapeaux rustiques, leur attirail pastoral, nous ne devons voir en eux que des citadins vivant dans les champs. A la vérité, ils ont bien des moutons; mais ils s'en occupent fort peu, et ils ont à leur service de petits pâtres auxquels ils remettent la garde de leurs troupeaux, toutes les fois que leurs troupeaux les ennuient, c'est-à-dire presque toujours. Ils vivent dans les champs et dans les bois, c'est encore vrai. Mais songez que dans ces bois il y a de vieux arbres creusés par le temps et que, dans le creux de ces arbres, se trouvent des écritoires; ce qui permet à nos bergers, dès que le cœur leur en dit, de noircir du papier et de composer force billets doux et madrigaux. Quant à leur langage, d'Urfé nous assure en plus d'un endroit qu'il est simple, qu'ils ont « le parler rustique. » Mais ces bergers, à qui les chênes et les ruisseaux semblent avoir appris tous les secrets de la dialectique, sont si loin du rustique qu'on pourrait leur reprocher qu'il entre dans leur extrême subtilité quelque peu de pédanterie d'école.

Les conversations que nous trouvons dans l'*Astrée* nous font connaître aussi à quoi s'occupent ces faux bergers sur le bord des eaux transparentes du Lignon. Ils passent leur temps à raisonner sur la passion et à l'expérimenter de mille façons dans leur cœur; car si les raffinés emportent leur raffinement en Arcadie, ils y emportent aussi leur cœur. Ils n'auraient garde de s'en défaire, il y devient leur tout, leur univers. Car ce qui caractérise l'Arcadie, c'est que les affaires n'en approchent point. Un berger affairé serait un monstre. Sa vie est de sentiment; il dédaigne tout autre souci. Et si un auteur comique a dit que la femme doit être la préoccupation, mais non l'occupation de son mari, on peut dire que les faux bergers font de leur bergère à la fois leur seule préoccupation et leur unique occupation. En son absence, elle règne encore seule sur leurs pensées; ils composent des stances et des madrigaux en son honneur, ils gravent son nom à la pointe du couteau sur l'écorce des vieux hêtres, et ils le font redire à l'écho; car l'écho joue un grand

rôle en Arcadie. On le consulte comme un oracle, oracle commode dont on obtient toujours la réponse qu'on désire. Et quand ils ne consultent pas l'écho, les bergers du Lignon consultent les druides, les prêtres du grand Teutatès; car il y a des druides dans l'*Astrée*, et nous verrons plus tard ce que sont ces druides. Ou bien encore, assis dans une prairie, ils tressent des guirlandes, ils chantent en s'accompagnant de la lyre, ou ils pleurent et regardent tomber leurs larmes dans le courant d'un clair ruisseau. D'Urfé décrit cette vie avec un enchantement sans cesse renaissant qu'il réussit à faire partager à ses premiers lecteurs. C'était un esprit fort romanesque qu'Honoré d'Urfé. Dans sa jeunesse, il avait aimé passionnément la belle Diane de Chateaumorand. Mais il dut céder sa main à son frère aîné, son heureux rival. Après la mort de ce frère, il se hâta d'accourir auprès de sa veuve, brigua sa main, obtint une dispense du Pape et parvint enfin à l'épouser. Hélas! son bonheur fut de courte durée. Diane perdit bientôt sa beauté, elle devint morose, acariâtre; elle avait, de plus, un singulier laisser aller dans ses habitudes, sans compter qu'elle aimait de passion cinq ou six chiens de chasse qui ne la quittaient pas. N'ayant pu réaliser dans sa vie le roman de ses rêves, Honoré d'Urfé prit le parti de l'écrire. Que de gens leur écritoire a consolés de tout!

Jusqu'à présent, nous n'avons relevé dans les héros de l'*Astrée* que les traits de caractère et de visage qui leur sont communs avec tous les héros de pastorales. Il est temps de signaler ce qui fait leur physionomie propre, ce en quoi ils expriment plus particulièrement leur époque. Mais je me contenterai d'abord de la considération que voici :

Ce qui frappe dans les bergers de l'*Astrée*, c'est à la fois les ressemblances et les différences qui sont entre eux et les héros des romans de chevalerie. Au fond, ce qu'on peut appeler leur culture morale, les règles qui dirigent leur conduite, leurs sentimens, leurs maximes sont essentiellement conformes, ou pour mieux dire, sont empruntés à l'idéal et au code chevaleresque. Leurs vertus sont celles-là mêmes que déposait dans les cœurs bien nés l'éducation chevaleresque. L'honneur est leur divinité suprême, ils sont prêts à mourir plutôt que d'y forfaire. Ils sont braves, loyaux, esclaves de la foi jurée. Le mensonge, la perfidie, la félonie sont les vices qui leur inspirent le plus d'horreur. L'amour qu'ils professent pour leur bergère est aussi

semblable à celui du chevalier pour sa dame. C'est l'amour tel que l'a conçu et façonné le moyen âge; l'amour qui est une humilité, un abaissement volontaire, une abnégation de tous les instans, un culte aussi, une idolâtrie. Et dans l'*Astrée* comme dans les poèmes de la *Table ronde*, cet amour est considéré comme le grand ressort de l'éducation des âmes, comme une puissance morale qui ennoblit le cœur, l'élève au-dessus de lui-même, le rend inaccessible à toute bassesse, à tout sentiment vulgaire et le remplit d'aspiration vers un sublime idéal. De telle sorte que nos faux bergers ressemblent au premier abord à des chevaliers désarmés qui auraient échangé, par un bizarre caprice, leur casque contre un chapeau de paille, leur lance contre une houlette. Mais ils diffèrent des chevaliers, dans les témoignages qu'ils donnent de leurs passions. Que faisait le chevalier pour prouver à sa dame qu'il savait aimer? Il s'en allait courir les grandes routes par monts et par vaux, la lance en arrêt, à la poursuite d'aventures périlleuses; et c'était à coups de lance qu'il s'efforçait de conquérir le cœur de la femme aimée. Nos bergers s'y prennent tout autrement. Ils ne promettent point d'amener à leurs bergères deux géans enchaînés qui plient le genou devant elles; ils ne jurent point non plus de tenir un œil fermé jusqu'à ce qu'ils leur aient apporté sur un plat d'argent deux douzaines d'oreilles de Sarrasins. Le plus méritant d'entre eux, c'est le plus délicat, le plus respectueux, le plus soumis; celui qui a la manière la plus noble de sentir et qui sait le mieux exprimer ce qu'il sent; celui qui a le cœur le mieux fait, le mieux réglé et qui, avec ses joies et ses peines, s'entend à composer pour ainsi dire un beau paysage moral où les yeux de sa bergère puissent s'arrêter avec complaisance; celui enfin qui parvient à donner à ses vertus le plus de beauté et d'harmonie. Et ainsi, ce sont des hommes du moyen âge en qui il est entré quelque chose de l'esprit de Platon et de ses disciples. Comme les chevaliers, ils ont cette sorte d'ascétisme qui commande à l'homme de maîtriser sa nature; ils ont cet enthousiasme qui le porte à se déposséder de lui-même, à se faire le serviteur et l'esclave de ce qu'il aime, et les vertus qu'ils admirent le plus sont ces vertus miraculeuses qui étonnent et confondent la nature. Mais en même temps, comme des disciples de Platon, ils recherchent l'harmonie, et la beauté de l'âme leur semble le premier des biens.

Et dans cette conciliation qu'ils se proposent, ils sont bien de leur époque, ils sont les fils de la Renaissance. Car on a tort, je pense, lorsqu'on présente le grand mouvement de la Renaissance comme une réaction passionnée, énergique, exclusive contre l'esprit du moyen âge. La féodalité mourut comme institution politique; mais l'éducation qu'elle avait donnée à l'Europe lui survécut. Si l'on retranchait des mœurs publiques et privées, des usages, des caractères, des idées morales et politiques de l'Europe actuelle tout ce que lui a légué l'époque féodale, l'Europe ne serait plus l'Europe, et un homme, quel qu'il soit, qui ne serait pas, par quelque côté du moins, le fils et l'héritier du moyen âge, nous étonnerait comme un être étrange avec qui nous aurions peine à nous entendre sur les premières notions de la vie et de la morale. La Renaissance n'a donc pas cherché à détruire par le fer et par le feu le génie du moyen âge; elle a cherché à le greffer, et la greffe dont elle a usé, elle l'a empruntée à l'antiquité retrouvée, ressuscitée et sortant de son tombeau parée de son éternelle beauté. Cette fusion, cette conciliation naïve de deux principes qui semblent s'exclure, fait le charme de la littérature de cette époque. Que sont les deux grands poètes italiens de la Renaissance, l'Arioste et le Tasse? Ils sont les derniers des trouvères ; comme la chanson de geste, ils chantent la chevalerie et les croisades, et on sent partout dans leur œuvre l'étude attentive des poèmes des temps gothiques; mais en même temps ces deux poètes sont tout pénétrés d'Homère et de Virgile, et ils concilient, dans une heureuse combinaison, le génie de la chanson de geste et la beauté de la forme classique. Cette greffe qui réussit si bien dans la poésie, elle tendit aussi à s'opérer dans la vie et dans les mœurs. Du centre de l'Italie, de la ville Sainte, du siège même de la papauté, s'élevait une voix qui, traversant les Alpes, criait à toute l'Europe: « Ouvrez la porte de vos maisons à l'art, ce génie bienfaisant. Laissez-le s'asseoir à votre foyer. Le Ciel le reconnaît pour un de ses envoyés. Qui que tu sois, riche ou pauvre, faible ou puissant, petit ou grand de ce monde, embellis tes pensées par la culture de l'esprit, par la contemplation assidue de la beauté! »

Cette voix, ce cri, nos bergers l'ont entendu. Eux aussi, ils se sont occupés d'embellir leur vie. Ils ont adressé au Ciel la prière de Socrate : « Puisse la Divinité répandre un peu de beauté dans mes pensées et dans mon cœur! »

II

Nous avons vu ce que sont en général les héros de la pastorale, les bergers littéraires, les faux bergers, et reconnu dans ceux de l'*Astrée* des contemporains et des fils de la Renaissance. Nous en avons trouvé un témoignage dans cette conciliation qui paraît en eux de deux élémens différens et même opposés, dont l'un est emprunté au moyen âge et l'autre à l'antiquité. Les héros de d'Urfé, disions-nous, unissent aux vertus un peu ascétiques des chevaliers cette recherche de l'harmonie et de la beauté morale qui était le principe de l'éducation grecque; en un mot, ce sont des chevaliers-artistes. Il est certain qu'on ne peut lire l'*Astrée* sans s'apercevoir qu'elle a été composée à une époque où l'art tenait une grande place dans les esprits et dans la vie. La scène se passe au fond des bois; mais l'architecture, la sculpture, la peinture, la poésie y ont établi leur demeure. Comme Sannazar dans son Arcadie, d'Urfé se plaît à décrire des palais, des statues, des mausolées, des tableaux et on dirait que sa plume veut jouter avec les Goujon, les Germain Pilon, les Lescot, tous les artistes de la Renaissance française. Les personnages s'entendent eux-mêmes à manier la plume et le pinceau; ils sont tous habiles à versifier; ce leur est un jeu de composer des élégies, des sonnets, des madrigaux. Céladon est peintre, et, dans son exil solitaire, il peint de mémoire un portrait d'Astrée, qui se trouve être un prodige de ressemblance et de grâce. Mais ce qui est plus important à noter, c'est que ces habitans des forêts ne sont pas seulement artistes par les doigts, ils le sont par l'âme, par le sentiment. Ils sentent, ils pensent, ils respirent en artistes; ils cherchent à donner à leurs pensées et à leurs actions une belle forme. Ils sont artistes dans le sens que Gœthe a donné à ce mot : ils aiment « les belles apparences. »

En conséquence, l'art qu'ils estiment et pratiquent avec le plus d'ardeur c'est l'art de parler, l'art de bien dire. Oui, nos bergers sont bien parlans, bien disans; ils mettent du tour et de la civilité dans leurs discours, ce sont leurs propres expressions. Souvent même, on pourrait les accuser de ne sentir et de ne penser que pour avoir l'occasion de parler; leur passion semble parfois ne leur tenir au cœur que parce qu'elle leur fournit d'heureux thèmes à développer dans d'agréables entretiens ou

dans d'éloquentes tirades. Et pour ma part, je ne puis m'empêcher de croire qu'il est des momens où Céladon se trouve heureux d'être malheureux et qu'il remercie quelquefois son désespoir des discours harmonieux et des belles figures de rhétorique dont il lui est redevable. Ces bergers passent la plus grande partie de leur temps à converser entre eux ou avec eux-mêmes. Leur lieu favori de réunion est le carrefour de Mercure où aboutissent quatre chemins et dont le centre est marqué par une statue placée sur un piédestal rehaussé de trois degrés; aux quatre côtés des chemins sont plantés de beaux sycomores sous l'ombre desquels on passe les heures chaudes du jour, pendant que les brebis dorment et que les oiseaux se taisent. Quelquefois aussi la fureur de parler les empêche de dormir et couchés sur le gazon, sous un berceau de verdure que la lune a peine à percer de ses rayons, l'aurore les vient surprendre éveillés et dans le feu du discours, sur quoi ils se hâtent de clore la paupière quelques heures, tout juste le temps de reprendre un peu de force pour recommencer à causer. Du reste, ces conversations, bien qu'on y trouve quelquefois à redire, sont peut-être la partie la plus intéressante de l'*Astrée*, et si on les dégageait de l'intrigue et de ses épisodes et qu'on les recueillît dans un volume à part, comme on a fait pour les conversations du *Grand Cyrus*, ce volume serait d'une lecture assez agréable et renfermerait plus d'une page d'une vraie beauté.

Ce goût de conversation qui est peut-être la seule passion sérieuse qui anime les héros de l'*Astrée*, — car je soupçonne leurs amours d'habiter beaucoup plus dans leur cerveau que dans leur cœur, — ce goût de conversation est encore un trait auquel on peut reconnaître en eux des hommes de la Renaissance. L'esprit de la conversation suppose en effet, comme condition première, un fait moral ou social qui fut l'œuvre de la Renaissance, je veux dire la réconciliation de l'école et du monde, l'école allant dans le monde, le monde accueillant l'école, lui ouvrant ses portes l'acceptant pour son hôte, et dans cette réconciliation, les deux parties se faisant des concessions réciproques; l'école consent à s'humaniser, elle se débarrasse de son ténébreux fatras, elle rompt avec la pédanterie, elle se met à sacrifier aux grâces; et de son côté, le monde devient avide de s'instruire, il s'occupe d'autre chose que des intérêts du moment présent, que des pauvretés de son ambition; il se crée des loisirs qu'il consacre à la vie spécula-

tive; il devient curieux et il demande à la science de satisfaire ses curiosités. Or voilà précisément ce qui se passa à l'époque de la Renaissance. La science quitta l'ombre des écoles et des monastères, elle entra dans le monde et le monde la reçut bien, et tout en lui faisant les honneurs de sa maison, il lui apprit à vivre et à parler.

Grande révolution assurément; car le moyen âge avait été par excellence « l'époque des spécialités, » l'époque des associations, des confréries, des groupemens. Jamais la société ne fut plus fortement organisée, et ce qui caractérise un être organisé, c'est la division des fonctions. C'est ainsi que la féodalité comprenait la vie sociale : division tranchée des fonctions, division tranchée des organes destinés à remplir ces fonctions; principe de spécialisation qui se retrouvait jusque dans l'organisation de l'industrie où, grâce au système des corporations et des maîtrises, chacun était attaché à un métier héréditaire dont il avait peine à sortir. En un mot, dans cette puissante et savante société, chaque individu avait son lieu, sa place marquée d'avance où il restait parqué. Et en particulier, l'homme d'action et l'homme de pensée, l'homme d'épée et l'homme de plume formaient deux classes distinctes entre lesquelles il existait peu d'échange possible. Et comment eussent-ils communiqué? Ils ne parlaient pas la même langue. Au XIVe siècle, la science, ou ce qu'on appelait la clergie, parlait une langue morte, le latin, et les chevaliers qui consentaient à l'apprendre étaient un sujet d'étonnement, presque un scandale, et, dans tous les cas, une exception rare. Aussi l'éducation du chevalier et celle du clerc différaient essentiellement; à l'un les études qui cultivent l'esprit, à l'autre les exercices qui assouplissent le corps et les habitudes qui adoucissent à la fois et fortifient le caractère; à l'un, la culture intellectuelle; à l'autre, une éducation exclusivement physique et morale, où les choses de l'esprit n'entraient pour rien, pas même l'abécédaire. Cette scission, la Renaissance la fit cesser. La Renaissance, avons-nous dit, c'est la greffe de l'esprit antique sur le génie du moyen âge. Or l'idéal de l'éducation grecque au temps de Périclès était de faire des hommes complets; à Athènes, on n'admettait pas la distinction des clercs et des hommes d'action, et il était conforme à l'esprit athénien qu'un poète par exemple fût magistrat et général. Et semblablement, la Renaissance tint à ce que la culture intellectuelle, la clergie cessât d'être le partage

des clercs, des moines et des hommes de robe ; elle ne songea pas à supprimer les classes diverses qui constituent la hiérarchie sociale, mais elle voulut qu'un fond de même culture, qu'une éducation commune formât comme le trait d'union entre ces classes distinctes; elle entendit que la noblesse renonçât à son ignorance et à son mépris des choses de l'esprit, que le jeune noble devînt quelque peu clerc. Problème plus compliqué que dans l'antiquité ; car à Athènes du temps de Périclès, l'enseignement se bornait à l'étude du grec et de la Grèce; mais le programme de l'enseignement au XVIe siècle était le programme encyclopédique du moyen âge encore et étendu et agrandi. Fortes et puissantes études, plus abondantes que méthodiques et sous le poids desquelles on a peine à comprendre que de jeunes cerveaux ne succombassent pas. Honoré d'Urfé, sorti d'une des plus illustres familles du Forez alliée à la maison de Savoie, avait passé par ces fortes études de la Renaissance, il avait appris presque tout ce que Rabelais fait apprendre à son Pantagruel et, dans une fête collégiale, il récita des tirades de vers et des harangues en grec, en latin et en hébreu. Aussi ses bergers sont-ils savans comme lui ; en bon père, il leur a fait part de sa science. Ils en savent du moins beaucoup plus qu'il n'est nécessaire pour garder des moutons. Ils sont très forts sur la géographie, sur les antiquités des Gaules, sur l'histoire ; ils savent le grec, le latin ; ils se plaisent à faire des étymologies, lesquelles sont le plus souvent assez baroques ; ils savent aussi l'astronomie, ils sont encore physiciens, la théorie de la boussole leur est familière. Bref, ces bergers se sont assis longtemps sur les bancs de l'école, et on ne peut les accuser d'y avoir perdu leur temps. O bergers de Théocrite et de Virgile, que vous êtes naïfs et ignorans auprès de ces gens-là !

Et de toutes choses ils parlent en bons termes, avec une aisance, une noblesse de ton soutenue, avec une élégance châtiée qui ne se dément jamais. Disons tout : ils ont les défauts de leurs qualités, ce qui est vraiment pardonnable. Il y a tant de gens qui n'ont pas les qualités de leurs défauts ! Ces défauts sont encore ceux de leur époque. A force de vouloir être civils, ils donnent quelquefois dans l'afféterie; à force de vouloir bien dire, ils passent souvent le but, et leurs grâces sont mignardes, et si on ne peut leur refuser d'avoir de l'esprit, on peut les accuser de tomber souvent dans le bel esprit. C'était la maladie du

temps. Le bel esprit, c'est la pédanterie retournée des gens du monde quand ils commencent à se piquer d'être savans et qu'ils font parade de leur savoir. Le bel esprit abonde dans les œuvres de deux contemporains de d'Urfé, dans les tableaux de l'Albane, de celui qu'on a appelé l'Anacréon de la peinture, ainsi que dans les vers de l'auteur de l'*Adonis*, du cavalier Marini, qui fut si à la mode en France dans les premières années du XVIIe siècle. Le bel esprit abondait même dans les modèles que d'Urfé paraît avoir eus sous les yeux, dans les longues conversations du *fameux Courtisan*, *Cortigiano* de Castiglione, où respire la galanterie de la cour du duc d'Urbin où vécut l'auteur; conversations dans lesquelles les interlocuteurs semblent en parlant se regarder dans la glace et s'écouter parler, et comme après tout ils ne font que répéter ce que l'auteur leur a soufflé, dès qu'ils ont fini de discourir, celui-ci ne manque pas d'ajouter: « Alors tout le monde se mit à rire et à applaudir. »

Le bel esprit foisonne encore dans le *Pastor fido* de Guarini, dans l'*Arcadie* de Sannazar, mélange de prose et de vers, ou plutôt églogues en vers reliées entre elles par un récit en prose et où perce à chaque endroit le souci de bien dire. Que dis-je? Le bel esprit était si bien la maladie du temps qu'il se retrouve dans les œuvres mêmes du génie, dans les vers de l'auteur de la *Jérusalem délivrée;* ce qui n'est pas une raison de mépriser avec Boileau le *clinquant* du Tasse; car les faux bons mots, les pointes, les *concetti* sont, dans un écrivain comme le Tasse, de petites taches qui ne nuisent pas à l'œuvre et qu'on note en souriant, taches qui servent à relever l'éclat d'un beau teint : ce sont les grains de beauté du génie. Et qui voudrait retrancher du drame espagnol et des tragi-comédies de Shakspeare toutes ces rencontres de mots, toutes ces recherches de la pensée et du style qu'on appelait en Espagne des *gráces* et en Angleterre des *euphuïsmes?* Souffrons donc à nos bergers les mignardises par trop fréquentes de leur langage. En Arcadie, on n'a rien à faire, rien autre que d'exprimer de son mieux ce qu'on sent et quelquefois ce qu'on ne sent pas; on n'a pas d'autre occupation que d'habiller de bon air les passions qu'on éprouve et quelquefois celles qu'on n'éprouve pas.

Mais, ce qui nous intéresse plus encore que les qualités ou les défauts de ton et de style de ces conversations, ce sont les thèmes que les bergers du Lignon se plaisent à débattre dans

leurs longs et paisibles loisirs. Or ces thèmes portent, comme les bergers eux-mêmes, la marque de l'époque; ils sont d'ordinaire empruntés à une science qui occupait alors les esprits et qui prit au XVIe siècle et au commencement du XVIIe un développement extraordinaire, à une science dont on a dit beaucoup de mal et qui a ses dangers, mais qui a aussi sa raison d'être, et sa légitimité aux yeux de la philosophie, je veux parler de la « casuistique. » Ce nom seul éveille en général dans l'esprit des préventions défavorables; car c'est une science qui a eu le tort de se calomnier elle-même. Comment cela? La raison en est simple. Il y a des taches de sang sur cette science-là. Mais cet argument sans réplique n'en est pas un. Le pire dans ce monde est d'être inoffensif; tout ce qui est puissant est sujet à devenir dangereux. Eh bien! oui, c'est peut-être un casuiste qui, embusqué dans l'ombre, a dirigé le couteau de Ravaillac. Mais en revanche, si le Père Bourdaloue fut le plus admirable des prédicateurs, cela ne tient pas seulement à ce qu'il était un moraliste sévère et rigide, mais à ce qu'il était aussi un habile, un délicat, un subtil casuiste. Qu'est-ce après tout que la casuistique? C'est la science des cas moraux, des cas de conscience. Et ce n'est pas le casuiste qui invente ces cas de conscience pour avoir le plaisir de les résoudre, c'est la vie qui les crée, qui nous les impose, qui nous somme de les examiner et de leur donner une solution. En théorie, la morale est une science fort simple, elle se réduit à quelques préceptes généraux qu'on a bientôt appris; mais du moment qu'on en vient au fait, à l'action, la morale se complique infiniment; car les circonstances dans lesquelles nous devons agir sont le plus souvent fort complexes, et l'homme le mieux intentionné, le plus consciencieux, se trouve souvent embarrassé, parce que sa conscience est partagée entre plusieurs devoirs qui lui semblent également respectables et qu'il ne voit pas jour à concilier. « La collision des devoirs! » c'est une des conditions de notre existence, et pour y échapper, il faudrait refaire la vie, travail dont ne peut se charger que Celui-là seul qui l'a créée. Un autre parti qu'on pourrait prendre, pour n'avoir jamais à se décider entre deux devoirs, ce serait de ne pas agir du tout; et il est certain que les purs contemplatifs, les hommes qui, de parti pris, se sont emprisonnés entre les quatre murs d'une cellule et qui y passent leur vie, les mains jointes et les yeux levés au ciel, ces hommes-là n'ont guère besoin de la casuistique.

Aussi n'a-t-elle pas été créée pour leur usage, mais à l'usage de ceux qui vivent dans le monde et qui tiennent à y bien vivre. Et plus le monde est compliqué, plus les rapports sociaux et par conséquent les devoirs se compliquent aussi; de telle sorte que c'est aux époques de civilisation très avancée et un peu raffinée que la casuistique devient une science utile et même nécessaire. Voilà pourquoi la Renaissance lui fut si favorable et la vit se développer avec une irrésistible puissance. Et comme il est dans la nature de l'homme de se faire, de ce qui occupe son esprit, un passe-temps et presque un jeu, on ne s'en tint pas au nécessaire en matière de casuistique; on en multiplia les applications; on se plut à imaginer des cas difficiles pour se donner le plaisir de les résoudre. Henri IV aimait, nous dit-on, à soulever et faire débattre, par ceux qui l'entouraient, des cas de conscience fort embrouillés, et on peut croire que ce subtil esprit ne devait pas avoir de peine à en inventer. Les bergers de l'*Astrée* en usent comme lui; ils sont tous des casuistes, et plus le cas est compliqué, plus ils prennent plaisir à en décider. Les innombrables épisodes dont est semé le roman ne sont même destinés qu'à soulever ce genre de questions, et le récit en est suivi fort souvent d'une discussion en règle que termine une sentence motivée et raisonnée.

Un jour apparaît, dans le carrefour de Mercure, un berger l'air sombre, farouche; il est suivi d'une bergère qui, noyée dans les larmes, s'attache à ses pas et implore sa pitié; mais en vain, il ne daigne pas la regarder. On force ce berger farouche et cette larmoyante bergère à s'arrêter, à conter leur histoire, et sur-le-champ nos héros se constituent en tribunal pour juger leur différend. Le berger s'appelait Tircis; il avait juré une amour éternelle à une bergère nommée Cléon; mais au moment où il allait l'épouser, elle est morte. Une autre bergère, celle qui pleure, raffole de Tircis; mais il la rebute et veut la chasser de sa présence, parce qu'il se sent à jamais lié par la foi jurée à Cléon? Là-dessus grande consultation. Tircis est-il si bien lié qu'on ne puisse le délier? Son cœur doit-il rester dans le tombeau avec celle que la mort a ravie à sa tendresse? Voilà un thème qui fournit matière à de longs discours. — Autre cas plus compliqué. — Deux bergers liés d'amitié, Thamire et Calidon, aiment l'un et l'autre la bergère Célidée. Célidée aime Thamire, et Calidon ne voulant pas trahir la confiance que son ami a en

lui, cache son amour à Célidée et de chagrin tombe malade à mourir. Par un dévouement sublime, pour sauver les jours de Calidon, Thamire se résigne à lui abandonner la main de Célidée et cherche lui-même à toucher le cœur de la bergère en faveur de Calidon; mais le seul résultat de ses efforts, c'est que Célidée s'obstine à ne pas aimer Calidon et qu'elle cesse d'aimer Thamire qui se décide si aisément à renoncer à elle. Là-dessus Thamire se ravise : « Puisque vous ne pouvez aimer Calidon, dit-il à la bergère, je reprends mes droits et vous supplie de vous remettre à m'aimer. » De son côté, Calidon reproche à Thamire son manque de foi. Comment ose-t-il reprendre ce qu'il avait consenti à lui céder? Quant à Célidée, elle les hait tous deux et s'enfuit, mais ils la poursuivent et, venant à traverser le fameux carrefour de Mercure, ils se décident de soumettre au tribunal pastoral ce cas très litigieux. Les plaidoyers sont longs, très longs et, quand ils sont achevés, la nymphe Léonide prononce un jugement qui se termine ainsi : « Et toutes fois, d'autant qu'il n'y a offense qui ne soit vaincue par la personne qui aime bien : nous ordonnons, de l'avis de tous ceux qui ont ouï dire avec nous ce différend, que l'amour de Célidée surmontera l'offense qu'elle a reçue de Thamyre, et que l'amour que Thamyre lui portera à l'avenir, surpassera en échange celle que lui a portée Célidée jusqu'ici. »

Ce n'est pas seulement dans les épisodes que les cas de conscience jouent un grand rôle. L'intrigue même principale du roman est tout entière fondée sur une question de casuistique. Céladon a voulu se noyer, mais il ne s'est pas noyé. Il n'y gagne pas grand'chose puisqu'il n'ose pas reparaître devant Astrée. Ne lui a-t-elle pas interdit de se montrer désormais à ses regards? Le plus consciencieux des amans aimerait mieux mourir que d'enfreindre l'ordre de sa maîtresse, si déraisonnable soit-il. Il va se réfugier dans une caverne où il trouve fort à propos une écritoire et des plumes pour mettre en vers ses chagrins; car dans l'*Astrée*, nous l'avons dit, il se trouve partout des écritoires, elles pleuvent du ciel, c'est un fruit que portent tout naturellement les arbres de ce pays-là. Toutefois, son écritoire ne réussit pas à consoler Céladon et, dévoré de soucis, il devient si maigre que le druide Adamas prend pitié de lui. Ce druide avait une fille qui depuis huit ans était auprès des Vierges Druides dans les antres des Carnutes, et le hasard veut que cette fille ressemble beaucoup

à Céladon. Ce sont de ces hasards qui abondent dans l'*Astrée*, comme les écritoires : « Mon enfant, dit-il au pauvre berger, je me résous de faire courir le bruit que ma fille est malade, et qu'à cette occasion, les Druides anciennes ont été d'avis que je la retirasse. Et quelques jours après, vous vous habillerez comme elle, et je vous recevrai chez moi, sous le nom de ma fille Alexis... Or, regardez, Céladon, si cela n'est pas bien faisable? Ah! mon père, répondit le berger, comment entendez-vous qu'Astrée, par ce moyen, ne me voye point? Pensez-vous, dit le druide, qu'elle vous voye, si elle ne vous connaît? Et comment vous connaîtra-t-elle ainsi revêtu? Mais, répliqua le berger, en quelque sorte que je sois revêtu, si serai-je en effet Céladon, de sorte que véritablement je lui désobéirai. Que vous ne soyez Céladon, il n'y a point de doute, répondit Adamas : mais ce n'est pas en cela que vous contreviendrez à son ordonnance, car elle ne vous a pas défendu d'être Céladon, mais seulement de lui faire voir ce Céladon. Or elle ne le verra pas en vous voyant, mais Alexis. Et pour conclusion, si elle ne vous connaît point, vous ne l'offenserez point, si elle vous connaît, et qu'elle s'en fâche, vous n'en devez espérer rien moins que la mort. — Voilà, dit Céladon, la meilleure raison. » Et il se laisse persuader et bénit dans son cœur la subtilité du bon druide.

Tout cela est frivole, et d'un médiocre intérêt. Ce qui manque dans l'*Astrée*, c'est la passion vraie, et elle n'apparaîtra pas de sitôt dans le roman; il nous faut attendre Mme de La Fayette et la *Princesse de Clèves*. Mais à défaut de la passion, ce qui fait l'intérêt de l'*Astrée*, c'est que seul d'entre tous les auteurs de pastorales, d'Urfé était un penseur, et que la pensée tient une place parmi toutes les froides inventions dont il a rempli son livre. Oui, dans son Arcadie à lui, dans cette Arcadie des bords du Lignon, on ne rencontre pas seulement des statues, des tableaux, des bergers et des écritoires, on y rencontre aussi des idées. Tous ces procès de casuistique que d'Urfé se plaît à ourdir et à juger ne sont que les incidens divers d'un grand débat où deux adversaires sont en présence l'un de l'autre ; deux disputans qui sont éternels comme l'humanité, mais dont la lutte ne fut jamais plus vive qu'à l'époque de la Renaissance, époque de grands contrastes, pleine de disparates, époque à la fois de licence grossière et brutale et de généreuse contemplation. Ces deux plaideurs c'est la philosophie du plaisir, d'une part; de l'autre,

c'est la philosophie de l'esprit, cette sagesse qui, du temps de d'Urfé, se réclamait du grand nom de Platon et s'appelait le Platonisme. Or d'Urfé était un ardent platonicien. Pendant les guerres civiles, il avait été jeté successivement en prison par les royalistes comme partisan des ligueurs, et par les ligueurs comme royaliste. Et il avait trompé les longs ennuis de cette double captivité par des études philosophiques; il ne tarda pas à s'éprendre d'une vive passion pour cette philosophie des premiers penseurs de la Renaissance qui était un amalgame bizarre de Platon et du dogme chrétien que représentaient surtout les Ficin et les Patrizzi. La trace que laissèrent ces études dans son esprit fut si profonde que je n'aurais pas de peine à citer des pages entières de l'*Astrée* qui sont la traduction presque littérale de quelques passages du *Banquet* et des lettres de Ficin. Mais que parlé-je de passages isolés? D'Urfé n'a écrit son livre qu'à la gloire de la philosophie et de Platon, et le titre même qu'il lui a donné nous en avertit: « L'*Astrée* de Messire Honoré d'Urfé ou par plusieurs histoires et sous personnes de bergers et d'autres sont déduits les divers effets de l'honnête amitié. »

Cette honnête amitié, il s'en explique dans plus d'un endroit, c'est l'amour tel que l'a conçu Platon, c'est la passion ailée qui emporte les âmes dans le sein de Dieu. Ainsi donc, bergers, bergères et bergeries, disparaissez! Le véritable héros de l'*Astrée*, celui qui règne parmi ces bois et ces ruisseaux, celui que nous rencontrons le front couronné de lumière sous ces sombres arceaux de verdure et sur ces gazons verdoyans, c'est Platon transformé à l'usage de la Renaissance, et la véritable intrigue du roman, c'est la lutte de la Sagesse et du Plaisir. La victoire de la Sagesse est assurée, car d'Urfé est pour elle.

Le Plaisir! D'Urfé l'a incarné dans la personne d'un aventurier provençal qui est le plus grand jaseur de son livre. Il se nomme Hylas. Il a le cerveau chaud, la tête chauve et le poil ardent. Et quelle langue! Elle est intarissable, et ses reparties ne manquent pas d'esprit. Cet Hylas est un franc égoïste; il professe qu'Hylas a été mis au monde pour s'occuper du bonheur d'Hylas, et il se consacre tout entier à cette tâche, qui en vérité n'est pas facile; car le bonheur d'Hylas consiste à désemplir chaque matin son cœur de ce qui le remplissait la veille et à renouveler la cargaison. C'est le volage, c'est l'inconstant par

excellence; il est tourmenté de ce que Fourier appelait la passion papillonne. Comme un papillon, il vole de fleur en fleur, et rien ne peut fixer ses inconstances. Il donne son cœur sur la minute, mais il le reprend l'instant d'après ; le matin, il était de feu, le soir il est de glace. Il lui est même arrivé d'aimer passionnément à la fois trois bergères sans pouvoir décider laquelle il préférait ; et quand il se rend à la fontaine d'amour, fontaine merveilleuse, où le berger qui s'y penche, au lieu d'apercevoir sa propre image, voit apparaître celle de la bergère qu'il aime : « Ah! s'écrie Hylas ! cette fontaine est si petite que, si je m'y regardais, il serait impossible que j'y visse seulement la moitié des objets que j'ai aimés. »

En face de cet homme de plaisir, Platon et la Sagesse sont représentés par les druides et leurs disciples, — car les druides de l'*Astrée* sont des pontifes du Platonisme, — et en particulier par le grand druide Adamas, philosophe à l'air majestueux, à la barbe vénérable, qui tient école de philosophie à l'ombre des hêtres et des sycomores.

Résumons-nous. On a toujours raison de réussir, et un succès durable n'est jamais absolument immérité. L'*Astrée* est peut-être un des livres qui ont reçu des contemporains de l'auteur l'accueil le plus empressé, et cet accueil peut se justifier. Parmi les premiers lecteurs de l'*Astrée*, les uns, sensibles surtout au charme du bien dire, furent frappés de la douceur, de l'harmonie et de la limpidité toutes nouvelles alors du style. D'autres approuvèrent surtout les observations fines et délicates semées de place en place dans l'ouvrage et saluèrent dans l'auteur un homme qui avait su profiter de sa vie agitée et pleine de vicissitudes, pour étudier la société et le cœur humain. D'autres encore, et ceux-ci furent en grand nombre, cherchèrent à découvrir sous les masques les visages; et, supposant que d'Urfé avait peint des personnages réels et historiques sous des noms fictifs, ils se donnèrent le plaisir d'exercer leur perspicacité à lui ravir son secret. D'autres prirent intérêt à la lecture d'un livre qui était un miroir de l'époque et où se trouvaient reproduites les grandes luttes d'idées et de tendances qui agitaient les esprits. D'autres enfin se contentèrent de savoir que l'*Astrée* était une pastorale et ils la goûtèrent passionnément comme l'un des chefs-d'œuvre d'un genre, dont la vogue, pour les raisons que nous avons indiquées, était alors immense. Ceux-ci furent vrai-

semblablement les plus nombreux, et comme les effets deviennent à leur tour des causes, ce goût de la pastorale qui avait valu à l'*Astrée* tant d'ovations fut renforcé et prolongé par la lecture du livre. Plus d'une fois même, dans l'enchantement où les bergers du Lignon jetaient les imaginations, on fut tenté de les imiter et de faire de l'Arcadie une réalité. En 1624, d'Urfé reçut une lettre signée de vingt-neuf princes ou princesses, dix-neuf grands seigneurs d'Allemagne qui avaient pris les noms des personnages de l'*Astrée* et avaient formé une confrérie pastorale à laquelle ils avaient donné le nom d' « Académie des vrais amans. » Au milieu du XVIIe siècle, il est question d'un seigneur qui quitta son château et fut s'établir dans une chaumière, décidé à passer le reste de ses jours à garder les moutons. L'histoire ne dit pas si les moutons furent bien gardés. Plus tard encore, cette personne très romanesque qu'on appelle la Grande Mademoiselle, dans son enthousiasme pour l'*Astrée*, rêva le plan d'une bergerie, d'une Arcadie où elle aspirait à couler ses jours. Elle se voyait déjà vêtue d'une capeline et une houlette à la main, gardant les troupeaux dans une belle prairie, et elle se promettait de ne manger que les gâteaux et les fromages qu'elle aurait préparés de ses mains.

Mais la Grande Mademoiselle avait été mise au monde pour faire des projets et pour ne pas les accomplir, et il en fut de son Arcadie comme de son mariage avec Lauzun. Et en vérité bien lui en prit, car si la Grande Mademoiselle s'était faite bergère, elle n'eût pas gardé deux jours les moutons sans soupirer après son château et les plaisirs de la Cour. La seule Arcadie qui pût lui plaire, c'était celle qu'elle rêvait, et les rêves sont faits pour rester des rêves ; car il y a une bonne moitié de notre existence qui ne doit se passer que dans notre imagination.

VICTOR CHERBULIEZ.

M. LLOYD GEORGE

ET

LA DÉMOCRATIE PURITAINE

Un soir, pendant la session de 1884, un petit jeune homme, qui était venu à Londres pour passer un examen de droit, obtint la faveur d'assister à une séance du parlement. Ses yeux durent s'abaisser avidement sur ce décor historique où évoluaient des personnages dont le nom fameux était venu jusqu'à son village perdu dans les montagnes, jusqu'à cette échoppe de cordonnier où il avait grandi, jusqu'à cette obscure étude de province où il remuait des paperasses légales. Le speaker en perruque et en bas de soie, la table où reposait, avec la boîte aux dépêches et avec la Bible qui sert à assermenter les nouveaux membres, la masse d'armes qui a déjà survécu plus de deux siècles et demi à la méprisante ironie de Cromwell, le couloir par où les membres rentrent, un à un, les jours de vote, tous ces détails, connus d'avance, parlaient à l'imagination et à la mémoire du jeune spectateur.

Entrait-il beaucoup de respect dans sa curiosité ? J'en doute, et l'on comprendra bientôt pourquoi. Pourtant, on lui avait appris à vénérer le nom de Gladstone, et l'objet de ce culte, le grand vieillard, idole des Gallois, ses compatriotes, était là, devant lui, assis au banc de la Trésorerie, dans tout son prestige et, — semblait-il, — dans toute sa vigueur, bien qu'il approchât

de la quatre-vingtième année. Il entendit parler le premier ministre ; puis il assista à une scène étrange. Un homme de chétive apparence, qui était assis au coin le plus éloigné à gauche du speaker, se leva et sauta sur le plancher où il s'avança, sans souci de la mémorable raie rouge que ne doit franchir aucun orateur vraiment respectueux de la Constitution. On eût dit qu'il allait se précipiter et saisir corps à corps le vénérable premier ministre. Si passionnées étaient ses paroles, si hardis, si rudes et si pressés les coups qu'il lui portait, qu'une impatience irritée commençait à colorer le visage marmoréen du vieillard. Du haut de sa tribune, l'étudiant gallois suivait ce duel émouvant. Plus tard, racontant ses impressions, il disait : « J'en voulais à lord Randolph Churchill d'attaquer M. Gladstone, et je détestais ses doctrines, mais j'admirais son courage. » Le courage est resté, aux yeux de M. Lloyd George (on a compris, dès la première ligne, que c'est de lui qu'il s'agit), la qualité par excellence de l'homme politique. Il dirait probablement « l'audace, » si le mot n'appartenait déjà à un autre homme d'État qui, en dépit de ses récens apologistes, garde un renom quelque peu sinistre.

Les biographes de M. Lloyd George, après avoir raconté complaisamment cet épisode de sa première jeunesse, ne manquent pas d'ajouter : « Il était alors bien loin de se douter... » On devine la fin de la phrase. Je crois, au contraire, que son ambition s'éveilla ce soir-là, et qu'il se vit assis dans le coin redoutable où siégeait le chef du quatrième parti, prêt à jouer le même rôle contre un autre Gladstone, plus dangereux que le premier. Les pauvres biographes ne se doutent pas, — dirai-je à mon tour, — à quelle distance il faut remonter dans le lointain passé d'un homme célèbre pour découvrir la minute où il a eu la première révélation de son avenir. Napoléon, interrogé à ce sujet datait du lendemain de Lodi ses premières visions de grandeur Encore n'était-il qu'à moitié sincère. En ce qui touche M. Lloyd George, nous allons voir l'indépendance révolutionnaire et l'instinct du commandement s'annoncer à une heure incroyablement précoce de sa vie.

Lorsque Henry de Richmond débarqua dans le Nord du Pays de Galles pour disputer la couronne à Richard III, il était escorté de quelques aventuriers, recrutés en Hollande, qui, après le succès du premier Tudor et son établissement définitif sur le

trône, reçurent de lui quelques terres confisquées. L'avarice caractéristique d'Henry VII donne à penser que ses partisans d'outre-mer furent médiocrement indemnisés. Les George descendaient de l'un d'entre eux, prétend-on, et, trois siècles après, nous les retrouvons petits fermiers, cultivant la terre de leurs mains (et quelle maigre terre !) dans ce même comté de Pembroke où les avait jetés l'aventure d'un prétendant. Pendant cette longue période, ils s'étaient mêlés par de continuels mariages avec la population native qui les entourait et s'étaient complètement identifiés avec elle. Pour la première fois, vers le milieu du XIXe siècle, l'un des membres de la famille essaya de faire une infidélité à la terre. Il était maître d'école à Manchester lorsqu'en janvier 1863 lui naquit un enfant qui devait réaliser au centuple ses aspirations déçues. Si le héros du douloureux roman de Thomas Hardy, Jude l'Obscur, ce paysan que dévore, que consume la soif du savoir, la hantise de la vie supérieure et de l'action intellectuelle, avait eu un fils comme le pauvre maître d'école de Manchester, l'auteur eût pu nous montrer les impuissantes velléités du père traduites par le fils en facultés et en actes. Ainsi procède la nature avare et lente, indifférente à l'individu sacrifié, à l'heure ou au siècle qui s'écoule, soucieuse seulement de ne jamais perdre un effort.

M. George le père avait échoué dans sa vocation scolaire et était redevenu paysan lorsqu'il mourut, laissant sa femme avec trois enfans dont l'un n'avait pas encore fait son entrée dans le monde. Cette famille était sans ressources. Elle trouva un protecteur en Richard Lloyd, frère de Mrs George, qui l'emmena avec ses enfans au village où il résidait, presque au pied du Snowdon, dans la région la plus montagneuse et la plus sauvage du comté de Carnarvon. Richard Lloyd était encore très jeune, mais il renonça à se marier pour se consacrer à l'éducation des enfans de sa sœur et surtout du petit David dont il fut le premier à reconnaître les talens précoces. Quelle figure intéressante que ce Richard Lloyd, en qui vit, dans son intégralité morale, avec ses préjugés et ses vertus, le puritain du XVIIe siècle, le pieux soldat qui combattait pour la liberté derrière Cromwell, sans se douter qu'il travaillait à l'établissement d'un autre despotisme. Je salue avec respect M. Richard Lloyd, bien que son neveu lui doive quelques-unes des idées avec lesquelles il s'apprête à ébranler la société moderne. Il était à la fois cordon-

nier et pasteur dans cet humble village. La secte à laquelle il appartenait, avec la grande majorité des habitans, était la plus stricte parmi les Baptistes. Comme ils n'admettent point de ministres salariés, ceux qui remplissent au milieu d'eux les fonctions sacerdotales, doivent nécessairement vivre d'une profession ou d'un métier. L'échoppe de Richard Lloyd, attenante à la maison où il vivait avec sa sœur et ses neveux, était le véritable centre, le foyer de la vie du village. On y apportait, sans doute, des souliers à raccommoder ; on y venait chercher aussi des nouvelles, écouter la lecture du journal que le cordonnier pasteur traduisait couramment dans le vieux dialecte Cymry (et bientôt David l'aida dans cette tâche) ; surtout, on venait demander des conseils à M. Lloyd, soumettre à son arbitrage officieux les difficultés de tout genre qui naissent de l'existence journalière. Chacun emportait de là une bonne parole, un mot de réconfort, une direction. Humble boutique, vulgaire atmosphère, purifiée et ennoblie par un profond sentiment religieux. C'est là que M. Lloyd George a grandi. C'est de là que viennent ses qualités et ses défauts. Là il a appris à considérer comme des étrangers et des ennemis le Squire et le ministre anglican de la paroisse, un pasteur sans troupeau ou qui, du moins, ne connaît ses ouailles que pour les tondre, le tyran temporel et le tyran spirituel. Là encore, il s'est habitué à l'idée que la propriété n'est respectable que si le propriétaire l'est lui-même ; en sorte que la vigne du pauvre Naboth est sacrée, tandis que les domaines d'Achab et de Jézabel appartiennent à tous. Quoi d'étonnant si l'enfant mettait en pratique ce socialisme biblique, en escaladant les clôtures du parc seigneurial pour y voler des fruits et y capturer du gibier (1) ?

Tout jeune encore, il organise contre le recteur de la paroisse une révolte de petits garçons, révolte muette, mais d'autant plus malaisée à réprimer. Les enfans, à certains jours, étaient menés à l'église par le maître d'école du village pour y réciter le catéchisme officiel et prononcer une profession de foi qui était en contradiction avec les croyances de leurs parens. Dans l'une de ces occasions, malgré des interrogations et des objurgations réitérées, pas une syllabe ne sortit des lèvres enfantines. Ce fut

(1) Ce n'est pas une légende, inventée à plaisir par de malveillans critiques ou de compromettans admirateurs : Mr Lloyd George s'en est vanté lui-même dans son récent discours de Newcastle (9 octobre 1909).

la première campagne révolutionnaire de David Lloyd George.

Vers ce temps, éclata la guerre franco-allemande. Je n'ai besoin de questionner personne pour savoir quel jugement l'enfant entendit prononcer à ce sujet dans l'échoppe du cordonnier-pasteur. C'était Dieu qui punissait par des bras protestans cette France, gâtée par la fortune et corrompue par le succès. Certes, la guerre était chose détestable en elle-même ; pourtant, ne lisons-nous pas dans la Bible que Dieu, en plus d'une circonstance, fit passer par ses lévites au fil de l'épée toute une population infidèle, vieillards, femmes et enfans : après quoi, « il vit que c'était bon ? » Les baptistes de Llanystumdwy inclinaient à croire que la guerre de 1870 était une de ces circonstances-là. C'est pourquoi le futur chancelier de l'Échiquier donna le nom de Bismarck au chien qui l'accompagnait et qui l'aidait dans ses braconnages, et de là date cette sympathie pour les Allemands qui s'est bruyamment manifestée et qui a trouvé récemment de nouveaux alimens dans une tournée mémorable : sympathie qui ne laisse pas d'étonner, car M. Lloyd George est le moins Teuton des hommes et par sa nature physique et morale, par toutes ses affinités, par la nature de ses dons oratoires, par ses lacunes et par ses excès comme par ses plus belles facultés, il est bien plus près de nous que de ses amis d'outre-Rhin.

Quand vint l'heure de choisir une carrière pour son neveu, l'excellent Richard Lloyd redoubla ses efforts dévoués. Il songeait pour le jeune homme à la profession ecclésiastique ; mais, comme on l'a vu, dans la secte à laquelle ils appartenaient, les fonctions de pasteur n'assurent pas l'existence matérielle de celui qui les exerce. Par un raisonnement aussi mal conçu que bien intentionné, on le fait dépendre de sa clientèle pour le rendre indépendant de sa congrégation, alors que la congrégation et la clientèle ne font qu'un. Si le jeune David avait annoncé une vocation ecclésiastique, il eût été, selon toute probabilité, intercepté, accaparé, monopolisé par l'Église établie qui lui aurait ouvert la carrrière des honneurs, et nous le verrions, peut-être, assis au banc des évêques dans cette Chambre des lords qu'il insulte aujourd'hui en termes si violens et, parfois, si comiques.

La voie étant fermée de ce côté, le rêve de M. Richard Lloyd dut céder devant celui de Mrs George qui souhaitait ardemment de voir son fils homme de loi : sans doute parce que la loi, après

l'église et l'armée, a le privilège de « faire le gentleman. » M. Lloyd, non content de consacrer toutes ses ressources pécuniaires à l'éducation juridique de son neveu, étudia le droit et apprit le français, pour se faire son répétiteur. C'est, sans doute, vers cette époque, que M. Lloyd George lut l'histoire ancienne de Rollin, soit dans le texte, soit dans une traduction. Peut-être s'étonnera-t-on de trouver notre vieux Rollin conspirant, avec Macaulay, Carlyle et Ruskin, vers la fin du XIXe siècle, à l'éducation d'un démagogue anglais. Mais, après tout, nos vieilles histoires, bien qu'écrites par des sujets fidèles et respectueux de la monarchie, étaient saturées de républicanisme. Ajoutez aux auteurs que je viens de citer les poésies galloises et les journaux radicaux du temps, et vous aurez à peu près le compte exact de ce que contenait l'esprit du jeune homme lorsqu'il entrait, à seize ans, comme apprenti, chez un solicitor de Port Madoc. Il s'affilia bientôt à une *debating society* ou, comme nous dirions, à un club politique local et ne tarda pas à s'y faire remarquer. Un paragraphe, inséré dans une feuille obscure du comté, imprima une première fois ce nom destiné à envahir tous les journaux du monde. Ce précieux paragraphe nous garde la date et le sujet de sa plus ancienne effusion oratoire. Le jeune orateur de Port Madoc y flétrissait sans ménagement le bombardement d'Alexandrie et la conduite des Anglais en Égypte. Arabi Pacha lui apparaissait comme le champion d'une nationalité opprimée, le Brutus ou le Washington des bords du Nil. C'est ainsi qu'il entrait de plain-pied dans la politique à laquelle il est resté fidèle et qui fait partie en lui de l'hérédité ethnique : celle de l'imagination et du sentiment.

A vingt et un ans, il était reçu solicitor ; mais un certain temps s'écoula avant qu'il pût pratiquer : les trois guinées nécessaires à l'achat d'une robe lui faisaient défaut. Cet obstacle fut enfin surmonté, et il s'établit dans la petite ville où il avait fait son apprentissage légal. Un incident imprévu vint le mettre en évidence.

II

Il s'agissait de défendre une liberté qui est la plus respectable et, certainement, la moins dangereuse de toutes : la liberté des enterremens. Cette liberté avait été consacrée par une

loi récente. Aux termes de la législation nouvelle, le ministre anglican n'avait plus le droit d'imposer sa présence et ses rites aux funérailles d'un non-conformiste. Mais il se résignait difficilement à sa dépossession et cherchait, par des moyens détournés, à entraver l'exécution de la loi. Il arriva que, dans certaine petite paroisse rurale du Carnarvonshire, un homme appartenant à l'une des sectes exprima, en mourant, le désir d'être enterré auprès de sa fille qui l'avait précédé de quelques années dans le cimetière du village. Le recteur mit obstacle à l'accomplissement d'un vœu si touchant et si naturel; il prescrivit, comme le lieu de l'inhumation, un coin sinistre et désolé du cimetière, réservé jusque-là aux suicidés. Les coreligionnaires du mort allèrent demander conseil au jeune solicitor nouvellement établi. M. Lloyd George vint aussitôt, passa la nuit à compulser les registres et découvrit que le cimetière était propriété communale. Il dit aux paysans: « Vous avez le droit d'enterrer cet homme là où il voulait reposer. » Alors, ils lui demandèrent: « Si nous trouvons la grille close, que ferons-nous? » Et M. Lloyd George leur répondit: « Brisez la grille et, au besoin, renversez le mur, car vous êtes chez vous, sur votre terre. » Ainsi fut fait. L'affaire alla devant les magistrats locaux qui prirent le parti du ministre. Mais leur jugement fut cassé par le Lord Chief-Justice Coleridge. Le jeune lutteur avait eu cette chance d'avoir de son côté, à sa première bataille, la conscience publique.

A dater de ce jour-là, le nationalisme gallois n'eut pas de plus ardent défenseur. Il y a donc, me demandera-t-on, un nationalisme gallois? A cette heure, il a repris sa place parmi les « émotions » et les « traditions, » mais, vers cette époque, il avait pris des allures militantes et quasi révolutionnaires. Un premier mouvement, en 1868 et 1869, avait avorté; mais l'exemple et les excitations venues de l'autre côté du canal Saint-Georges l'avaient ranimé. Le fameux Michael Davitt parcourut la principauté en y jetant des discours qui étaient comme des tisons enflammés et mettaient le feu là où ils tombaient. Les orateurs locaux lui répondirent sur le même ton. Quand on lit les discours de M. Ellis, qui fut depuis le *chief-whip* du parti libéral, on croit entendre la plainte d'une nation opprimée qui dénonce devant la postérité et devant l'histoire des conquérans venus du dehors. Pour M. Lloyd George, à cette période poli-

tique, l'Anglais est un étranger et cette manière de sentir, toute médiévale, s'accuse encore plus violemment dans ses discours en langue Cymry. Son mariage avec une belle jeune fille, qui réalise à un degré vraiment remarquable le type physique de la race et qui descend, dit-on, en ligne directe d'Owen Glendower, dernier champion de l'indépendance galloise (1), ne put que le fortifier dans ses tendances primitives. Que réclamaient les Gallois? Le programme de leurs revendications comprenait trois articles: Liberté religieuse, réforme de la propriété rurale, conservation de l'idiome national. Un mot sur chacun de ces points ne sera pas sans intérêt, puisque la jeunesse de M. Lloyd George a été dévouée à cette triple cause.

L'Église officielle d'Angleterre ne réunissait autour d'elle qu'une minime portion de la population totale. Sur les deux millions dont se composait cette population, les quatre cinquièmes ou, même, les cinq sixièmes appartenaient aux sectes dissidentes depuis plus de cent cinquante ans. Était-il juste que les Gallois entretinssent la coûteuse existence d'une Église à laquelle ils ne croyaient pas? Était-il juste que, non contente de monopoliser les revenus et les édifices du culte, cette Église s'arrogeât un contrôle spirituel sur des âmes qui ne voulaient point d'elle ? L'Irlande, en 1869, avait reçu satisfaction sur ce point : le pays de Galles, à son tour, réclamait la même justice, le désétablissement de l'Église anglicane dans la principauté. Rien de plus équitable; mais si une telle opération est laborieuse en toute circonstance et en tout pays, elle est particulièrement délicate là où existe une taxe ecclésiastique, reste de l'ancienne dîme, qui ajoute une difficulté de plus à la liquidation financière. D'ailleurs, l'Église du pays de Galles est une partie intégrante de la structure anglicane, et il est impossible de

(1) Il y a bien des années, je séjournai quelque temps à Dolgilly, pittoresque village au pied du Cader-Idris, qui fut la capitale d'Owen Glendower et qui sert de point de départ à des excursions dans les montagnes de la région centrale. On me montra le « Parlement » de Glendower. C'était une cour de ferme, pleine d'oies et de canards qui y menaient autant de bruit que la plus orageuse des assemblées populaires. Des pans de murs, rongés par la mousse, dessinaient l'enceinte où les représentans du petit peuple avaient discuté leurs intérêts dans la langue nationale. Et voici qu'un homme, sorti des rangs de ce même petit peuple et dont les enfans auront dans les veines quelques gouttes du sang d'Owen Glendower, mène le Parlement de la race conquérante, ce grand parlement auquel obéit le cinquième de l'humanité ! L'histoire, il faut en convenir, a des résurrections et des revanches inattendues.

toucher à l'une sans ébranler l'autre et sans mettre en question l'Église d'État dans le pays tout entier.

La question de la propriété foncière est encore plus malaisée à attaquer de front. La terre, dans la région galloise, appartient à un très petit nombre de propriétaires et s'immobilise dans leurs mains. Elle n'en sort que d'une façon temporaire, sous la forme du *leasehold* et du *copyhold*, formes de propriété qui ont, heureusement, presque disparu chez nous. Il existe dans le pays de Galles des terres louées pour neuf cent quatre-vingt-dix-neuf ans et, dans ce cas, le locataire peut, sans trop de complaisance et d'illusion, se considérer comme bien près d'être un propriétaire et agir en conséquence. Mais il n'en va pas de même pour le titulaire d'un bail de quarante à soixante ans. La même vie humaine peut voir commencer et finir cette possession précaire au terme de laquelle le propriétaire primitif, après avoir touché un loyer chaque année, redevient maître du sol avec tout ce qu'a pu y introduire le détenteur passager, bâtimens, mines, améliorations de toute sorte. Un tel système n'est pas fait pour encourager le spéculateur industriel, ni le petit fermier. Tel est le second problème, et on remarquera qu'il n'est pas circonscrit au pays de Galles. M. Lloyd George, devenu ministre, devait le retrouver devant lui, toujours aussi aigu et de plus en plus menaçant.

La question du langage est une question d'amour-propre et de sentiment. Suivant le point de vue auquel on se place, elle peut être envisagée de façon différente. Tout en sympathisant avec le patriotisme purement historique et rétrospectif qui organise un Eistedfodd et veille pieusement sur les monumens littéraires de la vieille langue indigène, on est forcé de convenir que, toutes les fois qu'on enseigne l'anglais à un enfant gallois, on lui donne un moyen de succès et une chance de fortune, on lui ouvre le grand marché du travail avec toutes ses ressources. Nul ne peut prévoir combien de temps l'ancien idiome mettra à disparaître, mais il disparaîtra infailliblement. Il n'en est pas moins vrai que, vers 1886 et 1888, alors que se dessinait le mouvement nationaliste du pays de Galles, la facilité avec laquelle M. Lloyd George parlait la langue native était un atout dans son jeu. Sa profession de légiste en était un autre, dont il sut se servir avec habileté. Il aurait pu dire de la loi en général ce que M. Tim Healy a dit du règlement de la Chambre des communes :

« J'ai appris à le connaître en le violant. » Le jeune solicitor apportait à ses compatriotes les ressources, les roueries de la chicane. Il se plaça vite au premier rang parmi ceux qui menaient une campagne contre les dîmes ecclésiastiques. Le parlement était disposé à accorder une réforme de la dîme, et M. Lloyd George repoussait cette réforme, car il ne pouvait se déclarer satisfait que par la suppression totale de l'abus. Pas de demi-mesure, pas de progrès partiel : tout ou rien ! Tel est le tempérament révolutionnaire, qui est toujours distinct du tempérament réformateur, quand il n'en est pas l'opposé, la négation absolue.

Dès la création des conseils de comté, M. Lloyd George fut élu dans le Carnarvon, et son influence se fit immédiatement sentir dans ces nouvelles assemblées. Il les poussait hors de la voie légale en leur proposant d'émettre des vœux politiques qui outrepassaient leur mandat. Aux termes du statut qui les avait constitués, les conseils ne pouvaient communiquer entre eux, sinon par l'intermédiaire du pouvoir central. M. Lloyd George fit les plus grands efforts pour amener une entente directe entre les conseils gallois, et une action commune par la création d'une ligue chargée de veiller aux intérêts régionaux.

Déjà son nom était populaire dans la contrée et son compatriote, Tom Ellis, attaché comme lui au nationalisme gallois, avait trouvé sa place à Westminster, lorsqu'une vacance se produisit dans la députation de Carnarvon. L'idée vint à quelques personnes de mettre en avant M. Lloyd George, alors âgé de vingt-six ans. Ce n'était pas trop tôt pour un fils de duc, mais le neveu d'un cordonnier de village ne pouvait espérer de trouver, à cet âge, les portes aussi largement ouvertes devant lui. Pourtant, M. Lloyd George n'hésita pas un moment à accepter la candidature offerte et à disputer les bourgs de Carnarvon au Seigneur de son ancien village. Il paya de sa personne et de sa parole, pendant que l'adversaire payait de sa bourse. « Il me semble, disait sir Wilfrid Lawson, le vieux radical, il me semble voir David marcher au combat contre Goliath ! » La victoire du moderne David ne fut pas tout à fait aussi éclatante que celle de son homonyme biblique : il fut élu, après une bataille acharnée, avec une majorité de dix-huit voix.

C'est le 17 avril 1890 que le nouveau membre prit séance pour la première fois. Il y avait six ans, du haut de la galerie,

70904

l'apprenti solicitor avait jeté les yeux sur l'arène politique où il mettait maintenant le pied. Mais son entrée dans la Chambre, en 1890, ne causa pas plus d'émotion que son apparition dans la tribune en 1884. Sa petite renommée galloise n'était pas encore arrivée à Saint-Stephens. On ne fit aucune attention à ce petit homme, quelque peu chétif d'apparence, dont le visage, moitié hardi, moitié naïf, gardait encore quelques traces d'enfance.

Les membres du parlement ne touchent aucune indemnité, n'émargent pas, comme nos députés, au budget qu'ils votent chaque année. Il n'est peut-être pas sans intérêt de remarquer, en passant, qu'à cet égard, la démocratie britannique est moins avancée qu'au moyen âge. Car, sous les Plantagenets et sous les Tudors, les représentans des bourgs et des comtés recevaient des frais de déplacement et de séjour à Londres pour la durée de la session et, — eu égard à la valeur relative de l'argent aux deux époques, — il me semble que l'allocation devait couvrir, et au delà, leurs dépenses. Cet usage a disparu depuis plusieurs siècles. Comment et de quoi allait vivre le jeune député de Carnarvon? D'abord il avait songé à continuer ses études juridiques pour obtenir les diplômes nécessaires à l'exercice de la profession d'avocat. Mais il reconnut que les avocats, en général, n'ont pas l'oreille de la Chambre et que, d'ailleurs, la politique et le barreau, chacun de leur côté, réclament un homme tout entier. Or son choix était fait et, ne pouvant se partager, ni se dédoubler, il se voua sans réserve à la politique vers laquelle l'entraînait une impérieuse, une irrésistible vocation. L'idée lui vint de confier à son frère, plus jeune que lui de deux ou trois ans, son étude de solicitor qu'il avait mise en rapport et sur laquelle il veillerait de loin. En même temps, il s'essayait, comme font quelques membres du parlement, au métier de journaliste, et cette tentative nous permet de connaître sous une forme plus ou moins sincère, mais très remarquable, ses impressions de nouveau venu dans le milieu parlementaire.

Un journal local reçut ces « confidences, » de M. Lloyd George à ses débuts. Il y rangeait les députés, ses collègues, en quatre catégories. D'abord les snobs et les fainéans, qui siègent peu et ne travaillent point. Pour ceux-là, la Chambre des communes n'a d'autre utilité que de leur ouvrir les salons du grand monde. Puis, viennent les *Guinea pigs*, qui exploitent leur qua-

lité de membre du parlement en la prêtant comme étiquette à des affaires industrielles, plus ou moins trompeuses. Puis, il y a les ambitieux, les politiciens professionnels qui marchent à la conquête d'un portefeuille et n'ont souci que de leur propre succès. Enfin les serviteurs du bien public, c'est-à-dire M. Lloyd George et ses amis. Cette classification nous indique clairement dans quel esprit il entrait à la Chambre. Il était, dès lors, l'ennemi du parlementarisme qu'il identifiait avec les classes capitalistes.

Deux mois après avoir mis le pied dans le parlement, il prononçait son *maiden speech* (17 juin 1890), qui ne produisit pas grand effet autour de lui, mais fut très remarqué dans la tribune des journalistes. Pour le ton comme pour la doctrine, on y trouve l'embryon du Lloyd George d'aujourd'hui. Il y comparait les leaders du parti conservateur à des disloqués qui avaient alors la vogue dans un spectacle populaire. De quoi s'agissait-il? D'indemniser des débitans de boissons de la perte de leur autorisation. Le jeune représentant des bourgs de Carnarvon proposait d'attribuer les fonds disponibles aux dépenses scolaires. Il se rangeait ainsi parmi les partisans de la tempérance et les avocats de l'instruction populaire. Du même coup, il foulait aux pieds le droit de propriété. On m'objectera que l'autorisation de débiter des boissons n'est pas une propriété. Alors, demanderai-je à mon tour, pourquoi cette autorisation, si elle est révocable sans compensation, d'une heure à l'autre, acquitte-t-elle l'*income-tax* et les droits de succession? Cette observation si simple a été, bien souvent, opposée à M. Lloyd George et à ceux qui pensent comme lui. Ils n'en ont jamais tenu compte; ils n'y ont jamais répondu.

Dans l'été de cette même année 1890, M. Lloyd George fit une tournée oratoire où sa réputation grandit d'étape en étape. Il débuta, à Manchester, en réveillant les échos d'une salle où avait retenti la voix de John Bright. Puis il parcourut le pays de Galles. On commençait à admirer la sonorité argentine de cette voix qui agissait étrangement sur les nerfs de la foule et qui portait sa parole jusqu'aux rangs les plus lointains d'un vaste auditoire. On admirait aussi cette présence d'esprit et cette bonne humeur qui tournait à son avantage les interruptions les plus saugrenues. Un jour, dans le Sud du pays de Galles, le président du meeting, en le présentant à l'assistance, exprime le

désappointement qu'ils ont éprouvé en voyant la taille exiguë de leur champion : « Ah ! dit le jeune orateur en souriant, c'est que, dans le Sud de la Principauté, vous prenez la mesure d'un homme du menton aux pieds; nous, dans le Nord, nous le mesurons du menton au sommet de la tête. » Et, tout grossier qu'il soit, l'auditoire, rappelé au respect que la force physique doit à la force de l'intelligence, applaudit à la leçon qu'il vient de recevoir.

Un autre jour, M. Lloyd George s'écrie : « Oui, je veux le *Home rule* pour l'Irlande, le *Home rule* pour le pays de Galles, le *Home rule* pour l'Écosse, le *Home rule* pour l'Angleterre... — Et le *Home rule* pour l'Enfer ! » crie une voix avinée. Et M. Lloyd George riposte : « A la bonne heure ! J'aime à entendre chacun parler pour son pays ! »

En 1892, M. Lloyd George était renvoyé au parlement par une majorité plus forte qu'à sa première élection (196 voix au lieu de 18). A Westminster, il vit passer le pouvoir des mains de lord Salisbury dans celles de M. Gladstone. Sur les 34 membres que la principauté envoyait au parlement, 31 s'étaient engagés à réclamer du nouveau gouvernement un bill qui consacrât l'émancipation religieuse du pays de Galles. Ce bill, Gladstone l'avait promis, mais, comme il tardait à tenir sa promesse, les extrêmistes du petit groupe nationaliste gallois se mirent en révolte, ayant à leur tête le jeune député des bourgs de Carnarvon. Ils étaient quatre seulement; tous les autres étaient retenus par le respect superstitieux qu'inspirait l'illustre vieillard. Mais lorsque lord Rosebery prit la place de Gladstone, l'esprit d'opposition s'accentua parmi eux; d'autant plus qu'ils sentaient s'agiter derrière eux les masses populaires, enflammées par les harangues de M. Lloyd George. Un journaliste, qui l'interviewa à ce moment, obtint de lui une réponse très nette. Le programme nationaliste avait quatre articles et le Parnell du pays de Galles indiqua dans quel ordre il comptait les produire devant le parlement et devant le pays. D'abord, c'était la démolition de l'Église anglicane; en second lieu, venait la réforme de la propriété foncière; puis, la bataille contre l'intempérance, c'est-à-dire contre les débitans de boissons; et, enfin, l'autonomie. Ainsi le *home rule* irlandais, qui pendant dix ans a paralysé la vie politique en Angleterre et amené l'annihilation du parti libéral, enfantait une autre utopie, le *home rule*

gallois, et M. Lloyd George était l'apôtre de cette cause dangereuse. Lord Rosebery, dont la faible majorité était minée par les intrigues du dedans encore plus qu'elle n'était menacée par les assauts du dehors, fut obligé de composer avec les revendications galloises. Un bill pour le desétablissement de l'Église anglicane dans la principauté fut présenté par M. Asquith, alors ministre de l'Intérieur. J'ai déjà fait remarquer que M. Lloyd George n'est pas de ceux qui acceptent un progrès partiel ou provisoire. Il combattit avec acharnement la loi qu'il avait si impérieusement réclamée, sous prétexte qu'elle contenait des dispositions trop favorables à l'Église officielle du pays de Galles, et cette Église, que ses partisans eux-mêmes se résignaient à voir disparaître, dut à l'obstination de M. Lloyd George et de ses amis un nouveau bail d'existence, qui dure encore. Et il faut joindre cette attitude du groupe gallois aux causes diverses, mais également déplorables, qui amenèrent la chute du Cabinet libéral et la retraite de lord Rosebery. La chute d'un Cabinet, la retraite d'un homme politique, c'est là, semble-t-il, un médiocre incident dont les détails sont promptement oubliés; mais celui-là pourrait bien faire figure comme un grand événement devant l'histoire, car c'est de là, sans doute, qu'elle datera la fin du libéralisme anglais.

III

En rentrant à Westminster après les élections de 1895, M. Lloyd George comprit que les temps étaient changés. En présence d'une majorité conservatrice, le nationalisme gallois n'avait plus à espérer de se faire prendre au sérieux. En même temps, le centre de gravité de l'ancien parti libéral se déplaçait, avec sir William Harcourt, vers un radicalisme plus ou moins opportuniste, qui avait les sympathies du député de Carnarvon. Seulement, pour réussir à la Chambre des communes, il fallait acquérir les talens du *debater* et garder pour les meetings populaires les grands mots et les périodes sonores. La grande rhétorique est sortie du parlement avec Gladstone; elle n'y rentrera qu'aux heures de fièvre, d'émotion publique. Ce qu'on veut, c'est une discussion d'affaires, assaisonnée d'un peu d'humour. On ne pleure plus au parlement, comme au temps de Burke et de Fox, mais on y rit très volontiers. M. Lloyd

George, ayant noté tous ces symptômes l'un des premiers, changea à la fois de programme et de procédés. Lorsqu'on discuta l'*agricultural rating bill*, qui avait pour objet de régler d'une façon un peu plus équitable les charges dont était accablée, en certains cas, la propriété foncière, tandis que, dans d'autres, elle échappait presque entièrement à l'impôt, M. Lloyd George se distingua par son assiduité, par sa profonde connaissance du sujet, par son zèle acharné à intervenir, et toujours à propos, dans les moindres détails de la loi. Harcourt lui dit : « Restez avec nous. Le nationalisme gallois est une chimère. Pourquoi vous cantonner dans un petit coin de la Chambre? Pourquoi vous vouer à une thèse sans avenir? Vous avez de plus hautes destinées devant vous! » Il est impossible de faire à un homme politique ou à un homme de lettres un compliment qu'il ne se soit déjà adressé à lui-même ou de lui prédire des succès qu'il n'ait déjà escomptés. M. Lloyd George fut d'autant plus aisément convaincu qu'il était persuadé d'avance. Ce moment est décisif dans sa carrière. A partir de cette heure, il ne demandera plus au patriotisme gallois qu'une note émue pour un exorde ou une péroraison; mais, en réalité, il sera l'homme du radicalisme non conformiste, le démocrate à tendances religieuses, le buveur d'eau qui renverse les coupes où pétille et mousse le champagne, le partisan de la paix à outrance qui répète, sur un mode différent, la chanson de Bright et de Cobden : « Toutes les guerres sont mauvaises, excepté les guerres de légitime défense. »

On devine que, dès la première heure, M. Lloyd George fut un des plus énergiques à condamner la guerre du Transvaal, à la flétrir comme une guerre d'oppression et de conquête, comme un abus de la force commis par un grand peuple au détriment d'un petit. Ce thème lui inspira d'éloquentes variations, entre autres la phrase suivante : « J'étais assis, l'autre jour, près des restes d'un vieux château bâti par les Romains et je voyais des enfans jouer parmi les ruines. Je songeais : Rome est venue jusqu'ici pour imposer ses lois, sa civilisation, sa langue. Le colosse romain a disparu et l'humble nation qu'il était venu asservir de si loin lui survit encore. A quelques pas de là, dans une école, on enseignait la langue de Rome comme une langue morte, tandis que ces enfans qui jouaient autour de moi parlaient, de naissance et d'instinct, le vieil idiome des vaincus. »

Certes, M. Lloyd George avait raison de maudire les auteurs

de la guerre. Mais, pour les maudire, il fallait les connaître et sur ce point, le député de Carnarvon se trompait, je crois, comme tant d'autres et comme nous-même. Tout en réservant le jugement définitif à porter sur ces choses, on est obligé de constater que Lloyd George, à cette époque, montra un vrai courage, en risquant sa popularité. A Birmingham, dans la ville de Chamberlain, où il était venu provoquer le grand homme, il dut s'échapper, déguisé en policeman, de la salle où il venait parler et, dans sa propre circonscription, à Bangor, il fut violemment houspillé par la foule. Pourtant il était réélu au parlement, en pleine guerre, avec 400 voix de majorité, et cette élection était célébrée à la montagne par des scènes de joie populaire auxquelles l'heure tardive et la beauté sauvage des lieux donnaient un caractère étrange et émouvant. Dans le récit qui en a été fait par des témoins oculaires, on sent vibrer les nerfs d'une race enthousiaste et passionnée, plus proche, peut-être, de celle qui a fait la révolution de 1789 que de celle qui a fait la révolution de 1688.

Dès l'ouverture du parlement khaki, nous retrouvons Lloyd George posté dans ce coin d'où il avait vu, certain soir du printemps de 1884, s'élancer lord Randolph Churchill. Comme lui, il ne s'attaquait qu'au gros gibier et, plus d'une fois, il fit pâlir de colère le vieux tribun de Birmingham, en usant et en abusant des procédés oratoires dont il avait appris de lui le secret.

Après la retraite de lord Salisbury, deux grandes discussions, l'une dans le parlement, l'autre hors du parlement, occupèrent les dernières années du gouvernement conservateur : la réorganisation de l'enseignement primaire et la réforme douanière. Lorsqu'on parle de « réorganiser » l'instruction primaire, pas plus en Angleterre qu'en France il ne s'agit d'obvier aux défauts du système et de rendre l'enseignement plus efficace; la question religieuse domine tout; mais, alors que, chez nous, elle se pose entre catholiques et libres penseurs, elle met aux prises, de l'autre côté du détroit, les forces rivales de l'Église officielle et des congrégations dissidentes. En cette circonstance, les non-conformistes n'eurent pas de champion plus énergique, ni les tories de plus redoutable critique que Lloyd George; et M. Balfour, avec cet esprit de justice qui le caractérise, et cette courtoisie qui adoucit, à Westminster, l'âpreté des luttes politiques, a rendu hommage à son assiduité comme à ses talens.

Après avoir défendu le terrain pied à pied et déployé, dans la discussion de la loi, le génie de l'obstruction, M. Lloyd George se voua, avec un zèle non moins grand, à en retarder et à en entraver l'application. Quelques traditionalistes, amoureux des beaux gestes historiques, parlaient de refuser l'impôt, comme Hampden, et d'aller, comme lui, en prison : « Non, non, cria M. Lloyd George, pas d'anachronismes! La question scolaire, ainsi que toutes les autres questions sociales, doit être traitée et résolue par les moyens financiers. Le dernier mot restera à ceux qui tiennent les cordons de la bourse. » Or, en ce qui touche les écoles, « ceux qui tiennent les cordons de la bourse » ce sont les conseils de comté. M. Lloyd George leur traça un programme de résistance pratique qui consistait à couper les vivres aux écoles favorisées par le gouvernement. Aussitôt les tories bâclèrent une seconde loi qui liait les mains aux conseils en ce qui touchait la répartition des fonds. « Très bien, dit M. Lloyd George ; ne votez plus un sou! Laissez au gouvernement la charge entière des écoles. — Mais si le gouvernement ferme les écoles et suspend l'enseignement primaire, que ferons-nous? — Nous ferons des écoles de nos chapelles et des maîtres d'école de nos ministres. » Les choses en étaient là lorsque le ministère tory se retira, avant d'avoir été vaincu au scrutin, et laissa la place libre à ses adversaires. On sait que les élections générales se firent principalement sur la question de la réforme douanière, soulevée par M. Chamberlain. On sait aussi quelle énorme majorité confirma l'accession au pouvoir des radicaux. Dès avant cette grande victoire électorale, M. Lloyd George était entré dans le Cabinet et personne n'en avait été surpris, ni parmi les libéraux, ni parmi leurs adversaires. Le rôle qu'il avait joué, la place qu'il avait tenue dans les parlemens successifs de 1895 et de 1900 faisaient de lui, sinon le chef du groupe non conformiste, du moins le principal orateur, la voix la plus éloquente et la mieux écoutée de cette démocratie religieuse qui donnait sa couleur, son accent, son unité, au moins apparente, à cette vague et informe majorité de janvier 1906, composée de tant d'élémens divers. Là était, si je puis dire, la majorité de la majorité. J'ai expliqué, dans un précédent article (1), comment, après deux siècles et demi, une vicissitude imprévue

(1) Voyez la *Revue* du 1er mai 1908

de l'histoire ramenait au pouvoir un parlement puritain, comme l'Angleterre n'en avait point vu depuis le jour où les colonels de Cromwell avaient mis dehors, sans cérémonie, les membres du parlement Barebones. Non seulement M. Lloyd George était l'incarnation des puritains modernes, mais il leur servait de trait d'union avec les partisans les plus avancés de la revendication ouvrière. Sans s'être jamais, que je sache, déclaré socialiste, il ne prononçait jamais une harangue sans y jeter quelque parole qui caressait les passions de la foule et l'inapaisable rancune du prolétaire contre ceux qui possèdent. Tandis que le parti du travail était plein de défiance envers les libéraux impérialistes, qu'il considérait comme des aristocrates, plus ou moins déguisés, il était entièrement sympathique à M. Lloyd George, et je ne crois pas exagérer en disant que, lorsqu'il rentra au parlement après les dernières élections générales, il pouvait compter derrière lui près de deux cents députés disposés à recevoir son inspiration. Donc, impossible de se passer de lui dans le Cabinet. Mais, à défaut d'un ministère du pays de Galles créé en sa faveur, ses amis eux-mêmes se seraient contentés pour lui d'une haute sinécure comme cette chancellerie du duché de Lancastre dont on avait jadis affublé John Brighl : « Lloyd George, disait-on, n'est pas un homme d'affaires ! » Voilà ce qu'on répétait dans les couloirs. Mais M. Lloyd George ne l'entendait pas ainsi. Il se croyait bon à tout et était prêt à justifier par d'incroyables efforts la bonne opinion qu'il avait de lui-même. Campbell Bannerman lui donna le portefeuille du Commerce. Comme il avait acquis les talens du *debater*, lorsqu'il les avait jugés indispensables à son succès, il s'improvisa ministre d'affaires en prenant possession de la présidence du *Board of Trade*. Sa méthode de travail fut précisément celle de Gambetta qui préférait le document qui parle au document écrit et étudiait toutes les questions en causant. Mais, tandis que Gambetta se contentait, dans chaque ordre d'idées, d'un informateur spécial dont il risquait fort de s'assimiler les erreurs ou les partis pris, M. Lloyd George ne se lassait point d'interroger toutes les compétences sur un sujet donné. Plusieurs lois sortirent, pendant l'année 1906, de ce travail assidu. En quoi a consisté l'œuvre de M. Lloyd George pendant les dix-huit mois qu'il a passés à la présidence du Conseil de Commerce? Je ne puis énumérer ses travaux législatifs en quelques lignes. Pour

les apprécier, il faudrait un article spécial, et ce jugement serait prématuré, car une expérience de plusieurs années pourra, seule, faire connaître leur valeur pratique et définitive. Il a fait voter une loi qui modifie les règlemens de la marine marchande; il a retouché la législation des brevets, déjà remaniée par M. Chamberlain lorsqu'il occupait, sous Gladstone, il y a vingt-cinq ans le même poste ministériel; il a ébauché un plan pour reconstituer et revivifier le port de Londres auquel la déplorable grève des docks, il y a quinze ans, a porté un coup mortel. Mais ce qui l'a surtout mis en évidence, c'est son intervention, au moment psychologique, dans la dispute entre les compagnies de chemins de fer et leurs employés. Il réunit autour d'une table les délégués des deux partis, raisonna avec eux, imposa des concessions réciproques aux uns et aux autres et, non seulement, il épargna au pays tout entier une crise dont le résultat se serait chiffré par une perte énorme, mais il jeta les bases d'une organisation arbitrale permanente destinée à rendre impossible le retour des mêmes périls et des mêmes anxiétés. Le premier point est acquis; le second est encore problématique, puisqu'il appartient à l'avenir. On m'assure qu'à l'heure présente, les relations des compagnies et des employés de chemins de fer sont plus tendues que jamais : je n'ai aucun moyen de vérifier cette assertion. A ne considérer que les intentions, l'action de M. Lloyd George, en cette circonstance, a été une action bienfaisante.

IV

C'est en avril 1908 que M. Asquith est allé chercher à Biarritz l'investiture royale et qu'il a succédé, comme premier ministre et comme chef de la majorité dans la Chambre des communes, à Campbell Bannerman.

La seconde place revenait à M. Lloyd George et l'opinion avait accepté d'avance sa promotion à la chancellerie de l'Échiquier. Cette nomination, jointe à celle de M. Winston Churchill, qui entrait dans le Cabinet en prenant la place de M. Lloyd George, fortifiait dans le gouvernement le parti ultradémocratique, le parti de la réforme sociale, dans le sens souhaité par les *Labour men*. « L'avenir est en M. Lloyd George, » écrivait, vers cette époque, un observateur très pénétrant, bien qu'un peu partial, M. Gardiner, rédacteur en chef du *Daily News*. Ce mot

rend bien l'attente, la curiosité qui grandissait autour de M. Lloyd George et faisait de lui le héros du moment. Une auréole de mystère l'environnait. Il allait punir les cabaretiers, coupables de faire échec aux radicaux dans les élections partielles. Il allait punir les Lords, coupables d'avoir rejeté, l'une après l'autre, toutes les lois importantes élaborées depuis 1906 et d'avoir paralysé ainsi la réforme sociale. Comment s'y prendrait-il? C'était son secret.

En attendant l'heure de le dévoiler, le chancelier de l'Échiquier alla faire un petit tour en Allemagne. D'où vient cette singulière attraction qui pousse M. Lloyd George à caresser, à flatter, à étudier les Allemands comme des modèles? Le souvenir du chien Bismarck et des prouesses accomplies en commun à l'époque où le futur chancelier de l'Échiquier n'était encore qu'un petit voleur de fruits, ne me paraît pas suffisant pour expliquer cette sympathie à l'égard des hommes et des choses de l'Allemagne. J'en vois deux raisons distinctes. La première: M. Lloyd George proteste par là contre l'esprit belliqueux qui incline aujourd'hui la société aristocratique ainsi que le monde industriel et commercial à une guerre contre les Allemands. La seconde, c'est qu'il y a, en effet, beaucoup de choses à étudier chez nos voisins d'outre-Rhin. Parmi ces institutions, celle dont M. Lloyd George désirait examiner, de près, le principe et le fonctionnement, était celle des retraites ouvrières. Il fut bien accueilli partout et il revint, comblé d'égards, bourré de documens.

Le 29 avril 1909, M. Lloyd George présentait au parlement le mémorable budget dont il allait être tant parlé. Son discours dura plusieurs heures; il s'ouvrit par une dissertation politique qui eût semblé tout à fait déplacée dans la bouche d'un ministre des Finances devant toute autre Chambre que la Chambre des communes. Le baron Louis, dont on a cité tant de fois le fameux truisme, ne disait pas: « Laissez-moi faire ma politique, » mais: « Faites-moi de bonne politique, et je vous ferai de bonnes finances. » Le chancelier de l'Échiquier a cru pouvoir discuter la cause des dépenses avant d'indiquer les sources des revenus. Dans cette introduction dogmatique et critique, M. Lloyd George se posait en ami de la paix à tout prix. Il traitait de « panique » le mouvement patriotique qui inspirait à la métropole et aux colonies tant de sacrifices pour la

défense commune de l'Empire et qui avait permis à son collègue, M. Haldane, de doter l'Angleterre d'une armée territoriale. « A quoi bon tant de coûteux armemens pour repousser des flottes imaginaires, des flottes-fantômes? »

Cependant M. Lloyd George désespérait de persuader à ses compatriotes qu'il serait temps de commencer à construire des *Dreadnoughts* quand les vaisseaux allemands seraient mouillés à l'entrée de la Medway ou en vue de Scarborough. Donc il fallait une grosse somme pour les constructions navales; il en fallait une autre, énorme aussi, pour fournir aux retraites ouvrières dont l'État, jusqu'ici, supporte tout le poids. En présence de pareilles charges, le bon sens conseillait à un ministre des Finances ordinaire un budget de prudence et d'économie. Tout au contraire, M. Lloyd George, à ce programme déjà si lourd, ajoute un programme de son cru qui porte le déficit de l'année 1909 à 400 millions de francs et le déficit de l'année suivante à 500. Il s'agit de mettre le pays en rapport et, tout d'abord, de reboiser la contrée et de refaire, en les élargissant, les voies de communication. Pour entamer ces deux importantes œuvres, il fallait créer un personnel forestier et réorganiser la grande viabilité qui est, en Angleterre, déplorablement arriérée et nullement en harmonie avec les besoins modernes.

Comment faire face à tant d'obligations déjà contractées et à tant d'entreprises nouvelles? La voix ayant tout à coup manqué à l'orateur, la liste, si intéressante, des impôts proposés par le chancelier de l'Échiquier ne put être qu'imparfaitement entendue et comprise par ses auditeurs. Le lendemain, quand on put la lire intégralement dans les journaux, il y eut une sorte de stupeur dans le pays. L'usage veut qu'une résolution de la Chambre rende les dispositions de la loi de finance immédiatement exécutoires. En sorte qu'on put expérimenter les effets du budget avant même d'en avoir discuté les principes. L'augmentation des droits sur le tabac fit sentir, dès le lendemain, ses conséquences aux fumeurs du Royaume-Uni, surtout à ceux de la classe populaire, car j'ai pu constater que les cigares de luxe n'étaient pas atteints. Les droits sur la bière avaient, également, augmenté. Les brasseurs et les débitans de boissons, déjà engagés dans une guerre mortelle contre le gouvernement radical, se savaient menacés, ils attendaient le coup. Ils furent

les premiers à crier. En frappant les cabaretiers anglais, ses vieux ennemis, M. Lloyd George avait indisposé des alliés dont le parti radical ne saurait se passer: les députés de l'Irlande déclarèrent qu'ils ne sauraient voter un budget qui ruinait une des industries vitales de leur pays, la production et la vente du whisky. Ainsi grossissait, autour du nouveau budget, le concert des plaintes et des malédictions. Tous ceux qui possèdent étaient atteints par l'accroissement des droits de succession. Mais c'est surtout aux propriétaires du sol que s'attaquait le chancelier de l'Échiquier; c'est eux que visaient les mesures les plus agressives de son budget.

En cela, il suivait exactement les traces de son modèle, M. Chamberlain ! non pas, il est vrai, le Chamberlain « missionnaire de l'Empire » et réformateur économique, mais le Chamberlain de la première période dont j'ai exposé ici les doctrines et les tendances. Lui aussi détournait l'orage sur cette pauvre terre qui meurt. Pourtant, talent à part, il y a une grande différence entre le Lloyd George d'aujourd'hui et le Chamberlain de 1885. Quoique ce dernier se laissât volontiers accuser de faire du socialisme d'État, parce qu'il pensait que cette accusation ajouterait à sa popularité, en réalité il n'était rien moins que socialiste puisque son fameux plan, résumé par la formule : « Trois acres et une vache, » tendait, non à supprimer la propriété, mais à la morceler comme en France, à la faire passer aux mains du grand nombre. Tout autre est le rêve de M. Lloyd George, et le budget de 1909 est un commencement de réalisation de ce rêve. C'est la confiscation graduelle de la propriété individuelle au profit des corporations municipales et des conseils locaux. Le célèbre socialiste américain, qui porte le même nom que le chancelier de l'Échiquier, a indiqué le moyen légal d'arriver à la suppression de la propriété, et ce moyen est effroyablement simple : il consiste à grever la propriété foncière d'impôts supérieurs au revenu qu'elle donne. Dès lors, au point de vue économique et financier, elle vaudra moins que rien et quelques privilégiés seulement seront assez riches pour la garder encore un temps dans ces conditions onéreuses, comme un tableau de maître, un cheval de sang, un collier de diamans.

Personne ne conteste que le droit de propriété n'ait ses abus et, surtout en Angleterre, ces abus sont assez nombreux et assez crians pour donner beau jeu aux déclamations socialistes. Alors,

pourquoi n'a-t-on pas cherché plus tôt le remède aux abus? C'est, je pense, parce qu'il est très difficile de les supprimer sans ébranler le principe et que, dans la pratique, on a grand'-peine à distinguer le propriétaire qu'on exploite et qu'on tracasse du propriétaire avide et injuste qui fait un mauvais usage de son droit. Non seulement on trouve dans la même catégorie des cas tout différens, mais le même cas est susceptible, bien souvent, de deux interprétations entièrement opposées. Lorsqu'une ligne de chemin de fer vient à traverser un coin de campagne désert, elle est un bienfait pour beaucoup; elle peut être un dommage pour quelques-uns. Tout en plaçant le bien de tous au-dessus de l'intérêt particulier, n'admettra-t-on pas que le propriétaire a quelque droit d'apprécier lui-même son bénéfice ou sa perte? Lorsque l'extension soudaine et imprévue d'une ville décuple la valeur de terrains improductifs, ou lorsque la découverte d'une mine dans un lieu sauvage, où toute culture est impossible, vient enrichir le propriétaire, on s'irrite de ces gains énormes et scandaleux, mais on ne réfléchit pas que, dans bien des cas, ces plus-values compensent à peine les pertes subies pendant les longues années où la propriété n'a été qu'une charge pour le propriétaire. Le budget de M. Lloyd George, sans faire aucune des distinctions nécessaires, résolvait brutalement toutes ces questions si délicates, traitait les bénéfices comme autant de vols et aboutissait à quoi? à prélever la part de l'État sur tous ces profits qu'il déclarait illégitimes. On a appelé le budget de M. Lloyd George un budget socialiste parce qu'il commence la démolition de la propriété individuelle, et un budget révolutionnaire parce qu'il viole la Constitution en introduisant, sous forme d'expédiens financiers, dans la législation anglaise, des mesures exclues du *Statute Book* par un vote négatif de la Chambre des pairs. On aurait pu ajouter que c'était un budget immoral et illogique.

L'été et le commencement de l'automne se sont passés à le discuter. Quel a été le résultat de cette longue discussion où le chancelier de l'Échiquier a été pris, plus d'une fois, en flagrant délit d'ignorance et où il a dû répondre souvent à des objections venues du côté où il siège? A-t-il cédé quelque chose? Non pas assurément, sur les principes et, quant aux détails, il s'est vanté d'avoir augmenté le rendement des impôts proposés de plusieurs centaines de mille livres, rien qu'en prenant au mot ses critiques et ses adversaires.

Si le budget de M. Lloyd George est révolutionnaire, ses discours le sont bien davantage. J'entends ses discours hors du parlement. Il en a prononcé un à Limehouse, le 30 juillet dernier, un autre à Newcastle, le 9 octobre. Si l'on joint à ces deux discours sa harangue de Swansea, débitée le 1er octobre 1908, on pourra se faire une idée exacte du ministre-tribun, de ses doctrines et de ses procédés oratoires. On y voit, avec quelque étonnement, M. Lloyd George insulter les « riches » à la façon des démagogues de Hyde-Park et menacer le capital, comme, probablement, jamais ministre des Finances ne l'a fait depuis l'origine des États modernes. Qu'on ne croie pas que sa parole, en ces circonstances, l'ait entraîné plus loin que sa pensée : ce serait mal connaître cet homme, toujours maître de son langage, aussi sûr de ses effets que pouvait l'être Coquelin à la millième de *Cyrano*, au milieu d'une salle tremblante d'émotion.

Le défi au capital est simplement un des lieux communs de la rhétorique particulière à M. Lloyd George : « On me dit que le capital va faire grève, qu'il va émigrer en d'autres pays... Eh bien ! je l'en défie ! Qu'il essaie ! oui, je l'en défie ! » (*Rires et bravos.*) Le morceau est traité à fond dans le discours de Swansea, et l'orateur y a ajouté de nouveaux traits à Limehouse et à Newcastle.

Autre lieu commun : les ducs. Qu'ont fait les ducs à M. Lloyd George ? Rien, absolument rien. Alors pourquoi s'en prendre à eux ? Simplement parce que le duc symbolise tout un système social. Étant placé au plus haut degré de l'échelle, c'est sur lui que se concentre l'animadversion de ceux qui sont placés au plus bas. Il est censé jouir de tous les biens que convoite la canaille. On dit dans le peuple : « Être saoul comme un duc, » et il entre dans ce dicton autant d'admiration que d'envie. Donc, M. Lloyd George a toujours un trait à l'adresse des ducs. Tantôt il les égratigne en passant, tantôt il s'acharne après l'un de ces malheureux dont il a introduit le nom dans une de ces historiettes, si plaisantes et si irritantes, où il excelle. Oh ! ces ducs !... « Savez-vous qu'un duc coûte plus cher qu'un cuirassé de première classe ?... Et ce qu'il y a de plus triste, c'est qu'un duc dure plus longtemps qu'un cuirassé. » On rit, car on n'a pas le temps de réfléchir qu'un duc apporte beaucoup d'argent au Trésor et ne lui coûte pas un sou et que, par conséquent, tout cela n'a pas le sens commun. On rit,

mais ce n'est pas ce rire-là qui désarme : bien au contraire!

Quant à lui, sa bonne humeur est inaltérable comme son sang-froid, son incroyable présence d'esprit, dont j'ai déjà donné et dont je pourrais multiplier les exemples. Il cause avec un auditoire de 3 000 personnes, pose des questions, attend des réponses. « Êtes-vous jamais descendus dans une mine? » Ou encore : « Savez-vous combien le propriétaire a demandé, combien il a exigé pour ce bout de terrain qui ne valait rien?... Devinez un peu, pendant que je cherche le chiffre exact dans mes notes. » Ces notes, pour le dire en passant, consistent en un chiffon de papier sur lequel il a jeté quelques chiffres et avec lequel il joue en parlant.

Parfois une envolée d'imagination celtique traverse sa dialectique railleuse et familière ; mais ce n'est qu'un éclair. Les sombres déclamations de certains orateurs populaires ne font pas partie de sa rhétorique ; l'amertume d'un Keir Hardie lui est inconnue. Il possède, au contraire, une dose inépuisable de cet optimisme si nécessaire à l'homme d'État qui veut inspirer confiance et se maintenir dans la faveur populaire. Tout va mal, tout ira bien! Veut-on un échantillon de son optimisme? Un jour, il faisait remarquer à ses auditeurs combien la moiteur du climat anglais est favorable à la production des tissus de laine et de coton. Il ira plus loin une autre fois et je m'attends à lui entendre dire : « Humidité providentielle et deux fois bénie, puisqu'elle est propice à la fabrication de la flanelle en même temps qu'elle en rend l'usage indispensable aux habitans de cette île! » Quelle péroraison pour Liverpool ou pour Manchester!

Je n'hésite pas à placer M. Lloyd George à côté des maîtres de l'ironie oratoire. Que ce soit de l'art ou de l'instinct, il sera difficile de le surpasser ou de l'égaler en ce genre. Je citerai un passage du discours de Newcastle où, comme Antoine prononçant, dans Shakspeare, l'oraison funèbre de César, il semble s'adoucir à mesure que ses auditeurs s'irritent, se faire modeste, indulgent, bonhomme, où il les excite en feignant de les calmer.

« Je me rappelle un fait, dit-il, où sont réunis tous les abus auxquels mon budget essaie de porter remède. Je vous conterai cette histoire, si vous avez la patience de l'écouter. (*Parlez! parlez!*) C'était dans un district sauvage du Yorkshire. A quatre

milles à la ronde, point de ville ou de village ; aucune station de chemin de fer, point de mine, point d'usine.

« Des spéculateurs viennent trouver le propriétaire de ce lieu et lui disent : « Nous croyons qu'il y a du charbon ici. Permettez-nous de creuser. — Creusez, répond le propriétaire ; je ne vous demanderai qu'une légère indemnité. — Combien voulez-vous pour la surface ? — Presque rien. Le terrain me rapporte quinze shillings l'acre : vous me donnerez quatre livres. — Mais il faut que nous construisions des maisons pour nos hommes. Nous prétendons bâtir un village modèle. — Excellent ! J'aime beaucoup ce village modèle. Aussi ne vous demanderai-je que dix livres par acre ! » (La foule : *C'est une honte, une indignité !*) Mais non. Je pourrais vous citer des propriétaires qui veulent, en pareil cas, cinquante, soixante ou même cent fois la valeur primitive. Celui-ci ne demandait que dix-huit fois la valeur de son terrain. C'était le plus doux, le plus modéré des propriétaires (*On rit.*) Donc, le village se bâtit. — Ah ! dit ce bon propriétaire, j'oubliais l'étang ! Il me rapportait une livre par an et ne vaudra plus rien quand vos maisons seront bâties. Tenez, prenez-le. Je vous en fais cadeau... pour une bagatelle : vingt livres de loyer par an. Quand vous aurez trouvé du charbon, — voyez si je suis accommodant ? — je me contenterai de six pence par tonne amenée à la surface : une misère ! » Or cette misère lui rapporte aujourd'hui 20000 livres et la somme montera dans quelques années à 40000.

« Plus on descend dans la terre, plus les frais augmentent. La société minière qui a dépensé un demi-million de livres pour le premier établissement, alors que le propriétaire n'a pas fourni un penny, voit ses bénéfices décroître pendant que ceux du propriétaire croissent en proportion. Cependant ils viennent encore le trouver : « — Nous avons besoin de terrain pour bâtir de nouveaux cottages. — Qu'à cela ne tienne ! Vous les aurez cette fois pour 150 livres l'acre, mais à une condition : on ne bâtira pas de cabaret. » — Eh bien ! personne n'applaudit à la belle action de ce propriétaire modèle d'un village modèle ? Il n'y a donc pas ici de partisans de la tempérance ? (*Quelques bravos se font entendre.*) Oh ! pardon, j'oubliais la fin de la phrase : — On ne bâtira pas de cabaret... sans le consentement du propriétaire. — A la bonne heure ! Voilà un homme qui tient à ses principes. Vous sentez que, pour les lui faire abandonner, il faudra y mettre le prix. » (*Rires et applaudissements.*)

Ensuite, M. Lloyd George explique comment son budget reprendra à cet homme quelques bribes de l'argent ainsi accumulé : un penny par-ci, un demi-penny par-là ; et, « quand il passera dans une autre sphère, ce même budget saisira ses héritiers au collet et leur fera rendre gorge. »

Quelqu'un devant qui je louais ce morceau et qui l'avait vu éclore sur les lèvres de l'orateur, me répondit par la phrase d'Eschine, lisant à ses élèves le discours de Démosthène sur *la Couronne :* « Que serait-ce si vous aviez entendu le monstre lui-même ! »

Tel est l'homme qui vient de se poser comme l'incarnation de la démocratie anglaise. Au moment où j'écris ces lignes (1er décembre), on m'apporte les journaux du matin. J'y lis que la Chambre des lords a refusé, hier au soir, par 350 voix contre 75, d'enregistrer le budget de M. Lloyd George. Expliquer ou critiquer ce vote n'appartient pas à mon sujet. J'avais à esquisser la physionomie d'un orateur et d'un homme d'État, non à discuter un problème constitutionnel. Les deux partis s'accusent l'un l'autre de violer la Constitution ; il est possible qu'ils aient raison tous les deux et, par conséquent, tous les deux tort. Au lieu d'avoir à choisir entre le socialisme et la réforme douanière, l'électeur devra-t-il se prononcer entre la Chambre des nobles et la Chambre du peuple? Quoi qu'il en soit, les pages qui précèdent aideront peut-être ceux qui s'intéressent au spectacle politique, à suivre l'action et à interpréter les gestes d'un des protagonistes du drame.

AUGUSTIN FILON.

L'ÉCOLE BOLONAISE

Vers la fin du XVIe siècle, l'art italien subit une brusque et profonde transformation. Les deux grandes écoles, qui le dirigeaient depuis tant de siècles, la florentine et la vénitienne, semblent disparaître, et une petite école, la bolonaise, dont l'action jusqu'alors n'avait été que bien modeste et restreinte, prend la première place et dicte ses lois à toute l'Italie.

Pourquoi? Comment un fait si extraordinaire a-t-il pu se produire? C'est ce que nous voudrions rechercher ici. Nous voudrions montrer que l'apparition et la suprématie de l'école bolonaise ne furent pas des événemens dus au hasard; nous dirons pour quelles raisons elle devint, à un moment donné, plus apte que toute autre à exprimer la pensée italienne; nous dirons ses caractères, son succès, son influence dans le monde, et comment elle disparut à son tour, un demi-siècle à peine après avoir été formée.

I. — NÉCESSITÉ D'UNE RÉFORME DE L'ART

Il nous faut d'abord analyser les causes qui rendaient inévitables, vers le milieu du XVIe siècle, une transformation de la civilisation italienne et de ses arts, et qui firent naître cette renaissance chrétienne, ce mouvement de la contre-Réforme, dont le Concile de Trente fut la plus éclatante manifestation. Rome, la Papauté, l'Italie catholique, ne pouvaient plus continuer à vivre dans les conditions qui leur étaient faites et qui étaient le résultat de deux siècles d'ébranlement de la foi religieuse.

Deux causes principales avaient contribué à cet affaiblissement : le réalisme du XVe siècle et le paganisme du XVIe.

L'art si profondément chrétien qui régnait en Italie depuis de longs siècles, cet art qui eut au moyen âge, avec Giotto et son école, une si extraordinaire floraison, et qui, plus tard, trouva encore dans les œuvres d'un Fra Angelico une de ses manifestations les plus hautes et les plus pures, cet art subit une première atteinte au cours du xve siècle. Les conditions sociales particulièrement prospères de l'Italie, et surtout de la ville de Florence, furent la cause de cette première modification de ses formes traditionnelles : les Florentins sont heureux de vivre; ils n'ont plus, comme dans les époques troublées du moyen âge, un impérieux besoin de chercher des consolations dans l'espérance d'une vie future ; la vie terrestre leur est douce, ils l'aiment, ils la regardent avec complaisance, et leur art consiste à dire cette beauté que leurs prédécesseurs ne semblaient pas avoir comprise et qu'ils croient découvrir. Cette joie, cette tendresse de leur cœur, leur permet d'exprimer avec un rare bonheur tout un côté de la pensée chrétienne et de mettre sur le visage des vierges et des anges une beauté céleste et les plus doux sourires : mais s'y enfermer était un peu trop restreindre le champ de la pensée religieuse et laisser tomber tout le côté de noblesse et d'austères vertus que les siècles précédens avaient exprimé avec tant de puissance ; c'était oublier cette part de souffrance qui est le fond de toute philosophie et de toute religion et qui tient la première place dans le christianisme.

Cette recherche de la beauté, chaque jour plus dominante dans les pensées des artistes, va d'une autre manière encore contribuer à affaiblir le sentiment religieux dans leurs œuvres. Les artistes tendent à oublier le sujet qu'ils doivent représenter pour s'intéresser surtout aux accessoires dont ils encombrent leurs compositions et qui ne tardent pas à s'imposer au regard comme s'ils étaient le motif principal. Le caractère chrétien n'est plus le caractère premier de leur art ; une idée nouvelle apparaît, le désir de représenter la vie moderne. Cette vie, ils l'introduisent par des moyens détournés dans toutes leurs œuvres. Depuis les fresques de la chapelle du palais Ricardi où Benozzo Gozzoli déroule le pompeux cortège des Médicis figurant les rois mages, jusqu'aux Chambres du Vatican où Raphaël donne les traits de Léon X au pape qui arrête Attila, partout nous voyons les peintres peupler de portraits leurs compositions religieuses; et l'idée chrétienne tend à s'effacer de plus en plus; l'union

intime entre la forme et la pensée va s'affaiblissant sans cesse pour donner naissance à ces formes d'art qui furent si néfastes au moment de la pleine Renaissance.

Mais, malgré les reproches que l'on peut faire théoriquement à cet art, en se plaçant soit au point de vue de la pensée chrétienne, soit à celui d'une pure conception logique, il faut reconnaître qu'il fut de la plus séduisante beauté. Son illogisme fait en réalité la plus grande partie de son charme et de son intérêt, car il correspond à l'illogisme de cette époque si étrangement ballottée entre les idées les plus diverses; il est bien l'image de ce siècle de transition où les idées anciennes viennent se heurter aux idées modernes et où l'on voit s'unir deux mondes qui ne tarderont pas à se combattre et à se séparer.

Au XVIe siècle apparaît une idée nouvelle qui va achever de transformer l'art : l'influence du paganisme, l'influence des lettres et des statues antiques. Les artistes italiens, déjà si amoureux de la beauté, étaient tout prêts à comprendre et à aimer l'antiquité; ils vont se passionner de plus en plus pour les formes étudiées en elles-mêmes, dégagées de tout but expressif, tirant tout leur prix de leur charme et de leur harmonie. Par l'imitation de la statuaire antique, l'étude du nu se substitue à celle de la figure vêtue, et c'est en peuplant de nudités leurs scènes religieuses que les artistes donnèrent le dernier coup au sentiment chrétien et le firent disparaître presque totalement de l'art de la Renaissance

II. — IMPUISSANCE DES ANCIENNES ÉCOLES A RÉFORMER L'ART

Rome même, la capitale de la chrétienté, s'était laissé corrompre; l'art antique qui était l'art de peuples guerriers, où la force tenait le premier rang, devait convenir tout spécialement à ces papes du XVIe siècle, qui vécurent au milieu des guerres, à cet Alexandre VI qui, un moment, a pu rêver de réunir toute l'Italie sous sa domination, et à ce Jules II qui, lui-même, en vrai général, dirigeait des armées. Tout ce siècle à Rome est rempli du fracas des armes. Partout, dans les œuvres des artistes, même dans les Chambres de Raphaël, luisent les éclairs des cuirasses et des épées. Ce sont des récits de bataille qui couvrent les murs du Vatican, et, sur la Tombe de Jules II, le *Moïse* de Michel-Ange est la plus brutale glorification de la force que l'art nous ait donnée.

Avec Michel-Ange, avec ses élèves, c'est l'antiquité, c'est le paganisme qui triomphe définitivement à Rome, qui transforme l'art de fond en comble et qui achève de détourner les esprits de l'expression des idées chrétiennes, pour les orienter vers la recherche exclusive de l'étude des formes et surtout de l'étude de la nudité des corps. Dans l'art de Michel-Ange, il est vrai, il y avait un caractère profondément dramatique et douloureux, qui provenait des terribles circonstances sociales au milieu desquelles il avait vécu. Mais ses élèves, qui ne connurent pas les grands fléaux de l'invasion des armées étrangères, qui n'avaient plus les mêmes raisons que lui pour dramatiser leur art, laissèrent tomber le côté expressif de sa pensée et ne retinrent que son amour pour l'étude des formes. Dans le *Jugement dernier*, dans cette œuvre sauvage, toute pleine de sanglots, Vasari ne voit que des silhouettes et des muscles. La Renaissance règne vraiment alors dans toute la logique de son esprit avec Vasari, les Zuccheri et le Cavaliere d'Arpino. C'est à leur art, c'est à cette chute qu'aboutit tout ce que la Renaissance avait voulu, tout ce que Michel-Ange avait enseigné.

Ces artistes étaient d'une science vraiment extraordinaire. « Ma science perdra mes successeurs, » avait prévu Michel-Ange. Ils savent tout et ils croient ne plus avoir besoin de la nature; ils ont emmagasiné dans leur mémoire toutes les formes variables que revêt la vie, et leur génie, leur prétendu génie, les amalgame, les fond, les corrige selon un idéal qu'ils estiment supérieur à tout ce qui vit. Avec leurs formules, ils peuvent sans peine composer les scènes les plus vastes et les plus compliquées; ils ne reculent devant aucune tâche, quelque difficile qu'elle soit, mais leurs compositions, vides de pensée, représentent maintenant pour nous, non plus un sommet d'art idéal, mais une des périodes les plus stériles de l'histoire de l'art.

Que pouvait-il sortir de cet art, sinon une formidable réaction? Après ces fictions et ces rêves, il fallait toucher terre et chercher une base solide où s'appuyer. Ce maniérisme, cet oubli de la nature, devaient provoquer un violent accès de naturalisme, et faire naître l'art du Caravage. Le premier, il formula les préceptes du réalisme et donna de magnifiques exemples de ce qu'on en pouvait attendre. A la fin du XVIe siècle on peut dire de lui qu'il sauva l'art. La vie du Caravage, écrite par Bellori, est fertile en précieux enseignemens; elle nous fait pénétrer dans

la pensée des artistes de cet âge, dans les diverses raisons qu'ils pouvaient avoir d'adopter l'art nouveau ou d'y résister. « Caravage, dit Bellori, ne regardait ni les statues antiques, ni les peintures si célèbres de Raphaël, et ne prenait que la nature pour sujet de ses études. Lorsqu'on lui conseillait d'étudier les plus illustres statues de Phidias ou de Glicon, il se contentait, comme réponse, d'étendre la main vers la foule des passans en disant que la nature l'avait suffisamment pourvu de modèles. »

Son succès fut prodigieux. Mais les anciens maîtres défendaient leurs doctrines et ils trouvaient aisément les défauts de l'art nouveau. Avec raison ils reprochaient au Caravage de n'avoir pas d'imagination, de passer sa vie dans les cabarets et de n'avoir ni goût, ni choix dans ses sujets. Et ces critiques, qui n'étaient pas sans valeur, trouvaient leur écho dans le clergé : les prêtres condamnaient comme trop vulgaire la manière dont le Caravage représentait la Vierge, le Christ et les Saints. Le *Saint Mathieu* qu'il avait fait pour l'église de Saint-Louis des Français ne fut pas accepté parce qu'on trouva qu'il était sans dignité, qu'il n'avait ni l'attitude, ni l'air d'un saint, avec ses jambes croisées l'une sur l'autre et ses pieds trop grossièrement exposés aux regards du public. La même mésaventure arriva à sa *Mort de la Vierge* qu'il avait faite pour Sainte-Marie della Scala : elle fut refusée parce qu'on trouva qu'il avait trop fidèlement imité une femme morte avec son enflure. Et le clergé avait raison ; l'art si admirable en soi du Caravage ne pouvait convenir à l'expression des idées religieuses. Ses conséquences ont duré jusqu'à nos jours, mais au moment où il apparut il ne pouvait avoir à Rome qu'une influence secondaire. Le monde religieux voulait un art plus digne, plus noble, au risque de l'avoir moins vrai.

C'est ainsi qu'à Rome ni l'art des successeurs de Michel-Ange, trop inspiré de l'antiquité, ni l'art du Caravage, trop lié à la nature, n'offraient à la Papauté la forme idéale qu'elle désirait. Avant de dire comment l'école bolonaise allait trouver cette forme, il nous reste à montrer qu'à ce moment aucune autre école italienne n'était en mesure de pouvoir le faire.

Mettons tout d'abord de côté Florence qui ressemble singulièrement à Rome, et cela se comprend puisque, pendant tout le XVIe siècle, ce sont des Florentins qui dirigent les destinées de Rome et que deux grands papes du début du siècle sont

des Médicis. A Florence, plus encore qu'à Rome, règnent les élèves de Michel-Ange, les purs disciples de la Renaissance, Bandinelli, Cellini, Danti, Ammanati: la Papauté n'a rien à demander à ces artistes impuissans à lui offrir autre chose qu'un art ayant cessé de lui plaire.

L'école vénitienne, la plus grande de l'Italie après la florentine, ne s'était pas aussi complètement laissé séduire par le style de la Renaissance, et, à ce titre, elle aurait pu être plus sympathique à la Papauté, mais elle avait un autre vice à ses yeux. Pas plus que l'école florentine de ce moment elle n'était chrétienne. Son art était devenu trop mondain, soit par suite de sa recherche trop exclusive de la beauté, soit par suite de sa subordination aux intérêts des grandes familles vénitiennes. Pour un vénitien, tout tableau a pour but, non d'exprimer une idée chrétienne, mais de chanter Venise, d'en célébrer la gloire et la grandeur. Les artistes vénitiens reprennent, en les poussant à l'extrême, les formes que les Médicis avaient demandées à Benozzo Gozzoli et à Ghirlandajo.

Le procès que le Saint-Office intenta à Paul Véronèse est un des plus singuliers et des plus notables événemens de l'art italien. Véronèse est traduit devant le tribunal de l'Inquisition, lui, le plus grand peintre de son époque, et dans une ville qui avait pu se vanter jusqu'alors de son indépendance à l'égard de l'autorité pontificale, et ce fait seul suffit à montrer l'étonnante puissance, la tyrannie, que la Papauté allait exercer sur toute l'Italie à la fin du XVIe siècle. Le tribunal demande à Paul Véronèse de se justifier du reproche d'hérésie ; il lui demande si, vraiment, il a voulu railler la religion en introduisant dans ses tableaux ces nains, ces bouffons, ces chiens, ces courtisanes, tout cet appareil de luxe et de fêtes qui semble vouloir transformer les scènes religieuses en débauches vénitiennes. Véronèse s'excuse humblement, il a quelque peine à comprendre qu'on puisse l'accuser de semblables fautes, tellement elles sont loin de sa pensée. Certes, non, il n'a pas voulu agir en hérétique; il a agi simplement en artiste, en disciple de son temps, ne cherchant qu'à faire une œuvre charmante, toute pleine de vérité et de vie. Le tribunal accepte ses excuses; il veut bien ne pas le considérer comme un criminel, mais sa sentence n'en reste pas moins terrible pour l'art vénitien, car elle déclare à Véronèse que de tels amusemens ne sont pas pour lui plaire et qu'il est

inconvenant qu'un peintre puisse avoir l'idée de traiter de manière si profane et si licencieuse les grandes scènes de la vie du Christ. On lui pardonne, mais on lui dit de ne plus recommencer. Nous n'y avons pas assez pris garde : ce jugement marque la fin de l'école vénitienne. Paul Véronèse n'a pas de successeurs. Nous allons voir l'école vénitienne sommeiller pendant tout un siècle et ne vivre, elle jusqu'alors si autonome et si fière de son indépendance, qu'en s'éloignant de ses traditions et en se mettant à la remorque des écoles étrangères. Les peintres de Venise vont imiter les peintres de Bologne, et cela est logique : c'est la suite de l'arrêt porté contre Paul Véronèse, c'est la conséquence de l'action souveraine exercée sur toute l'Italie par les papes de la contre-Réforme : ils exigent que partout l'art se consacre exclusivement au service de la pensée chrétienne.

Enfin, dans l'évolution des écoles italiennes, un point capital ne doit jamais être oublié, c'est l'action profonde exercée par Léonard de Vinci sur les écoles du nord de l'Italie. Léonard quitte Florence avant que la doctrine de l'imitation de l'antiquité y soit devenue un dogme. Il résume en lui toutes les conquêtes de l'école naturaliste de Florence et il les porte à leur plus haut degré de perfection. A l'opposé des artistes qui cherchent dans leur pensée des formes supérieures aux formes créées, il est par excellence le scrupuleux observateur de la vie, le savant, non l'inventeur, le fidèle, non l'imaginatif. Il se distingue, toutefois, des purs réalistes tels que le Caravage qui, pour donner à leur doctrine une forme plus impressionnante, s'attachent à ne faire aucun choix dans la nature ; il met, lui, tout son art, en étudiant cette nature, à choisir ce qu'elle nous présente de plus beau : mais son dogme est que toute beauté est renfermée en elle et que le véritable rôle de l'artiste est de la découvrir, de la comprendre et de la reproduire.

Cette doctrine de Léonard était également apte à se prêter aux formes les plus diverses : elle pouvait satisfaire tour à tour les écoles les plus spiritualistes, toutes concentrées dans l'étude de l'âme humaine, et celles qui se contentent de se réjouir à la vue des formes et des couleurs, à la vue de toutes ces beautés dont la nature se pare pour charmer nos yeux.

Léonard était un grand spiritualiste comme son maître le Verrocchio, mais il y avait en lui l'âme d'un voluptueux, et sa vie, passée tout entière, non dans la tranquille solitude des

ateliers florentins, mais à la Cour des grands de la terre, à la Cour de Louis le More, de César Borgia et de François Ier, s'orienta de plus en plus vers les idées de joie et de volupté : et c'est par là surtout que son art jeta les plus profondes racines dans le Nord de l'Italie, dans l'art de Giorgione et dans l'art du Corrège, fécondant ainsi la moitié de l'Italie, et régnant dans toutes les régions où ne dominait pas la Renaissance. Léonard à Milan, Michel-Ange à Rome, sont les deux pôles de l'art au XVIe siècle. La rapidité avec laquelle l'art vénitien a passé de l'art des Bellini à celui de Titien ne peut s'expliquer que par l'influence de Léonard sur Giorgione.

Le Corrège plus que tout autre fut l'héritier, le véritable continuateur de Léonard, et par lui le successeur du Verrocchio et de tous les grands florentins du XVe siècle; il a leur sourire, leur grâce, leur mouvement, leur naturalisme, toute leur science; mais son art, trop empreint de volupté, ne pouvait être encore ce que la Papauté désirait. Toutefois, par son expression, sa tendresse, son émotion, il devait être le plus utilement consulté et servir de point de départ à cette école bolonaise qui allait prendre en main les destinées de la peinture italienne.

III. — CAUSES DE LA SUPRÉMATIE DE L'ÉCOLE BOLONAISE. SES CARACTÈRES

Ce que ni Rome, ni Florence, ni Venise, ni Milan, ni Parme ne pouvaient faire, c'est Bologne qui le fit. Bologne était également éloignée de Florence et de Venise, de cette Renaissance et de ce sensualisme qu'il s'agissait du combattre; elle était ainsi mieux préparée que toute autre à redevenir chrétienne. D'autre part, sa situation près de Parme et de Milan la mettait à même de recueillir les grandes traditions du Corrège et de Léonard. Mais surtout, Bologne était une vieille ville universitaire, un des plus grands centres de la pensée en Italie; il y avait chez elle, plus que partout ailleurs, ces traditions d'intellectualisme merveilleusement propres à favoriser cet art religieux que demandait impérieusement la Papauté. Enfin Bologne, depuis quelques années, faisait partie des États pontificaux. La Papauté y était chez elle; là elle trouvait des savans, des lettrés, des artistes, toutes les ressources intellectuelles dont elle était dépourvue depuis si longtemps. La nomination au Pontificat de deux Bolo-

nais, de Grégoire XIII et de Grégoire XV, dit mieux que tous les raisonnemens l'importance que Bologne prit à ce moment dans les destinées de l'Italie.

Il convient d'insister et de se rendre compte des extraordinaires conséquences qu'eut l'annexion de Bologne aux États de l'Église. Les malheurs du moyen âge, l'exil d'Avignon, le grand Schisme, avaient fait de Rome une ville désemparée, dépourvue de tout organisme social; autour de Rome, dans le territoire pontifical, seule, l'Ombrie, pauvre, sans grandes villes, avait donné des écoles d'art; mais elle n'était qu'un satellite de Sienne et de Florence.

Par suite de l'annexion de Bologne, c'était un avenir tout nouveau qui s'ouvrait pour elle; Bologne était un des grands centres de l'Italie, c'était peut-être le plus grand centre intellectuel; tout autant que Padoue, elle était célèbre par son Université, et un dicton populaire avait marqué ce caractère en disant : *Bologna docet*. Elle donne des papes à Rome avant de lui donner des artistes, et chez ces papes, comme chez ces artistes, nous trouverons un même caractère : ce sont des lettrés, des universitaires. Avec Grégoire XIII, ce n'est plus un grand seigneur, un Borgia, un della Rovere, un Médicis ou un Farnèse, qui monte sur le trône de Saint Pierre, c'est un savant. C'est l'Université, c'est la science italienne qui, par lui, donne au monde le Calendrier grégorien et qui, mettant au premier rang des préoccupations pontificales le désir d'instruire le peuple, lui fait construire plus de vingt grands collèges.

De Grégoire XIII il faut rapprocher cet autre Bolonais, le pape Grégoire XV, qui ne régna que peu de temps, mais dont le principal souci fut encore le problème de l'instruction et qui fonda le plus vaste établissement d'instruction qu'il y ait au monde, non pas un collège pour une ville, non pas une université pour une province, mais une université pour le monde entier : la Propagande.

Ce qu'ils ont commencé à faire par l'école, les papes le continueront par l'œuvre de leurs artistes. L'art de Bramante et de Michel-Ange ne saurait plus les satisfaire et les maîtres de Bologne vont réaliser la forme nouvelle correspondant à l'idéal de leur pensée, les Bolonais pour se conformer à leurs désirs se préoccupèrent avant tout de concevoir leurs sujets chrétiens le plus chrétiennement possible et ils retrouvèrent ainsi la loi la plus essentielle de l'art, celle qui consiste à faire concourir toutes les

formes à l'expression des pensées. C'était ce que Giotto, et, après lui, tous les maîtres du XIVe siècle avaient fait, c'était ce que les Florentins du XVe avaient parfois oublié, et c'est pour avoir péché par là que tant d'œuvres du XVIe, malgré leur science, nous sont devenues si profondément indifférentes.

Le plus souvent, pour caractériser l'art des Bolonais, on dit qu'ils ont été des éclectiques, et on les raille de l'imitation qu'ils ont faite de l'art des autres. Il est vrai qu'ils ont su admirablement tirer profit des découvertes de leurs devanciers, prenant le dessin aux Florentins, le coloris aux Vénitiens et le modelé au Corrège, mais s'ils n'avaient été que des éclectiques, leur art compterait pour bien peu. Leur éclectisme ne fut qu'un moyen, le côté secondaire de leur art. Leur vrai mérite, c'est d'avoir fait un art logique, c'est d'avoir compris que la forme doit être la servante fidèle de la pensée.

C'est la pensée qui, désormais, va guider la main des artistes, c'est à elle que tout sera subordonné. Nous ne verrons plus, dans la représentation d'une scène religieuse, cette introduction si illogique de personnages contemporains, nous ne verrons plus dans le dessin d'une figure la préoccupation de formes ou de gestes n'ayant aucun rapport avec l'idée à exprimer. Si l'on veut bien y réfléchir, on verra combien, au point de vue qui nous occupe ici, l'art des plus grands maîtres de la Renaissance, celui même de Raphaël et de Michel-Ange, avait été parfois irrationnel. C'est bien mal concevoir le motif de la Mise au tombeau que d'attirer principalement l'attention, comme le fait Raphaël, sur un beau jeune homme qui, en soutenant le corps du Christ, ne songe qu'à faire valoir l'élégance de ses formes et de son attitude; c'est mal représenter le motif d'Héliodore chassé du Temple que d'y introduire le Pape Jules II et les grands dignitaires de sa Cour; bien plus blâmable encore est cet Incendie du Bourg qui semble n'être qu'une série d'études d'après de beaux modèles d'atelier; et que dire de ce Jugement dernier de Michel-Ange, cette gigantesque planche d'anatomie, si indécente, que les Papes durent en faire recouvrir les nudités?

Les Bolonais, grâce à leur volonté de faire concourir toutes les parties de leur œuvre à l'expression de la pensée, ont pu concevoir toute une série de motifs reproduisant, dans une forme très claire et très saisissante, les principales scènes de l'Ancien et du Nouveau Testament, et ils ont été particulière-

ment remarquables par leur puissance dramatique, dans la représentation du supplice des martyrs et dans les scènes les plus douloureuses de la vie du Christ, dans la Crucifixion, la Descente de croix, la Mise au tombeau.

Nous avons dit les mérites des maîtres de l'école bolonaise, il nous faut montrer leur faiblesse, et dire pourquoi leurs œuvres, malgré leurs qualités, n'éveillent pas en nous les mêmes joies esthétiques que celles de leurs prédécesseurs.

L'éclectisme des Bolonais, leur volonté de réunir en eux toutes les qualités italiennes ne leur a pas permis d'en porter aucune à son plus haut degré de perfection. Ils ne sont pas, ils ne pouvaient pas être, de grands coloristes comme les Vénitiens, et leurs œuvres ne sauraient en rien être comparées à celles de Titien, Tintoret ou Véronèse. Ils n'ont pas ce souci intense de la beauté des formes qui avait créé les mains de la Joconde, la Galatée de Raphaël ou l'Adam de Michel-Ange. Ils ne s'intéressent pas autant que les maîtres de la Renaissance à la beauté des corps nus; ils sont trop des intellectuels. Ils ne sont pas très habiles dans l'art de manier la couleur, surtout dans l'art de peindre à l'huile; leur inexpérience, l'abus des vernis et des bitumes, une mauvaise manière de les employer, ont fait noircir leurs œuvres, qui, pour la plupart, ne nous sont parvenues que presque méconnaissables. Comme tous les Italiens, à l'exception des Vénitiens, ils ont particulièrement excellé dans la fresque.

Surtout, et ce fut là leur plus grande infortune, ils furent appelés à créer un art chrétien à une époque qui ne pouvait être très profondément chrétienne. C'est une tâche qu'ils vont accomplir avec leur raison plus qu'avec leur cœur. Ils n'ont plus la sainteté d'un Fra Angelico; ils n'ont plus cette foi qui fit des siècles du Moyen âge les grands siècles de l'art chrétien.

Malgré tout, les Bolonais, avec leurs qualités et leurs défauts, n'ont cessé jusqu'à nos jours d'avoir les sympathies des chrétiens. Les artistes, les historiens d'art, les dilettanti, leur préféreront d'autres maîtres, mais eux ils conservent les secrètes faveurs de l'Église, et cela se comprend. L'école de Giotto, celle de Fra Angelico, aujourd'hui si justement admirées, sont d'un art encore inachevé et renferment en elles un principe d'archaïsme qui les rend un peu incompréhensibles à la foule des fidèles. D'autre part, les peintures de la Renaissance, malgré leur beauté, peuvent déplaire parce qu'elles ne sont pas assez

chrétiennes. C'est pour ces raisons que l'école bolonaise, plus savante que l'école de Giotto et plus chrétienne que l'école du XVIe siècle, a conservé la faveur du monde chrétien. Il n'est pour ainsi dire pas un presbytère, pas un couvent, où l'on ne trouve quelque gravure d'une de leurs œuvres. Le nom de Carrache est encore populaire à l'égal de celui de Raphaël.

Trois hommes de la même famille, les trois Carrache ont fondé l'école bolonaise.

Augustin semble l'avoir marquée de son vrai caractère. Dès sa jeunesse, poussé par le désir de savoir, il avait étudié à l'Université de Bologne; il y avait suivi les cours de mathématiques, de rhétorique, de philosophie, de belles-lettres. C'était une nouveauté dans le monde des artistes, et son maître lui reprochait les heures passées à l'Université, comme autant d'heures de moins consacrées à l'étude de la peinture. Augustin Carrache, poussé par son amour des sciences et des lettres, en vint à l'idée de créer une école qui serait comme une université pour les peintres. Il ouvrit une académie, où l'on n'enseignait pas seulement l'art de la peinture, mais les cours les plus divers sur la symétrie, la perspective, l'anatomie, l'architecture, où l'on apprenait l'art de choisir les sujets et de composer. On l'appelait l'Académie des *Desiderosi*, en raison de l'ardent désir des élèves de créer un art nouveau. Augustin Carrache fut un passionné graveur, et cela se comprend, étant donné la tournure de son esprit. La gravure était pour lui et pour ses élèves le meilleur moyen d'éducation ; par elle ils pouvaient réunir sous leurs yeux le plus grand nombre possible d'élémens d'instruction. Augustin fit peu de peintures; toutefois, la *Communion de saint Jérôme*, que le Dominiquin imita plus tard, suffit à sa gloire.

Louis Carrache fut un homme d'un tout autre tempérament, et son action fut non moins utile dans la formation de l'école. C'était un penseur, un homme extrêmement réfléchi, qui passait pour un esprit lent parce qu'il méditait beaucoup. Il fut un des premiers à se rendre compte des graves défauts de l'école de Michel-Ange, à reconnaître les dangers auxquels pouvaient conduire de fausses recherches d'idéal, et à comprendre que le salut ne pouvait venir que d'un retour à la nature. En somme, il arrivait aux mêmes conclusions que le Caravage, mais sans se laisser entraîner aux mêmes excès de réalisme.

Annibal fut le véritable homme de génie de la famille. Ce n'était ni un homme d'étude, ni un homme de grande réflexion, mais il avait le don suprême, il était peintre.

Ces trois maîtres eurent les mêmes admirations et la même doctrine. Tous les trois ils voyagèrent, surtout dans le nord de l'Italie où les écoles de peinture étaient si florissantes. Ils furent les disciples des Vénitiens, mais plus encore ceux du Corrège et du Baroche; ils connaissaient aussi les maîtres de l'Italie centrale et, avant d'étudier Raphaël à Rome, ils avaient admiré la *Sainte Cécile* à Bologne et, à Parme, la *Madone de Saint-Sixte.*

C'est surtout entre les mains de leurs élèves que l'école prit sa véritable importance lorsque ces maîtres abandonnèrent la ville de Bologne et qu'ils eurent à décorer les splendides églises dont la Papauté venait de terminer la construction. Le Guerchin, le Guide, Lanfranc, l'Albane, surtout le Dominiquin, voilà le faisceau d'artistes qui représentent vraiment à la Cour pontificale du XVIIe siècle la nouvelle école avec ses caractères essentiels.

Au moment où les Bolonais viennent à Rome, les papes de la contre-Réforme ont déjà manifesté leur volonté de réagir contre le mouvement de la Renaissance par la construction de nombreuses et vastes églises. Ils renoncent au style qui avait été créé par Bramante et ses disciples, et ne veulent plus se satisfaire d'un art où tout était subordonné à des recherches esthétiques, où la pensée chrétienne ne semblait plus jouer qu'un rôle secondaire. Ils sont indignés que le monument qui aurait dû être le grand symbole de la chrétienté, le *Saint-Pierre* de Bramante, soit si peu une église, qu'il ait été conçu si complètement en dehors de toutes les traditions chrétiennes et de toutes les nécessités du culte. Ils ne comprennent pas qu'une église ne puisse avoir comme décoration sur ses murs que des pilastres, et sur ses voûtes que des caissons.

Par leur volonté nettement manifestée, les églises nouvelles vont redevenir vraiment des églises parfaitement adaptées aux cérémonies religieuses et dont tous les élémens décoratifs seront faits en vue de l'édification des fidèles. Le vaste espace d'une nef unique, désencombrée de piliers, le peu de profondeur du transept, permettent à la foule de voir également bien de toutes parts l'autel et la chaire où parle le prêtre. Toutes les surfaces libres, les murs, les voûtes, les pendentifs, les coupoles, sont livrées aux peintres pour être couvertes de sujets chrétiens. Les

murs de l'abside surtout, au lieu d'être percés de fenêtres, au lieu d'être ornés de pilastres ou de colonnes saillantes, ne sont plus que des surfaces lisses destinées à recevoir de grandes compositions religieuses qui s'imposeront aux regards des fidèles.

C'est pour décorer ces églises que les peintres de Bologne sont appelés à Rome, c'est là qu'ils trouvent un immense champ de travail, semblable à celui que les basiliques du moyen âge avaient offert aux maîtres de l'école de Giotto; et, comme au temps de Giotto, leurs peintures vont être des œuvres d'enseignement, faites pour instruire les fidèles. L'église redevient la Bible du peuple.

Les églises types de cette époque sont le Gesu (1558), la Chiesa nuova (1575), Saint-Louis des Français (1589), S. Andrea della Valle (1591), S. Carlo al Corso (1612), S. Carlo a Catinari, Saint-Ignace (1626). Malheureusement un certain nombre d'entre elles, notamment le Gesu et la Chiesa nuova, ont été très profondément modifiées au cours du XVIIe siècle et ont pris, par suite des décors du Bernin, de Pierre de Cortone, du Baccicio ou du Père Pozzo, un caractère tout différent de celui qu'elles avaient à l'origine. Pour se rendre compte de ce qu'était une église de la fin du XVIe siècle, décorée par des maîtres bolonais, il faut voir l'abside de Saint-Ignace et surtout celle de S. Andrea della Valle, peinte par le Dominiquin.

IV. — INFLUENCE DE L'ÉCOLE BOLONAISE

L'activité est si grande en Italie au début du XVIIe siècle, les idées agitées sont si nombreuses et si fécondes que l'art italien, grâce aux maîtres de Bologne, agit sur l'Europe tout entière; jamais peut-être il n'eut un empire plus absolu : toute l'Europe du XVIIe siècle est italienne, comme elle sera toute française au XVIIIe siècle. C'est de l'Italie que sortent Poussin et Claude Lorrain en France, Rubens et van Dyck dans les Flandres, Ribeira, Velazquez et Murillo en Espagne, et, dans une grande mesure, Rembrandt dans les Pays-Bas.

Poussin est venu directement de France à Rome, et n'a pas connu en Italie d'autre école que celle de Rome. Il a les qualités essentielles des Bolonais; il est profondément spiritualiste et religieux, comme ce Dominiquin qu'il admirait tant et qu'il estimait être le plus grand des peintres après Raphaël; comme

les Bolonais, et plus qu'eux tous peut-être, il est le maître de la pensée, le philosophe, le vrai universitaire. Il n'a pas, il est vrai, cet éclectisme qui est une des marques de l'école bolonaise; il ne connaît pas les Vénitiens, il n'est jamais allé à Parme étudier la grâce du Corrège, et de tous les maîtres dont se sont inspirés les Bolonais celui qui a eu la plus grande action sur lui, c'est Raphaël. Et, en véritable chrétien, en puritain, en janséniste, il laisse tomber ce qu'il y avait de profane, de sensuel dans l'art de ce maître, pour n'en retenir que la pensée, la noblesse et la haute philosophie.

Rubens est aussi un bolonais, mais avec des tendances toutes différentes de celles du Poussin. Lui, ce n'est pas à Rome qu'il s'installe en arrivant en Italie, mais à Mantoue et à Venise, et sa première impression, celle qui ne s'effacera pas, c'est l'impression vénitienne : il devient coloriste et il ne cessera jamais de l'être. Mais, malgré la prédominance de ce caractère, il appartient essentiellement à l'école de Bologne, dont il a toutes les qualités, le respect de l'idée, la science de la composition et la puissance expressive. Comme les Bolonais, il est un chrétien, et il consacre la plus grande partie de ses œuvres à l'expression des drames de la vie du Christ. Étant moins sévère qu'eux et plus ardemment dramatique, il pouvait avoir plus d'action encore sur les esprits : mais par certains côtés brillans il annonce déjà la forme nouvelle qui va succéder à l'art de la contre-Réforme et qui s'incarnera dans les œuvres de Pierre de Cortone et du Bernin. — Si l'on veut comparer le Poussin et Rubens, ces deux maîtres en apparence si dissemblables, on peut dire que Rubens est un bolonais qui a connu les Vénitiens et le Poussin un bolonais qui n'a pas vu le Corrège.

L'art si peu flamand de Rubens est entré en Flandre dans les fourgons du duc d'Albe qui, après avoir tenté de détruire la race et la vieille civilisation flamandes, fit des Flandres une province espagnole, toute dominée par le christianisme méridional du XVIIe siècle. L'âme de cette civilisation nouvelle était Ignace de Loyola : Rubens en fut le bras.

Et comment ne serait-il pas lui aussi un pur italien, ce Van Dyck, qui eut Rubens pour maître et qui passa sa jeunesse en Italie, à Venise, à Rome et à Gênes, lui qui a peint tant de Madones et tant de sujets religieux, qui, comme tous les Bolonais, a une si vive sensibilité et ne diffère d'eux, ainsi que

Rubens, que par cette puissance de coloris qu'il tient des Vénitiens?

Il est très intéressant de voir comment Velazquez se rattache intimement à l'école italienne, sans toutefois appartenir à l'école bolonaise. Velazquez est un maître qui ne peut se comprendre que par l'influence des Lombards et des Vénitiens. La révélation de son génie lui vint lorsqu'il vit les peintures de Rubens et, lorsque à Madrid il put étudier les plus admirables chefs-d'œuvre italiens réunis par Charles-Quint. Plus tard il connut personnellement Rubens à Madrid et il parcourut une première fois l'Italie, visitant Venise, Rome et Naples où il fit la connaissance de Ribeira dont les œuvres firent sur lui une si grande impression. Il fait un second voyage d'Italie, en 1648; il voit Parme, il découvre le Corrège et ce fut la suprême influence qui mit le comble à son génie.

Velazquez résume toutes les recherches italiennes, non pas dans l'art de penser et de composer, mais dans l'art de peindre. Il n'a rien pris à Raphaël, à Michel-Ange ou aux Carrache, mais il poursuit tout ce qu'avaient cherché le Titien et le Corrège. Dans l'étude qui nous occupe, il est intéressant de voir comment les circonstances au milieu desquelles il a vécu ont fait de lui une exception dans le monde chrétien du XVIIe siècle. Les rois d'Espagne, au service desquels il passa toute sa vie, ne lui demandèrent que des portraits. Velazquez enfermé à la Cour de Madrid est un peintre de Cour, un aristocrate, indifférent au mouvement démocratique qui entraîne son siècle. Et il vit triste près de l'Escurial, quand l'Europe tout entière s'emplit de joie.

En Espagne, l'homme du XVIIe siècle c'est Murillo, l'homme qui, vivant en dehors de la Cour, a senti battre dans ses veines l'âme du peuple. Ce que voulait l'école bolonaise, ce que voulaient le Guide et le Dominiquin, nous le trouvons chez Murillo qui sut mettre dans ses œuvres toute la tendresse, toute la sensibilité du christianisme de cette époque.

Et comment isoler Rembrandt, comment ne pas le rapprocher des maîtres européens du XVIIe siècle, tous animés des mêmes pensées! Que ce soit dans l'Italie catholique, que ce soit dans les Pays-Bas protestans, la religion est alors au premier plan dans les préoccupations des esprits : si l'on veut, pour employer un mot plus général, je dirai non pas la religion, mais l'humanité. Nous sommes loin de ces artistes de la Renais-

sance, de ces imitateurs de l'antiquité, qui ne veulent regarder que la forme des corps ; nous sommes loin de l'époque où l'on a pu dire que le propre de l'art du dessin était de bien savoir faire un homme et une femme nus; nous sommes dans le siècle des âmes. Partout, sous quelque drapeau religieux que l'on combatte, c'est l'éducation, c'est la moralisation de l'homme que l'on vise, c'est à son âme que l'on s'intéresse.

Dans cette grande lutte contre le paganisme de la Renaissance, dans cet élan de bonté qui s'efforce de secourir toutes les misères, les pays protestans agissent comme les papes de la contre-Réforme; il semble même que ce soit un peu sous l'influence du protestantisme que se soit modifiée l'orientation de la Papauté. C'est un pape venu du Nord, le pape Adrien VI qui, le premier, avait tenté une réforme restée infructueuse parce qu'elle était prématurée. Et, au XVIIe siècle, c'est un artiste du Nord qui, plus que les Italiens peut-on dire, a exprimé la vraie pensée de son temps. Rembrandt, qui est le plus prodigieux ouvrier qu'on ait jamais vu, le plus extraordinaire manieur de la couleur, le plus juste observateur de la lumière, est avant tout le peintre des âmes. Rembrandt qui, dans l'art de peindre, dans l'art de mesurer la lumière, peut trouver un rival en Velazquez, de quelle hauteur ne le dépasse-t-il pas par la profondeur de sa pensée?

Que Rembrandt ait beaucoup étudié les Italiens, il n'en faut pas douter. Les collections de peintures et de gravures italiennes qu'il avait réunies à si grands frais, les dessins qu'il fit d'après les maîtres italiens et notamment d'après Léonard en sont la preuve. Sans jamais se laisser détourner de son but, sans s'attarder aux jeux de coloris des Vénitiens, sans éloigner ses yeux de la réalité vivante et souffrante, comme le faisaient les copistes de l'antiquité, Rembrandt, n'eût-il peint que les *Disciples d'Emmaüs*, doit être tenu pour un des plus grands spiritualistes de l'art, pour le vrai et pour ainsi dire le seul disciple de Léonard.

V. — DÉCLIN DE L'ÉCOLE BOLONAISE

Nous avons vu naître l'école bolonaise, nous avons dit ce qu'elle était et quelle influence elle avait exercée; il nous reste à voir comment elle va finir.

C'est Rome même, c'est le vieux levain romain, qui va

rejeter cet art venu de Bologne. Rome n'était pas exclusivement la ville des Papes, c'était toujours un peu la ville des Césars, avide de joie et de plaisir. Cette Rome, qui avait vu l'âge d'or de la Renaissance, elle avait bien créé l'art de la contre-Réforme, mais cette réaction avait été faite par des papes qui ne sortaient pas de son sein. Au XVIIe siècle, avec de vrais papes romains, avec un Borghèse, un Barberini, un Panfili, un Chigi, elle fera un art nouveau plus à son image.

Elle trouve l'art de la contre-Réforme, l'art des Bolonais, trop savant et un peu triste. Il lui faut un art moins destiné à des intellectuels, qui s'adresse moins à l'esprit et plus à la sensibilité, un art fait pour plaire plus que pour convaincre. Les temps d'épreuve sont passés ; l'hérésie n'est plus à craindre : il ne s'agit plus de faire des démonstrations de doctrine ; les intelligences sont conquises, il reste maintenant à les charmer. Pour agir surtout sur les masses populaires, il faut faire de l'église, non un milieu grave et austère, mais un salon, un lieu de repos et de fêtes, où le peuple sera chez lui, où lui, le misérable, il trouvera une demeure plus belle que celle des rois, où tout l'attirera et le retiendra, la beauté de l'architecture, des sculptures et des peintures, une église qui sera un théâtre, où, au milieu des accords musicaux, se dérouleront les plus belles fêtes qui puissent enchanter les yeux. Les Jésuites ont été les grands organisateurs de cette société nouvelle, et l'art du XVIIe siècle doit bien légitimement porter leur nom.

Le grand maître de l'âge nouveau fut le Bernin qui, plus que tout autre artiste, transforma Rome et lui donna son aspect actuel. Auprès de lui, Pierre de Cortone eut une influence non moins grande. Pour la première fois peut-être, l'art prend nettement et absolument avec eux un caractère décoratif, fait corps avec l'architecture et s'unit étroitement à elle par des formes peintes et sculptées. La coupole de Saint-André au Quirinal à Rome et les plafonds du palais Pitti à Florence sont les modèles incomparables de cet art.

Il a été beaucoup critiqué par les historiens qui n'ont pas su se placer au point de vue qui le faisait comprendre. A juste titre les philosophes lui ont reproché son caractère superficiel, la pauvreté de sa pensée, et les classiques sa fantaisie et ses caprices. Il ne faut lui demander que ce qu'il a voulu nous donner. Il a voulu nous plaire, charmer nos yeux et nul n'y a

plus complètement réussi. Par là cet art a sa religion et sa philosophie, philosophie et religion consolantes, qui n'évoquent plus les terreurs de l'enfer, ne s'arrêtent plus avec trop d'insistance sur les souffrances terrestres, mais veulent semer la joie à pleines mains, mettre le sourire sur tous les visages et donner l'espérance aux plus déshérités. Heureux ceux qui souffrent, car ils seront consolés : le Christ l'avait dit et les maîtres romains du XVIIe siècle le répètent après lui.

Pour comprendre cet art, il faut voir les églises du milieu du XVIIe siècle, et par exemple cette église de Sainte-Agnès, à la place Navone, si délicieusement jolie, dans le décor de ses colonnes et de ses pilastres cannelés, et dans la richesse de ses marbres, où s'unissent si intimement à l'architecture les grands bas-reliefs de marbre sur les autels et les immenses fresques sur les voûtes. Là le Baccicio a réalisé, dans les pendentifs de la coupole, une des plus délicieuses harmonies que l'on ait jamais trouvées pour unir les tons de la peinture à la richesse et à la variété des marbres.

Cette école de peinture qui a créé tant de chefs-d'œuvre dans les mains de Pierre de Cortone, du Baccicio, du Père Pozzo, va gouverner le monde jusqu'à la fin du XVIIIe siècle. C'est d'elle que sortiront les admirables décorateurs de l'école française, c'est elle qui va conquérir Venise même et qui, en lui donnant une vie nouvelle, trouvera chez elle sa plus parfaite manifestation dans les œuvres de Tiepolo.

Mais le jeu était dangereux de mettre tant de voluptés dans les églises ; la tentative était hardie, mais trop téméraire, de faire de la religion chrétienne une religion de plaisir, et de ressusciter le paganisme, fût-ce pour le faire servir au triomphe des doctrines du Christ. A ce jeu la religion devait être vaincue, et le XVIIIe siècle nous montrera partout le sentiment religieux s'affaiblissant de plus en plus et disparaissant comme submergé dans la sensualité d'un monde qui ne pense qu'au plaisir. L'Italie peut encore avoir les féeries de Tiepolo, elle ne connaîtra plus la religion du Dominiquin.

MARCEL REYMOND.

BISMARCK ET LA PAPAUTÉ

LA GUERRE (1870-1872)

I

LA RELIGION DE BISMARCK
SON ATTITUDE DANS LA QUESTION ROMAINE

Il y eut dans la vie de Bismarck une campagne malheureuse : ce fut le *Culturkampf*. L'histoire en est maintenant très accessible : nombreux sont les documens imprimés ; nombreux, aussi, les inédits, que de hautes bienveillances nous ont offerts. Mais il en est de cette guerre comme de toutes celles que risqua Bismarck : les origines en demeurent obscures. « Le *Culturkampf*, disait un jour Windthorst à Bennigsen, date du champ de bataille de Sadowa. » La boutade devint une thèse : on soutint que l'Allemagne protestante, victorieuse de l'Apostolique Monarchie, victorieuse de la fille aînée de l'Église, devait entrer en conflit, nécessairement, avec cette Église elle-même ; qu'il y avait là une sorte de prédestination, et que, dans l'institution même de l'Empire, le *Culturkampf*, si l'on ose ainsi dire, aurait été préétabli.

Ces déductions avaient quelque profondeur, une profondeur qui parfois atteignait à la vérité. Il en était d'elles comme de tous les systèmes : ils peuvent suffire à la philosophie de l'histoire, ou bien encore à la paresse des historiens, mais il y a péril à s'en contenter trop aisément. Ils doivent servir la besogne his-

torique, mais ne jamais y commander ; ils ne sont utiles qu'à ce prix. aissons-les éclairer ce qu'ils expliquent, mais prenons garde qu'ils ne nous cachent ce qu'ils sont impuissans à expliquer. En présentant le *Culturkampf*, exclusivement, comme une conséquence fatale de Sadowa et de Sedan, l'on risquerait d'en simplifier à l'excès le récit, d'en estomper les nuances infinies, et de substituer à la complexité de la vie, au fouillis des répercussions humaines, les lignes ternes et pâles d'un beau dessin schématique, probablement plus clair, mais assurément moins vrai.

Ne craignons pas de le dire : les origines du *Culturkampf* s'embrouillent davantage, à mesure que le regard est plus patient à les scruter; elles sont embrouillées par la multiplicité des circonstances, elles sont embrouillées par la variété, par la contradiction même, qu'on observe entre les propos successifs, entre les attitudes successives, de Bismarck. Un certain parti pris de limpidité, qui dissimulerait les complications trop malaisées à dénouer, trahirait l'histoire. Voici des textes, par exemple, avec lesquels on pourrait prouver que le *Culturkampf* châtia la proclamation de l'infaillibilité et qu'il fut l'effet naturel du concile du Vatican. On les trouve, en 1872 et 1873, sous la plume de Bismarck et sur les lèvres du maréchal Roon, président du Ministère qui présenta les lois de Mai. Mais d'autres paroles s'insurgent, de 1870, de 1871, de 1887, toutes de Bismarck, attestant non moins expressément que l'infaillibilité lui importait peu. Si, par ailleurs, il nous plaisait de soutenir que le *Culturkampf* fut plutôt, en son essence, une réaction inévitable contre les libertés que l'année 1850 avait apportées aux catholiques, nous aurions sous la main, pour l'établir, tout un discours de Falk, le ministre même qui fit voter les lois de Mai, et de nombreux passages de Bismarck ; mais le même Bismarck, en 1887, proclama publiquement que ces libertés n'avaient été gênantes pour personne. A quinze mois de distance, à la fin de 1884, d'abord, puis au début de 1886, Bismarck porta deux jugemens, exactement contradictoires l'un de l'autre, sur l'attitude politique des catholiques durant la période qui précéda le *Culturkampf*. Dans l'espace de quarante-huit heures, lorsque se déroula, en 1873, la discussion des lois de Mai, on entendit Roon, Falk et Bismarck, exposer, chacun à sa façon, les raisons de leur commune politique religieuse, et apporter tous trois des motifs différens. Un récit du *Culturkampf* qui voudrait être une thèse ferait choix

d'un de ces points de vue, et se déroulerait ensuite à son aise, avec l'attrait facile d'un système lucide. Mais pour un récit qui veut être une histoire, c'est la diversité même de ces points de vue qui est attirante ; c'est leur confusion qui est instructive; on ne peut s'en évader loyalement qu'après s'y être d'abord attardé. Le premier devoir n'est pas de reconstituer le programme de la lutte et d'en préparer une explication historique et logique, mais, bien plutôt, d'épier et de décrire les tâtonnemens, les hésitations, les soubresauts, les incohérences.

Avant de définir et d'animer deux ou trois entités, — protestantisme, germanisme, libéralisme, — dont le *Culturkampf* aurait marqué l'insurrection contre Rome; avant d'étudier dans quelle mesure il fut un mouvement philosophique, dans quelle mesure, même, un mouvement théologique, c'est vers la personne de Bismarck qu'il faut regarder; si elle est une énigme, il faut chercher à la comprendre, et si parfois on ne la comprend pas, il faut l'avouer franchement.

Les *Pensées et Souvenirs* du chancelier, les innombrables propos qu'espionnèrent, près de trente ans durant, les scribes attachés à ses lèvres, méritent toujours attention, mais pas toujours créance. Les réserves qui déjà sont de mise, lorsque Bismarck entretient la postérité de ses victoires, s'imposent d'une façon plus expresse encore, s'il s'agit d'une défaite pour laquelle il plaide ou qu'il s'efforce à pallier.

Nous possédons divers brouillons, dans lesquels l'évêque Ketteler s'essayait à mettre au net son opinion sur Bismarck et sur les raisons qui firent de lui un persécuteur : un jour, il considère Bismarck comme un assez bon chrétien, à qui la secte des vieux-catholiques a inspiré je ne sais quelle peur de Rome; une autre fois, il devine dans le *Culturkampf* un acte de diplomatie, commandé par l'alliance avec l'Italie et avec les nationaux-libéraux; un troisième jour, il semble qu'il ne voie plus dans Bismarck qu'un politicien archaïque, visant à restaurer le vieil absolutisme prussien. Ainsi Bismarck était obscur pour Ketteler : il le sera quelquefois pour nous.

Nous écouterons avec soin Bismarck orateur, mais nous l'écouterons au jour le jour, comme il parlait. Nous ne chercherons pas à construire, avec l'ensemble des discours concernant sa politique ecclésiastique, une théorie, qui serait factice, sur les motifs directeurs de cette politique. Les idées qu'on y sur-

prend y surviennent, à l'heure opportune, pour les besoins du moment; elles marquent des étapes, elles accusent une évolution, elles voilent et consacrent des changemens de tactique; elles ne sont, en aucune façon, la révélation progressive de ce qui existait en 1871 dans l'esprit de Bismarck. On se tromperait en voyant dans le *Culturkampf* le froid et sûr développement d'une antique pensée bismarckienne et en considérant le chancelier comme une sorte de démiurge écartant triomphalement les voiles derrière lesquels il aurait caressé, dans un long mystère, l'idéal d'une Allemagne religieuse nouvelle. Mais gardons-nous, inversement, de prendre à la lettre ce que disait Bismarck en 1875 au prince de Hohenlohe, ce qu'il redit dans ses *Souvenirs*, et de conclure avec lui que, sans le péril polonais et sans la formation du Centre, l'Église romaine n'aurait pas été menacée.

Car Bismarck qui, durant les diverses phases du *Culturkampf*, eut presque toujours l'attitude et l'allure d'un instigateur, ne fit souvent qu'appliquer et réaliser certaines théories philosophiques professées par les fractions parlementaires dont il avait besoin; et lorsqu'il rattache à de « petits commencemens politiques » l'éclosion du conflit, il oublie, volontairement peut-être, les formidables courans d'idées antireligieuses auxquels les nationaux-libéraux voulaient asservir l'État. Le *Culturkampf* aurait été, de par sa définition même, le triomphe de ces courans; ils comptaient sur Bismarck, pour vaincre; ils ne refluèrent que parce que, cette fois-là, Bismarck fut vaincu.

Dans l'armée du *Culturkampf*, il y a un homme et une majorité, dont l'action se coalise et produit une persécution. Mais l'homme sévit sur le tard, et prétend ne sévir qu'au nom de l'expérience; l'acharnement de la majorité était un acharnement de vieille date et s'inspirait de théories *a priori*, qui déjà s'étalaient avant 1870 dans l'enceinte du Parlement. L'esprit de persécution, chez ces deux alliés, chez le ministre et chez les députés, n'a point la même date, ni les mêmes assises, ni les mêmes impatiences, ni les mêmes élans.

Beaucoup de nationaux-libéraux ne concevaient pas d'autre solution possible au *Culturkampf* que l'écrasement mortel de l'ennemi; Bismarck, au contraire, n'écarta jamais comme impossible l'idée d'une paix avec l'ennemi. Mais pour que tout d'abord l'impérieux fanatisme « libéral » parvînt à déchaîner la lutte religieuse, il fallait une série de gestes de Bismarck; et ce fut

son vouloir qui fit éclater le *Culturkampf*, son vouloir qui plus tard le pacifia. Et puisque sans Bismarck le *Culturkampf* serait demeuré un rêve, puisque ce fut par Bismarck qu'il devint un fait, c'est aux pas de Bismarck, tout d'abord, que notre observation doit s'attacher; et le centre de cette histoire, dont il demeure, quoi qu'il en veuille, l'ouvrier responsable, ce sera lui, toujours lui.

I

Otto de Bismarck Schoenhausen qui, dans sa lutte contre l'Église, aura pour alliés, et parfois pour maîtres, certains adversaires de l'idée chrétienne et de l'idée même de Dieu, fut cependant, à sa manière, un fidèle du Christ, un dévot du Très-Haut. Les conducteurs de peuples ont des façons différentes de respecter et d'aimer Dieu. Certains le saluent comme une sorte de collègue, un peu plus élevé qu'eux dans la hiérarchie des puissances; d'autres le considèrent comme un gendarme transcendant qui leur garantit la docilité des hommes. Tel n'était pas Bismarck; il savait, lui, s'humilier devant Dieu. Il n'avait pas seulement avec Dieu des rapports de courtoisie, ou des rapports de politique, il s'agenouillait. Il le considérait comme dirigeant l'histoire, toute l'histoire, comme ayant concerté Iéna, et puis, après Iéna, Sedan. Attendre, jusqu'à ce qu'au travers des événemens on entende résonner les pas de Dieu, et puis, bondir, alors, et s'attacher à la frange du divin manteau, telle était, d'après son original langage, la mission de l'homme d'État. Peut-être eût-il dit volontiers que l'unité germanique était sortie d'une collaboration entre Dieu et lui, mais, dans cette collaboration, il ne se fût assigné qu'un rôle de doublure. Il faisait mieux qu'adorer, il savait se repentir. Les orages de sa jeunesse se terminèrent par une crise de pénitence. Il la faut observer, nous dirions presque ausculter, pour bien connaître cette nuance spéciale de religiosité que les Allemands appellent le christianisme de Bismarck.

Nous en avons le récit, de sa propre main, dans une lettre qu'en décembre 1846, âgé de trente et un ans, il écrivait à Puttkamer pour solliciter la main de sa fille. Cette demande en mariage est la confession générale de tout un passé. Bismarck y remontait jusqu'à l'heure, lointaine déjà, où il avait reçu la

confirmation des mains de Schleiermacher : l'épisode n'avait pas laissé d'empreinte sur son âme. De l'enseignement de ce penseur, il n'avait gardé d'autre doctrine qu'un « déisme tout nu, » et d'autre conclusion que l'inutilité de la prière. Ensuite, à lire les philosophes, à écouter les universitaires, il s'était convaincu du néant de la vie. Mais Dieu l'avait sauvé; Dieu lui avait fait honte pour l'orgueil que lui inspirait la « pauvre lampe de sa pensée; » Dieu l'avait mis en rapport, — c'était en 1842, — avec un cercle de mystiques poméraniens, les frères de Below, Thadden, Blanckenburg ; Dieu, tout près de lui, dans ce cercle même, avait dérobé à la terre, le 10 novembre 1846, une femme d'élite, Mme de Blanckenburg; et le remords où il commençait de s'abîmer en voyant comment ces âmes vivaient l'avait envahi tout entier, et comme terrassé lorsqu'il avait vu disparaître l'une d'entre elles. Il s'était remis à prier, pour retrouver le courage de vivre. Il se considérait alors comme un paralytique destiné à trébucher, mais que retiendrait la grâce de Dieu, si Dieu le voulait; il sentait que ne pas croire, ne pas prier, le condamnait à ne pas agir; voulant vivre d'une vie qui valût la peine d'être vécue, il s'en allait vers Dieu, pour en obtenir la faveur, et il s'en allait vers Jeanne de Puttkamer qui aimait Dieu. Puttkamer et sa fille Jeanne lui firent accueil; mais le victorieux fiancé demeurait encore un pénitent; il y a tel de ses billets d'amour où sa contrition se faisait bavarde, pour avouer la soif de jouissance à laquelle trop longtemps il s'était abandonné; et le chapitre 12 de la *Lettre aux Romains* lui servait à montrer à Jeanne combien l'homme est mauvais et pauvre de foi.

Rien d'artificiel dans ces austères épanchemens ; et l'on aurait tort de croire que les joies du mariage dérideèrent la gravité de cette componction. Pendant plusieurs années encore, jusqu'au moment où la diplomatie l'absorba, Bismarck se complut à faire retour sur lui-même, à se proclamer humblement un élu de la grâce, à épier, au fond de sa conscience qu'il sentait à la fois très vilaine et très favorisée, le conflit du vieil homme et de l'homme nouveau. Un jour d'octobre 1850, il était en délicatesse avec sa belle-mère; au lieu de s'ingénier à la mettre dans son tort, comme il fera plus tard lorsqu'il aura des difficultés avec quelque État de l'Europe, il lui écrivait très sincèrement, très sérieusement, sans l'ombre d'ironie : « En moi, l'homme de

Dieu t'aime profondément; c'est l'esclave du diable qui te brusque. » Ainsi Bismarck apportait-il, jusque dans les moindres incidens de famille, l'esprit et le langage d'un pécheur qui s'amende, et qui craint de retomber.

Mais c'est en songeant à la vie future, à cette vie qu'elles ont failli perdre, que la plupart des âmes assagies prosternent devant Dieu leur gratitude, encore à demi inquiète ; Bismarck, lui, lorsqu'il se réjouissait de son repentir, songeait à sa vie présente, à sa vie de Prussien et d'Allemand : « Sans ma conversion, notait-il en 1851, je ne sais ce qui m'empêcherait de dépouiller ma vie comme une chemise sale. » Il allait vivre, être bon sujet de son Roi, parce que bon chrétien. Dans les cercles mystiques où son âme avait pour la première fois trouvé quelque fraîcheur, régnait un certain fatalisme, une certaine passivité quiétiste : Bismarck, qui retrouvait ce trait chez les Puttkamer, et en particulier chez sa femme, luttait sans cesse contre cette disposition. Il aimait, au contraire, dans son christianisme, la source de sa force, la racine de son action ; et ce dont il savait gré, surtout, à la foi du Christ, c'était de le tenir en haleine pour sa besogne civique et politique : « Si je n'étais pas chrétien, disait-il à Ferrières durant la guerre de 1870, je ne resterais plus une heure à mon poste. Si je ne comptais pas sur mon Dieu, je ne sacrifierais certainement rien aux maîtres terrestres. Enlevez-moi cette foi, et vous m'enlevez la patrie. Enlevez-moi le contact avec Dieu, et je suis un homme qui demain fait ses malles et qui part pour Varzin... » Bismarck remerciait Dieu d'avoir la foi, parce qu'il y prenait l'élan pour bien servir l'État; le Nouveau Testament qu'en 1870 sa femme lui expédiait en France lui donnait du cœur pour consommer la victoire de l'Allemagne sur l'« impiété française. » Ce croyant songeait moins au ciel qu'à la terre, et moins à l'Église triomphante qu'à l'Allemagne militante.

Dans une telle conscience, la notion de l'Église tient une place médiocre, presque nulle. Les mystiques poméraniens qui l'avaient ramené au Christ, vivaient et priaient, — pour eux, vivre, c'était prier, — en dehors de tout établissement ecclésiastique, et fort loin de ces pasteurs officiels que parfois ils qualifiaient de « prêtres de Baal ; » peu s'en fallait, même, que certaines de ces âmes ne se considérassent comme d'autant plus proches du Rédempteur qu'elles étaient plus boudeuses à l'endroit du protestantisme d'État. Indifférentes, par surcroît, aux discussions

théologiques, elles attachaient peu de prix à l'élément intellectuel de la croyance religieuse. Tel fut Bismarck : ce qu'il attendait de la foi, et ce qu'il y trouvait, ce n'étaient pas des affirmations dogmatiques, prétexte à disputes qui tout de suite lui devenaient odieuses : c'était une assise et un renfort pour son énergie. Il y eut de longues périodes durant lesquelles, chaque soir, en lisant des écrits comme les *Pensées pieuses des frères Moraves*, il avivait en son âme ce genre de foi dont il savait avoir besoin. Mais les deux communions annuelles, et les prêches extrêmement rares qui l'amenaient au temple, comptaient pour peu de chose dans la vie de son âme.

Un Guizot, un Gladstone, aimaient à la fois le Christ et leur Église ; l'idée d'une société religieuse obsédait ces deux hommes d'État ; ils se plaisaient, lorsqu'ils priaient, à entendre d'autres voix accompagner et soutenir la leur ; et dans la communauté chrétienne, ils admiraient avec un pieux attachement l'essor d'un beau chœur d'âmes, se prêtant une aide mutuelle pour mieux atteindre Dieu. Jamais homme ne fut plus inaccessible que Bismarck à de telles impressions ; jamais piété ne fut plus solitaire ; jamais enfin chrétien ne sentit moins profondément la nécessité réelle d'une Église, puisque, en fait, l'Église protestante de Poméranie n'avait joué aucun rôle dans sa conversion ; et puisque, sans elle, à l'écart de ses ministres, il était revenu au Christ. « Bismarck s'occupe beaucoup plus des choses religieuses, disait en 1881 le comte Stolberg, que bien des gens qui en parlent à profusion. Mais la compréhension de l'Église organisée lui fait complètement défaut ; il n'attache pas de valeur à l'organisation extérieure de l'Église. »

A la suite de Luther et de Spener, de Gœthe et de Schleiermacher, l'Allemagne contemporaine range parfois Bismarck parmi les « éducateurs religieux » du peuple allemand. Voilà certes une éducation dont Bismarck ne se préoccupa guère : il aimait le Christ comme les Juifs aimaient Jehovah, Dieu fort et qui fortifiait ; et cette conscience « élue » ne songeait guère, non plus que le peuple élu, à rayonner autour d'elle. *In trinitate robur*, lisait-on sur ses armoiries comtales. La Trinité, pour lui, c'est le Dieu force. Il fallait qu'en Bismarck ce Dieu régnât pour qu'ensuite, par Bismarck, l'empereur Guillaume régnât : l'accomplissement du devoir patriotique par Otto de Bismarck exigeait un surveillant et un garant ; et telle était, aux yeux du

personnage qu'était Bismarck, l'importance de cet autre personnage, Dieu.

Qu'un jour vienne où Bismarck sera mis au repos, brutalement et pour toujours, par un message de Guillaume II ; la religion ne sera pas pour lui une consolation ; il ne saura pas prendre congé de l'action, prendre congé de la gloire, comme près d'un demi-siècle auparavant il avait pris congé de la jeunesse et des plaisirs ; le christianisme ne fera pas de lui un détaché, un résigné, ni même simplement un philosophe ; et dans son amère et stérile vieillesse, le même homme qui si longtemps avait demandé à cette foi la vigueur d'agir ne songera même pas à y chercher une autre force, celle d'être doux avec la disgrâce, celle de supporter et celle d'accepter.

Ramassez ensemble tous ces divers traits : ils composaient dans l'âme de Bismarck une religiosité très originale, et qu'on ne peut comparer à aucune autre. Le point de départ en est un remords, une confiance fiévreuse dans les mérites de la Rédemption ; un certain abattement résultant du sentiment permanent de la déchéance ; un besoin de faire pénitence, et même de se confesser : un certain nombre de saints ont débuté de même. Mais voyez s'épanouir cette religiosité : elle ne s'intéresse ni aux autres hommes, ni même à la gloire de Dieu, et pas beaucoup, non plus, à la vie future, mais, presque exclusivement, à la bonne hygiène de l'âme de Bismarck, à la saine intégrité de l'énergie de Bismarck, qui requièrent l'aide de Dieu.

Si vous observez les racines, cette religiosité paraît très profonde ; si vous en épiez le développement, vous la sentirez étrangement bornée. Elle est issue d'un mouvement d'humilité sincère ; et puis, elle aboutit à une sorte de méthode pour le perfectionnement d'un homme fort ; ou, comme eût dit Carlyle, pour la fabrication d'un « héros, » mais d'un « héros » qui n'a rien de nietzschéen, qui n'aspire point à se donner à lui-même l'égoïste jouissance de déployer sa force, mais qui veut, simplement et fortement, la mettre au service du Roi et en faire profiter l'État.

II

Des théoriciens existaient, — le plus bruyant d'entre eux était Stahl, — au regard desquels l'État ne pouvait être que chré-

tien : le jeune Bismarck, dans un discours de 1847, claironna leur idéal, avec une arrogance qui semblait défier le siècle. « J'appartiens, disait-il, à une opinion qui se fait gloire des reproches d'obscurantisme et de retour au moyen âge. J'appartiens à cette grande multitude qu'on oppose avec dédain à la partie la plus intelligente de la nation. Sans base religieuse, l'État n'est qu'une agrégation fortuite d'intérêts, une espèce de bastion dans la guerre de tous contre tous, et toute la législation, au lieu de se régénérer aux sources de l'éternelle vérité, n'est plus que ballottée par des idées humanitaires aussi vagues que changeantes. »

On s'arma plus tard de ces paroles, et de quelques autres encore, pour accuser de palinodie l'auteur du *Culturkampf*, lorsqu'il se commettait avec les libéraux, ennemis notoires de l'État chrétien.

Mais Bismarck, en fait, ne s'était jamais intimement familiarisé avec cette métaphysique politique, à laquelle son verbe avait un instant servi d'interprète. Il était impossible qu'il ne flairât point dans ces théories l'antique esprit de la Sainte-Alliance, cette Sainte-Alliance jadis garante des traités de Vienne, que Bismarck, au contraire, s'était juré de déchirer. Et puis il y avait, dans sa façon d'être religieux, quelque chose de trop individualiste, pour que la pensée d'un règne social de Dieu fût vraiment susceptible de l'obséder. La notion d'État chrétien, dans la Prusse protestante, n'est susceptible que de deux définitions : ou bien c'est le règne social de Dieu, ou bien c'est, tout simplement, la domination bureaucratique des *Mucker*, ou, comme nous dirions, des mômiers. Ni l'un ni l'autre de ces sens n'agréaient à Bismarck. Il réclamait de Dieu le courage et le zèle nécessaires pour servir l'État, l'État tout court, l'État réel, la Prusse de son temps, la Prusse qui allait devenir l'Empire avec le concours de partis fort peu chrétiens. Dieu intéressait Bismarck et l'intéressait beaucoup, non point comme base de l'État, mais bien plutôt comme ressort et comme appui pour l'énergie bismarckienne, servante de l'État. Et de là résultait pour Dieu, dans la vie de Bismarck, un rôle quotidien à remplir, mais un rôle très limité, très défini, très restreint.

Une restriction essentielle s'imposait immédiatement : puisque Bismarck, et puisque Dieu, protecteur de Bismarck, étaient en définitive mobilisés pour le plus grand bien de l'Alle-

magne, il ne fallait pas que des organisations issues de Dieu ou se couvrant de Dieu gênassent l'Empire et fussent en conflit avec l'Empereur. Soucieux avant tout de son devoir envers l'État, Bismarck voulait dans l'accomplissement de sa tâche être, si j'ose dire, épaulé par Dieu, mais jamais retardé ni surtout jamais gêné par des hiérarchies ou par des individus se réclamant de Dieu.

Franc-maçon, il ne l'était point; il disait vrai quand il s'en défendait. Ne lui prêtez pas, non plus, cette haine fanatique contre l'Église romaine, qui parfois anime certains luthériens : ses propos de table sont très sincères, lorsqu'il dit que chacun doit pouvoir faire son salut à sa façon, ou lorsqu'il s'indigne contre le vieux temps, où chaque pasteur était un petit pape. Mais il jugeait inadmissible, en théorie, que des forces ambitieuses qui s'appellent les hiérarchies ecclésiastiques fissent figure d'opposantes, et se rendissent incommodes au pouvoir civil; et Bismarck racheté par Dieu, Bismarck assisté par Dieu, ne devait jamais supporter que l'intérêt de Dieu pût être l'occasion d'un conflit avec l'État. Ne comprenant pas ce qu'est une société religieuse, comment en aurait-il conçu les susceptibilités?

« Il pense, disait expressément le comte Stolberg, en 1881, au futur ministre Bosse, qu'à la rigueur l'État lui-même pourrait aviser à l'organisation extérieure de la religion, et c'est là son erreur. » Erreur très opportune, en vérité : un homme d'État qui croit que les Églises ne sont pas des cadres absolument indispensables et qu'après tout l'on pourrait se passer d'elles, peut, alors même qu'il est chrétien, prendre à leur égard de singulières libertés.

L'Église protestante prussienne, telle surtout que l'avait réorganisée Frédéric-Guillaume III en y juxtaposant, de force et bon gré mal gré, calvinistes et luthériens, était à proprement parler chose d'État; mais l'Église romaine, tenace dépositaire du texte évangélique qui sépare le domaine de César et le domaine de Dieu, affectait de se distinguer de l'État; et se distinguer, parfois, c'était s'opposer. Cela suffisait pour que Bismarck, à toute époque de sa vie, éprouvât à son égard des suspicions toujours promptes à l'hostilité. « Si une secte comme les ultramontains, professait-il, ne peut s'accorder avec les fins de l'État et même les attaque, l'État ne peut la tolérer. »

Jamais il ne considéra comme viables les judicieux articles

par lesquels la Constitution prussienne de 1850 garantissait aux Églises leur autonomie: la paix religieuse lui paraissait plus compromise qu'assurée par cette générosité, car une Église libre de ses mouvemens peut entraver l'absolutisme de l'État, et c'est ce que Bismarck ne voulait pas. Il aurait volontiers accepté, en 1866 et 1867, l'institution d'une nonciature à Berlin, ou bien l'établissement d'une sorte de primatie qu'aurait exercée Ketteler sur le catholicisme allemand; il était trop soucieux des réalités pour professer, en théorie, que l'État devait ignorer l'Église romaine, et pour se refuser à causer avec elle. Un nonce d'ailleurs peut se laisser leurrer, un primat peut se laisser asservir; et Bismarck enfin réservait à l'État le droit de passer outre si les pourparlers échouaient.

Mais lorsqu'en face de l'État se dressait une vaste organisation religieuse, régnant sur les consciences et les votes de ses fidèles, et devenant, par cela même, une force d'opinion et une puissance civique, Bismarck murmurait et grondait, et Bismarck jugeait étrange que, par la Constitution de 1850, l'État prussien, de gaieté de cœur, eût permis à ce colosse voisin de prendre tant de place, et d'épanouir une telle richesse de vie.

Bismarck, aussi, avait toujours épié la balance des forces politiques; et dans cette balance, il avait regardé quel genre de pesée le catholicisme exerçait. Il avait cru voir, entre les intérêts de l'Autriche et les intérêts de l'Église romaine, une solidarité, et constaté ou deviné, en 1854, des sympathies autrichiennes chez les catholiques badois qui luttaient pour l'archevêque Vicari: tout de suite, simple plénipotentiaire à Francfort, il avait remontré à Manteuffel et aux hommes politiques du Sud la nécessité d'une sorte de *Corpus evangelicorum*, dont la Prusse serait la tête. Puis il avait, au cours des événemens ultérieurs, identifié catholicisme et polonisme, catholicisme et guelfisme; et lorsque, en 1867, s'insurgèrent devant lui, dans le Parlement de l'Allemagne du Nord, les scrupules légitimistes de Mallinckrodt, ce fut contre le catholicisme, encore, que ses mécontentemens s'aigrirent. On le vit même, dès ce moment-là, commencer de rechercher les péchés de Rome contre l'Allemagne: il parla du grand Interrègne, si néfaste à la vieille Germanie, et en rendit responsables les Guelfes et les ultramontains de jadis! Ainsi s'apprêtait-il à faire front, avec des argumens de polémique, dès qu'il discernait un

antagonisme entre les penchans de l'opinion catholique et les directions de l'État prussien.

Mais dans ses impatiences mêmes, il y avait alors un calcul; d'un même geste, il les déchaînait et les retenait. De 1861 à 1867, il regardait se dérouler, au loin, les querelles entre l'État badois et l'Église; il les trouvait sans doute intéressantes, comme la répétition générale d'un drame plus important, qui peut-être, un jour ou l'autre, devrait être joué sur la Sprée. Mais lorsqu'en 1868 et 1869 certains députés à Berlin brûlaient d'ennuyer les moines, Bismarck renvoyait dans la coulisse ces acteurs trop pressés; et lorsqu'en 1869 le prince de Hohenlohe s'évertuait à soulever les puissances contre le projet de définition conciliaire, Bismarck décidait que la Prusse resterait tranquille. Car les doctrines philosophiques pour lesquelles s'exaltaient ces politiciens prussiens, les opinions théologiques dont ce ministre bavarois s'improvisait l'auxiliaire, tout cela n'apparaissait pas à Bismarck comme étant, en soi, digne d'être servi; Bismarck servait l'État et regardait l'État. Or l'État prussien de 1869, l'État qui aspirait à devenir l'Empire, avait besoin, pour cette besogne même, — ce furent les propres termes de Bismarck au Conseil des ministres, — que la confiance des catholiques dans la liberté et la sécurité de leur culte ne fût pas ébranlée: guerre à la France et paix aux cloîtres, tel était le programme. Quant à l'infaillibilité, elle risquait de susciter quelques difficultés entre l'Église et le pouvoir civil; et certes, Bismarck aurait trouvé excellent que l'on pût les conjurer; car à quoi bon troubler le repos des sujets? Mais, quoi qu'il advînt, son roi serait armé pour lutter, si des luttes devenaient nécessaires.

Ainsi sa mauvaise humeur contre l'Église, incoercible à certaines heures, tombait subitement en sommeil, à l'instant même où s'offrait à lui le concours de la Gauche ou celui de la Bavière. Hohenlohe à Munich, Arnim à Rome, s'étonnaient et s'agaçaient; on ne comprenait plus; mais Bismarck tenait-il à être compris? Que même Clovis de Hohenlohe, halluciné par la crainte des Jésuites, le soupçonnât quelquefois d'être leur homme: le rire de Bismarck en devait prendre aisément son parti. Le souci de faire l'Allemagne pesait sur lui: quoi qu'il pensât des périls auxquels l'Eglise exposait l'État, un intérêt plus immédiat lui paraissait exiger que provisoirement l'État fermât les yeux.

III

Est-ce à dire que dans ses desseins l'édification même de l'Empire devait mettre un terme à ce provisoire et qu'il avait projeté, longtemps à l'avance, d'attaquer Pie IX lorsqu'il aurait vaincu Napoléon? C'est ce que souvent on a prétendu, en alléguant deux propos de Bismarck. Le 10 septembre 1870, recevant à Reims le député Werlé, ancien maire de cette ville, il lui disait: « Pour rendre la France inoffensive, il faudrait la rendre presque impuissante. D'ailleurs, les races latines ont fait leur temps, elles sont en pleine décadence. Un seul élément de force leur reste, c'est la religion, et quand nous aurons raison du catholicisme, elles ne tarderont pas à disparaître. » Et le 24 octobre, parlant au grand-duc de Bade, il l'assurait, s'il en faut croire le prince impérial Frédéric, qu'après la guerre, il marcherait contre l'infaillibilité. Ces deux mots seraient deux programmes: l'un définirait le but du *Culturkampf*, et l'autre en tracerait la méthode; le premier révélerait chez Bismarck un plan systématique d'anéantir le catholicisme; et le second témoignerait que, dès octobre 1870, la collaboration entre Bismarck et les vieux-catholiques était chose décidée.

J'avoue ne pas les interpréter ainsi. Que huit jours après Sedan, Bismarck, exalté par l'orgueil de vivre et l'orgueil du triomphe, ait accablé le député Werlé sous l'insolent fardeau de certaines théories, émises dès le lendemain de Sadowa, théories fumeuses, qui semblaient faire arrière-garde aux fumées de la poudre, il n'y a là rien d'invraisemblable. Pour se présenter comme l'ennemi d'une race, d'une confession, d'une civilisation, Bismarck n'avait qu'à se rappeler le langage de certains pasteurs et de certains publicistes; il accentuait ainsi, devant le vaincu, la portée de sa victoire: les vainqueurs aiment ces rudes amusemens. On pourra, même, s'aider de ces paroles, pour comprendre plus tard les soubresauts d'incroyable rage dont publiquement il tressaillira, lorsqu'en 1874, tenu en échec par l'épiscopat, hanté par le spectre d'une coalition entre Rome et la France, il se considérera comme destiné par Dieu à avoir raison du catholicisme, pour le plus grand bien de l'Allemagne: mais je ne crois pas qu'on puisse conclure, de l'entretien avec Werlé, que Bismarck avait l'intention formelle, dès septembre 1870, de jeter

le gant à l'Église après avoir accablé la France. Cette conclusion se heurterait à trop de faits établis, que nous exposerons chacun en son temps; elle serait démentie, sans appel, par le récit des tâtonnemens où s'attarda Bismarck avant d'oser entreprendre le *Culturkampf*.

Quant au mot qu'il aurait dit au grand-duc de Bade, et que le prince Frédéric interpréta comme l'annonce d'une campagne prochaine contre les infaillibilistes, il serait tout aussi naturel d'y voir une réponse dilatoire de Bismarck. « Ce sera à voir après la guerre, » disait-il à ceux qui l'entretenaient de la question romaine, et c'était un moyen de les renvoyer; il traita de même apparemment l'auguste gendre du roi Guillaume: « L'infaillibilité? L'infaillibilité, on s'en occupera après la guerre. » Ainsi recevait-il toutes les sollicitations qui l'engageaient à prendre prématurément un parti. Le grand-duc racontait en 1873 au professeur Schulte, le canoniste vieux-catholique, qu'il avait, à Versailles, fait à Bismarck certaines propositions en vue d'une action effective contre les évêques infaillibilistes, et qu'elles n'avaient pas trouvé d'écho. Il ne serait pas absurde de supposer que Bismarck les avait accueillies par le propos dans lequel le prince impérial crut voir une promesse d'offensive, et qui, en fait, ajournait toute hostilité.

Quoi qu'il en soit, il serait assurément hasardeux, et probablement inexact, de conclure que le cerveau de Bismarck, en 1870, contenait un plan bien arrêté, bien fixé, d'offensive sectaire. Bismarck n'était pas un sectaire. Il put développer parfois, à l'appui de sa politique, certains principes qui sentaient l'esprit de secte, mais il les empruntait à ses alliés; il parlait en avocat, sans se les être réellement assimilés. Il était hypnotisé, volontairement, par un horizon très prochain, très précis, très court: la Prusse, puis l'Allemagne. De politique religieuse, il n'en avait aucune, à proprement parler, sinon l'intention constante de traiter les affaires d'Église dans le sens qu'exigeaient, sur l'heure et pour l'instant, les intérêts de l'État. Ainsi considérés, Bismarck conduisant le *Culturkampf* et Bismarck l'aplanissant nous apparaîtront comme un seul et même homme : de 1872 à 1880, les intérêts de l'État auront changé.

« Je n'avais pas de système économique, dira-t-il le 23 février 1879, quand il passera du libre-échangisme au protectionnisme; j'ai été fidèle à ceci : l'unification de l'Allemagne sous

l'hégémonie de la Prusse. Tout le reste est accessoire. » Il en sera de sa politique religieuse comme de sa politique économique : elle sera accessoire, ce qui voudra dire : subordonnée aux exigences changeantes de l'État. Il n'agissait point en haine de l'idée religieuse durant les années où il se comportait en auxiliaire politique de l'athéisme. Et lorsque sonnera l'heure des résipiscences, lorsque Guillaume s'effraiera des dommages causés par le *Culturkampf* à l'idée religieuse, Bismarck, personnellement, ne prendra qu'une médiocre part à ce genre d'inquiétude. Il sera tout-puissant, dans un temps où les questions philosophiques travaillent le monde; et son habitude inconsciemment matérialiste d'envisager son métier d'homme d'État comme un calcul de forces lui cachera la portée profonde de ce *Culturkampf* même qui dans l'histoire demeure son œuvre.

Dans cette lutte seront finalement aux prises l'idéal chrétien, auquel sa conscience personnelle restera fidèle, et l'idéal « laïque, » que serviront ses manœuvres et ses actes politiques; d'autres se seraient sentis écartelés; mais nul ne fut plus indifférent que lui au rôle des idées pures dans la vie des peuples, nul n'eut plus de mal à y croire. De temps à autre, par occasion, nous dirions presque par feinte, il tiendra devant le Parlement le langage d'un doctrinaire, mais tous se rendront compte, finalement, qu'il ne voyait dans le *Culturkampf*, en réalité, qu'une partie politique; et tous seront mécontens. Ses alliés sentiront à la longue son indifférence profonde pour leur idéal doctrinal, philosophique ou théologique; ils constateront à la longue qu'entre la politique bismarckienne et leur action intellectuelle en faveur d'un État antiromain ou d'un État laïque, le parallélisme serait sans durée. Pour un Bismarck, le domaine de la politique et le domaine de la pensée sont absolument distincts : que certaine conception de la vie et du monde commande une certaine politique, et que ce soit dès lors changer d'idées que changer de politique, il semble qu'il ne s'en soit jamais douté. Chez ce prodigieux réaliste, infaillible jusque-là, l'histoire du *Culturkampf* atteste deux grandes lacunes. Il oublia, d'abord, que les idées, elles aussi, étaient des réalités; et puis, cet humble élu du Dieu rédempteur ne paraît jamais avoir éprouvé de scrupules, dans une crise où non seulement les catholiques, mais beaucoup de ses anciens amis protestans lui signifiaient que les intérêts divins étaient en jeu.

Dans un drame de Wildenbruch : *Le nouveau commandement*, le moine « ultramontain » Bruno, blessé à mort, se confesse à l'ancien prêtre Knecht, excommunié par le Pape pour sa fidélité à l'empereur Henri IV. « Tu n'as pas connu Dieu, gronde ce prêtre impérialiste. L'amour de la patrie est service de Dieu. » C'est apparemment ce que se disait Bismarck lorsqu'on lui reprochait le *Culturkampf* au nom de Dieu. Quelles que fussent les questions qui s'agitassent, même celles auxquelles Dieu était mêlé, Bismarck aimait la patrie; et quelle que fût la solution qu'il appliquait, qu'elle contristât les croyans ou bien leur agréât, elle lui paraissait, telle quelle, service de Dieu, si elle lui semblait requise pour la patrie.

Des cas pouvaient survenir où le « service de Dieu, » ainsi compris, exigerait que les intérêts mêmes du Très-Haut, tels que les représentaient, non pas seulement les catholiques, mais parfois même les luthériens, fussent sacrifiés aux nécessités humaines : cette paradoxale réalité n'était pas pour effrayer l'âme religieuse de Bismarck. Avec un bon outil, qui s'appelait la volonté bismarckienne, il échafaudait lentement un empire; son cœur reconnaissant bénissait le Seigneur Christ pour la trempe de l'outil; et puis, par une audacieuse ligne de démarcation, il exilait de ses plans politiques la préoccupation de ce Dieu dont il aimait à faire dériver son énergie civique, diplomatique ou ministérielle; et tandis qu'il l'adorait comme l'unique cause efficiente de son action, il n'orientait cette action qu'en vue d'une seule cause finale : l'État.

IV

Il n'était pas dans les destinées de l'Empire germanique restauré de prendre l'épithète de saint, ni celle de romain. Et pourtant, les antiques chevauchées impériales avaient laissé de telles empreintes en Italie, sur les routes et dans les âmes, qu'une sorte d'instinct historique, — instinct inexpliqué, illogique, absurde même, si l'on avait égard aux réalités, — semblait, depuis Sadowa, solliciter vers l'Allemagne du Nord, grosse d'un Empire, l'inquiétude des regards italiens. Puis, un jour vint, hélas! où ce fut au cœur même de la France que s'élabora la politique allemande; et la question romaine, après avoir obsédé Bismarck à Berlin, le poursuivit jusqu'à Versailles, et vint dé-

ranger, au fond des camps, ses travaux et ses siestes. Elle allait ménager une première rencontre entre l'Église et la nouvelle Allemagne; elle était une question confessionnelle autant que diplomatique; elle mettait aux prises le catholicisme et l'anti-catholicisme, c'est-à-dire, en Allemagne, les fervens de saint Pierre, attachés au prestige de l'Apôtre, et les fervens de Luther, désireux que saint Pierre fût humilié.

En face de cette question, et se mesurant avec elle, il nous faut observer Bismarck, homme de l'État : nous y trouverons ce double avantage de constater avec netteté son indifférence fondamentale pour les systèmes de politique confessionnelle, quels qu'ils fussent, et puis de pouvoir parcourir avec lui la première des lentes et longues étapes qui l'acheminaient, sans que lui-même encore s'en rendît pleinement compte, vers la folie du *Culturkampf*.

En Allemagne comme partout, les périls qui cernaient Pie IX avaient ému les catholiques : Bismarck le savait ; il y avait là un fait, que sa diplomatie devait envisager. Le roi Guillaume, en 1867, dans le discours du trône, avait affirmé sa sollicitude pour la dignité et l'indépendance du Pape ; au surplus, roi par la grâce de Dieu, il n'aimait pas les révolutionnaires; et les coquets manèges par lesquels l'Italie officielle acceptait ou recherchait leur précieuse complicité, le refroidissaient à l'égard du mouvement unitaire. Wagener, le confident de Bismarck, avait demandé à Rudolf Meyer, en 1867, un mémoire sur l'intérêt qu'aurait l'Allemagne à protéger le pouvoir temporel : il déplaisait aux vieux conservateurs que la révolution gagnât une seule victoire, même sur le souverain que leurs aïeux taxaient d'Antechrist. Bref, la politique intérieure du royaume, durant les années qui précédèrent la guerre, dissuadait Bismarck de se brouiller avec Pie IX.

Mais la question se compliquait, dès qu'il considérait les intérêts extérieurs. Un fantôme l'obsédait, — il l'avouait dès 1866 au général Govone : — c'était la possibilité d'une alliance entre la France et l'Italie. Mazzini, qui savait cette peur, avait tenté de l'exploiter ; il avait, en 1867, fait dire à Bismarck: « La France transforme en une préfecture le gouvernement de Florence ; elle n'a qu'à écrire à Victor-Emmanuel : Je vous donne Rome, pour que l'Italie enthousiaste acclame une alliance de son roi et de Napoléon, dirigée contre la Prusse. Je puis, moi

Mazzini, conjurer ce péril : donnez-moi un million et deux mille fusils, et je marche sur Rome. » Bismarck alors de faire répondre : « Prouvez-moi qu'entre la France et l'Italie l'accord existe, et je traite avec vous, aux dépens de Pie IX. » Mazzini ne pouvait apporter aucune preuve expresse, mais il n'était pas, en Italie, le seul révolutionnaire qui mît espoir dans la Prusse. Au 1er janvier 1868, peu après Mentana, notre ambassadeur Sartiges reçut une photographie du tableau de Clasen : *La garde au Rhin;* il y lut ce vers ajouté par une mystérieuse main :

Exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor;

et l'envoi était fait au nom des morts de Mentana. Bismarck n'interdisait pas aux révolutionnaires italiens de compter sur lui comme sur un vengeur; il ne s'engageait dans aucun sens; s'il entendait bourdonner, dans les chancelleries, quelque projet de conférence européenne au sujet de la question romaine, il signifiait qu'en pareille affaire la Prusse protestante n'avait qu'à s'effacer passivement; il laissait faire le temps, laissait échouer les agités, et gardait, à part lui, cette idée très nette, que, dans un avenir assez prochain, la Prusse devrait conclure « soit une alliance diplomatique avec l'Italie, soit une alliance stratégique avec le parti national italien. » L'idée d'ailleurs demeurait si secrète qu'à la même heure se formait, au Vatican, un petit groupe de prélats qui prêchaient la confiance dans la Prusse; dès le mois de mars 1870, lorsque les Tuileries songèrent à retirer de Rome les troupes françaises, ils déclaraient allégrement que les Prussiens remplaceraient les Français à Civita-Vecchia.

La guerre franco-allemande survint : le retrait effectif de nos troupes exalta le zèle de ces prélats pour Berlin. Bismarck acceptait leurs sympathies, mais recherchait aussi celles de l'Italie : on dérangea Mommsen lui-même de ses travaux d'historien, pour le prier d'adresser à la *Perseveranza* et au *Secolo* deux lettres fiévreuses où l'Italie était mise en garde contre l'ambition de Napoléon III et invitée à se ranger du côté de la Prusse. Quelques semaines durant, il semble que la politique de Bismarck, courtisant au delà des Alpes toutes les nuances d'opinion, parvint à les contenter toutes : on trouvait des vœux en faveur de l'Allemagne dans le journal l'*Unità Cattolica*, de

Florence; et l'on en trouvait sur les lèvres du ministre Quintino Sella, qui dissuadait Victor-Emmanuel de se compromettre avec Napoléon... De ces deux confiances, celle des *Monsignori* et celle des unitaires, laquelle Bismarck trompait-il? Au début d'août, le bruit courut, à Rome, que la Prusse venait de parler haut en faveur du Pape, auprès du Cabinet de Florence : M. Visconti Venosta, le 19 août, démentit publiquement cette rumeur. Bismarck, en effet, n'aspirait qu'à se taire. Ne pas déplaire aux catholiques qu'il envoyait se faire tuer sur le Rhin et dont bientôt il allait diminuer les petites patries pour les englober dans la grande; et ne pas déplaire non plus à l'Italie, dont il voulait la neutralité, sinon l'amitié : tel était le problème; le ministre du roi Guillaume aimait mieux l'éluder que de l'affronter. L'incertitude durait encore le 4 septembre : dans le conseil de cabinet qui se tint à Florence, trois des ministres de Victor-Emmanuel déclaraient qu'il fallait occuper Rome, « si l'on était sûr de l'appui de la Prusse. » En pressant l'insaisissable Bismarck, l'Italie allait exiger des certitudes.

Les représentans de Victor-Emmanuel furent invités à sonder les États de l'Europe et à leur demander un passeport pour Rome. Les gouvernemens de Bade, du Wurtemberg, de la Bavière, répondirent évasivement, par un mélange de vœux et de réserves; on eût dit qu'ils ébauchaient un commencement de passeport, mais sans le mettre au net ni le signer. A Berlin, Thile, sous-secrétaire d'État, déclarait au ministre Launay, plénipotentiaire du Cabinet de Florence, qu'il en référerait à son chef.

Là-bas, en France, Bismarck tardait à répondre. Arnim, ministre de Prusse à Rome, était encore sans instructions lorsque, le 9 septembre, il quittait Berlin pour regagner son poste. A Rome, une dépêche décisive l'attendait :

Les sympathies de la Prusse pour la personne du Saint-Père, y disait Bismarck, et le désir que le Saint-Père continue à avoir une position indépendante et respectée, ont leurs bornes naturelles dans les bons rapports entre la Prusse et l'Italie, qui empêchent le Cabinet de Berlin de créer à l'Italie des difficultés ou d'entrer dans des combinaisons qui lui soient hostiles.

Brassier de Saint-Simon, ministre de Prusse à Florence, eut communication de cette dépêche; il en reçut une autre qui insis-

tait sur les rapports religieux des catholiques d'Allemagne avec leur chef spirituel, et qui l'invitait à faire des réserves, au nom de la Prusse, pour une « position digne et indépendante du Saint-Siège. »

Brassier savait lire. Il montra le tout à M. Visconti Venosta. La dépêche qu'avait reçue Arnim ouvrait à l'Italie la route de Rome; la dépêche qu'avait reçue Brassier s'occupait déjà des solutions ultérieures. Bien traduits, bien expliqués, les deux messages se complétaient. La formule plus cavalière qu'exacte : *Italia farà da se*, ne pouvait s'accomplir jusqu'au bout sans une défaite de la France et sans un contreseing de la Prusse : ce contreseing était donné.

Arnim, à Rome, se garda bien d'ébruiter ses instructions. Dès le matin du 15 septembre, cependant, son secrétaire Limburg-Styrum expliquait dans un cercle que le Cabinet de Florence représentait dans la péninsule l'élément de l'ordre et de la stabilité; et Lefebvre de Béhaine, perspicace écouteur, gênant pour Arnim comme il le sera plus tard pour Crispi, augurait, d'après ce propos, que la Prusse et l'Italie auraient bientôt partie liée. Bismarck, ce jour-là même, avait ses quartiers à Meaux, où il resta jusqu'au 19; et, de là, il faisait sonder pour une Triple Alliance les Cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg, avec la pensée, nous dit-il dans ses *Souvenirs*, que la monarchie italienne s'y joindrait. La coïncidence fait singulièrement honneur à la divination de Lefebvre de Béhaine.

Aux époques normales, où le contact est incessant entre un diplomate et son chef, Arnim souffrait : sa pétulance émancipée n'aimait remplir une mission qu'à la condition de l'outrepasser; quelque somptueux, quelque flatteurs que fussent les cadres proposés à son action, elle s'ingéniait toujours à s'en évader. Tout en lui, défauts et qualités, l'aurait prédestiné à être l'un de ces agens secrets dont les démarches n'engagent qu'eux-mêmes; leur pays parfois en prend acte et en bénéficie, mais jamais n'en est responsable; au gré des circonstances, on les appuie ou bien on les désavoue, on confirme leurs paroles ou on les dément, on les décore ou on les déshonore, on glorifie leur esprit d'aventure ou bien on les traite d'aventuriers. Les événemens troubles, où l'on tarde à voir clair, et qu'un regard lointain peut à peine discerner, sonnent pour ces hommes-là l'heure de la besogne. La scène diplomatique fait alors relâche;

c'est dans les coulisses qu'on manœuvre, dans les coulisses qu'on agit. Harry d'Arnim, d'ordinaire paralysé par son prestige même de diplomate officiel, allait enfin, à la mi-septembre de 1870, pouvoir s'agiter à sa guise.

L'Italie, d'un geste mal assuré, se préparait à une offensive sans péril; la générosité de Pie IX amollissait une défensive qui eût inutilement coûté du sang; l'Europe, laissant faire la destinée, n'osait ni permettre ni prohiber, et n'oserait ni ratifier, ni condamner; les situations n'avaient rien de net; les attitudes rien de tranché; d'autre part, les grandes lignes que venait de tracer Bismarck pour la conduite de ses diplomates laissaient place à beaucoup d'initiatives, et Bismarck était trop loin pour qu'on fût obligé de le consulter. D'Arnim était libre, — libre comme il eût souhaité l'être à l'endroit du Concile. Un an durant, il avait eu cette idée fixe, d'arrêter, sur les lèvres des Pères, l'hommage qu'ils allaient rendre à la souveraineté spirituelle du Pape; mais Bismarck l'avait prié d'être simple témoin, et les Pères avaient dit : *Placet*, en dépit d'Arnim. Aujourd'hui, la souveraineté temporelle était en jeu; le trône donné par Pépin le Bref et par Charlemagne aux prédécesseurs de Pie IX allait s'écrouler; Arnim, cessant enfin d'être un spectateur inerte, allait goûter, à petites doses, la vaniteuse jouissance de clore onze siècles d'histoire par quelques allées et venues.

Entre les Palais apostoliques et le quartier du général Cadorna, il s'improvisa courrier. Il était l'ami de tout le monde, et cela s'accordait assez bien avec les complexités de la politique bismarckienne. Le 17 septembre, il allait voir Cadorna, obtenait que l'assaut contre Rome fût différé de vingt-quatre heures, et revenait exposer au cardinal Antonelli que le Pape ne pouvait pas assister à la consommation d'une défaite, et ferait mieux de se réfugier au centre de l'Europe. Le chargé d'affaires d'Autriche, à l'instigation d'Arnim, réunissait les membres du corps diplomatique et leur demandait, — mais en vain, car Lefebvre de Béhaine était là, — de faire pression sur Pie IX pour que Pie IX renonçât à toute résistance. Arnim, au Vatican, parlait bien haut de la sécurité et de la dignité du Pape; devant Cadorna, et plus tard devant le baron Blanc, il étalait avec orgueil les efforts qu'il avait dépensés pour empêcher la résistance armée des troupes papales et faciliter ainsi l'ingrate tâche des Piémontais.

Le jeu paraissait compliqué; il y avait je ne sais quoi de

déplaisant, comme disait un journaliste, dans cette « médiation entre le bourreau et sa victime; » et l'on trouvait, à Berlin, qu'Arnim se compromettait peut-être beaucoup. Là-bas, au loin, on n'était pas bien fixé sur le sens et sur la portée de ses démarches auprès de Cadorna; et l'on redouta tout de suite que le gouvernement de Florence n'en fût mécontent. Thile, le 18 septembre, puis Bismarck lui-même, le 22, firent savoir à Launay qu'Arnim agissait de sa propre initiative; leurs précautions sont instructives, parce qu'ils s'y révèlent, à cette heure décisive, plus soucieux de ce qu'on pensait à Florence que de ce qu'on pensait au Vatican. Les unitaires triomphans avaient le sentiment de ce qu'ils devaient à l'Allemagne : un prêtre français, passant à Civita-Vecchia, présenta son passeport au Garibaldien Nino Bixio : « Cette canaille d'empereur a disparu, s'écriait celui-ci; le peuple français disparaîtra bientôt, et il faut qu'il ne reste en Europe que la Prusse et l'Italie. » Arnim manœuvrait comme si déjà les vœux de Bixio étaient exaucés.

Le 20 septembre, Rome allait devenir ville royale. A l'aurore de ce jour, il courut à la villa Albani, pour recommander à Cadorna les volontaires étrangers, au sort desquels s'attachait avec une émouvante tendresse Pie IX détrôné; à son retour, il rencontra les autres ministres qui s'en allaient aussi parler pour ces braves, et voulut les persuader que par son entremise tout était réglé. Il lui aurait plu d'être auprès de Cadorna l'interprète unique et officieux des désirs du Vatican, et de s'afficher, lui ministre d'une puissance luthérienne, comme protecteur de la Curie. Les précédens, les traditions, les relations confiantes qu'entretenaient Lefebvre de Béhaine et Antonelli, qualifiaient pour un tel rôle la catholique nation française; mais la France était vaincue, Arnim en profitait.

Ce protecteur devint pressant, voire encombrant. Il obsédait le cardinal pour que le Pape s'installât à Cologne, à Aix-la-Chapelle, à Berlin; le 5 octobre, Antonelli, les larmes aux yeux, protestait à Lefebvre de Béhaine que Pie IX ne songeait pas à s'éloigner, et l'archevêque Guibert, à Tours, recevait du Vatican les mêmes assurances. Le gouvernement de Florence s'inquiétait : l'Italie officielle sentait confusément qu'une fois Pie IX parti, Rome ne serait plus dans Rome. A Berlin, dès le 28, Launay priait Thile d'insister auprès du Vatican pour que Pie IX restât : Thile nia péremptoirement qu'Arnim eût fait les démarches

qu'on lui prêtait, et refusa d'autre part d'intervenir comme le souhaitait Launay. La Prusse laissait Arnim parler, agir, échouer, et puis agir encore; elle-même ignorait, elle-même s'abstenait. Profitant apparemment de l'importune complaisance de ce diplomate, Antonelli, le 7 octobre, voulut, pour l'instant, obtenir de la Prusse l'assurance que, si le Pape décidait un jour de quitter Rome, il pourrait compter sur l'appui de Berlin contre les résistances éventuelles de l'Italie. Bismarck, le 8, télégraphia à Arnim de répondre oui; et, le même jour, il en prévenait Brassier de Saint-Simon et le chargeait d'en informer le gouvernement de Florence : « Sa Majesté, continuait-il, est convaincue que la liberté et la dignité du Pape seront respectées par le gouvernement italien en toutes circonstances, et même si le Pape, *contre toute attente*, projetait un changement de résidence. » Brassier avait mission d'ajouter que la Prusse ne voulait pas s'immiscer dans la politique d'un pays étranger, mais qu'elle avait des obligations envers ses sujets catholiques. Thile, qui, le 11 octobre, lisait à Launay ce texte de dépêche, lui faisait remarquer les mots : « contre toute attente, » et lui promettait que la Prusse ne pousserait pas Pie IX à quitter Rome.

Bref, les intrigues d'Arnim pressaient Pie IX de partir; la dépêche laconique qu'il recevait de Bismarck promettait, en cas de départ, l'appui de la Prusse, sans faire aucune réserve sur le projet; mais la dépêche de Bismarck à Brassier, les entretiens de Thile avec Launay, visaient à décharger la Prusse de toute complicité avec Arnim et de toute responsabilité directe dans l'exode éventuel du Pape.

Moins de trois semaines s'étaient écoulées depuis la prise de Rome, qui n'avait été décidée, et puis préparée, qu'avec un laissez-passer de la Prusse; et, dans les conseils de sagesse que Thile donnait à l'Italie, on pressentait parfois une demi-gronderie, et un écho très distinct, un peu inquiétant, des murmures indignés par lesquels les catholiques de Prusse accueillaient les nouvelles de Rome. « La Prusse, écrivait Launay le 10 novembre à M. Visconti Venosta, ne veut aucunement se mêler de notre politique purement intérieure, mais on ne veut pas préjuger ce qui pourrait avoir trait aux rapports internationaux. » Thile, Bismarck, Arnim, Brassier, semblaient mettre dans leur accent des nuances différentes; la politique prussienne manquait de clarté. Cela tenait-il à la complexité même des faits,

ou, peut-être, à l'incertitude réelle des décisions, ou bien encore, qui sait? à l'équivoque des intentions?

Les intimes de Bismarck étaient probablement mieux informés que les gouvernemens de Florence et du Vatican. A Ferrières, dès le 26 septembre, il disait entre amis : « Oui, le Pape doit rester souverain. Seulement, comment? Voilà la question. On pourrait faire davantage pour lui, si les ultramontains ne marchaient pas partout contre nous. Je suis habitué à payer de la même monnaie dont on me paie. » Ainsi Bismarck concerterait d'après l'attitude des catholiques sa propre attitude dans la question romaine. Les catholiques étaient une force nationale, avec laquelle devait compter sa politique intérieure; l'Église romaine était une force internationale, à laquelle devait avoir égard la diplomatie d'un État. Il fallait qu'il y eût parallélisme entre ce qu'il ferait pour ces forces et ce que ces forces feraient pour lui. Les catholiques d'Allemagne organisaient des pèlerinages à Montabaur, à Beuron, à Fulda, à Bamberg, bientôt à Rome même, pour soulever l'opinion en faveur du Pape; à Cologne, l'archevêque Melchers, à Berlin, un grand meeting catholique, ailleurs d'impatiens pétitionnaires, faisaient appel au roi Guillaume pour Pie IX. Bismarck ne disait ni oui, ni non; mais déjà ces manifestations lui déplaisaient. Thile en prenait prétexte pour induire l'Italie à la prudence; mais elles agaçaient Bismarck. Ces multitudes d'Allemands catholiques, ceux qui parlaient, ceux qui signaient, ceux qui priaient, considéraient l'intervention de la Prusse auprès de l'Italie comme une satisfaction à donner à leur conscience : ils exprimaient des revendications. La question romaine, pour Bismarck, n'était qu'un épisode de sa politique générale ; et la solution de cette question ne pouvait être que l'un des élémens d'un marché. Et si les intérêts de l'État prussien lui commandaient de temporiser, les catholiques, en réclamant d'urgence certaines réparations, seraient convaincus de péché contre l'État, — la seule faute irrémissible aux yeux d'un Bismarck.

V

Un prélat survint à Versailles, au début de novembre, avec un paquet de pétitions : c'était l'archevêque Ledochowski, de Posen. Les adresses qu'il apportait représentaient à Guillaume

que le coup de force du 20 septembre était un attentat contre la chrétienté, contre le principe monarchique, et qu'il fallait intervenir. Nommé au siège de Posen, cinq ans plus tôt, par une entente directe entre Rome et Berlin, Ledochowski possédait la confiance du couple royal et s'en réjouissait : c'était presque un délit, pour beaucoup de ses diocésains polonais; mais ils l'en absolvaient en raison de ses inépuisables charités. C'est à l'instigation de la reine Augusta qu'il venait entretenir Guillaume et Bismarck de la question romaine et leur confier ses émotions et ses désirs. Guillaume et Bismarck se fussent volontiers passés d'une telle visite, mais ils savaient que Ledochowski n'était pas intransigeant en ses pensées, ni brusque en ses propos; et que jamais il ne se départait, en causant, de cette haute et discrète courtoisie qui, lorsqu'il le faut, sait se taire et qui toujours permet aux autres de garder à leur tour le silence. Après tout, disait Bismarck, pour se consoler à l'avance du temps qu'il allait perdre, « cela aura ses avantages, d'amener l'archevêque à se convaincre lui-même de ce qui est possible et impossible, et d'apprendre de lui ce qu'il croit possible. »

Ledochowski vit Guillaume, le prince royal et Bismarck. Il demanda si la Prusse protesterait contre le 20 septembre. « Comme protestant, répondit le Roi, je ne puis prendre une telle initiative : que les puissances catholiques commencent! » Il questionna sur la possibilité d'un séjour du Pape en Allemagne : Guillaume était hostile, de peur de complications politiques. Hostile aussi, le prince royal : cette idée lui paraissait manquer de convenance (*eine Ungehörigkeit*). Bismarck, lui, fut exquis : il fit avec l'archevêque assaut de politesses, lui insinua que le Pape pouvait agir sur le clergé français en vue de la paix, abaissa lui-même le marchepied de la voiture épiscopale, et multiplia les salutations respectueuses.

Cette visite avait amusé Bismarck. Il donnait aux catholiques d'Allemagne une satisfaction platonique en recevant avec une telle déférence le porteur de leurs adresses; il ajournait toute satisfaction effective en essayant d'engager le Pape, pour l'instant, dans une action pacificatrice. Quant à la situation papale, on aurait le temps d'en parler; c'est par cette réponse dilatoire qu'il accueillait les suggestions de Bray, le ministre bavarois, au sujet d'une action collective des puissances. Il était fort en train le lendemain du jour où il avait reçu Ledochowski. L'idée

de jouer une partie avec Pie IX sur l'échiquier franco-allemand l'avait comme grisé. Il badinait avec Hatzfeldt sur les avantages qu'aurait pour l'Allemagne la présence du Pape dans une ville comme Cologne ou comme Fulda.

Ce serait chose inédite, s'écriait-il, mais fort utile pour nous : nous apparaîtrions aux catholiques comme étant ce qu'en réalité nous sommes, la seule puissance actuelle qui puisse protéger leur chef. Stofflet, Charette et leurs zouaves s'en iraient tout de suite à la maison. Nous aurions les Polonais avec nous. En Belgique, en Bavière, l'opposition des ultramontains cesserait ; Mallinckrodt passerait du côté du gouvernement... Le Roi, je sais bien, a peur que, si le Pape vient, tout en Prusse ne devienne catholique. Mais je lui disais que, si le Pape demande un refuge, il n'y a pas moyen de refuser ; dix millions de sujets catholiques désirent voir le Pape protégé. Au reste, les gens que mène leur imagination, les femmes surtout, quand à Rome elles voient les pompes et l'encens, le Pape sur son trône, le Pape bénissant, éprouvent un penchant vers le catholicisme. Mais en Allemagne, nous aurions le Pape parmi nous : ce serait un vieillard qui demanderait secours, un bon vieux monsieur, un évêque comme un autre, mangeant, buvant, prenant une prise et fumant même son cigare, ce ne serait pas si dangereux ! Et après tout, si quelques gens devenaient catholiques,— ce ne sera pas moi, — cela aurait-il tant d'importance, du moment qu'ils seraient chrétiens pratiquans ? Les confessions ne font rien, c'est la foi qui importe. On doit être plus tolérant !

Et Bismarck, continuant, riait toujours plus fort de tout ce qu'il y aurait de comique dans un cortège papal et cardinalice émigrant vers Fulda.

Il parlait après boire, il avait l'air de vouloir railler, mais ces boutades étaient plus sincères que beaucoup de ses discours. C'était très vrai, qu'après tout la conversion à l'Église romaine d'une poignée de protestans lui demeurerait assez indifférente, à lui Bismarck : l'esprit confessionnel était chez lui fort médiocrement développé. C'était très vrai, aussi, qu'il considérait les dix millions de catholiques allemands comme une force que l'État devait essayer d'apprivoiser ; et son ironie cachait mal une véritable considération pour cette autre force qu'était le Pape, et que l'État prussien, peut-être, aurait profit politique à abriter. Supposez qu'à la date du 5 novembre 1870, Pie IX eût été légèrement enclin à quitter Rome ; et Bismarck, oubliant les assurances données au Cabinet de Florence quelques semaines plus tôt, aurait peut-être encouragé le pontife à accélérer le pas. A peine même eût-il cru se contredire, puisque, en somme, tout ce qui importait pour l'État, c'était de stimuler les bonnes grâces de

l'Italie en coquetant avec le Pape, et les bonnes grâces du Pape en coquetant avec l'Italie.

Parlant à Ledochowski, Bismarck avait visé la Curie; Kozmian, qui servait de secrétaire au prélat, s'en fut tout de suite à Rome. Résumant les impressions de son maître, Kozmian concluait : que Guillaume était bien disposé pour le pouvoir temporel, mais qu'il ne pourrait rien faire que d'accord avec la France et quand la guerre serait terminée; et l'on considéra qu'en essayant d'une médiation entre la Prusse et la France, on accélérerait la venue de ce jour réparateur. Des rumeurs se glissèrent dans les bureaux de rédaction : la *Gazette d'Italie* affirmait que la Prusse avait pris auprès du Vatican l'engagement de rétablir le pouvoir temporel; la *Correspondance de Genève*, fondée par le comte Blome, dans la Rome calviniste, pour défendre la cause du Pape roi, étalait une demi-confiance à l'égard de Bismarck; au Vatican, la coterie qui germanisait débordait d'allégresse; et l'on racontait, dans certaines sacristies romaines, qu'une fois la guerre finie, Guillaume viendrait à Rome, s'y convertirait et s'y ferait couronner. Arnim excitait ces illusions, et s'amusait à blâmer ouvertement le « vol » du Quirinal par les Piémontais. On espérait, dans les cercles romains amis de l'Allemagne, qu'Antonelli lui-même apporterait bientôt à Versailles la réponse qu'exigeaient les ouvertures faites à Ledochowski; et peut-être Bismarck lui-même, en décembre, se flatta-t-il d'obtenir cette visite. Les promenades militaires, plus tumultueuses d'ailleurs qu'efficaces, que faisait chez nous Garibaldi, avaient mis en méchante humeur le chancelier; et sans nul doute il aurait fort bien accueilli le ministre du Pape, ne fût-ce que pour donner un avertissement à l'Italie.

Mais Antonelli demeurait très calme, très froid, et « incurablement défiant » à l'endroit de la Prusse. Le zèle excessif d'Arnim pour les droits du Saint-Siège lui semblait sans doute en contradiction avec la politique que suivait à Florence l'autre ministre de Prusse, Brassier de Saint-Simon, et qui tendait à entraîner le gouvernement italien vers les résolutions les plus violentes. D'Arnim ou de Brassier, qui donc représentait Bismarck? et si tous deux le représentaient, cette dualité ressemblait singulièrement à de la duplicité. Antonelli disait à Lefebvre de Béhaine, le 1er janvier, que si le Pape devait quitter Rome, il irait en Corse, terre française : c'est à ce projet éventuel

qu'aboutissaient les efforts de la Prusse pour supplanter la France dans son office traditionnel de protectrice de la papauté.

Quant aux paroles dites par Bismarck, en vue d'une immixtion pontificale dans la guerre franco-allemande, le Vatican ne les pouvait laisser sans réponse ni sans effet. Mais après la première surprise, qui fut peut-être agréable, on devina bien vite quels malentendus allaient surgir. La Curie voulait intervenir comme médiatrice, le gouvernement de la Défense Nationale lui faisait dire par le Nonce qu'il en serait reconnaissant; Pie IX songeait, le 7 décembre, à demander un armistice de quinze jours et le ravitaillement de Paris; en recevant Lefebvre de Béhaine, il lui disait que pour Noël, il offrirait au monde une vraie trêve de Dieu. Mais c'était la Prusse qui s'effaçait, c'était la Prussequi se taisait. Arnim n'admettait pas le terme « médiation. » Antonelli questionnait Versailles, et de Versailles, on ne répondait plus; on mettait le cardinal dans l'ingrate attitude d'un intermédiaire à qui l'une des deux parties en présence ne communique pas ses vues. Et puis, le 27 décembre, on lui faisait demander par Arnim : « Le gouvernement de Bordeaux n'enverra-t-il pas bientôt un négociateur à Versailles? » — « C'est votre faute s'il tarde, répondit en substance Antonelli; je ne savais que lui écrire de votre part. »

Quelques jours se passaient, et le 7 janvier, Arnim venait informer Antonelli que Jules Favre et Thiers avaient reçu connaissance, directement, des conditions de la Prusse. C'était, de la part de la Prusse, écarter implicitement toute médiation du Vatican, c'était mettre Antonelli en dehors des pourparlers. En guise d'excuses, Arnim articulait des reproches : « Les négociations ont été mal entamées, murmurait-il; Antonelli aurait dû aller à Versailles. » En fait, certains propos d'Antonelli lui avaient donné à croire que la Curie voudrait obtenir, en compensation des sacrifices territoriaux auxquels elle ferait consentir la France, une solution propice de la question romaine; et c'est là un terrain qu'Arnim voulait fuir. Le 22 février, pourtant, il venait dire au cardinal qu'une lettre du roi de Prusse relative au projet de médiation était en route. La lettre s'égara, ou rebroussa chemin, car un mois plus tard, le 22 mars, Antonelli expliquait à Lefebvre de Béhaine qu'il ne l'avait pas encore reçue, et constatait, une fois de plus, l'impuissance où ses velléités d'entremise étaient réduites par la Prusse. C'en était fait

du rêve dont l'imagination de Ledochowski s'était peut-être enchantée.

Préoccupé de cette résistance française qui chaque jour créait des armées, Bismarck avait voulu, pour y mettre un terme, faire agir Pie IX sur le clergé, et le clergé sur les populations; il jugeait le Pape et les prêtres capables de faire rentrer au fourreau l'épée de la France.

Voilà ce qu'il souhaitait de Rome, — et non point un effort de médiation. S'il avait plu à Pie IX de devenir une sorte de préfet spirituel aux ordres de Bismarck, si Pie IX, exploitant les récens accroissemens du prestige papal, avait impérieusement expédié de tels ordres au clergé de France, Bismarck eût été content, et peut-être pour longtemps eût-il imposé silence aux détracteurs du « despotisme » romain; l' « ultramontanisme » lui aurait paru offrir des avantages. Mais lorsque avait paru, dans le cours de janvier, une prière composée par l'archevêque Guibert, dans laquelle les Prussiens étaient accusés de vouloir asseoir l'hérésie sur les ruines de la France, Bismarck put se rendre compte que le Vatican n'avait rien fait pour empêcher les prêtres français de se comporter en bons Français; il en garda une amertume dont trois ans plus tard il faisait encore à Gontaut-Biron la confidence exaspérée.

Une autre occasion s'était en même temps offerte, dans laquelle Bismarck avait également escompté les bons offices du Vatican. Par l'entremise du prélat Franchi, la Prusse, en décembre 1870, avait demandé au Saint-Siège d'intervenir auprès des parlementaires catholiques de Bavière pour qu'ils votassent, dociles et muets, les traités qui fondaient l'Empire nouveau; Antonelli avait refusé. Mais Bismarck ne se décourageait point : tout de suite il faisait signe à Tauffkirchen, ministre de Bavière à Rome, d'abandonner les fonctions administratives qu'il remplissait à Reims pour le compte de la Prusse, et de courir au Vatican pour insister. A dessein, Tauffkirchen passait par Florence; il affectait, publiquement, de réclamer des garanties pour la liberté spirituelle du Saint-Siège, et puis, le 2 janvier, il arrivait à Rome. Antonelli demeurait inflexible : « La Cour de Rome, disait le cardinal, n'a pas à s'immiscer dans une discussion qui semble d'ailleurs superflue, les unitaires de Munich devant certainement, au point où les choses ont été poussées, être persuadés que le succès ne leur échappera pas. » Tauffkirchen, au

Vatican, avait une façon spéciale d'écouter : il savait toujours démêler, derrière les refus mêmes qu'on lui opposait, je ne sais quelle sympathie occulte pour les propositions éconduites; et cette réponse d'Antonelli fut présentée sous un tel jour à l'archevêque Scherr, de Munich, par Louis II de Bavière, que ce prélat crut faire plaisir à Rome en tâchant d'obtenir pour les traités les suffrages du parti catholique. Mais Bismarck, lui, savait l'exacte réalité, et cette réalité le meurtrissait : le Vatican, cette fois encore, lui avait refusé un service auquel il tenait beaucoup.

On avait voulu que le Saint-Siège pesât sur le clergé français : le Saint-Siège s'était montré fort discret, fort réservé, fort respectueux des susceptibilités de la France, dans l'expression de ses vœux pacifiques.

On avait voulu qu'il pesât sur l'opinion catholique de Bavière ; et l'on laissait croire qu'il avait parlé; mais en réalité, il s'était tu.

Et l'attitude d'Arnim, sans retard, châtia ce double refus, interprété comme un manque de complaisance envers l'Empire d'Allemagne.

VI

Le 23 janvier, le prince Humbert et la princesse Marguerite parurent à Rome. Arnim, tout de suite, prévint Antonelli que s'il les rencontrait dans les salons, il devrait peut-être solliciter l'honneur de les saluer. Sans attendre, il demanda audience; il entra comme visiteur dans ce Quirinal, qu'il disait naguère avoir été volé. Au Vatican, ceux qui comptaient sur la Prusse s'effondrèrent; Antonelli dit au ministre que Pie IX était blessé. « Votre Éminence, répondit Arnim, ne peut imaginer ce que j'ai souffert en franchissant cette porte. » Arnim n'avait agi, — Ratazzi plus tard en eut la preuve, — que sur l'ordre du gouvernement prussien. C'était un beau succès pour l'Italie. Le carnaval l'accentua; et tous les cancans de Rome s'attardèrent autour d'un certain balcon de la place San Carlo, d'où Arnim se serait amusé à jeter des bouquets au prince Humbert, en regardant défiler un cortège incongru, parodie de l'infaillibilité.

« La présence d'Arnim est un défi aux catholiques, » lisait-on dans la *Correspondance de Genève*. A Florence, on constatait

avec joie que la conduite publique d'Arnim coïncidait désormais avec les assurances de Brassier de Saint-Simon : les deux ministres de Prusse s'affichaient enfin, l'un et l'autre, comme les amis de l'Italie.

Peut-être le Cabinet de Florence aurait-il été moins rassuré, s'il avait su très exactement ce qui se passait à Versailles. Bismarck assurément désespérait de trouver dans la question romaine un moyen d'engager au service de la Prusse la diplomatie d'Antonelli; mais en dépit de cette déception, il ne pouvait oublier que cette question continuait de passionner les catholiques allemands. Ces catholiques continuaient d'écrire, de protester, de venir à Versailles. Le 8 février, on voyait arriver une députation des chevaliers de Malte : « Mes sentimens pour le Pape sont toujours les mêmes, leur répondait Guillaume; je vois dans l'occupation de Rome un acte de violence, une usurpation de la part de l'Italie; il faut attendre, voir l'Italie à l'œuvre, savoir comment elle garantira la liberté du Pape; je suis prêt à m'associer avec les autres princes pour des démarches, mais seulement quand la guerre sera finie. » Les chevaliers partaient contens. Il y avait de l'espoir, aussi, dans l'âme de Bonnechose, l'archevêque de Rouen, lorsque, du 13 au 16 février, il entretenait Bismarck, Guillaume, et le grand-duc de Bade. Il leur apportait un rêve de remaniement européen, en vertu duquel l'Allemagne rétablirait la péninsule italique dans son ancien état, et puis, partout en Europe, materait la Révolution. De bonnes paroles saluaient ce grand projet : de l'audience de Guillaume, Bonnechose emportait la conviction que l'Empereur se croirait obligé de faire quelque chose d'efficace pour donner satisfaction au monde catholique. Bismarck lui disait : « Pour l'heure, nous ne pouvons attaquer l'Italie, et nous ne ferons jamais tuer, pour le Pape, des Allemands protestans; mais d'autres moyens se présenteront pour appuyer le Pape et pour le faire triompher. »

Il est possible que Bonnechose, en reproduisant la pensée de son interlocuteur, l'ait accentuée, inconsciemment, dans le sens où tendaient ses propres désirs; il est possible, aussi, que Bismarck, évidemment flatté, lorsqu'un homme d'Église s'abouchait avec lui, ait pris un plaisir, nullement compromettant, à caresser ses oreilles par d'habiles formules, qui fomentaient l'espoir et ajournaient l'échéance. Mais un fait subsiste : c'est

qu'à cette date même où le Saint-Siège avait à plusieurs reprises déplu à Bismarck, le chancelier de l'Empire se laissait aller encore, volontairement, systématiquement, à je ne sais quels souhaits d'amitié future avec la puissance papale. Dans la semaine même où il recevait Bonnechose, il disait dans son cercle :

Rien ne peut être plus sot que de me considérer comme un ennemi du Siège romain. Pour moi, le Pape est en première ligne une figure politique, et j'ai un respect inné pour toutes les forces et pour toutes les puissances réelles. Un homme qui dispose de la conscience de deux cents millions d'hommes est pour moi un gros monarque, et je n'aurais pas le moindre ombrage, le cas échéant, à provoquer, dans des choses politiques, l'entremise du Pape et même son arbitrage...

Bismarck s'acheminait alors vers une brouille avec le Saint-Siège; et déjà pourtant, à certaines heures, flottaient en sa pensée des rêves, singulièrement différens, qui devaient être réalisés sous Léon XIII, avec une exactitude frappante, par l'arbitrage du Pape dans l'affaire des Carolines. Pie IX venait de lui refuser les complaisances politiques qu'il lui avait demandées; mais sa déception, très profonde, ne le poussait pas, sur l'heure, à l'idée d'un duel avec la papauté.

Car, durant l'absence de Bismarck, un changement capital s'était produit dans l'équilibre parlementaire. Un parti puissant s'était formé, dont l'autonomie le choquait et dont le rayonnement l'offusquait : c'était le Centre. Cinquante-six membres de cette fraction faisaient à leur tour visite à Guillaume, à Versailles même, pour souhaiter de lui, comme un premier « acte de sagesse et de justice, » le rétablissement de ce pouvoir temporel que jadis Frédéric-Guillaume III, au congrès de Vienne, avait contribué à raffermir. Bismarck devinait que ces députés, à Berlin, devant la face du peuple allemand, tiendraient un jour le même langage que, sous les lambris de notre Versailles, ils tenaient à leur souverain. Il constatait que, dans le travail qui bientôt allait s'imposer pour l'organisation de l'Empire, le Centre interviendrait avec certains principes, certaines méthodes, certain idéal. Il augurait qu'entre sa puissance toute neuve et cette force toute neuve, des batailles risquaient de s'engager; il y était prêt. Si ces batailles le mettaient en conflit avec la papauté elle-même, ce serait tant pis; il avait pris l'impérieuse habitude de ne redouter aucun ennemi. Mais avant de diviser une nation

contre elle-même pour se débarrasser de ce qui le gêne, un ministre que n'anime aucune passion confessionnelle profonde, et qui ne songe qu'à l'État, aspire à faire l'économie d'un schisme entre citoyens, et à supprimer doucement, au lieu de les provoquer, les énergies dont il a pris ombrage. Ainsi fera tout d'abord Bismarck; un prochain article, où nous étudierons ce que pensaient, et ce que redoutaient, et ce que voulaient, au début de 1871, les catholiques d'Allemagne, nous montrera le chancelier déployant de nouveau ses caresses et ses menaces pour obtenir de la papauté un service politique.

Puisque Pie IX, à la date du 6 mars, répondant à la lettre par laquelle Guillaume lui avait annoncé la fondation de l'Empire, témoignait sa grande joie et exprimait l'espoir que cet événement serait salutaire, non seulement pour l'Allemagne, mais pour toute l'Europe, Bismarck, s'emparant de ces mots de courtoisie, allait tenter de les interpréter comme la préface d'une demi-alliance entre la tiare et la couronne des Hohenzollern.

Ainsi qu'il avait espéré le concours de Pie IX en France, pour abréger la guerre, et le concours de Pie IX en Bavière, pour achever d'édifier l'Empire, il invoquerait son intervention, à Berlin, contre le jeune parti du Centre. Une fois encore, — ce serait la dernière, — avant de chicaner et d'attaquer l'ascendant de Pie IX, il essaierait de s'en servir et de l'exploiter.

GEORGES GOYAU.

BUSSY-RABUTIN[1]

Encore un livre qui était nécessaire, qu'il fallait écrire pour faire connaître exactement un homme d'une certaine importance, appartenant au moins à la petite histoire et qui nous était parvenu tout enveloppé de légendes épaisses. M. Gérard-Gailly s'est chargé de ce soin et s'est acquitté de cette tâche d'une manière solide et d'une manière charmante. Il nous a mis dans l'intimité de Bussy-Rabutin de telle sorte que toutes légendes ont disparu et que la vérité, maintenant, sur ce personnage et sur ses entours est absolument établie. Et avec cela on ne peut pas avoir plus d'esprit que M. Gérard-Gailly, plus de bonne grâce alerte, plus d'*humour*, plus de verve dans les discussions et plaidoyers, ni meilleur style. Son livre est agréable autant qu'il est essentiel.

J'y trouve des taches qui me seraient indifférentes ailleurs et qui me « touchent, » comme disait Maynard, c'est-à-dire qui me choquent, dans un ouvrage de ce mérite. Comment un aussi « honnête homme » que M. Gérard-Gailly peut-il écrire : « Boileau avait jadis *agoni* Georges de Scudéry ? » Comment peut-il dire : « Il [Bussy] possédait à douze ans sa langue latine et ses vieux auteurs; mais la langue grecque peu ou prou ? » On ne voit pas de quelle manière Bussy pouvait s'y prendre pour posséder le grec *peu ou beaucoup*. Cela est furieusement vague. — On s'étonne aussi que le Roi, qui, à la vérité, pouvait tout, ait pu envoyer Bussy « en garnison à Moulins en Nivernais » parce que l'on croit généralement, que Moulins est en Bourbonnais; et s'il s'agissait de Moulins en Nivernais, il fallait lui donner son vrai nom, Moulins-Engilbert; mais il s'agit bien, réellement, de Moulins sur l'Allier

(1) *Un académicien grand seigneur et libertin au XVIIe siècle. Bussy Rabutin, sa vie, ses œuvres et ses amies*, par M. E. Gérard-Gailly, 1 vol. in-8°, Champion.

On s'inquiète encore un peu de voir M. Gérard-Gailly parler de « cette pauvre critique du XVIIe siècle. » Morbleu! que lui faut-il? Le XVIIe siècle n'a pas eu, peut-être, de Sainte-Beuve et encore faites attention au dernier nom de la liste que je vais dresser; mais un siècle qui a possédé comme critiques: Vaugelas, Ménage, Bouhours, Chapelain, Saint-Evremond, Boileau, La Bruyère, Furetière, Fénelon, Valincour et Bayle, n'est peut-être pas le plus petit siècle de l'histoire littéraire au point de vue de la critique; seulement il en est peut-être, même à ce point de vue, le plus grand. « On sait assez ses autres mérites. »

De même, — ceci n'est que de l'étourderie; mais il faut mettre en garde le lecteur qui sera si séduit par le délicieux talent de M. Gérard-Gailly qu'il lui accordera toute confiance; — de même il ne faut pas dire que Boileau « a écarté le nom de La Fontaine. » Il l'a écarté de l'*Art poétique* parce qu'il écrit l'*Art poétique* de 1669 à 1674 et qu'en 1669 La Fontaine n'avait publié que six livres de *Fables*, et l'année précédente. C'était un auteur bien nouveau pour le nicher dans un ouvrage didactique. Autant vaudrait dire et je m'étonne qu'on n'ait jamais, à ma connaissance, fait cette remarque, que Boileau *a écarté le nom de Racine;* car je ne sache pas qu'il ait nommé Racine dans l'*Art poétique*. Mais que Boileau ait « écarté le nom de La Fontaine » de ses ouvrages, cela est une assertion bien singulière. Il me semble qu'il a fait toute une « dissertation critique » sur *Joconde* et qu'il y a dit : « M. de La Fontaine a pris, à la vérité, son sujet de l'Arioste; mais en même temps, il s'est rendu maître de sa matière; ce n'est point une copie qu'il ait tirée, un trait après l'autre, sur l'original; c'est un original qu'il a formé sur l'idée qu'Arioste lui a fournie; » — et qu'il y a dit : « La nouvelle de M. de La Fontaine est plus agréablement contée que celle de l'Arioste; » — et qu'il y a dit : « Un homme formé, comme je le vois bien qu'il l'est, au goût de Térence et de Virgile ne se laisse pas emporter à ces extravagances italiennes... Tout ce qu'il dit est simple et naturel; et ce que j'estime surtout en lui, c'est une certaine naïveté de langage que peu de gens connaissent et qui fait pourtant tout l'agrément du discours; c'est cette naïveté [naturel] inimitable qui a été tant estimée dans les écrits d'Horace et de Térence, à laquelle ils se sont étudiés particulièrement, jusqu'à rompre pour cela la mesure de leurs vers, comme a fait M. de La Fontaine en beaucoup d'endroits; et en

effet, c'est ce *molle atque facetum* qu'Horace a attribué à Virgile et qu'Apollon ne donne qu'à ses favoris. En voulez-vous des exemples... »

Et notez que ceci a été écrit en 1665; c'est-à-dire à une époque où La Fontaine, qui n'avait encore publié aucune fable, ne s'imposait point du tout par le prestige de la gloire.

Il me semble aussi que Boileau dans ses *Réflexions critiques sur Longin* a écrit : « Le vrai tour de l'épigramme, du rondeau, et des épîtres naïves ayant été trouvé, même avant Ronsard, par Marot, par Saint-Gelais et par d'autres,... leurs ouvrages en ce genre ne sont point tombés dans le mépris, mais sont encore aujourd'hui estimés jusque-là même que pour trouver l'air naïf en français on a encore quelquefois recours à leur style, et c'est ce qui a si bien réussi au célèbre M. de La Fontaine. »

Il me semble que Boileau dans sa lettre (destinée à être publique) à Charles Perrault (1700) écrit: « Avec quels battemens de mains n'y a-t-on point reçu [en France] les ouvrages de Voiture, de Sarrazin et de La Fontaine? Quels honneurs n'a-t-on point rendus à M. de Corneille et à M. Racine? » — Il paraît constant que Boileau n'a point trop écarté le nom de La Fontaine.

De même on n'entend pas trop bien M. Girard-Gailly quand il écrit : « Boileau a ignoré La Fontaine. Furetière l'a attaqué. La Bruyère de même. » M. Gérard-Gailly veut-il dire que La Bruyère a ignoré La Fontaine comme Boileau l'a ignoré, ou qu'il l'a attaqué comme Furetière l'a attaqué? Je ne sais; mais ce que tout le monde connaît, c'est qu'il ne l'a pas plus ignoré que Boileau et qu'il l'a loué au lieu de l'attaquer, comme fit Furetière. Faut-il encore citer ces passages célèbres : « Un homme paraît grossier, lourd et stupide; il ne sait pas parler, ni raconter ce qu'il vient de voir : s'il se met à écrire, c'est le modèle des bons contes; il fait parler les animaux, les arbres, les pierres, tout ce qui ne parle point : ce n'est que légèreté, qu'élégance, que beau naturel et que délicatesse dans ses ouvrages. » — Pour quelqu'un qui ignore un homme, ou qui l'attaque!

« Un autre, plus égal que Marot et plus poète que Voiture, a le jeu, le tour et la naïveté de tous les deux; il instruit en badinant, persuade aux hommes la vertu par l'organe des bêtes, élève les petits sujets jusqu'au sublime; homme unique dans son genre d'écrire; toujours original, soit qu'il invente, soit qu'il traduise; qui a été au delà de ses modèles, modèle lui-même

difficile à imiter. » — Pour quelqu'un qui attaque un homme, ou qui l'ignore !

L'aimable, le savoureux ouvrage de M. Gérard-Gailly est déparé par ces petites tares ; mais, après tout, ce sont vétilles et le livre, en son ensemble, encore que je ne sois pas du même sentiment que M. Gérard-Gailly sur son héros, reste un régal de délicats.

Le chevalier de Bussy, comte de Rabutin, était né en 1618, d'une très bonne et même illustre famille bourguignonne. Il fit de très bonnes études chez les Jésuites d'Autun, aimant les auteurs latins d'un goût vif qui ne lui passa jamais. A seize ans il suivait son père à l'armée, en Lorraine. Dès lors, campagne sur campagne. Il sert sous Henri de Condé, père du grand Condé ; il sert sous Turenne, il sert sous le grand Condé ; il se bat en Flandres, en Lorraine, en Artois, en Catalogne ; sous la Fronde, il est d'abord du parti des princes et ensuite du parti du Roi, ce que je ne lui reproche point du tout, les choses de la Fronde étant fort confuses, et telles qu'on leur doit appliquer le mot de Renan : « Il faut se contredire pour être à peu près sûr qu'on a été une fois dans la vérité. »

A travers tout cela, des duels, des amours et des sottises de jeune homme. En 1640, en garnison à Moulins, il fait connaissance avec une comtesse de Busset ; il converse très agréablement avec elle ; elle est forcée de partir, il la reconduit lentement jusque chez elle ; c'était assez loin ; pendant ce temps, ses soldats, abandonnés à leurs penchans naturels. pratiquent la contrebande du sel, les rançonnemens et les vols sur les grandes routes. Sur quoi le jeune colonel fut appelé d'urgence à Paris. Mon Dieu ! il était simplement déserteur. Il fut mis en pénitence à la Bastille, où on l'amusa cinq mois. Quoi qu'on dise, il y a quelques inconvéniens pour tout le monde, et pour eux, à avoir des colonels de 23 ans.

En 1648, et Bussy est ici moins excusable, car il a trente ans et ce n'est plus, ce semble, l'amour qui le point, il enlève à main armée, entouré d'un véritable bataillon d'estafiers, Mme de Miramion, jeune veuve de dix-neuf ans, mythologiquement riche, et il la traîne en carrosse bien fermé, pleurante, criante, hurlante, coupant les courroies, se jetant par la portière, ramenée au carrosse, s'évanouissant, se mourant, de relais en relais, au triple galop, de Paris à Sens. Il fallut la relâcher ; il y avait émeute dans la ville.

Il se maria deux fois, la première avec Gabrielle de Toulongeon, dont il eut trois filles et qu'il perdit très jeune, la seconde fois avec Louise de Rouville. Marié ou veuf, quand il était à Paris, il fréquentait fort la société des libertins et participait à leurs débauches. C'est ainsi qu'il y eut une certaine « nuit de Roissy » où l'on chanta, avec le refrain d'*alleluia*, des couplets infâmes, irréligieux et, qui pis est, antiroyalistes.

Avec cela, par ses épigrammes, par ses chansons, par ses bons mots, Bussy s'était aliéné tous ses chefs. Condé, qui l'accusait de l'avoir trahi pendant la Fronde, avait contre lui une haine enragée; Turenne, qui avait été l'objet, dit-on, de quelques épigrammes de lui, ne l'aimait point et déclarait au Roi que c'était « le meilleur officier des armées françaises pour les chansons. » Bussy arrivait à la quarantaine avec un passé assez lourd et une réputation, non point très mauvaise, mais du moins très mêlée. C'est alors que deux incidens très différens, relativement graves sans être terribles, firent gouttes d'eau et précipitèrent le brillant Bussy dans l'infortune. Pressé d'argent (il l'était toujours), il s'avisa de vendre sous main à Foucquet, pour un parent de celui-ci, au prix de 90000 écus, sa charge de mestre de camp. Mazarin eut vent de cette négociation très irrégulière et, sans éclater, garda, bientôt avec preuves, cette arme contre Bussy. Ajoutons que, dans cette affaire, Foucquet paraît avoir trompé Bussy et ne lui avoir, avant sa chute, payé qu'une minime partie de la somme convenue.

D'autre part, plus tard, en 1663, Bussy, pour se récréer dans un temps de loisirs et d'ennuis, écrit la fameuse *Histoire amoureuse des Gaules*, qui, telle qu'il l'écrivit, n'avait rien de sacrilège, ni de séditieux; mais attendons la fin.

Cette histoire, il la récite dans le monde et il finit, imprudence qui est bien de lui, par la laisser pour vingt-quatre heures entre les mains d'une dame, Mme de La Baume. Le lendemain elle était copiée, le surlendemain vingt copies en circulaient dans Paris. *Le Roi la lit*. Qu'attendez-vous? Que Bussy soit mis pour la seconde fois à la Bastille? Point du tout. Il est nommé de l'Académie française et le Roi ratifie sa nomination. Que pensez-vous? Que l'orage est calmé? Nullement. Tout manuscrit qui circule sous le manteau est toujours sûr d'être imprimé. L'*Histoire amoureuse des Gaules* revient de Hollande imprimée. Mais elle a changé sur la route. Il y a maintenant des choses

contre Dieu, des choses contre le Roi, des souvenirs de Roissy des couplets infâmes ou odieux, toute la lyre de Hollande. Déchaînement des ennemis de Bussy, rappel de toutes ses fautes, de tous ses crimes. N'a-t-il pas toujours médit, toujours chansonné, toujours trahi? N'a-t-il pas fait cuire en broche la cuisse d'un homme un jour de vendredi-saint? N'a-t-il point tué un de ses gens? Que sait-on? Les choses s'enveniment. La Reine mère, qui était, dit-on, dans l'*Histoire amoureuse* falsifiée, délire de colère. Condé déclare qu'il va faire assommer Bussy par ses valets et résiste à toutes les supplications de sa sœur, Mme de Longueville, en faveur du coupable. Et Mazarin avisait sans doute le Roi de l'affaire Foucquet. Enfin le 16 avril 1665, Bussy fut arrêté et enfermé à la Bastille. Ce n'était rien; mais il n'en devait sortir que pour rester dans une disgrâce qui devait durer vingt-sept ans, et c'est ici que l'affaire devient malaisée à comprendre.

Bussy, d'après tout ce qu'on sait et que nous avons rapporté, n'était pas si criminel. Il méritait peut-être six mois de forteresse. Son exil fut quasi aussi long que celui de Vardes. Il faut croire qu' « il y eut quelque chose, » que nous ne connaissons pas et qui était très grave au point de vue politique. Toutes ces affaires du XVIIe siècle sont ou doivent être ainsi. Nous n'en connaissons que les surfaces, que les *prétextes* qu'on a donnés au public; le fond, très probablement, nous en échappe. L'affaire Bussy-Rabutin est, à mon avis, aussi obscure que celle de Saint-Evremond.

Tant y a que Bussy resta à la Bastille treize mois, objet de l'attention flatteuse d'une foule d'hommes et surtout de femmes qui forçaient les lignes de sentinelles et envahissaient les fossés pour le voir de loin; recevant de folles et aussi de charmantes lettres; recevant, chose plus inattendue, des propositions des Jésuites d'écrire un livre contre *les Provinciales* et déclinant, du reste, ces offres. Élargi enfin parce qu'il était malade, il demeura trois mois chez le chirurgien Delancé, après quoi il fut autorisé à aller prendre l'air en Bourgogne. Il quitta Paris le 6 septembre 1666. Il ne devait plus le revoir que furtivement ou de façon précaire.

Il avait quarante-huit ans. Il vécut vingt-sept ans à Bussy ou à Chazeu, rongeant son frein, pestant contre sa destinée, espérant toujours, demandant toujours, soit un retour en grâce, soit de l'argent, toujours gêné, toujours harcelé de créanciers

et du reste, ne laissant pas d'être magnifique dans la décoration de ses châteaux, toujours gonflé de prétentions littéraires, ravi le jour où on lui rapporte que le Roi a dit à Dangeau : « Vous qui avez de l'esprit, vous devriez être de l'Académie, » que Dangeau a répondu : « Faut-il tant d'esprit pour cela ? » et que le Roi a répliqué : « Quoi donc ? Messieurs tel et tel... et de Bussy n'ont-ils point d'esprit ? » ; toujours mécontent de tous et même de lui s'il pouvait l'être, affligé par les sottises de sa fille, veuve de Coligny, qui s'éprend d'un aventurier, La Rivière, et qui l'épouse secrètement, ce qui ajoute procès à procès ; rentrant en grâce à demi ou au quart, obtenant de venir à Paris, courtement, pour le règlement de ses affaires, voyant le Roi lui sourire un peu, puis se rembrunir et le consigner à nouveau en Bourgogne ; obtenant enfin, parce qu'il a plu à Mme de Maintenon, de dîner à la table du Roi et d'échanger avec lui quelques paroles obligeantes ; mais cela à l'âge de soixante-treize ans. Il devait mourir deux ans après.

Il avait d'excellens, de très chauds amis. Sans parler de ses maîtresses, desquelles Mme de Montglas fut la plus aimée, la plus longtemps aimée et la plus romanesquement aimée, il faut citer Mme de Gouville, Mme de Fiesque, la marquise de Villeroi, Mme de Montmorency, la délicieuse Mme de Scudéry, veuve du poète matamore Georges de Scudéry, de laquelle M. Girard-Gaillly trace un portrait charmant et qui mériterait, exquise figure du XVIIe siècle, toute une étude minutieuse ; l'aimable Père Rapin, le judicieux et l'excellent Père Bouhours, ami dévoué, qui donna à Bussy sa dernière joie, en le rendant agréable à Mme de Maintenon et en le réconciliant ainsi avec Louis XIV ; l'original et cordial Corbinelli, trait d'union entre Mme de Sévigné et Bussy ; Mme de Sévigné enfin, à qui M. Girard-Gailly a fort bien fait de consacrer tout un chapitre, et à qui nous ne pouvons faire moins que de donner tout un paragraphe.

Mme de Sévigné a fait du tort à Bussy devant la postérité. Je veux dire que la postérité étant tombée amoureuse de Mme de Sévigné et Mme de Sévigné ayant eu des démêlés avec Bussy, la postérité a donné à Bussy tous les torts et l'a cruellement honni. Peut-on avoir été en querelle avec Mme de Sévigné ? Et si l'on est dans ce cas, n'est-on pas un coquin ? La vérité est que, comme c'est assez l'ordinaire, il y eut des torts des deux côtés. J'ai à peine besoin de dire que, si la postérité les a mis

tous du côté de Bussy, M. Gérard-Gailly les met tous, ou à très peu près, du côté de Mme de Sévigné. Tâchons, nous, d'être aussi impartial que possible.

Ils étaient cousins. Bussy, de huit ans plus âgé qu'elle, songea un peu à l'épouser et certainement elle fut très fort de son goût, quoiqu'un peu trop vive en gaîté et, à cet égard, rêvée plutôt comme femme d'un autre avec qui l'on serait très bien. C'est précisément ce qui arriva. Elle épousa Sévigné. Bussy plut extrêmement à Sévigné et, nous y voilà bien, songea tout de suite à quitter « le bon motif » pour le meilleur. Il y avait quelques facilités à cela. Sévigné était coureur. Il s'éprit de Ninon, ce qui, du reste, n'était pas original, de cette Ninon dont, vingt ans plus tard, son fils devait se férir lui-même. Il eut les faveurs de cette dame. Il s'en félicita devant Bussy. Bussy n'eut rien de plus urgent que de rapporter cela à sa cousine, comptant, du dépit de celle-ci, tirer pied ou aile. Ce n'est pas moi qui raconte cela, c'est lui-même, avec une charmante ingénuité : « Je ne l'eus pas quitté que j'allai tout conter à Mme de Chêneville [Sévigné]... : « Je crois que vous êtes fou, dit-elle, de me donner cet avis ou que vous croyez que je suis folle. — Vous le seriez bien plus, madame, si vous ne lui rendiez pas la pareille. Vengez-vous, ma belle cousine, et je serai de moitié dans la vengeance ; car enfin vos intérêts me sont aussi chers que les miens propres. — Tout beau, monsieur le comte, *je ne suis pas si fâchée que vous le pensez.* »

Mme de Sévigné fit à son mari une allusion à ses amours avec Ninon. Sévigné reprocha à Bussy de l'avoir trahi auprès de sa femme. Bussy rompit les chiens assez adroitement et tout de suite, poussant sa pointe, écrivit à sa cousine : «... Votre imprudence... Vous avez dit à votre mari ce que je vous avais dit... Mais vous savez que la jalousie a quelquefois plus de vertu pour retenir un cœur que les charmes et que le mérite ; je vous conseille d'en donner à votre mari et pour cela, je m'offre à vous. Si vous le faites revenir par là, je vous aime assez... pour me sacrifier pour vous rendre heureuse ; et s'il faut qu'il vous échappe, aimez-moi, ma cousine, et je vous aiderai à vous venger de lui en vous aimant toute ma vie. »

La lettre fut interceptée par Sévigné. Chose singulière, il n'y eut pas de duel. Sévigné devait être tué par un autre. Mais la maison de Sévigné fut consignée à Bussy.

Je n'ai pas besoin de qualifier la conduite de Bussy dans cette affaire. Mais je marque un point, déjà, au passif de Bussy.

Après la mort de Sévigné, six mois plus tard, Bussy devint ce que nous appelons le *flirt* de Mme de Sévigné. Elle aimait infiniment sa conversation, son esprit, sa gaîté ; mais elle le tenait strictement dans les limites de l'amitié. Il se mit à aimer Mme de Précy, et il y eut quelque froid entre sa cousine et lui, ou, tout au moins, quelque tiédeur. Ceci se passait entre 1651 et 1656. Quelque temps après, en 1658, Bussy pressé de partir pour une campagne et comme toujours manquant d'argent, s'adressa à sa cousine pour en avoir. Il est certain que Mme de Sévigné lui en promit; il est certain qu'elle se dédit de sa parole, prétendant qu'elle était sans finances et il est certain qu'elle était en fonds. Ces trois choses sont prouvées par textes authentiques et minutes de notaires retrouvées par M. Depping en 1877, et M. Gérard-Gailly ne saurait pardonner à M. Boissier et à M. Vallery-Radot de n'avoir pas tenu compte de cela. J'en tiens compte et je marque un point au passif de Mme de Sévigné. Mme de Sévigné en 1658 fut coupable, non point de ne pas prêter de l'argent à un quémand, car cela est permis ; mais d'en promettre et de se dédire en affirmant qu'elle n'en avait pas, alors qu'elle en avait. Bussy, du reste, en fut quitte pour écornifler chez sa maîtresse (Mme de Montglas), selon l'usage du temps, et put partir en campagne.

Les deux cousins restèrent brouillés quelque temps. En 1661, chute de Foucquet, ouverture de ses papiers, de sa cassette secrète. Parmi les poulets de ses maîtresses, il y a des billets de Mme de Sévigné. Grand esclandre. Bussy, persuadé ou non de l'innocence de sa cousine, va trouver Le Tellier, secrétaire d'État à la Guerre qui détenait les papiers, se fait montrer les lettres de sa cousine, se convainc qu'elles ne prouvent que sa vertu et va proclamer partout et sur un ton qui n'admettait ni la réplique, ni l'alibiforain, cette vérité historique. Je marque un point à l'actif de Bussy.

Les deux cousins se réconcilièrent. Nous voici en 1663 L'*Histoire amoureuse des Gaules* a déjà été *écrite*, non imprimée, et le portrait de Mme de Sévigné y figure ; mais Mme de Sévigné l'ignore. Les deux cousins sont au mieux. Bussy, voulant partir pour Marsal, a besoin d'argent. Mme de Sévigné et, paraît-il, sans qu'il les lui demande, lui prête 4000 livres. Je marque un point à l'actif de la marquise.

En 1664, après un séjour de Mme de Sévigné à Bussy et alors qu'elle était au mieux avec son cousin, on l'avertit que son portrait satirique, tracé par ce cousin si cher, court le monde. Elle n'en veut rien croire. Elle rit. On le lui répète. Elle rit encore. On offre de lui prouver la chose; elle rit de plus belle. Enfin on la lui met sous les yeux. Elle lit ce qui suit, entre autres choses: «... Si on a de l'esprit et particulièrement de cette sorte d'esprit qui est enjoué, on n'a qu'à la voir; on ne perd rien avec elle; elle vous entend; elle entre juste dans tout ce que vous dites; elle vous devine; et vous mène d'ordinaire bien plus loin que vous ne pensiez aller; quelquefois aussi on lui fait voir bien du pays; la chaleur de la plaisanterie l'emporte, et, en cet état, elle reçoit avec joie tout ce qu'on veut lui dire de libre, pourvu qu'il soit enveloppé; elle y répond même avec usure et croit qu'il irait du sien si elle n'allait pas au delà de ce qu'on lui a dit. Avec tant de feu, il n'est pas étrange que le discernement soit médiocre ; ces deux choses étant d'ordinaire incompatibles, la nature ne peut faire de miracles en sa faveur. Un sot éveillé l'emportera toujours auprès d'elle sur un homme sérieux... La plus grande marque d'esprit qu'on peut lui donner, c'est d'avoir de l'admiration pour elle; elle aime l'encens; elle aime d'être aimée et, pour cela, elle sème, afin de recueillir; elle donne de la louange pour en recevoir. Elle aime généralement tous les hommes; quelque âge, quelque naissance et quelque mérite qu'ils aient et de quelque profession qu'ils soient; tout lui est bon, depuis le manteau royal jusqu'à la soutane, depuis le sceptre jusqu'à l'écritoire. Entre les hommes elle aime mieux un amant qu'un ami et, parmi les amans, les gais que les tristes; les mélancoliques flattent sa vanité et les éveillés son inclination; elle se divertit avec ceux-ci et se flatte de l'opinion qu'elle a bien du mérite d'avoir pu causer de la langueur à ceux-là. Elle est d'un tempérament froid, au moins si l'on en croit feu son mari : aussi lui avait-il [à ce tempérament] l'obligation de sa vertu, comme il disait; toute sa chaleur est à l'esprit. A la vérité, elle récompense bien la froideur de son tempérament. Si l'on s'en rapporte à ses actions, je crois que la foi conjugale n'a point été violée; si l'on regarde l'intention, c'est autre chose. Pour en parler franchement, je crois que son mari s'est tiré d'affaire devant les hommes; mais je le tiens pour... devant Dieu. Cette belle, qui veut être à tous les plaisirs, a trouvé un moyen sûr, à ce qu'il lui semble,

pour se réjouir, sans qu'il en coûte rien à sa réputation; elle s'est faite amie de quatre ou cinq prudes, avec lesquelles elle va dans tous les lieux du monde. Elle ne regarde pas tant ce qu'elle fait qu'avec qui elle est : en ce faisant, elle se persuade que la compagnie honnête rectifie toutes ses actions; et pour moi, je crois que l'heure du berger, qui ne se rencontre d'ordinaire que tête à tête avec toutes les femmes, se trouverait plutôt, avec celle-ci, au milieu de sa famille... Avec quelques façons qu'elle donne de temps en temps au public, elle croit préoccuper [faire illusion à] tout le monde et s'imagine qu'en faisant un peu de bien et un peu de mal, tout ce que l'on pourra dire, c'est que, l'un portant l'autre, elle est honnête femme... Pour avoir de l'esprit et de la qualité, elle se laisse un peu trop éblouir aux grandeurs de la Cour : le jour que la Reine lui aura parlé et peut-être demandé seulement avec qui elle est venue, elle sera transportée de joie et longtemps après elle trouvera moyen d'apprendre à tous la manière obligeante avec laquelle la Reine lui aura parlé. Un soir que le Roi venait de la faire danser, s'étant remise à sa place, qui était auprès de moi : « Il faut avouer, me dit-elle, que le Roi a de grandes qualités ; je crois qu'il obscurcira la gloire de tous ses prédécesseurs. » Je ne pus m'empêcher de lui rire au nez et de lui répondre : « On n'en peut douter, madame, après ce qu'il vient de faire pour vous... » Il y a des gens qui ne mettent que les choses saintes pour bornes à leur amitié. Ces gens-là s'appellent « amis jusqu'aux autels. » L'amitié de Mme de Chêneville a d'autres limites ; cette belle n'est amie que jusqu'à la bourse. Il n'y a qu'elle de jolie femme au monde qui se soit déshonorée par l'ingratitude. Il faut que la nécessité [la misère] lui fasse grand'peur, puisque, pour en éviter l'ombre, elle n'appréhende pas la honte. Ceux qui la veulent excuser disent qu'elle défère en cela aux conseils de gens qui savent ce que c'est que la faim et qui se souviennent encore de leur pauvreté. Qu'elle tienne cela d'autrui ou qu'elle ne le doive qu'à elle-même, il n'y a rien de si naturel que ce qui paraît dans son économie. »

Arrêtons-nous un instant à ce passage, puisque aussi bien c'est ici qu'est la plaie vive de Bussy. Ce qu'il y a de remarquable, c'est qu'il ne lui reproche point d'avoir été déloyale, de lui avoir promis de l'argent et de lui avoir, ensuite, dit qu'elle n'en avait pas alors qu'elle en avait. Il lui reproche uniquement

de ne lui en avoir point donné. C'est en cela qu'elle a été *ingrate*, qu'elle s'est *déshonorée*. C'est en cela qu'elle a fait « ce qu'aucune jolie femme n'eût fait jamais. » Cela est très caractéristique de la morale du temps. Reprenons.

Mme de Sévigné lisait encore : « La plus grande application qu'ait Mme de Chéneville est de paraître ce qu'elle n'est pas; depuis le temps qu'elle s'y étudie, elle a déjà appris à tromper ceux qui ne l'avaient guère connue ou qui ne s'appliquent pas à la connaître; mais comme il y a des gens qui ont pris pour elle plus d'intérêt que d'autres, ils l'ont découverte et se sont aperçus, malheureusement pour elle, que tout ce qui reluit n'est pas or... Je ne sais si c'est parce que ses bras ne sont pas beaux qu'elle ne les tient pas trop chers ou qu'elle ne s'imagine pas faire une faveur, la chose étant si générale; mais enfin les prend et les baise qui veut : je pense que c'est assez, pour lui persuader qu'il n'y a point de mal, qu'elle croie qu'on n'y a point de plaisir... De temps en temps nous avions de petites brouilleries qui véritablement s'accommodaient; mais qui laissaient dans mon cœur, et je crois dans le sien, des semences de divisions... Enfin s'étant présentée une occasion où j'avais besoin de Mme de Chêneville et où, sans son assistance, j'étais en danger de perdre ma fortune, cette ingrate m'abandonna et me fit en amitié la plus grande infidélité du monde. Voilà, mes chers, ce qui me fit rompre avec elle. »

Tel est le portrait de Mme de Sévigné par Bussy. Littérairement, il est admirable; mais je crois devoir marquer un point au passif moral de Bussy-Rabutin.

Mme de Sévigné fut indignée : « Ce chien de portrait! » — « Je l'aurais trouvé joli, dit-elle spirituellement, au plus fort sinon de sa colère, du moins de ses souvenirs irrités, s'il avait été d'une autre que de moi et d'un autre que de vous. » Et quand l'*Histoire amoureuse des Gaules* fut imprimée, quel désespoir! « Être dans les mains de tout le monde; se trouver imprimée! Être le divertissement de toutes les provinces où ces choses-là font un tort irréparable [elle songe à Livry, à Bourbilly, aux Rochers, à Vitré plus qu'à Paris; et elle a raison], se rencontrer dans les bibliothèques... être traduite dans toutes les langues. »

Cependant, quand Bussy fut arrêté, elle se présenta à la Bastille pour le voir et quand il fut chez le chirurgien Delancé, elle

le vit et ils se parlèrent très amicalement. Mais il faut reconnaître que tout ressentiment ne s'éteignit pas au cœur de la marquise. Elle revint assez souvent sur ses griefs. Elle rappela à Bussy ses torts; elle n'avoua jamais qu'elle en eût eu. Bussy reconnut les siens et borna ceux de Mme de Sévigné à ceci seulement qu'elle l'avait amusé, lanterné, qu'elle avait « prolongé les affaires par des formalités inutiles, » alors qu'il était très pressé. A lire tout cela très froidement (car qu'est-ce que cela me fait?) je ne puis m'empêcher de croire qu'en 1658, Mme de Sévigné, véritablement, *n'avait pas l'argent*. — Mais les vingt mille livres que M. Depping a si bien découvert que Mme de Sévigné avait reçues précisément à cette époque! — Eh bien! est-il donc impossible qu'elle les dût, ses affaires n'étant pas très brillantes en ce temps, et que par conséquent elle ne les eût pas? On les voit entrer chez Mme de Sévigné; mais on ne les voit pas sortir et il est très possible qu'elles en soient sorties aussitôt qu'entrées, et personne ne peut assurer qu'elles y soient restées. Il faut signaler ces vingt mille livres; mais il ne faut pas en faire un si grand état que de déclarer que Mme de Sévigné « mentit » dans cette occasion. L'on n'en sait rien.

Et maintenant, je laisse au lecteur le soin de faire le bilan des torts et mérites, l'un à l'égard de l'autre, de Mme de Sévigné et de Bussy.

Bussy n'avait rien d'un méchant homme. Il était capable de générosité. Il avait même, à cinquante ans, des vertus de famille. Il était orgueilleux, effroyablement vain, capable de profonds ressentimens (sa rancune éternelle contre Guitaut) et de colères risibles quand on avait seulement l'air de s'attaquer à un « homme comme lui, » ce qui était une de ses expressions favorites. Ayant fait un mot, amusant si l'on veut, sur le *passage du Rhin* de Boileau, et Boileau ayant dit qu'il y répondrait par vingt rimes, Bussy écrivit au Père Rapin : « J'ai de la peine à croire qu'un homme comme lui soit assez fou pour perdre le respect qu'il me doit ou pour s'exposer aux suites d'une pareille affaire. Cependant, comme il peut être enflé du succès de ses satires impunies, qu'il pourrait bien ne pas savoir la différence qu'il y a de moi aux gens dont il a parlé ou croire que mon absence donne lieu de tout entreprendre, j'ai cru qu'il était d'un homme sage d'essayer à détourner les choses qui lui pourraient donner du chagrin et le porter à des extrémités. Je vous avouerai

donc, mon Révérend Père, que vous me ferez plaisir de m'épargner la peine des violences, à quoi pareille insolence me pousserait infailliblement. *J'ai toujours estimé l'action de Vardes qui, sachant qu'un homme comme Despréaux avait mal parlé de lui, lui fit couper le nez.* Je suis aussi fier que Vardes, et ma disgrâce m'a rendu plus sensible que je ne serais si j'étais à la tête de la cavalerie légère de France. »

Il était honnête, à très peu près, n'étant point du tout prouvé qu'il ait fait des faux ; mais, toujours à court d'argent, il était capable d'enlever une femme riche à main armée pour la terroriser et l'épouser ; il l'était aussi de solliciter impérieusement et « impatiemment » de l'argent des dames qui étaient ses amies ; mais tout en proclamant très haut, comme on a vu, le droit des gentilshommes aux libéralités des dames, il n'abusait pas de ce droit et, dans l'exercice qu'il en faisait, il restait dans les limites et peut-être en deçà des limites où se tenaient la plupart des courtisans de cette époque ; et s'il était capable, au premier moment, de flétrir rudement une femme qui s'était dérobée au devoir de fournir à ses dépenses, il ne lui en gardait pas rancune éternelle et reconnaissait que « la représaille » avait été un peu rigoureuse. C'était un homme très acceptable en probité selon les usages du monde où il vivait.

Ses « idées » étaient courtes et peu nombreuses, mais fermes. M. Gérard-Gailly leur consacre un chapitre et ce n'est pas la faute du chapitre s'il n'est pas long. Il a dit son avis sur l'éducation des jeunes hommes et sur l'éducation des jeunes femmes. Il veut qu'un gentilhomme soit instruit, soit lettré, et il raille ses anciens compagnons de tranchée qui « témoignaient que c'était par leur propre choix qu'ils n'avaient point d'esprit et qu'il était ridicule à un gentilhomme et surtout à un homme de guerre d'en avoir. » Il trouvait l'éducation des collèges du temps déplorable et se montrait furieux de ce que les enfans en dix ans n'y apprenaient rien du tout, sinon quelques mots latins et quelques phrases qui ne leur sont d'aucun usage. On ne saurait sur ce point que lui donner raison.

Pour l'éducation des femmes, il est beaucoup plus réactionnaire ou, si l'on veut, conservateur. Il donne très exactement la main à Molière, j'entends à celui des *Femmes savantes;* car sur ce point il y a deux Molière. Avec infiniment de justesse, M. Gérard-Gailly fait ici remarquer qu'au XVIIe siècle, ce sont

les « libertins » qui sont antiféministes et les esprits religieux qui sont relativement féministes et quelquefois même assez radicalement. Il ne faut pas dire à ce propos que « les positions par rapport à celles d'aujourd'hui sont renversées, » puisque, Dieu merci, nous avons un féminisme chrétien, et que M. Étienne Lamy a écrit un beau livre sur « la femme de demain ; » mais enfin le fond de la pensée est vraie : au XVIIe siècle les esprits « philosophiques » sont antiféministes comme le sera plus tard Rousseau dans *Sophie*, et les esprits religieux sont généralement à tendances féministes. C'est l'abbé Claude Fleury qui écrit, pour les femmes surtout, son très libéral *Traité du choix et de la méthode des études;* c'est Fénelon, si en avance sur son temps par son *Traité sur l'éducation des filles*, que Rousseau voudra *réfuter;* c'est Poulain de la Barre, qui, dans son traité sur l'*Égalité des sexes*, démontre, en effet, cette égalité tant au physique qu'au moral.

Quant à Bussy, il a sur ce sujet les idées *laïques* de son temps. Il tient la femme pour un être inférieur et qui doit rester étroitement subordonné et il ne va pas plus loin. Quant au mariage, il croit, à la manière du XVIIIe siècle plutôt (ou plutôt encore) que du XVIIe, qu'il est une simple affaire de convenance et surtout de convenance financière et qu'il n'engage à rien, surtout le mari. — Il n'y a pas lieu de s'arrêter très longtemps à Bussy considéré comme moraliste.

Considéré comme critique littéraire, il est plus intéressant. Il a des jugemens sur les auteurs du temps qui ne sont aucunement profonds; mais qui sont souvent judicieux et, pour parler comme alors, sinon dans le grand goût, du moins dans le bon goût. Sur Boileau, il porte un jugement banal, mais juste : « Despréaux est merveilleux; personne n'écrit avec plus de pureté. Ses pensées sont fortes et, ce qui m'en plaît, toujours vraies. Il a attaqué les vices à face ouverte; et Molière plus finement que lui. Mais tous deux ont passé tous les Français et tout ce qui a écrit en leur genre. »

Sur Molière : « Ses ouvrages, je les trouve incomparables; ce n'est pas que, si on les avait bien examinés, on n'y pût trouver quelque chose à retrancher ; mais il y en a très peu. Il a copié Térence et même l'a surpassé, et je ne l'estime pas moins pour avoir été assez souvent un peu plus loin que la nature. Le but de la Comédie doit être de plaire et de faire rire. Qui ne repré-

senterait que des défauts ordinaires [il veut dire, je pense, que les défauts *à leur degré ordinaire*] ne ferait pas cet effet : il faut donc quelque chose d'extraordinaire et pourvu qu'elle soit *possible* elle réjouit bien davantage que ce qui se voit tous les jours. »

Ce jugement est plus que juste; il est fin. Bussy a très bien vu que Molière n'est pas *réaliste*, qu'il dépasse la nature pour la mieux faire entendre, qu'il cherche l'*idéal du comique*, qu'il a le goût de l'extraordinaire dans le comique, comme Corneille de l'extraordinaire dans le tragique; qu'il est le Corneille de la comédie. Il dit tout juste la même chose que La Bruyère dans le portrait d'Onuphre; mais il le dit *en faveur* de Molière. C'est très bien.

Il a eu peu d'occasions de parler de Corneille. Ce qu'il en dit est d'une mélancolie qui renferme de l'admiration ; c'est si l'on veut de l'admiration implicite; mais l'admiration y est bien : « Nous avons été ravis de nous délasser, avec Molière, des grands sentimens de Corneille ; *on est si fâché*, en le lisant, *de n'être pas Romain et d'être forcé d'admirer ce qu'on n'est plus capable de faire ni de penser, qu'on sort tout abattu de cette lecture.* » Il y a plus d'une époque dans l'histoire où la lecture de Corneille a provoqué ce sentiment-là.

Il a fort bien accueilli les *Caractères* de La Bruyère, sans enthousiasme à la vérité, et aussi sans la précision qu'on souhaiterait; mais fort gracieusement : « Il faut avouer qu'après nous avoir montré le mérite de Théophraste par sa traduction, il l'a un peu obscurci par la suite [qu'il lui a donnée] ; il est entré plus avant que lui dans le cœur de l'homme ; il y est même entré plus délicatement et par des expressions plus fines. Ce ne sont point des portraits de fantaisie qu'il nous a donnés; il a travaillé d'après nature; et il n'y a pas une décision (?) en laquelle il n'ait eu quelqu'un en vue... Dès que l'ouvrage paraîtra, il plaira fort aux gens qui ont de l'esprit; mais à la longue, il plaira encore davantage. Comme il y a un beau sens enveloppé sous des tours fins, il sautera aux yeux c'est-à-dire à l'esprit, à la revision. » — Un peu vague.

Il eut une occasion de dire tout le bien qu'il pensait de La Fontaine et de Benserade. Furetière, dans un de ses factums contre l'Académie française, et ceci est toute une histoire qu'il faudra bien que je vous raconte un jour, avait attaqué très vive-

ment Benserade et La Fontaine. Benserade, très inconnu de nos jours et méprisé sans connaissance de cause, est le plus spirituel des hommes et de temps en temps est un poète charmant. La réhabilitation de Benserade au XVIIe siècle et de Dorat au XVIIIe s'impose. Pour ce qui est de La Fontaine, il est peut-être inutile que je le présente.

Donc Bussy, après avoir reconnu que les torts de l'Académie envers Furetière excusent en partie celui-ci de ses emportemens, lui représente cependant que « Benserade est un homme de naissance dont les chansonnettes, les madrigaux et les airs de ballet d'un ton fin et délicat et *seulement entendu par les honnêtes gens*, ont diverti le plus honnête homme et le plus grand roi du monde ; » qu'il ne faut pas dire « que M. de Benserade s'est acquis quelque réputation pendant le règne du mauvais goût, proposition qui, outre qu'elle est fausse, serait encore criminelle; » qu'enfin M. de Benserade « *est un génie singulier* qui a plus employé d'esprit dans les badineries qu'il a faites qu'il n'y en a dans les poèmes les plus achevés. »

« Pour M. de La Fontaine... » Pour M. de La Fontaine, comme on le voit dans d'autres passages, Bussy, évidemment, estime surtout ses Contes, à la différence de Mme de Sévigné, qui tout en goûtant fort, et avec raison, les *Oies du frère Philippe*, fait état surtout des *Fables* et ne tarit pas à les citer et à les louer. « Pour M. de la Fontaine, c'est le plus agréable faiseur de contes qu'il y ait jamais eu en France. Il est vrai qu'il en a fait quelques-uns où il y a des endroits un peu trop gaillards et, quelque admirable enveloppeur qu'il soit, j'avoue que ces endroits-là sont trop marqués; mais quand il voudra les rendre moins intelligibles, tout y sera achevé. La plupart de ses prologues [les prologues des *Contes*] qui sont des ouvrages de son cru, sont des chefs-d'œuvre de l'art et pour cela, aussi bien que pour ses *Fables*, les siècles suivans le regarderont comme un original, qui à la naïveté de Marot joint mille fois plus de politesse. »

Mme de Sévigné fut ravie de cette intervention de son cousin en faveur des deux auteurs. « Tous vos plaisirs, lui écrivait-elle, tous vos amusemens, vos tromperies, vos lettres et vos vers m'ont donné une véritable joie et surtout ce que vous écrivez pour défendre Benserade et La Fontaine contre ce vilain factum. Je l'avais déjà fait en basse note à tous ceux qui voulaient louer

cette noire satire... Il y a certaines choses qu'on n'entend jamais quand on ne les entend pas d'abord ; on ne fait point entrer certains esprits durs et farouches dans le charme et la facilité des ballets de Benserade et des *Fables* de La Fontaine ; cette porte leur est fermée et la mienne aussi... Il n'y a qu'à prier Dieu pour eux; car nulle puissance humaine n'est capable de les éclairer. C'est le sentiment que j'aurai toujours pour un homme qui condamne le beau feu et les vers de Benserade et qui ne connaît pas les charmes des *Fables* [on dirait qu'elle insiste] de La Fontaine. »

Bussy ne s'est pas précisément mêlé à la *Querelle des Anciens et des Modernes;* mais il a dit son mot sur ce sujet. Il est très net en faveur des modernes, sans du reste qu'aucune raison soit donnée par lui de cette préférence ; mais il a bien le ton décisif et cavalier de tous les jugemens de Bussy en choses littéraires : « Dites-moi des nouvelles, écrit-il à Charpentier, de notre ami Perrault et quand nous verrons son ouvrage en faveur des Modernes. Je ne suis pas une tiède missionnaire pour prêcher cet Évangile; mais l'opinion contraire est aussi difficile à déraciner qu'une religion. Cependant, à tout bon compte, il n'y a point prescription en matière d'opinions. Je crois qu'il y a eu des siècles où les Anciens ont été jusque-là incomparables. Il y en a eu d'autres où on les a surpassés, mais où l'on n'a pas eu la hardiesse de l'examiner ni de le dire. *Aujourd'hui qu'on peut soutenir cette proposition avec plus de raison qu'on n'a jamais fait*, je ne doute pas qu'on la fasse recevoir et qu'on détruise bientôt en France l'entêtement qu'on a pour les Anciens, comme on a fait celui qu'on a eu pour Calvin. »

Sur le point particulier de la supériorité de la langue française sur le latin, Bussy félicite le même Charpentier « d'avoir exagéré, en quelques endroits, les beautés de notre langue et les défauts de la latine et de s'être moqué des tons affirmatifs dont les pédans louent leur langue et dénigrent la nôtre. » Il ajoute : « Vous n'avez pas seulement répondu à tout ce qu'on a dit sur ce sujet, mais encore à tout ce qu'on pourrait dire; aussi je crois cette question vidée. » Bussy croit toujours les questions vidées et il n'a jamais le ton affirmatif.

Pour ce qui est de *la Princesse de Clèves*, Bussy fut de l'avis de Valincour, sur les deux points principaux, sur les deux morceaux essentiels du roman, à savoir sur l'*aveu* de Mme de Clèves

et sur le *dénouement*, et il condamna nettement l'un et l'autre. De plus, *sur la vertu* elle-même de Mme de Clèves, il fut plus sévère que Valincour, déclarant qu'elle était la chose la plus invraisemblable. Procédons par ordre et distinguons bien.

Sur l'*aveu*, il prononce comme suit : « L'aveu de Mme de Clèves à son mari est extravagant et ne peut se dire que dans une histoire véritable; mais quand on en fait une à plaisir, il est ridicule de donner à son héroïne un sentiment si extraordinaire. L'auteur, en le faisant, a plus songé à ne pas ressembler aux autres romans qu'à suivre le bon sens. Une femme dit rarement à son mari qu'on est amoureux d'elle; mais jamais qu'elle ait de l'amour pour un autre que pour lui et d'autant moins qu'en se jetant à ses genoux, elle peut faire croire à son mari qu'elle n'a gardé aucunes bornes dans l'outrage qu'elle lui a fait. » — Il faut remarquer, comme je l'ai déjà fait dans mon article sur Valincour et comme le fait M. Gérard-Gailly dans son livre, que Bussy concéderait que l'on racontât cet incident dans une histoire *qui serait vraie;* mais le repousse comme invraisemblable dans une histoire inventée. M. Gérard-Gailly relève cette réflexion pour en louer Bussy. Je ne sais trop s'il a raison. Tout compte fait, cette réflexion ou réserve, de bonne critique générale, du reste, et marquant assez bien les différences entre le roman réaliste et le roman romanesque, revient à dire ceci : « C'est si follement invraisemblable qu'il faudrait que ce fût historique et authentique pour que ce fût cru. » Par cette prétendue réserve, Bussy incrimine donc et condamne l'invraisemblance de l'aveu plus que jamais et autant qu'il est possible de le faire.

Sur le *dénouement*, comme Valincour, Bussy est stupéfait de ce que Mme de Clèves veuve n'épouse point M. de Nemours. Elle devrait être « ravie de pouvoir accorder ensemble son amour et sa vertu en épousant un homme de sa qualité, le mieux fait et le plus joli cavalier de son temps. » Ceci est sommaire et gros. Au moins Valincour donnait ses raisons et montrait qu'il n'avait pas laissé d'essayer de comprendre.

Enfin sur la *vertu*, en soi, de Mme de Clèves, Bussy prend une décision qu'il me semble que M. Gérard-Gailly a eu tort de passer sous silence; car elle est très caractéristique : « Il n'est pas vraisemblable qu'une passion d'amour soit longtemps, dans un cœur, de même force que la vertu [qu'il y ait égalité de forces entre l'amour et la vertu]. Depuis qu'à la Cour, en quinze

jours, trois semaines ou un mois, une femme attaquée n'a pas pris le parti de la rigueur, *elle ne songe plus qu'à disputer le terrain pour se faire valoir*. Et si, *contre toute apparence et contre l'usage*, ce combat de l'amour et de la vertu durait dans son cœur jusqu'à la mort de son mari, alors elle serait ravie... » Ce qui paraît à Bussy le plus contre les apparences et contre l'usage, c'est donc la vertu elle-même de Mme de Clèves, c'est le fond même du roman, c'est tout le roman. Il le trouva, du reste, bien écrit. J'ai dit naguère que ce jugement littéraire de Bussy-Rabutin ressortissait à la critique de corps de garde. C'est un peu dur; c'est seulement un peu dur.

Segrais, — ce que je rapporte seulement pour montrer que le public du temps n'a pas été tout entier, même sur la question de l'*aveu*, de la même opinion que Bussy, — dit, paraît-il, dans ses conversations (*Segraisiana*) : « M. de Bussy trouva mauvais dans ses lettres que la princesse de Clèves déclare à son mari le penchant qu'elle avait pour M. de Nemours, prétendant que cela n'est pas possible; mais ce qu'il en dit ne mérite pas de réponse parce qu'il n'entendait pas la beauté de ces sortes d'ouvrages. » — C'est un peu dur; c'est seulement un peu dur.

Quant à Mme de Sévigné, on a pu observer qu'elle n'est pas très brave et n'aime pas à contredire. Elle a battu en retraite sur la question d'*Esther*, après avoir sonné la victoire en fanfare; elle fit de même, quoique Mme de La Fayette fût son amie intime, sur la question de *la Princesse de Clèves*. Le 18 mars 1678, elle écrivait à Bussy : « C'est un petit livre que Barbin nous a donné depuis deux jours qui me paraît une des plus charmantes choses que j'aie jamais lues. » Mais aussitôt qu'elle a reçu la critique, ci-dessus rapportée, de Bussy-Rabutin, elle s'empresse de lui donner raison et même, semble-t-il, d'assurer que l'on pourrait être plus sévère encore : « Votre critique de *la Princesse de Clèves* est admirable, mon cousin. *Je m'y reconnais et j'y aurais même ajouté deux ou trois petites bagatelles* qui vous ont assurément échappé. Je reconnais la justesse de votre esprit et la solitude ne vous ôte rien de toutes les lumières naturelles ou acquises dont vous aviez fait une si bonne provision... J'ai été fort aise de savoir votre avis et encore plus de ce qu'il se rencontre justement comme le mien : l'amour-propre est content de ces heureuses rencontres. » — Et Bussy ayant répondu que s'ils se mêlaient, sa cousine et lui, « de composer ou de corriger une

petite histoire, ils feraient penser et dire aux principaux personnages des choses plus naturelles que n'en pensent et disent ceux de *la Princesse de Clèves*, » Mme de Sévigné redouble d'acquiescement : » Je suis encore d'accord de ce que vous dites de *la Princesse de Clèves :* votre critique et la mienne étaient jetées dans le même moule. » — On sait du reste que Mme de Sévigné fut un peu dans cette affaire de *la Princesse de Clèves*, une « Nicodémite, » pour parler comme Calvin ; qu'elle garda à part soi le culte de *la Princesse de Clèves* et qu'elle la faisait lire à des ecclésiastiques « qui en étaient ravis. » — Mais en voilà assez sur Bussy-Rabutin considéré comme critique littéraire.

Comme « créateur, » Bussy a peu créé et n'a formé que d'assez pitoyables créatures. Il est de ceux à qui une mauvaise action a profité infiniment. Tout le monde a lu son portrait de Mme de Sévigné, tout le monde l'a trouvé excellent comme œuvre littéraire, personne n'a lu autre chose de lui, et tout le monde croit que le reste de ses ouvrages vaut celui-ci. La vérité, c'est que le reste de ses ouvrages est à peu près illisible. L'*Histoire d'Angélie et de Ginolie;* l'*Histoire de Bélise et de Bussy* ont pu plaire comme médisances sur les autres et sur soi-même, mais n'ont, si ce n'est une certaine facilité de plume, aucun mérite littéraire et pour nous aucun intérêt. Ses *Mémoires* sont un fatras effroyable, où l'on peut pêcher, et c'est ce qu'a fait M. Gérard-Gailly, jusqu'à trois ou quatre réflexions intéressantes. Quant à ses *Maximes d'amour* dont M. Gérard-Gailly fait beaucoup d'état, j'en donnerai simplement quelques spécimens pris au hasard. Bussy se demande si l'on aime mieux à la Cour, à la ville ou à la campagne.

D'ordinaire à la Cour les cœurs sont tourmentés
De l'amour et de la fortune :
A la ville souvent on voit trop de beautés
Pour être fort constant pour une.
Mais rien ne fait diversion,
Aux champs, à notre passion.

Il se demande si un grand amour peut compatir avec une grande gaîté :

Tirsis, quand tu viens voir Caliste,
Tu lui parais toujours content;
Cependant il est très constant
Que qui dit amoureux dit triste.

Prends donc un air plus sérieux;
Fais voir ton amour dans tes yeux;
Car tant que l'on te verra rire,
Qui pourra croire à ton martyre?

Il se demande encore si, dans un grand sujet de plainte, un amant peut s'emporter avec excès en parlant à sa maîtresse :

Lorsqu'une maîtresse coquette
Vous forcera de vous aigrir,
Il ne faut pas vous retenir;
Mais dedans quelque état que le dépit vous mette,
Fuyez les termes insolens.
Qu'avec respect votre colère éclate.
Je ne défends pas qu'on la batte;
Car c'est affaire aux paysans,
Et je parle aux honnêtes gens.

De ces vers, contre lesquels les mirlitons protesteraient, il en a écrit et imprimé quatorze ou quinze centaines. Jusqu'à la fin il s'y plaisait et se félicitait de tout son cœur de la richesse inépuisable de sa veine. A l'âge de soixante-quatorze ans, il écrivait à Mme de Sévigné : « Il y a ici une jeune fille de la maison de Damas qui n'est pas riche, quoique héritière; le petit comte de Dalet la trouve jolie, depuis un an; il m'a prié quelquefois de lui faire des couplets de chanson pour elle. On vient d'accorder son mariage avec le marquis de Ragni, qui, le lendemain de la passation du contrat, est parti pour Paris. Aussitôt je fis ce madrigal pour le petit comte qu'il envoya à la demoiselle :

Quand j'appris votre mariage,
Iris, je n'eus pas le courage
De m'en réjouir avec vous;
Mais quand j'ai su que le futur époux
S'abandonnait aux malheurs de l'absence,
J'ai repris quelqu'espérance;
Et sur cela je me suis dit :
« On ne sait qui meurt ni qui vit. »

« Je ne sais si je me flatte; mais cela ne me paraît pas encore d'un homme trop enrouillé; vous en jugerez, ma chère cousine. » La chère cousine s'empressa d'envoyer son suffrage, mais cette fois, ce me semble, avec une pointe à demi cachée d'ironie qu'il n'est pas tout à fait impossible que le cousin ait sentie : « Je crois, mon cousin, que *vous n'avez pas attendu ma réponse* pour être assurée de mon approbation sur les jolis

ouvrages que vous m'avez envoyés : *la vôtre vous répondait de la mienne*, et ce serait un malheur pour moi si nous avions sur ce point des avis différens. »

Il faut pourtant être complètement juste et reconnaître que, très rarement, mais quelquefois, Bussy est capable de trouver un couplet assez joli :

Vous nous dites d'un ton de maître
Que pour aimer il faut connaître.
Voulez-vous savoir justement
Ce qu'enseigne l'expérience?
L'amour vient de l'aveuglement,
L'amitié de la connaissance.

Il rencontre encore ceci :

Bien loin de me mettre en courroux
Contre votre mari jaloux,
Je l'aime, Iris, plus que ma vie.
C'est l'intendant de mes plaisirs;
Il donne par sa jalousie
De la chaleur à mes désirs.

Encore un? Je veux bien; mais cela devient difficile à découvrir. Ce rondeau, si vous voulez, qui est dans sa Correspondance et qui me paraît la chose la plus agréable qu'il ait faite. Le tour au moins en est très libre, comme on disait en ces temps :

C'est trop longtemps tarder à vous écrire,
Aimable Iris, il faut enfin vous dire
Que mon esprit est tout en désarroi,
Absent de vous, et qu'encor je prévoi
Qu'à l'avenir je n'y saurai suffire.

Deux mois d'absence à quiconque soupire,
C'est plus d'un an de peine et de martyre;
C'en est bien plus; c'est un siècle pour moi;
C'est trop longtemps.

Le temps est cher à tout ce qui respire;
Mais le barbon sous l'amoureux empire
Est plus pressé d'en faire un bon emploi :
Toujours vous voir, je m'en fais une loi,
Être un moment sans voir ce qu'on désire,
C'est trop longtemps.

Tout compte fait, ceux qui ont cru ou feint de croire que le marquis au sonnet, « l'homme qui s'est jeté dans le bel esprit, »

l'Oronte enfin, de Molière, avait Bussy pour original, ne se sont pas montrés hommes d'un goût trop faux.

Et cependant Bussy a eu, incontestablement, au XVIIe siècle, une grande réputation de bel esprit. Si Segrais, en souvenir tendre de Mme de La Fayette, parle de lui comme nous avons vu, Bouhours, qui faisait autorité, le cite partout : dans sa *Manière de bien penser sur les ouvrages de l'esprit*, pour en dire : « Un homme de qualité qui a de l'esprit infiniment et qui écrit d'une manière dont les autres n'écrivent point... » dans ses *Pensées ingénieuses des anciens et des modernes*, où Bussy figure vingt fois; dans ses *Nouvelles remarques sur la langue* où Bouhours après avoir cité un exemple de Brantôme ou de Balzac ajoute : « Mais le troisième exemple est à mon gré d'un plus grand poids que les deux autres, parce qu'il fait voir que la manière de parler dont il s'agit se dit aujourd'hui (*sic*) par les personnes qui parlent le mieux. » Suivait une citation de Bussy, et Bouhours, reprenant : « Après cela je ne pense pas, ni que personne s'obstine à m'attribuer cette phrase, ni qu'on ose la condamner. » — Le Roi citait Bussy, comme on a vu, quoique ne l'aimant pas, parmi les académiciens qui avaient de l'esprit. La Bruyère disait : « Capys qui s'érige en juge du beau style et qui croit écrire comme Bouhours et Rabutin. » — D'où vient ce concert d'admiration, d'engouement pour ainsi dire? Il faut se dire, d'abord que Bussy n'écrivait point mal, surtout en prose; ensuite que l'esprit de salon et de ruelle était chose dont on faisait si grand état à cette époque qu'il suffisait à fonder une réputation et que Bussy était un représentant illustre de cet esprit-là; enfin et surtout que Bussy était un grand gentilhomme homme de lettres, qu'il avait pendant vingt ans occupé les esprits de ses actions d'éclat comme militaire et comme homme de lettres de ses écrits, que rien n'imposait alors comme cette rencontre de la gloire du nom, de la gloire des armes et de la gloire littéraire et que chacune faisait toujours éclater avec quelque exagération les deux autres. Ainsi en est-il advenu pour La Rochefoucauld; seulement sur lui on ne se trompa point; ainsi pour Bussy; seulement sur lui ce fut une erreur. — Sans lui être hostile, on peut dire de lui, à très peu près, comme Voltaire, « que M. de Bussy-Rabutin n'avait en somme rien de remarquable que l'admiration sans borne que professait M. de Rabutin pour M. de Bussy. »

ÉMILE FAGUET.

LA POLICE POLITIQUE

SOUS LA RESTAURATION

II [1]

LA POLICE ET LE DUC DE BOURBON
LA POLICE DANS LES PAYS-BAS

I

A la fin de 1817, la maison de Condé était en train de s'éteindre dans la personne de deux vieillards : Louis-Joseph de Bourbon, prince de Condé, et son fils, le Duc de Bourbon, père du duc d'Enghien. Le prince de Condé, âgé de quatre-vingt-deux ans, menaçait, depuis son retour d'exil, de tomber en enfance. Rien ne trahissait plus en lui ni le vainqueur de Johannisberg, ni le chef militaire de l'émigration. De son passé bruyant et agité, ce passé durant lequel on l'avait vu tour à tour en Allemagne, en Russie, en Pologne, en Angleterre, il semblait avoir tout oublié, sauf le trépas tragique de son petit-fils dont le souvenir lui arrachait encore des larmes.

Lorsqu'en 1804, la mort était venue faucher dans sa fleur ce jeune prince, dernier espoir d'une race illustre, l'aïeul avait eu auprès de lui, pour l'aider à porter sa douleur, cette charmante princesse de Monaco qu'il aimait depuis si longtemps et de qui il était aimé. Entraîné par sa reconnaissance, il l'avait épousée

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1909.

en 1808. Mais elle était morte quatre ans plus tard. Depuis, il vivait dans une sorte d'isolement qui, après sa rentrée en France, n'avait fait que s'aggraver. Résidant tantôt au Palais-Bourbon, tantôt dans son domaine de Chantilly, il y était presque exclusivement réduit à la société des fonctionnaires de sa maison, chevaliers de la fidélité et, pour la plupart, compagnons de son exil, dont la tâche consistait surtout à veiller sur lui comme sur un être débile et sans défense.

Sa famille était, à son égard, comme si elle n'existait pas. Sa fille, la princesse Louise de Condé, née de son premier mariage, avait embrassé la vie religieuse en 1786, à la suite d'un chagrin d'amour (1), erré ensuite à l'étranger, pendant l'Émigration, de monastère en monastère. Depuis sa rentrée en France, elle dirigeait la Communauté des Bénédictines, dite de l'Adoration perpétuelle. Elle ne sortait jamais de son couvent du Temple. Son père allait la voir quelquefois. A ces rares visites, où il pouvait constater qu'il n'occupait plus la première place dans le cœur de la princesse cloîtrée, se bornaient leurs relations. Il avait une autre fille, Mlle de Saint-Romain, fille naturelle, mais reconnue. Le cloître lui avait pris aussi celle-là, et il la voyait encore plus rarement que l'autre.

Quant à son fils unique, le Duc de Bourbon, sorti de France en 1814, au retour de Napoléon, il n'y était pas revenu en 1815. A l'exemple du Duc d'Orléans, il était resté en Angleterre. Il y résidait encore en 1817, fort peu disposé, semble-t-il, à rentrer dans son pays, bien que son père ne cessât de l'y rappeler. Mais, quoiqu'il désapprouvât la politique du ministère Richelieu et l'appui non dissimulé que le Roi donnait à cette politique dont s'irritait l'ultra-royalisme, ce n'est ni par mécontentement ni par dépit qu'il restait à Londres. Tout autre était la cause de son exil volontaire. Malgré ses soixante ans sonnés, et bien qu'il parût plus vieux que son âge, il n'avait pas renoncé aux pompes et aux œuvres de Satan. Il était toujours l'homme dépourvu de toute discipline morale dont l'inconduite et les scandales, que rappelait encore son nom, avaient obligé sa femme à se séparer de lui, bien qu'il l'eût épousée par amour (2). A Londres, où il

(1) Voyez l'attachant volume du marquis de Ségur, *la Dernière des Condé*.

(2) On sait qu'il épousa en 1770, Mlle d'Orléans, sœur de Philippe-Égalité. Elle avait dix-neuf ans, lui quinze à peine. Vu sa jeunesse, on crut devoir, le soir même du mariage, les éloigner l'un de l'autre. Mais, à peu de temps de là, il enleva

menait une vie peu digne de son rang, il s'était épris d'une jeune personne, au passé assez obscur. Il l'avait étroitement associée à son existence dont elle devait, à quatorze ans de là, assombrir et dramatiser la fin. Il laissait dire qu'elle était sa fille. Mais ses intimes savaient qu'elle était sa maîtresse. C'est elle qui l'empêchait de revenir à Paris, où il craignait de ne pouvoir cacher cette liaison aussi aisément qu'à Londres.

Pour donner le change et colorer de prétextes d'ordre politique le véritable motif de son obstination à ne pas rentrer, il s'était composé un entourage de boudeurs et de mécontens, anciens émigrés et ultra-royalistes, qui considéraient Louis XVIII comme « le plus grand jacobin du royaume. » L'extrait suivant d'une lettre, en date du 8 juin 1816, émanée d'un envoyé spécial du ministre de la Police, donne une idée de l'esprit qui régnait dans cette coterie.

« L'ambassadeur de France, chez lequel j'ai eu l'honneur de dîner hier, m'a remis plusieurs notes que je tâcherai d'approfondir. L'ambassade est dans les meilleurs principes, malgré les murmures des exagérés, qui ont ici une nombreuse colonie. Je ne suis pas d'accord sur ce point avec le marquis d'Osmond qui voudrait beaucoup les voir retourner en France. J'ai répondu à Son Excellence que nous en avions ample provision à Paris. Mais, comme ils sont presque tous à ses crochets, elle tient à son opinion. Suivant ces messieurs, le Roi, MM. de Richelieu, Decazes, Lainé sont des révolutionnaires. Plusieurs ne veulent rentrer qu'avec Son Altesse sérénissime le Duc de Bourbon, qui n'a pas l'air de s'en soucier beaucoup, et seulement quand on révoquera les ventes des biens d'émigrés. D'autres ne veulent plus rentrer du tout, parce que, disent-ils, ils ne sont plus Français. Il est bien certain que ces messieurs n'ont besoin que de parler pour qu'on s'en aperçoive. C'est surtout contre le Concordat que s'évertuent ici ces vieilles ganaches, et puisque j'en suis au chapitre religieux, je dois dire que l'ambassadeur et moi nous sommes inutilement cassé la tête afin de deviner le motif qui porte le comte Jules de Polignac à ne jamais venir à la

sa femme. De leur rapprochement naquit le duc d'Enghien. On sait aussi que la passion du jeune mari ne tarda pas à se refroidir. La princesse dut se séparer de lui et la séparation fut définitive. La Duchesse de Bourbon se consacra entièrement à des œuvres de piété et de charité. Elle mourut en 1822. Vers la fin de sa vie, elle revoyait quelquefois son mari, auquel elle avait pardonné. Quant à lui, personne n'ignore les circonstances tragiques de sa mort, en août 1830.

chapelle de France, mais à aller très régulièrement à la chapelle d'Espagne, qui est beaucoup plus loin de chez lui. »

« Ces vieilles ganaches, » comme les appelle irrespectueusement le correspondant du ministre de la Police, ne constituaient pas une opposition bien redoutable, et le Duc de Bourbon, uniquement préoccupé de ses intérêts et de ses plaisirs, déjà tombé sous la tutelle d'une jeune aventurière, n'était pas plus dangereux qu'elles. Il est donc assez étrange que la police ait cru nécessaire de surveiller sa maison. Il est vrai que cette surveillance, à Londres même, ne semble pas avoir été très rigoureuse. La rareté des rapports auxquels elle a donné lieu, leur insignifiance autoriseraient à conclure qu'elle n'a pas existé si d'autre part il n'était établi que de la fin de 1817 au mois de mai 1818, date de la mort du prince de Condé, les lettres adressées au Duc de Bourbon ou à son entourage, soit par les personnes de la maison de son père, soit par des personnes de la sienne, chargées en son absence de veiller à ses intérêts à Paris, ont été ouvertes pour la plupart, non seulement celles qui passaient par la poste, mais celles aussi qui étaient expédiées sous le couvert de l'ambassade d'Angleterre. Le rapport suivant, daté du 9 novembre 1817, en est la preuve.

« Un paquet adressé au Duc de Bourbon, à Londres, contenait ce qui suit :

« 1° Une longue lettre (signée Robin, et datée du Palais-Bourbon, le 6 novembre) remplie de détails, purement relatifs aux affaires particulières du duc..., terminée par le paragraphe qui suit :

« Le Roi est venu, le 5, au Palais-Bourbon, pour l'installation « des Chambres. Les acclamations du peuple, pour lui manifester « sa satisfaction, ne lui ont pas fatigué les oreilles ! Car ce cortège « ressemblait plutôt à une pompe funèbre qu'à une démarche « faite par Sa Majesté pour le rendre heureux. A la Chambre, « beaucoup de pairs et de députés, au milieu des cris de : Vive le « Roi ! ont fait entendre ceux de : Vive Monsieur ! Vivent les « Princes ! Il est certain que Monsieur gagne beaucoup dans « l'opinion publique, parce que tout le monde reconnaît qu'il « s'éloigne de plus en plus du système fatal du Roi, qui est « entièrement dominé par le parti révolutionnaire. Tout fait « présager que la session sera bruyante, mais que les minis- « tres avec leurs certificats ordinaires et leurs grands moyens

« de corruption auront néanmoins une grande majorité. »

« 2° Une lettre adressée au Duc de Bourbon, portant la date du 29 octobre, et signée Sophie (1). A en juger par le style de cette lettre, la personne qui l'a écrite paraît être en grande intimité avec le duc. Elle parle de ses affaires domestiques, de son prochain mariage, se plaint de sa future belle-mère, et termine, en priant de remercier Milord, pour toutes les bontés qu'il a eues pour elle à Brighton.

« 3° Une lettre de M. Robin à M. Guy, à Londres. M. Robin écrit qu'avec la lettre du 17 du même mois dernier, il a reçu celle adressée à Mme Moinot, et qu'il l'a fait porter de suite à Chantilly, où cette dame réside, depuis quelque temps. »

On voit par le premier alinéa de ce rapport que le correspondant du Duc de Bourbon s'efforçait de flatter les préventions du prince en lui traçant un tableau fantaisiste de la séance royale du 5 novembre. Il est donc certain qu'il le savait mécontent des tendances libérales du gouvernement. La police ne pouvait ignorer plus que lui ce mécontentement et c'en est peut-être assez pour faire comprendre qu'elle attachât quelque prix à lire les lettres qu'on adressait de Paris au cousin du Roi. Celles de son correspondant ordinaire, le baron de Saint-Jacques, presque uniquement consacrées à des détails d'intérieur, ne présentent qu'un médiocre intérêt. A peine y trouve-t-on çà et là quelques nouvelles de la Cour et des Chambres, inexactes pour la plupart, plus conformes aux vœux et aux espérances des ultras qu'à la vérité.

En voici de courts extraits qui permettront de juger de leur insignifiance :

« *1er janvier 1818.* — Le duc de Wellington est arrivé avec des intentions très favorables aux royalistes et prenant en grande considération le péril que court la légitimité. Une personne qui a eu l'honneur de l'entretenir en particulier l'a trouvé convaincu que le système suivi par le ministère finira par perdre tout, si l'on n'y met ordre.

« On parle toujours de changemens dans le ministère. Il n'y

(1) Il n'est pas douteux que c'est de la future baronne de Feuchères qu'il est ici question. Le prénom de Sophie en est la preuve. Elle s'est mariée sous le nom de Sophie Clarke, veuve Dawes. Une autre preuve, c'est qu'elle fait, dans sa lettre, allusion à son prochain mariage et que Sophie Dawes épousa le baron de Feuchères l'année suivante. On verra plus loin qu'elle s'était fait appeler d'abord Sophie Harris.

resterait du ministère actuel que MM. de Richelieu et Lainé. Le Roi ne serait pas éloigné de consentir à cet arrangement. »

« *8 janvier.* — Les projets de loi présentés à la Chambre des députés occasionnent beaucoup de désordre dans les esprits, par les discussions qu'ils y causent. On disait hier que MM. de Richelieu et Lainé ne voulaient plus rester en place, qu'ils voyaient trop bien où le système suivi conduisait et qu'ils étaient las de la tyrannie de leurs collègues.

« On parle aussi beaucoup sur les ministres des puissances étrangères. On croit savoir qu'ils sont aussi alarmés que mécontens du système adopté et qu'il y a eu déjà des conférences importantes. On assure en outre que l'un de ces ministres étrangers, le plus prépondérant (Pozzo di Borgo), favorise ce système de tout son pouvoir, ce qui paralyse tous les efforts tentés.

« *26 janvier.* — Les royalistes sont toujours dans la consternation. Le ministère de la Police ne cesse de les persécuter.

« *5 février.* — Ce qui fixe particulièrement l'attention, c'est un Congrès qui doit avoir lieu à Manheim au commencement de mai. Je crois tenir de bonne part que plusieurs souverains y assisteront, que les intérêts de la France y seront discutés et arrêtés et qu'on mettra un terme à l'audace de tous les Jacobins... Les honnêtes gens espèrent beaucoup de résultats de ce congrès. »

A travers ces aigres propos, qui ne sont que l'écho de fausses nouvelles, on sent vibrer toutes les passions de l'ultra-royalisme, l'horreur des doctrines libérales, la haine de leurs partisans, l'espoir d'une intervention étrangère dans les affaires intérieures de la France et, cette constatation faite, il n'y a pas lieu de tirer de ces lettres de plus longs extraits, d'autant que, dans le même dossier, il en est d'autres, en trop petit nombre malheureusement, d'un caractère plus attachant : celles de Louise de Condé et de la comtesse de Rully.

Louise de Condé est la sœur du Duc de Bourbon, la religieuse du Temple; la comtesse Adèle de Rully est une fille naturelle du prince, qu'il a eue d'une danseuse de l'Opéra, Mlle Michelon dite Mimi, et qu'il a reconnue aussitôt après sa naissance. Elle a été élevée par ses soins et par ceux du maréchal de Soubise. Il l'a ensuite mariée à Londres, en novembre 1803, à un gentilhomme de bonne maison, avec l'agrément de Louis XVIII. Tout ce qu'on sait de la vie de cette femme trahit la générosité de son cœur, la noblesse de son caractère, sa sollicitude filiale

et les plus rares qualités d'âme et d'esprit. Il n'est pas douteux que, comme la princesse Louise, elle n'ait gémi, pendant l'émigration, des désordres de son père et qu'elle ne s'alarme maintenant de son asservissement à la dangereuse créature qui s'est emparée de lui. Mais ses lettres ne font aucune allusion à ses craintes et ne permettent pas de penser qu'elle prévoit déjà que l'influence malfaisante qu'il subit lui sera fatale à elle aussi.

En revanche, en voici une de la princesse Louise, écrite du Temple, le 6 janvier de cette même année 1818, portant en haut de la page la formule conventuelle : « Loué et adoré soit le Très Saint-Sacrement, » et où l'allusion aux causes de l'absence du Duc de Bourbon est visible, quoique voilée.

« Et moi aussi, cher et tendre ami, je vous la souhaite cette année aussi heureuse que possible... Ce n'est pas beaucoup dire. Je n'ai pu m'acquitter de ce devoir, mais je le remplis aujourd'hui de tout mon cœur. Au surplus, êtes-vous réellement mon aîné? J'en doute presque, car je me crois l'aînée de tout l'univers par le gothique de mes idées et de mes sentimens sur tout ce qui se voit en ce bas monde.

« Mon pauvre père est revenu le 31 décembre, et je l'ai vu le 2 janvier; il a bon teint et le fond de sa santé est bien pour son âge; mais la tête a ses variations comme à l'ordinaire; pour le cœur, il a toujours les mêmes sentimens, et Mme de Rully m'a dit que chaque voiture qu'il entendait, ou croyait entendre, il disait, les larmes aux yeux : « C'est peut-être mon fils qui arrive. » Ah ! cher ami, cela me déchire l'âme, et je ne puis l'écrire sans verser des larmes moi-même. Mais que puis-je ajouter à tout ce que je vous ai mandé là-dessus?... Je prie Dieu qu'il nous exauce...

« Je ne sais ce que c'est que ce Landey d'où votre lettre est datée, c'est apparemment quelque terre d'un de vos amis anglais. Adieu, je vous embrasse comme je vous aime. Soyez bien persuadé, cher frère, que je suis et serai toujours la meilleure pour vous. »

Quelques jours plus tard, le 12 janvier, c'est la comtesse de Rully qui écrit à son père :

« J'ai enfin reçu, hier, un mot aimable de vous, très chérissime; il y avait si longtemps, mais si longtemps que j'étais privée de ce bonheur que, hélas ! je m'en lamentais tous les jours. Tout est maintenant réparé et je ne saurais trop vous remercier d'avoir fait cesser ce silence qui m'inquiétait et m'affligeait véritablement...

« Grâce à Dieu ! les visites du jour de l'an sont finies, j'en ai par-dessus la tête. Je vous trouve bien heureux de vous être épargné cette année. M. le prince de Condé les a mieux soutenues que moi ; j'admire son courage et sa force pour faire ainsi, à son grand âge, mille choses dont il pourrait se dispenser ; mais c'est absolument inutile de le lui représenter. Il voulait encore retourner, hier, aux Tuileries ; mais le temps était si mauvais que nous sommes parvenus à le dissuader. Cela, sans doute, sera pour dimanche prochain.

« On est fort occupé ici, dans le moment où je vous écris, de l'exil du duc de Fitzjames (1) ; il a publié ses opinions d'une manière trop franche. Cela a déplu à certaines gens qui ne rougissent plus de rien, et il a reçu ordre de ne point paraître devant Sa Majesté. Hélas ! hélas ! il y aurait tant de choses à dire sur cela ; nos réflexions sont, sans doute, les mêmes. De toutes parts, je ne rencontre que des visages attristés.

« M. le Duc et Madame et Mademoiselle d'Orléans ont dîné ici, hier, ainsi que Mme la Duchesse de Bourbon. Cette dernière se plaint beaucoup que vous ne lui avez pas répondu. Les premiers m'ont beaucoup parlé de vous aussi. Il est impossible d'être plus gracieux qu'ils ne sont. Ils sont bien attentifs pour M. le prince de Condé et lui rendent des soins infiniment. Monsieur est venu le voir, il y a peu de jours, et est resté assez longtemps ; toujours aimable, il voudrait bien vous voir ici. Hélas ! il y en a bien d'autres, mais chacun comprend que le moment n'est point encore arrivé. La vie se passe ainsi, dans cette triste incertitude. Adieu, très chérissime, aimez-moi toujours comme je vous aime. »

Il semblerait d'après cette lettre que l'état général du prince de Condé ne laissait rien à désirer. Mais, le surlendemain, le comte de Rully, en écrivant au Duc de Bourbon, démentait les assurances optimistes de sa femme. « M. le prince de Condé se porte bien ; mais le moral est extraordinairement baissé depuis trois semaines et il n'a pas sa tête la moitié de la journée... Vous devez le regarder comme en enfance. Il est hors d'état de signer son nom avec connaissance de cause pour la moindre affaire. J'en avertis positivement Votre Altesse parce que c'est

(1) A la suite de son attitude anti-ministérielle à la Chambre des pairs, défense lui fut faite de paraître à la Cour. L'intervention du Comte d'Artois abrégea sa disgrâce.

mon devoir. » Alors que tout révèle l'affaiblissement progressif du vieux prince et l'imminence de sa fin, on voudrait voir la tendresse de son fils se manifester et le ramener à Paris. Mais il ne part pas, peut-être parce que les lettres de sa fille sont rassurantes en ce sens qu'elles ne parlent pas de la santé du prince de Condé, témoin celle du 11 février.

« Il me semble, très chérissime, que je n'ai point eu de vos nouvelles directement depuis la lettre qui m'a été apportée par M. d'Osmond, cela me paraît toujours bien long. Sa sœur, Mme de Boigne, a pensé faire naufrage en débarquant à Calais (1); je ne sais pas bien les détails, parce que je ne l'ai point encore rencontrée; mais on dit que le vaisseau où elle était a touché, qu'on a été obligé de jeter les chaloupes en mer, par un très gros temps. Vous entendrez sans doute parler de cela d'une manière plus précise. Comment avez-vous trouvé la jeune Mme d'Osmond? Elle a de fort beaux yeux, mais je crois que son mari trouve encore ceux de sa cassette plus beaux.

« Le carnaval qui commence à Londres vient heureusement de finir ici. Comme il était fort court, il a été fort vif. Comme je ne danse pas, j'ai été moins fatiguée que certaines dames, qui véritablement ont l'air de mortes. Il y a eu quatre petits bals chez M. le Duc de Berry, charmans, fort peu de monde, entre autres un quadrille costumé dansé à merveille. Mme la Duchesse de Berry est fort enrhumée des suites de la danse et garde sa chambre; j'espère maintenant qu'elle s'occupera de *choses plus essentielles*, et que tout le monde désire. Il est impossible d'être plus aimable qu'ils ne le sont chez eux; M. le Duc de Berry est plein de soins pour elle, et elle l'aime à la folie; ainsi cela remplit d'espérances. Dieu veuille accomplir tous nos vœux! En attendant, Mme la Duchesse d'Orléans est encore grosse.

« Je vois beaucoup d'Anglais et d'Anglaises qui disent vous avoir vu à Londres blanc et couleur de rose; cela me rassure sur votre santé, très chérissime, que vous me dites ne pas être bonne. Tout le monde tousse ici, mais ce sont les fruits de la saison.

« Nous sommes très occupés ici aujourd'hui d'un coup de pistolet, tiré hier soir sur la voiture du duc de Wellington,

(1) En février 1818. Dans ses *Mémoires* (t. II, p. 338), Mme de Boigne raconte cet accident qui, fort heureusement pour elle et pour son compagnon de voyage, n'eut pas de conséquences fâcheuses. Le naufrage qui les menaçait fut évité.

comme il rentrait chez lui; l'homme n'a pas pu être arrêté. Heureusement la balle a été se loger dans le mur opposé. C'est une chose affreuse de penser qu'il existe des gens aussi atroces. Hélas!... hélas!!! Dieu sait ce que nous deviendrons! Cependant j'aime à penser que le crime ne triomphera pas éternellement. Puisque le baron vous tient au fait de tout ce qui se passe, j'éviterai de vous en parler, mais il y a bien des gens mécontens, et cela avec raison. Adieu, très chérissime, je vous embrasse de tout mon cœur. »

Cependant, l'état du prince de Condé brusquement s'est aggravé. Le mal se manifeste par une tache noire à la jambe dont les remèdes ont d'abord promptement raison, mais qui bientôt reparaît et s'étend sur plusieurs parties du corps. Par les lettres que les serviteurs du prince adressent au Duc de Bourbon pour le presser de revenir, la police sait bientôt que le malade est entre la vie et la mort. Tout Paris le sait d'ailleurs et en même temps que la famille royale fait prendre des nouvelles, les personnages les plus considérables viennent en chercher au Palais-Bourbon, d'anciens émigrés, des vieux chevaliers de Saint-Louis, voire des généraux de l'armée de la Loire, connus pour leur anti-royalisme. Tout le monde s'étonne de l'absence du Duc de Bourbon et de celle de la princesse Louise. Elle, du moins, a une excuse : les règles de son ordre lui défendent de sortir de son couvent. Mais, lui! Le 11 mai, la comtesse de Rully lui écrit :

« J'espère que cette lettre ne vous parviendra pas, très chérissime, et que vous serez ici avant, car, hélas! nous vous désirons avec une impatience qui ne peut se décrire. Que nous sommes tristes et malheureux! Vous n'en doutez pas; il n'y a point à se flatter; ma douleur est extrême de vous le dire; je sens que je déchire votre cœur, mais telle est la fatale vérité. Puissiez-vous être ici, avant,... car il vous a demandé... « Où sont donc mes enfans? » a-t-il dit. Pauvre Prince! Je ne puis m'accoutumer à l'idée de le perdre. Ah! je suis, je vous assure, bien malheureuse. Adieu, car je n'ai pas la force de vous en dire davantage, et je n'y vois plus. Puisse cette lettre ne plus vous trouver à Londres! »

Le prince meurt le 13 mai, à huit heures du matin, dans les bras de la comtesse de Rully qu'assistent son mari et les serviteurs intimes. L'un d'eux écrit en parlant d'elle : « Ce n'est pas une femme; c'est un ange. Si vous l'eussiez vue pendant les

derniers jours de la maladie du prince, lui prodiguant les soins dont elle seule est capable, semblable à Antigone !... » La lettre qu'elle envoie le lendemain à son père permet de se convaincre que l'hommage que l'on rend à son dévouement est mérité :

« Comment pourrai-je vous exprimer, très chérissime, le malheur qui nous accable tous aujourd'hui ? Hélas ! votre pauvre père n'est plus ! Ce matin s'est terminée cette noble et belle carrière ! J'ai recueilli son dernier soupir... et je vous assure qu'il m'a fallu un grand courage pour soutenir une épreuve aussi cruelle. Mais je ne veux pas déchirer votre cœur par ces tristes détails, je respecterai votre douleur. Pour la mienne, elle est extrême. Je ne sais si cette lettre vous parviendra, puisqu'on pouvait espérer de vous savoir en route; mais, hélas ! pourquoi faut-il que ce soit aussi tard !... Enfin, si vous y êtes, quelle consolation de pouvoir vous embrasser, et d'imaginer que nos soins pourront peut-être adoucir vos justes regrets ! Hélas ! il vous a demandé bien des fois pendant des souffrances qui, heureusement, n'ont pas été de longue durée !... Mais adieu, mes larmes m'empêchent de vous en dire davantage. Je vous embrasse de toute la tendresse de mon âme (1). »

Au reçu de la douloureuse nouvelle, le Duc de Bourbon procédait enfin à ses préparatifs de départ, afin d'assister aux obsèques de son père. « M. le Duc d'Orléans, mandait-il à un ami, m'avait très honnêtement offert de me remplacer ; mais j'ai regardé comme un devoir de remplir cette triste fonction et de rendre ce dernier hommage à un père que j'avais tant de raisons de chérir. » Quelques jours plus tard, il était à Paris. Il

(1) Au bas de cette lettre est copiée la réponse que fit Louis XVIII à la demande qui lui avait été adressée relativement au lieu de la sépulture : « L'Église de Saint-Denis, dans un caveau particulier, à l'exemple de ce que fit Charles V pour Duguesclin, Charles VII pour Barbazan, et Louis XIV pour Turenne. »

Il y a lieu de rappeler que dans le testament dont on va lire le préambule, le prince de Condé, craignant de mourir en exil, demandait à être enterré non à Westminster, mais « parmi les Français fidèles à leur Dieu et à leur roi ».

Les obsèques eurent lieu le 26 mai. Le lendemain, Goltz écrivait à sa Cour :

« Nous avons assisté, hier, à la cérémonie funèbre du prince de Condé. Le peuple, qui s'était porté en foule sur le passage du cortège, s'est très bien montré à cette occasion, et il y avait, à ce que le duc de Richelieu nous a assuré aujourd'hui, plus de cinq cents généraux et officiers en non-activité dans l'église de Saint-Denis. L'abbé Frayssinous y a donné une grande preuve de son talent et de sa sagesse, par l'oraison funèbre qu'il a prononcée et qui ne pouvait offrir que de grandes difficultés. Il a touché les cordes les plus délicates avec hardiesse, et cependant avec assez de ménagement, pour ne pas blesser les différens partis. »

connaissait le testament de son père, ses hommes d'affaires le lui ayant envoyé à Londres. Mais la police le connaissait aussi; la lettre qui le lui apportait avait été ouverte à la poste et copie avait été prise du contenu. Par ce testament écrit en Angleterre le 18 août 1806, c'est-à-dire pendant l'exil, le prince de Condé faisait son fils légataire universel de sa fortune et accordait des pensions à quelques-uns de ses amis et à ses serviteurs. En tête de ces dispositions, il avait mis une touchante profession de foi.

« Au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit.

« Pénétré pour Dieu de la plus juste et de la plus profonde reconnaissance de ce qu'il a bien voulu préserver ma conscience de tous les crimes de la Révolution et, jusqu'à présent, ma vie de ses fureurs, je demande pardon à ce Dieu de bonté d'avoir aussi peu mérité tous les bienfaits dont il m'avait comblé et de n'avoir pas employé à le servir tous les momens de cette vie qu'il lui a plu de prolonger au sein du malheur, pour mieux me pénétrer du néant des choses humaines Je le prie de me pardonner les mauvais exemples que j'ai pu donner et tous les péchés que j'ai commis, et je déclare que je meurs dans la ferme croyance des vérités de la saine et pure religion catholique, apostolique et romaine, telle qu'elle était enseignée, crue et pratiquée quand Dieu m'a fait la grâce de me faire naître dans son sein.

« Je connais trop le cœur de mon roi pour avoir besoin de recommander mon fils à ses bontés. Mais, comme le malheur du temps ne permet pas encore à Louis XVIII de le faire rentrer dans la jouissance de ses droits et de ses biens, je recommande aussi son existence actuelle aux vertus bienfaisantes du roi d'Angleterre, de l'empereur de Russie et du roi de Suède, et j'ose leur répondre que le dernier des Condé, si Dieu veut qu'il le soit, est aussi digne de leur estime et de leur bonté que l'était son trop malheureux fils et que son père a tâché de l'être. »

De ce témoignage de paternelle sollicitude, il est intéressant de rapprocher la lettre que, le 21 mai, huit jours après la mort de son père, le Duc de Bourbon envoyait à Londres, à l'adresse de « miss Harris, n° 2, Grove Street, Lisson Grove, New Road, Londres. » En voici la traduction d'après les papiers du Cabinet noir :

« J'ai reçu votre chère lettre, mon cher ange. Hélas! comme je suis malheureux depuis que je ne suis plus auprès de vous! Je ne mange ni ne dors. En effet, je suis au désespoir, accablé

d'affaires. Comme cette existence est différente du temps où, à mon réveil, ma première pensée était de vous procurer quelque petit plaisir! Hélas! il n'y a plus de bonheur pour moi. Encore un peu de patience, ma petite; ne venez pas ici avant que je vous le dise. J'éprouverais trop de difficultés, dans les circonstances actuelles, pour vous voir. Vous pouvez être certaine que je ne saurais me passer de vous et que je retournerai en Angleterre. Mais Dieu sait quand ce voyage me sera possible et combien je le désire, car je souffre cruellement ici. En attendant, mandez-moi tout ce qui peut vous intéresser. Prenez garde à votre chère santé. Vous êtes si jolie, si aimable! Je vous embrasse mille et mille fois. N'oubliez pas votre vieil ami; je vous suis si attaché. Adieu, ma chère, chère Sophie! »

En ce qui touche la surveillance de la police autour du Duc de Bourbon, on ne saurait mieux finir que sur cette lettre qui apparaît ici comme le prologue du drame de Saint-Leu (1).

II

Quelque intéressantes que fussent pour la police les informations que lui envoyaient ses agens de Londres, elle attachait un tout autre prix à celles qui la renseignaient sur les dispositions des Français réfugiés en Allemagne et dans les Pays-Bas. Ce personnel se composait de ceux qu'avait proscrits l'ordonnance du 24 juillet 1815 et des régicides qui avaient dû quitter la France, à la suite de l'exception prononcée contre eux par la loi d'amnistie. Il s'était ultérieurement grossi de divers individus bannis par mesure de police ou volontairement fugitifs. Entre tous ces exilés, c'étaient les anciens serviteurs de Napoléon, généraux et fonctionnaires, que la police avait considérés d'abord comme les plus à redouter. Avant même d'être compris

(1) Le 14 juin suivant, un Anglais de passage à Paris écrivait à sa fille à Londres : « Le jour où le prince de Condé fut enterré et durant la cérémonie, le Roi sortit en voiture découverte. Dans les rues qu'il traversa au faubourg Saint-Antoine, les gardes du corps crièrent : « Chapeau bas! — Pour qui? demandait le peuple. — Pour le roi de France. — Où est-il? — Dans cette voiture.—Cela n'est pas vrai. Le Roi ne se promène pas pendant qu'on enterre son cousin, le dernier des Condé. » Vous pouvez vous imaginer combien l'indignation était grande. Cependant cela n'empêcha pas le Roi de continuer son chemin. Il se rendit à Vincennes et passa par le lieu même où le duc d'Enghien avait été fusillé. » (*Dossiers du Cabinet noir.*) Le signataire de cette lettre ne comprenait pas que ce lieu, ce jour-là, était pour Louis XVIII, un but de douloureux et pieux pèlerinage.

dans l'ordonnance du 24 juillet ou d'être menacés d'arrestation, plusieurs s'étaient enfuis : au moment où l'ordonnance les désignait, on ignorait leur asile. On les recherchait en même temps qu'on en surveillait d'autres qui n'avaient pas cru devoir se cacher malgré les menaces dont, à la tribune des Chambres, dans la presse, dans des brochures dénonciatrices, ils étaient l'objet. Les notes de police suivantes caractérisent la surveillance qui s'attachait à ces débris de l'armée impériale dans les dernières semaines de l'année 1815 et nous donnent une idée du trouble des esprits.

« Le maréchal Augereau est dans l'abattement le plus profond, ne concevant pas la moindre espérance pour Ney, prévoyant pour l'avenir les plus grands malheurs à tout ce qui a servi la cause de Bonaparte, depuis le 20 mars.

« Le général Belliard tremble de se compromettre et a peur de son ombre. Il ne reçoit presque personne et a invité tous ceux qui tiennent à lui, à être extrêmement circonspects. Il y a deux jours, il a envoyé de grand matin chez Augereau, parce qu'on venait de lui dire la fausse nouvelle qu'il était arrêté, ainsi que Masséna et Jourdan. Le lendemain, 17 novembre, il a dîné chez Augereau, avec quelques autres amis. Le même jour, la maréchale Ney était venue chez Augereau, qui ne l'a reçue qu'avec inquiétude, car il a de même grand'peur d'être compromis. Si l'on en jugeait par toutes les apparences, Belliard, Augereau, et autres, sont consternés, abattus, découragés, et ne songeraient qu'à mettre à couvert leur fortune. Tous sont convaincus que, dans trois mois, il n'y aura pour eux, en France, aucune sûreté.

« Le maréchal Masséna, que tout le monde dit parti, est toujours dans sa maison, et se prétend malade. La vérité est pourtant qu'il ne se porte pas bien, et qu'il est dans la consternation, ainsi que tous les autres. Il craint surtout d'être mis en accusation, pour la conduite qu'il a tenue, du 3 au 8 juillet, lorsqu'il était commandant en chef de la Garde nationale, et qu'il empêchait les royalistes d'aller à Saint-Denis. »

« Mme Ney est venue chez Masséna presque tous les jours de la semaine dernière. Avant-hier, chez Masséna, il y a eu petit conseil où ont assisté Augereau, Jourdan, Reille et Bel-

liard, ainsi que plusieurs autres généraux, dont on n'a pu savoir les noms. Masséna a un air sombre, rêveur et inquiet, qu'il n'a jamais eu auparavant. Avant-hier, quoiqu'il eût déjà vu Jourdan pendant plus de deux heures, il l'a envoyé chercher de nouveau dans sa propre voiture, et a passé, encore, au moins deux heures avec lui.

« Mme Ney est très assidue chez le maréchal Jourdan. Elle y était encore hier, avec M. Berryer, et tous trois ont conféré longtemps ensemble. Jourdan regarde Ney comme absolument perdu, et ne l'a pas caché même à sa femme.

« Le maréchal de camp d'Albignac, premier aide de camp de Ney, est parti hier pour Caen, uniquement pour ne pas être témoin du jugement du maréchal. Son sang bouillait dans ses veines, et il était temps qu'il partît, car il aurait fini par se compromettre.

« Il faut faire attention au général Clary. Sa tête se monte de plus en plus. C'est un énergumène dont la présence est vraiment dangereuse à Paris. »

« Le général Rapp est arrivé ici malade et pensant assez bien. L'esprit de corps l'a gagné depuis comme tous les autres, et l'on tient de bonne source qu'il s'est rangé dans le parti des mécontens et des clabaudeurs, quoique ce soit encore à un degré assez modéré. Il a écrit : « Je ne suis intrigant ni conspi-« rateur. On aurait même tort de me ranger parmi les mécon-« tens, car je suis sur le point de me marier et de jouir enfin « du repos que je n'ai pas encore connu. Si Sa Majesté avait « besoin de mes services, elle me trouverait toujours prêt à « verser mon sang pour elle. »

« Le général Percheux et son aide de camp Lefèvre sont de même fort mécontens, et tiennent de fort mauvais propos; on aura demain des détails circonstanciés sur leur compte. »

« Les généraux Aymé et Solignac sont en ce moment à Paris. L'intrigue leur est familière ; ils sont surveillés de près.

« Le général Bigarré est venu prendre les eaux de Tivoli et solliciter de l'emploi ; trompé dans son attente, il retourne à Rennes. Sa conduite a été sans reproches.

« Des indications particulières ont appris au préfet du Puy-de-Dôme que le général Mouton-Duvernet doit avoir pris, sous l'habit de voiturier, la route de Marseille pour s'embarquer et

passer en Angleterre. Cet avis a, sur-le-champ, été communiqué sur la ligne.

« Le préfet de l'Isère s'est procuré des renseignemens sur les généraux Chabert, Brun, La Salcette, l'adjudant commandant De Belle (frère du général), le chef de bataillon Rey, etc., retirés dans son département et sur quelques autres moins importans. Tous sont tranquilles et très réservés. La surveillance des rives du Rhône et des montagnes se continue. On n'a avis d'aucun rassemblement. »

« Lors du procès du maréchal Ney, le général commandant le département du Tarn proposa au préfet de faire arrêter M. le maréchal Soult. Ce fonctionnaire s'y refusa, attendu que le maréchal, d'après l'article 2 de l'ordonnance du 24 juillet, devait seulement être placé en surveillance spéciale. Le ministre ne put qu'approuver cette mesure, en laissant néanmoins au préfet la liberté de prendre telle mesure de haute police que la conduite du maréchal lui paraîtrait exiger.

« Aujourd'hui le sieur Descach, commandant la Garde nationale de Barre, qui fit arrêter le maréchal Soult, lorsqu'il se rendit à Saint-Amand avec des passeports qui n'étaient pas en règle, s'est présenté chez le préfet et lui a déclaré qu'à cette époque, et dans une discussion relative à son arrestation, le maréchal lui avait répondu avec humeur : *Savez-vous que tout n'est pas fini, que vous vous exposez à être envoyé devant un Tribunal criminel, et que je ferai raser votre maison jusqu'à la plus basse pierre?* Propos qui fut répété par son aide de camp.

« Le préfet a ordonné une enquête administrative à ce sujet et, de son côté, le procureur du Roi, instruit du fait, a requis le sieur Descach d'en faire sa déclaration, ce qui donne à cet incident une publicité qu'il eût été peut-être plus convenable d'éviter.

« Quoi qu'il en soit, les promenades à cheval que le maréchal fait tous les jours dans ses terres, étant regardées comme des essais d'évasion, le préfet a cru devoir le soumettre à une surveillance plus directe. En conséquence, il a ordonné que, tous les matins, le maire de sa commune lui ferait présenter un registre sur lequel il donnerait par écrit l'indication des lieux où il veut aller dans la journée. De plus, il a été adjoint à la brigade de Saint-Amand un gendarme de confiance, chargé secrè-

tement de ne pas le perdre de vue et de faire des rapports fréquens sur lui à ses chefs.

« Les généraux Exelmans et Fressinet ont toujours eu l'intention de passer dans l'Amérique méridionale : mais ils différaient dans l'espoir que leur position pourrait s'améliorer. Ils ont mis de la loyauté dans leur conduite; le général Exelmans a même été plus loin. L'administration et la police les ont peu inquiétés; souvent même, on a détruit les impressions que, de leur aveu, les journaux et les débats des Chambres produisaient successivement dans leur esprit. Rien n'a pu les rassurer contre l'appareil des visites et des perquisitions de l'autorité militaire. Ils ont pensé avec assez de raison que, pour surveiller, il ne faut pas de baïonnettes: dès lors, ils ont exécuté leur projet.

« On voit qu'un officier anglo-américain en a été l'entremetteur; mais, chose remarquable, ce n'est qu'après coup que le préfet en est instruit. Sa surveillance, cette surveillance tacite et mystérieuse qui s'attache aux démarches et aux relations des individus qui en sont l'objet, est visiblement en défaut. Il a encore eu un tort, c'est de n'avoir point pris en considération l'autorisation qu'il avait depuis un mois d'éloigner le général Fressinet. Ce n'est pas le moment de le lui reprocher; il va sans doute compléter les renseignemens qu'il a transmis.

« Le but principal de cette note est de soumettre à Son Excellence l'observation suivante : Les deux généraux fugitifs sont actuellement embarqués ou arrêtés; ils n'ont ni l'envie, ni la faculté de faire une guerre de partisans, ni d'exciter des soulèvemens... »

« Le général Arrighi est arrivé, le 27 au soir, à Draguignan où il doit rester en surveillance. Sa femme, ses deux enfans et un aide de camp, le sieur Fournier, l'accompagnent. Son domestique se compose d'Italiens.

« Le sous-préfet de Gex pense que le général Clauzel est depuis peu de temps dans le pays de Vaud. Les militaires réfugiés dans ce pays sont animés d'un très mauvais esprit; mais ils sont peu nombreux.

« Une note particulière place le général Ameilh à Romin-Moitiers, même canton, chez un forestier dont il instruirait les enfans, sous un nom supposé. Le général Dupas serait avec lui. Il chercherait, par la protection de M. Laharpe, à entrer au service de Russie.

« Ces renseignemens seront éclaircis. Le général Ameilh est l'un de ceux dont la marche a été le moins connue : il est plus que douteux que l'indication relative au général Clauzel soit exacte.

« Le général Travot ne pouvant rester à Saumur dont l'obligeait à sortir un ordre militaire, s'est rendu à Angers : il y a d'abord été gardé à vue. Bientôt, un nouvel ordre de M. le lieutenant général d'Autichamp lui a assigné sa terre dans la Vendée ou Nantes pour résidence. L'impossibilité d'habiter raisonnablement la première étant reconnue, il s'est retiré à Nantes. Nantes vient de lui être interdit ; il s'est mis en route pour Lorient où sont situés les biens de sa femme. Déjà, les autorités réclament contre cette disposition. Il avait aussi été question du Jura d'où il est originaire ; mais ce département frontière convient peut-être moins encore. Le préfet du Jura vient d'en exclure le général Guye, ancien aide de camp de Joseph Bonaparte, quoique sa conduite y fût très mesurée.

« Telle est la juste destinée de ceux qui, sous l'usurpateur, ont marqué par leurs services ou par leurs opinions. Il faut pourtant que la crainte de les voir encore troubler le repos public n'aille pas jusqu'à les priver d'un asile, aujourd'hui surtout que des paroles d'amnistie sont de nouveau descendues du Trône et se répandent sur toutes les classes et sur toutes les positions.

« Le préfet du Morbihan est autorisé à indiquer définitivement le Port-Louis pour destination au général Travot si la chose lui paraît indispensable. »

L'abondance et le ton de ces renseignemens plus ou moins véridiques démontrent qu'à la fin de 1815, la police tenait pour rigoureusement nécessaire une active surveillance sur le personnel militaire qu'elle savait hostile aux Bourbons. Mais, dès la fin de l'année suivante et jusqu'au commencement de 1817, cette surveillance, encore qu'elle ne se fût pas relâchée, ne conduisait plus à des constatations aussi inquiétantes. Les généraux restés en France, quels que fussent leurs sentimens, évitaient, à de rares exceptions près, de faire parler d'eux ; plusieurs s'efforçaient de rentrer en grâce. Ceux qui avaient passé à l'étranger semblaient pour la plupart également décidés à ne pas attirer l'attention. Les notes de 1816 constatent que le général Exel

mans est à Breda et « s'y tient tranquille (1). » Ses camarades Ornano et Fressinet sont à Spa, Morand à Cracovie, Pully, Hullin, Brayer, Lamarque, Merlin, Gérard à Bruxelles « où celui-ci vient d'épouser Mlle de Valence. » Aucun grief, relatif à leur conduite actuelle, n'est invoqué contre eux ni contre les colonels Dessaix, Bory Saint-Vincent, Latapie et autres. Tout au plus remarque-t-on que le colonel Lahoussaye qui a servi dans la Garde et qui, lui aussi, réside en Belgique, prodigue ses secours à des réfugiés : « Comme il n'est pas assez riche pour le faire de ses propres moyens, » on se demande d'où vient l'argent. Au mois de mars 1817, un rapport signale la présence à Dusseldorf du maréchal Soult et de sa famille. « Il y vit très retiré, sans faste ; il n'a pas même d'équipage. Il a acheté pour quarante mille francs de grains qu'il fait distribuer aux pauvres. On peut être rassuré sur ce personnage. »

Ce qui était vrai des militaires ne l'était pas moins des régicides. Réfugiés en Belgique au nombre d'une soixantaine, avec le consentement des alliés et l'agrément du roi des Pays-Bas sous la domination duquel le Congrès de Vienne avait mis les contrées belges, ils ne cherchaient qu'à s'y faire oublier. Au déclin de l'âge, ils ne songeaient pas à conspirer. Ils y songeaient d'autant moins que quelques-uns d'entre eux recevaient des secours du gouvernement français, soit directement, soit par leur famille restée en France. D'ailleurs, l'eussent-ils voulu, ils ne l'auraient pu, faute d'influence et de moyens d'action. Les plus considérables étaient le peintre David, Barrère, Cavaignac, Cambacérès, l'ex-archichancelier de l'Empire, et Sieyès. Celui-ci, presque toujours malade, voyait peu de monde. On le désignait par raillerie sous le sobriquet de « La mort sans phrases, » qui rappelait, calomnieusement, affirmait-il, son vote de 1793. Cambacérès, lui aussi, vivait dans la retraite. Il avait fait l'acquisition d'un hôtel, où il ne recevait qu'un petit nombre de réfugiés, jamais de militaires, évitant tout ce qui aurait pu le compromettre. On vantait l'excellence de sa table; mais on l'accusait de manquer de générosité envers ses compatriotes malheureux. Le peintre

(1) Comme la plupart des généraux bannis, le général Exelmans fut rappelé en 1819 sous le ministère Dessoles. J'ai raconté dans mon livre : *Louis XVIII et le duc Decazes* les circonstances touchantes de ce rappel qui fut prononcé à la prière de Mme Exelmans, secondée par Mme Decazes, son amie d'enfance. Il avait comparu le 23 janvier 1815 devant le conseil de guerre à Lille, qui l'acquitta.

David trouvait des dédommagemens à son exil dans l'accueil des artistes belges et des amateurs d'art. Il devait à son grand talent connu de toute l'Europe une considération exceptionnelle. « La politique, mande un observateur, eût peut-être exigé qu'on exceptât de la loi cet individu qui portera dans tous les pays étrangers l'intérêt attaché à un talent supérieur. Il devait d'abord se retirer en Italie; mais il a dit qu'il se fixerait pendant deux ans à Bruxelles, ayant trouvé dans cette ville plusieurs de ses élèves. Le roi de Prusse lui a offert un asile dans ses États (1). »

Ainsi, rien à craindre de lui, ni d'aucun des juges de Louis XVI, encore vivans, pas même de Fouché dépossédé de la Légation de Dresde et banni, à son tour, le 6 janvier 1816, après avoir fait bannir ses anciens complices. Il se montrait plus soucieux de rentrer en grâce auprès de Louis XVIII que désireux de contribuer à le renverser. La police ne l'ignorait pas. Elle avait mis la main sur le chiffre dont usait le duc d'Otrante dans sa correspondance avec Paris, volumineux dictionnaire où les souverains, les princes et princesses, les hommes politiques français et étrangers, les pays même étaient désignés sous des noms de convention. Elle lisait ses lettres, celles qui passaient par la poste et celles qu'il expédiait par des voies considérées comme plus sûres. Elle savait que ses correspondans principaux étaient deux anciens professeurs de l'Oratoire, jadis ses collègues et restés ses amis. L'un d'eux, le conseiller Gaillard, avait entrepris de prouver au gouvernement que Fouché n'était pas un ennemi. Pour cela, il ne dédaignait pas de communiquer quelques-unes de ses missives au ministre de la Police et celui-ci pouvait mettre sous les yeux de Louis XVIII des réflexions telles que la suivante: « Ils sont bien plus les ennemis du Roi que les miens ceux qui veulent persuader que des motifs qui n'ont pas empêché le Roi de me faire entrer dans son conseil et dans un ministère de confiance au moment du danger, me font bannir de ma

(1) Le 28 février 1816, le prince de Hardenberg, chancelier prussien, écrit au comte de Goltz, ministre de Prusse à Paris : « Le célèbre peintre David se trouvant dans le nombre des proscrits qui devront quitter la France, le Roi verrait avec plaisir qu'il eût l'idée de chercher un asile dans ses États. Sa Majesté vous charge de le sonder à cet égard, s'il en est encore temps et de lui faire entendre que le Roi, charmé de fixer un artiste aussi illustre et aussi distingué, aimerait qu'il vînt s'établir dans sa capitale, où Sa Majesté est disposée à lui procurer l'existence la plus honorable et tous les secours dont il pourrait avoir besoin. Mandez-moi dans votre prochain rapport quel aura été le résultat de vos démarches. Sa Majesté y tient beaucoup. » (*Dossiers du Cabinet noir.*)

patrie, quand on le croit passé. » Ce langage ne présentait rien de subversif. Tout en continuant à surveiller Fouché, la police tendait à le considérer de plus en plus comme un homme fini, et les renseignemens qu'elle recevait à son sujet de la chancellerie autrichienne n'étaient pas pour modifier cette opinion.

Si du côté des généraux et des régicides le danger paraissait s'amoindrir de jour en jour, on n'en pouvait dire autant de divers autres personnages non compris dans ces deux catégories et réfugiés aussi en Belgique. Dans ce troisième groupe, on trouve Barras, dont la présence est signalée tantôt à Bruxelles, tantôt à Louvain, Réal, jadis l'acolyte de Fouché, qu'on croit fixé à Anvers, Cauchois-Lemaire, le directeur de la feuille satirique : *le Nain Jaune*, qu'il a transportée de Paris en Belgique et à laquelle succédera bientôt le *Libéral*, les avocats Teste et de Tolozan, qui sont à Liège et qu'on croit attachés à ce journal, Arnault, l'homme de lettres, secrétaire général de l'Université pendant les Cent-Jours. Contre celui-ci, contre Barras et Réal, on ne relève aucun acte révélateur d'une participation effective aux agitations dont Bruxelles était le centre. Mais la complicité des autres dans ce mouvement est démontrée par leurs écrits, par les articles séditieux qu'ils donnent au *Nain Jaune*, au *Libéral*, au *Vrai Libéral*, par les pamphlets qu'ils lancent à tout instant contre le gouvernement français, ou contre celui des Pays-Bas, dont ils poussent les Belges à secouer le joug.

Longtemps courbés sous la tyrannie de la maison d'Autriche, délivrés par la Révolution, annexés ensuite à la France, les Belges, restés Français jusqu'en 1815, ne se résignaient pas à être les sujets de la maison d'Orange, non qu'ils rêvassent déjà d'autonomie et d'indépendance, mais parce que c'est à la France qu'ils voulaient être de nouveau réunis. Leur prétention était regardée comme parfaitement légitime par le peuple hollandais, que ne satisfaisait pas davantage la réunion des deux pays dont, à l'instigation de l'Angleterre, on avait formé un seul royaume, malgré les différences de mœurs, de religion, de langage et d'intérêts. La multiplicité sans cesse accrue des charges financières augmentait le mécontentement des populations annexées. Sous le régime impérial, elles étaient écrasées d'impôts. Mais elles espéraient que la paix en allégerait le poids. La paix était venue, après la paix, l'annexion à la Hollande, et les impôts se multipliaient, devenaient de plus en plus lourds. Le méconten-

tement était universel. Tandis que la Hollande attribuait à l'annexion la ruine de son commerce, la Belgique rendait cette même annexion responsable de ses maux et regrettait son ancien gouvernement.

Telle est la situation qu'avaient trouvée, à Bruxelles, les proscrits français. Elle était propice aux plans des agitateurs; elle favorisait les menées des plus violens dont les écrits englobaient dans les mêmes critiques et les mêmes attaques les gouvernemens alliés, le gouvernement français et celui des Pays-Bas. Un mémoire du duc de Wellington, communiqué en 1817, à la Conférence des ambassadeurs à Paris, signale le danger qui résulte de cet état de choses et la nécessité d'y mettre un terme :

« L'objet qui, dans le moment actuel, donne le plus de mécontentement aux amis du bon ordre et aux gouvernemens, ce sont les libelles publiés dans les Pays-Bas. Il est vrai que la difficulté de faire circuler ces libelles en France, par suite des mesures de police qui ont été adoptées, donne à espérer qu'ils ne fassent pas tout le mal qu'on se propose de faire; mais ils sont, sans contredit, une insulte pour le roi de France, sa famille, son gouvernement et ses adhérens, et même pour l'autorité de l'Europe alliée, en tant qu'ils sont écrits et publiés par les restes d'un parti, qui, ayant réussi à renverser presque tous les gouvernemens du monde, a lui-même été vaincu deux fois par la force des armes, et que ces individus qui composent ces restes doivent leur vie à la clémence des mêmes souverains qu'ils insultent.

« Ils ont choisi pour leur résidence, et pour l'endroit d'où ils lancent leurs libelles, les États d'un de ces souverains alliés, et tandis qu'ils réclament la protection de ses dispositions libérales et des lois de son pays, ils font tout ce qu'ils peuvent pour ébranler la loyauté de ses nouveaux sujets; ils insultent ses serviteurs et ses ministres, partout où ils peuvent; sa personne même, tout comme les mesures de son gouvernement, n'est point à l'abri de leurs injurieux libelles, et il est bien connu que, s'ils devaient réussir dans leurs plans contre la France, la première chose qu'ils feraient serait, comme c'était jusqu'ici toujours le cas, de renverser le gouvernement, et de conquérir le Royaume des Pays-Bas. Comme cependant les mesures à prendre pour combattre ce système de libelles peuvent affecter la police intérieure d'un des États formant la grande alliance euro-

péenne, il est nécessaire de procéder, après de mûres délibérations et avec précaution, et d'examiner avec soin les mesures qui ont été adoptées, jusqu'à présent à cet égard, ainsi que leurs effets. »

Quelles que fussent à cette époque l'influence et l'autorité de Wellington dans le conseil des puissances alliées, la police française, bien qu'elle tînt le plus grand compte de ses renseignemens et de ses appréciations, n'attachait pas la même importance que lui aux faits dont il s'inquiétait. Au mois d'avril 1817, elle était convaincue que les agitateurs avaient ajourné à la mort de Louis XVIII l'exécution de leurs desseins. Sa conviction s'inspirait des rapports d'un observateur qu'elle avait envoyé temporairement en Belgique et de la confiance qu'elle accordait à ses dires. Son nom nous est inconnu. Mais, à le juger d'après ses observations, ses commentaires, son art de mise au point, il devait avoir été trié sur le volet.

Les libellistes de Bruxelles ne lui semblaient pas dangereux sous le rapport de la haute politique, c'est-à-dire qu'il les croyait incapables de conspirer, « non faute d'intentions, mais faute de moyens. » Peut-être l'eussent-ils fait sans la surveillance de la police belge et surtout de la police française. Mais elles veillaient l'une et l'autre; elles empêchaient ces folliculaires de faire passer leurs écrits en France, et leurs excitations restaient sans effet. Néanmoins, cet agent dénonçait les communications directes et quotidiennes qui existaient entre Bruxelles et Paris. « On sait ici tout ce qui se passe dans la capitale, comme si l'on y était. Il y a des émissaires qui vont et viennent et qui portent lettres et paquets. La même chose a lieu à Munich et à Constance et il y a un point central à Paris qu'on appelle: Institut impérial. Je parle d'après des données qui me paraissent sûres. »

Il avouait cependant qu'il n'était pas à même de tout savoir, vu le caractère temporaire de sa mission. « J'aurais bien pu pénétrer dans plusieurs mystères de ce genre. Mais ma position dans cette ville est équivoque. Je me serais fait présenter aisément dans les meilleures maisons belges et au club. Mais ne devant point rester ici, j'ai refusé les invitations pour éviter tout soupçon et ne faire naître aucune défiance sur moi. Autrement, j'aurais pu mieux réussir. »

Cet aveu prouve au moins que notre homme ne cherchait pas

à se faire valoir et sa modestie nous est un garant de la justesse de ses observations et de la sincérité de ses propos. Ils sont d'ailleurs en parfait accord avec ce que nous savons de ce qui se passait alors en Belgique.

III

Non content d'observer la société des réfugiés, l'auteur des rapports qui me servent de guide, constate et signale l'impopularité du roi des Pays-Bas, Guillaume Ier :

« L'inconvenance avec laquelle on parle ici hautement, dans toutes les classes de la société, de la personne du Roi, de la nullité de ses moyens, de son entêtement extrême dans les affaires, et du parti politique qu'il a pris, est digne de remarque. La mesquinerie du train de sa maison, qui n'est point comparable à celui de tel de nos parvenus à Paris, choque et les Belges et les étrangers. Point de représentation, point de majesté. On dit partout que ce prince recevant beaucoup et ne dépensant rien, ne s'occupe qu'à ramasser des fonds qu'il fait passer successivement en Angleterre ; il est éloigné d'être aimé dans ce pays, qui est entièrement et absolument français, et qui ne cache ni ses regrets, ni ses espérances. Les plaintes contre ce souverain sont amères et paraissent fondées sur la permission d'exportation des grains qui a porté le prix du pain dans ce pays fertile de trois sous à neuf.

« Le prince d'Orange représente mieux ; on voit qu'il cherche à se faire aimer. Hier, au spectacle, dans le moment que, dans le *Barbier de Séville* qu'on jouait, le comte Almaviva dit, dans le quatrième acte, à Bartholo : « Les vrais magistrats sont les soutiens de tous ceux qu'on opprime, » le prince d'Orange, qui était dans sa loge, et qu'on apercevait à peine, s'avança et donna, le premier, le signal des applaudissemens, qui partirent alors des quatre coins de la salle. J'étais présent.

« La veille, la reine mère était venue au spectacle avec la reine régnante qui était coiffée, suivant son usage, d'un petit bonnet très simple à la hollandaise, tandis que la reine mère avait une toque de velours noir, étincelante de diamans. J'en parle, parce qu'il n'est question ici que du petit bonnet à la hollandaise porté par la reine régnante et qui déplaît fort aux Belges. Il faudrait bien du temps pour fondre ces deux nations en une, si cela n'est pas impossible. Le prince d'Orange, qui est jeune, et

dont l'extérieur est aimable, s'adonne aux plaisirs et aux plaisirs faciles. »

Le 27 avril, à propos du baptême du prince héréditaire, fils du prince d'Orange, le rapport signale encore qu'en allant au temple et en en revenant, le cortège royal, quoique très brillant, n'a excité dans Bruxelles aucun enthousiasme. Le peuple qui bordait les rues, le bonnet et le chapeau sur la tête, ne les a pas ôtés, bien que le Roi, la Reine, le prince d'Orange saluassent de tous côtés. A neuf heures du soir, malgré les illuminations, — des chandelles derrière les fenêtres, — il n'y avait personne dans les rues. Au théâtre on donnait un intermède : *La naissance du fils de Mars et de Flore*, imité de celui qu'on donna à l'Opéra de Paris, lors du mariage de Napoléon avec Marie-Louise : *L'union de Mars et de Flore*. On a écouté dans un morne silence ces scènes allégoriques. En revanche, dans la pièce d'ouverture, un des personnages ayant dit : « L'esprit est du terroir de France; elle en fournit à toute l'Europe, » la salle a éclaté en applaudissemens. Ainsi, sous toutes les formes et en toute occasion, les Belges témoignent de leur antipathie pour leur gouvernement. Elle ne se révèle encore qu'en d'inoffensives manifestations. Mais elle éclatera révolutionnairement en 1830, et la Belgique, avec l'appui des Français, proclamera son indépendance.

Les détails donnés par l'observateur anonyme l'ont éloigné de sa mission. Il y revient bientôt en rendant compte de ce qu'il a vu parmi les réfugiés. Voici d'abord le très piquant récit d'une visite qu'il a faite à Mme Brayer, femme d'un général proscrit, lequel se prépare à s'expatrier.

« J'étais hier soir chez Mme Brayer lorsque le ministre de Prusse, prince de Hatzfeld, entra. (C'est celui qui fut sauvé par sa femme à Berlin.) Il apportait à cette dame une lettre du prince de Hardenberg et une traite de mille florins sur Paris. Il lui fit, de la part du prince de Hardenberg, toutes les offres de services possibles, et l'assurance de tout l'intérêt qu'il ne cesserait de prendre à son mari.

« J'allais me retirer, lorsque Mme Brayer me présenta à M. de Hatzfeld, comme un Français pensant bien. Ce fut son expression. Je ne peux pas dire dans quelle acception le prince de Hatzfeld prit ce mot. La conversation s'engagea de suite sur la situation actuelle de la France, sur la santé du Roi et sur la légitimité. Le prince de Hatzfeld dit simplement :

« — La Prusse ne veut plus se mêler des affaires de la France; mais il est présumable que des événemens pourront avoir lieu à la mort du Roi.

« — Allons, allons, dit Mme Brayer; vous allez encore nous parler de votre prince d'Orange ; les Français ne veulent point d'étrangers; nous n'en voulons pas plus que du Duc d'Orléans; il nous faut le petit Roi de Rome; c'est lui qui ralliera tous les partis.

« Le prince sourit, biaisa, répondit en diplomate et se retira. »

L'observateur constate encore que, parfaitement accueillis à Bruxelles et à Liège, les réfugiés y sont aimés et recherchés. On s'intéresse assez à eux pour les tenir au courant des mesures qui pourraient menacer leur sécurité. On assiste les moins fortunés; on envoie même des offrandes à la caisse de secours qui s'est créée sous la direction du général Merlin pour leur venir en aide et qui leur assure une mensualité suffisante à leurs besoins. On raconte que cette caisse a reçu du Duc d'Orléans deux cents louis. Cambacérès sollicité a souscrit pour trente francs par mois. La modicité de sa souscription a indigné tout le monde et fait dire que « cet archigastronome fait tous les mois le sacrifice d'une dinde aux truffes pour secourir ses compatriotes. » Des officiers français, au nombre d'une trentaine, venus à Anvers où ils devaient s'embarquer pour Baltimore, n'ayant pu payer leur passage, de riches Anversois l'ont payé pour eux et quand la caisse de secours, avertie de leur intervention, a voulu les rembourser, ils ont refusé l'argent. « La correspondance entre Liège et Bruxelles est journalière, continue le rapport, soit par lettre, soit par les personnes qui vont et viennent. » Les réfugiés eux-mêmes, notamment Teste et le général Fressinet, se déplacent à chaque instant.

Les relations avec Paris ne sont pas moins actives. On y emploie, outre des émissaires de confiance, les conducteurs de voitures publiques et les maîtres de poste. Les lettres de Paris arrivent rapidement par cette voie, qu'utilisent encore les réfugiés pour se faire adresser « leurs habillemens et leurs chaussures. » Ceux de leurs amis qui résident dans la capitale, leur écrivent fréquemment. Au lendemain de la première représentation de *Germanicus*, la tragédie d'Arnault, ils sont avertis des incidens tumultueux auxquels elle a donné lieu et qui ont transformé en un champ de bataille la salle du Théâtre-Français. Ils

ouvrent immédiatement une souscription à l'effet de faire représenter la pièce à Bruxelles par Talma et Mlle Duchesnois.

D'autre part, on les met en garde contre les espions. Un général hollandais passé au service de la France étant parti de Paris, chargé par le ministre de la Police de venir, sous prétexte d'affaires de famille, observer ce qui se passe à Bruxelles et à Liège, est aussitôt dénoncé aux réfugiés. « Plusieurs affaires l'attendent, mande l'observateur; il sera provoqué et insulté. On croit du reste que sa mission est connue du gouvernement des Pays-Bas et qu'il recevra l'ordre de sortir du royaume. » L'espionnage est ce que les réfugiés redoutent le plus. Ils se savent l'objet d'une surveillance incessante. Aussi sont-ils disposés à la défiance. Tout étranger inconnu d'eux, dont le séjour à Bruxelles se prolonge, est soupçonné d'appartenir à la police française et de même les individus dont le train d'existence paraît au-dessus de leurs ressources. L'observateur en désigne plusieurs qui sont, pour ces causes, plus ou moins suspects aux réfugiés. C'est entre autres un soi-disant colonel anglais qui porte sur sa montre un portrait de Napoléon et qu'il croit être un agent secret du premier ministre britannique, lord Castlereagh; un sieur Olivier, dont la poitrine est étoilée de la croix du Lys, de la croix de Saint-Louis et de celle de la Légion d'honneur, « quinquagénaire aux yeux durs, » qui pérore dans les estaminets et parade sur les promenades; enfin une femme, qui, sous le Directoire et le Consulat, a beaucoup fait parler d'elle, qui passe pour avoir appartenu à la police sous l'Empire, qui fut la maîtresse du comte de Montrond et de ce général Fournier qu'on arrêta chez elle où il fut trouvé caché entre deux matelas : la fameuse Mme Hamelin.

Dès le second retour des Bourbons, alors qu'elle était à Paris, sa conduite politique, sa pétulance, ses propos séditieux, ses relations avec les personnages les plus notoirement hostiles au nouveau gouvernement, l'avaient désignée à la police, ainsi qu'en fait foi le rapport suivant, en date du 1er août 1815 :

« Mme Hamelin, rue Blanche, est surveillée secrètement depuis plusieurs jours. Elle est circonspecte, elle a peur, et il n'y a presque plus de réunions chez elle. Cependant, M. Regnaud de Saint-Jean-d'Angély y est venu jusqu'au dernier moment de son départ. Samedi matin, entre autres, il lui a dit qu'il partait pour le Val, avec le pauvre Arnault, mais qu'il laissait ici de bons amis et que ses intérêts étaient entre bonnes mains.

« Le général Corbineau a continué de venir chez Mme Hamelin. M. de Caulaincourt et M. de Saint Aignan, son beau-frère, y viennent aussi quelquefois. L'ami et le confident de Mme Hamelin est M. Boursault, l'entrepreneur du nettoiement de Paris, qui est propriétaire de la maison. C'est un intrigant, un ex-révolutionnaire, et qui déteste le gouvernement des Bourbons.

« Mme Hamelin voit au dehors beaucoup moins de monde que jadis. Elle s'est glissée chez les princes Schwarzenberg et Metternich, qu'elle voyait fréquemment autrefois (surtout le premier), mais elle n'en a pas été assez bien reçue pour renouer ses relations passées. En dernière analyse, Mme Hamelin a peur, et la crainte la rendra sage. Elle paraît compter assez facilement sur l'ancienne protection de M. le prince de Talleyrand et de M. le duc d'Otrante. »

Le rédacteur de ce rapport se trompait en supposant que Mme Hamelin était devenue plus craintive et plus prudente que par le passé. Elle se chargeait bientôt de prouver le contraire. A la fin d'octobre, sa conduite était devenue telle que le gouvernement qui l'avait épargnée jusque-là, bien quelle eût été portée d'abord sur les listes de proscription, se décidait à sévir et à l'éloigner de Paris dans les quarante-huit heures. Mandée le 31 octobre, chez le préfet de police Anglès, elle était invitée à quitter la capitale. Elle se récria, protesta. En quoi avait-elle mérité l'exil? On la calomniait en lui attribuant des intentions hostiles et des paroles malveillantes. Pour ce qui était de sa conduite antérieure au retour du Roi, c'était lui faire beaucoup d'honneur que de la rendre victime de la réaction. Mais son langage ne pouvait ébranler les résolutions dont elle était l'objet.

— Il faut partir, madame, ne cessait de répéter le préfet.

Alors, elle demanda à ne pas aller dans une ville de l'intérieur. Nul incident politique ne pourrait se produire là où elle serait sans qu'on le lui attribuât. Elle préférait passer à l'étranger, à Bruxelles par exemple, où elle trouverait un protecteur, le duc de Wellington.

— Vous êtes libre d'aller où vous voudrez, lui fut-il répondu. Mais, en quelque endroit que vous alliez, soyez circonspecte et, dans trois ou quatre mois, il vous sera permis de revenir.

Elle promit de s'éloigner dès le surlendemain et de ne recevoir personne jusqu'à son départ. Le 6 novembre, elle n'était pas encore partie. On se préparait à l'y contraindre, lorsque, à

l'improviste, elle disparut au nez et à la barbe des deux agens chargés de la surveiller. On crut d'abord qu'elle se cachait à Paris ou à Andilly chez un Anglais, lord Kinnaird, connu pour ses opinions orléanistes. On se mit à sa recherche; mais en vain. On ne savait ce qu'elle était devenue lorsqu'à la mi-janvier 1816, on apprit son arrivée à Bruxelles. Quelques jours plus tard, on était informé qu'un ancien aide de camp du duc de Rovigo, le lieutenant Haudique-Duquesnoy Morisel, amant de la belle depuis 1814, était allé la rejoindre.

Un triste personnage ce Morisel, véritable type d'aventurier, intrigant, bourreau d'argent, homme de plaisir, cynique et sans préjugés. C'est ainsi du moins qu'on nous le présente et il n'apparaît nulle part que ces qualifications soient imméritées. Malgré tout, à Bruxelles, la situation équivoque du faux ménage n'empêche pas Mme Hamelin d'être reçue dans d'honorables sociétés et même chez le gouverneur. Le comte de Caux, représentant du gouvernement français, est obligé d'en convenir. Plusieurs réfugiés et non des moindres, les rédacteurs du *Nain Jaune*, sont les familiers de sa maison. Néanmoins, de vagues soupçons planent sur elle. L'observateur s'en fait l'écho.

« Mme Hamelin, dont l'existence ainsi que celle de Morisel, est un problème, avait loué une maison toute montée pour huit mille francs; ils avaient un train analogue à ce loyer. Morisel a perdu dernièrement vingt mille francs au jeu au Club; on ne connaît point de fortune ni à l'un, ni à l'autre. Cela fait naître beaucoup de soupçons. Les uns disent que Mme Hamelin est entièrement à la disposition de la police, d'autres qu'elle est payée par le Duc d'Orléans. Elle en parlait à chaque instant, et annonçait comme très prochain son avènement au trône, voulu par l'Angleterre; mais, depuis qu'elle a appris que le Duc d'Orléans avait accepté le don que Sa Majesté lui a fait de la terre de Neuilly, elle fulmine contre ce prince. Elle est toujours très liée avec lord Kinnaird, orléaniste. Des gens de bon sens pensent que ces deux individus se trompent mutuellement. Morisel fait de fréquens voyages à Anvers; on n'en connaît point le motif.

« Mme Hamelin paraît encore liée avec une dame Wallis, sœur de Wilson, impliqué dans l'affaire de l'évasion de Lavalette; cette dame reçoit beaucoup de monde, et est d'une exagération extrême. Elle porte en sautoir un double napoléon en or; elle montre sans cesse une violette qu'elle conserve et qu'elle dit

avoir cueillie à la Malmaison, ainsi qu'un morceau de la cocarde qui était au chapeau de Bonaparte à la bataille de Waterloo; mais ses intrigues ne sont pas plus dangereuses que ses amulettes. »

Dans quelle mesure Mme Hamelin méritait-elle à cette époque qu'on la soupçonnât d'appartenir à la police, il est assez difficile de le savoir. A première vue et encore qu'il ne le soit pas moins de lui découvrir, durant son exil, des moyens pécuniaires en harmonie avec son train d'existence, il n'apparaît pas que l'accusation d'ailleurs imprécise que formulait l'observateur fût fondée. Elle allait l'être bientôt; mais elle ne l'était pas encore. Elle ne l'était même pas lorsqu'en 1817, cette héroïne fut autorisée par le duc de Richelieu à rentrer à Paris. Mais, quelques semaines après sa rentrée, les doutes se changent en certitude. Parmi les personnes employées par la police politique, on trouve une Mme Deschamps, appointée à raison de douze mille francs par an, et Mme Deschamps n'est autre que Mme Hamelin.

Hâtons-nous d'ajouter que dans son rôle qui se bornera à rendre compte de ce qu'elle voit et de ce qu'elle entend, elle se préoccupera beaucoup plus, en servant le gouvernement qui la paie, d'être utile à ses amis que de leur nuire. Souvent même, à ses indiscrétions, elle joindra des conseils qu'elle croira utiles, et elle sera plus souvent une informatrice bienveillante qu'une dénonciatrice perfide. Toute sa correspondance où éclatent, en traits vifs et spirituels, son goût pour les commérages, sa connaissance des hommes et des choses du moment, sa sympathie pour les proscrits, nous en fournit à tout instant la preuve. Passionnée et mobile, impulsive et besogneuse, elle l'est; mais intéressée, capable de calculs ténébreux ou méchante, jamais. C'est tout ce qu'en attendant de la suivre sur un autre théâtre, il y a lieu d'en dire, comme conclusion aux rapports qui viennent d'être cités ou résumés.

ERNEST DAUDET.

ESSAIS ET NOTICES

LES *MÉMOIRES* DE JULES SIMON (1)

En mars 1890, Jules Simon, un instant arraché par Eugène Spuller, ministre des Affaires étrangères, à la retraite où, si noblement, il s'était confiné, alla représenter la France à la Conférence internationale de Berlin. L'empereur Guillaume II, jugeant nécessaire l'instauration en son empire d'une réglementation assez sévère du travail des adultes, avait saisi l'Europe de la question. Le renard, cette fois, avant de se couper la queue, entendait que les autres consentissent à l'amputation. Il fut déçu : en ce qui concerne le travail des adultes, la conférence échoua. A cet échec, Jules Simon, libéral impénitent, contribua plus qu'aucun des plénipotentiaires. Contre l'autoritarisme germanique, contre l'étatisme et le socialisme, il fit triompher la doctrine libérale. Ayant parlé avec une émotion sincère des misères de la classe ouvrière et avec une expérience avertie du travail des femmes et des enfans, il avait, d'autre part, exposé avec finesse les conséquences auxquelles conduirait la réglementation du travail des adultes. On avait admiré ce vieillard presque octogénaire : il avait tenu, suspendus à ses lèvres, les représentans de l'Europe entière, diplomates savans, ingénieurs, parlementaires, hommes d'État, que tant de talent ravissait : il avait dissous les coalitions très doucement, convaincant sans pédantisme, mais au nom du bon sens, et vainquant sans avoir eu un moment l'air de se battre ! Sa voix, restée charmeuse en dépit de l'âge, ne fit jamais meilleure œuvre : sa parole fluide avait paru d'or.

L'Empereur, lui-même séduit, ne garda pas rancune à « Simon le Magicien, » — comme on l'avait un jour appelé au Vatican : — il lui

(1) *Figures et Croquis*, par Jules Simon, 1 vol. in-16 : Flammarion.

fit don, raconte la chronique, d'un recueil des morceaux composés pour la flûte par son aïeul, le roi Frédéric II. Y avait-il là épigramme ou hommage? En tout cas, le trait paraît piquant.

Flûtiste mélodieux, Jules Simon nous séduit d'autant que les politiciens continuent à faire résonner le tintamarre de leurs cuivres. En fils pieux, MM. Charles et Gustave Simon tirent des papiers de leur père de nouvelles pages où nous le retrouvons tout entier. Les *Figures et Croquis* complètent cette série de volumes : *Premières Années*, *Le soir de ma journée*, *Mémoires des autres*, où Jules Simon a raconté sa vie. On ne saurait les en séparer.

Il ne lui convenait pas d'écrire ses *Mémoires* à grand orchestre ; c'est en parlant des autres qu'il s'évoque lui-même : il était altruiste. Il se remémorait ses amis avec une joie émue, et ses ennemis avec une indulgence délicieuse. « J'écris ces notes, dit-il dans les *Nouveaux Mémoires*, pour me rappeler, et non pour me glorifier. Ce n'est ni un plaidoyer, ni une confession, ni une histoire. Je revois ma vie comme un rêve et j'y prends une sorte de plaisir mélancolique. » Oui, toute sa vie, depuis l'époque où le petit Breton courait les ruelles de Saint-Jean-Brevelay, le chapeau rond sur les longs cheveux, jusqu'à l'heure où, ancien président du Conseil et membre de deux Académies, il allait représenter à Berlin son pays, — hier ingrat.

J'ai tout lieu de penser que M. Jules Simon ne fut pas aussi modeste qu'il le voudrait faire entendre; car, à le lire, on le croirait « homme de rien. » Le suppléant de Cousin à la Sorbonne, l'ancien Constituant de 1848, l'ancien député opposant du Corps législatif, l'ancien membre de la Défense nationale, l'ancien ministre de Thiers et de Mac Mahon, l'homme que, le même jour, le Sénat fit inamovible et l'Académie immortel, se croyait-il sincèrement « homme de rien ? » Ici son altruisme lui-même, en s'exagérant, faillit : comment alors jugerons-nous les autres ? Non, il ne s'estimait pas « homme de rien ; » mais, fort malicieux, — j'y reviendrai, — il mettait une bonhomie narquoise à se proclamer tel en face de tant de sots qui se croient et s'affirment grands hommes. Et puis, il était philosophe : ne l'eût-il point été professionnellement, qu'il lui suffisait d'avoir vu de près tomber les Empires et les Républiques, les illustres tribuns et les grands ministres, pour toucher du doigt la fragilité des réputations, des popularités, des immortalités « avérées. » Il en avait conclu qu'on ne vivait guère dans le souvenir des hommes. « On vous jette la dernière pelletée de terre, écrit-il dans le volume qui vient de paraître, et en voilà pour toujours ! » Il s'appliquait cette mélancolique théorie. « On oublie vite

en France... Qui se rappellera mon nom dans trois ou quatre ans? » M. Jules Simon se trompait. Il y a peu d'hommes qui aient conservé, même parmi ceux qui ne l'ont pas connu, une réputation plus vivante et plus belle. C'est la récompense d'une longue fidélité à l'idée libérale, méritoire certes lorsqu'on se rappelle à quelles épreuves elle a exposé l'ancien maître de la Sorbonne, du coup d'État de Décembre dont il *voulut* être victime, à l'ostracisme douloureux dont le parti républicain punit une noble résistance aux lois despotiques.

***

Les *Mémoires* de Jules Simon, dispersés au hasard des causeries, procurent au lecteur une singulière satisfaction : tant d'honnêtes gens sont des sots et tant d'hommes d'esprit des pirates, qu'il y a une joie singulière à rencontrer une si charmante finesse au service d'une si magnifique probité. Pour l'observateur superficiel, M. Jules Simon semble d'une mentalité assez simple : il veut paraître un bon homme tout rond, jugeant avec un sourire indulgent des hommes et des faits. Pour qui étudie toutes les pages des six petits livres, il apparaît infiniment plus complexe : il est indulgent évidemment, mais cette indulgence est faite d'une pétillante malice ; il est bonhomme, soit, mais d'une bonhomie si fine que plus d'un portrait en apparence flatté nous arrache un sourire qui, pour le modèle, n'aurait rien de flatteur ; il est d'humeur souriante, sans doute, mais avec, au fond, une mélancolie souvent émouvante. Le bon sens qui paraît inspirer tous ses jugemens dissimule mal une sensibilité parfois aiguë.

C'est le cas d'appliquer à l'ancien professeur de Taine la méthode de cet élève que cependant il s'effrayait un peu d'avoir couvé, mais dont il admirait tant le talent (« dissident, dit-il, mais admirant »). La race agit sans conteste chez Jules Simon : le père était Lorrain, la mère Bretonne ; pas de races plus dissemblables. De son père, Jules Simon a évidemment reçu, avec le sang d'un *bleu* resté *bleu* sous la Restauration, le solide bon sens dont on se réclame, avant toutes qualités, sur le plateau Lorrain, un bon sens malicieux et narquois lorsqu'il se livre, impossible à déconcerter lorsqu'il s'oppose. De sa mère, qui, elle, était « chouanne, » il a hérité la sensibilité un peu rêveuse et charmante du pays d'Armor, la mélancolie douce et une foi dans l'au-delà, qui, même lorsqu'elle échappe aux dogmes, laisse dans l'âme du croyant d'hier cette nostalgie, visible chez un Renan, chez un Jules Simon.

De cette nostalgie il semble étreint lorsqu'il évoque les premières années ; ce n'est pas artifice du conteur : la veillée de Noël, les offices

de l'église, le recteur breton l'abbé Moizan. « Nous l'adorions, écrit-il. Ce n'était pas à cause de sa charité : on n'est jamais étonné en Bretagne de voir un prêtre donner tout ce qu'il a; mais on l'adorait parce qu'il était un des héros de la guerre des Chouans. » Le vieil homme d'État au regard bleu semblait, au Sénat ou à l'Académie, parfois rêver : à quoi ? Aux luttes parlementaires, aux querelles d'hier, au pouvoir avant-hier exercé? Non : au sermon de l'abbé Moizan où, paradoxalement, l'ancien aumônier des Chouans, redevenu curé évangélique, disait : « Mes petits, aimez-vous les uns les autres. » Combien il est caractéristique que des sermons du curé Moizan, Jules Simon ait retenu celui-là. Dans le volume hier publié, il écrit : « L'impartialité m'a toujours été facile. Je ne sais pas si c'est une qualité ou un défaut. C'est un défaut, suivant Vaulabelle, qui me quitta à cause de cela : *Il ne sait pas haïr*, disait-il de moi. » Pour ce mot, le recteur breton eût beaucoup pardonné à l'élève de Cousin.

Il est né mélancolique : malgré sa volonté de rester souriant, tout à coup il lui échappe une imprécation. « Je suis né en 1814, j'ai vu 1852 et 1871. Je suis d'une génération trois fois maudite. » C'est la seule révolte d'une âme qu'ont froissée trop d'épreuves. Mais on sent cette âme à tout instant près de trahir ses secrètes douleurs : Jules Simon sourit les larmes aux yeux. S'il parle de la disgrâce dont ses amis frappèrent le vieux lutteur, lorsque, au Sénat, il se fut opposé, on sait avec quel courage, au vote de l'article 7 : « Ils me blâmaient de ne pas être un coquin ! » c'est la larme qui tremble au bout des cils du Breton; et tout de suite, le sourire narquois du Lorrain : « Je n'avais pas le cœur trop gros, étant depuis longtemps habitué aux bêtes. »

Cette nature mélancolique l'attache aux mélancoliques. Dans les *Figures et Croquis* qui font l'occasion de cette étude, il y a trois portraits que j'ai relus. A Gounod d'abord, il consacre des pages tout à fait prenantes; il a subi le charme de ce séducteur; Gounod était toujours en émotion : un de ses vieux amis me racontait qu'il l'était allé voir l'avant-veille de sa mort : « Mon ami, lui avait dit le maître, je viens de me confesser : j'ai beaucoup péché, mais jamais contre l'art : car il n'y a pas une page que je n'aie signée de ma conviction et contresignée de mon émotion. » Cette parole eût plu à Jules Simon : il fait du maître un portrait très captivant, empreint d'une amitié charmante. « Il est mort jeune à soixante-quinze ans, dit-il. Ceux qui vivaient dans son intimité savent qu'il n'avait que vingt ans. Et ceux qui vivent dans l'intimité de son œuvre le savent aussi. » Mais c'est plus que de l'émotion, lorsque Jules Simon nous peint Chateaubriand et Lamen-

nais. Ces deux âmes furent sombres : Jules Simon, qui en apparence est si dissemblable, sympathise, malgré lui, avec eux : qui le forçait d'en parler à côté d'hommes d'État ou de penseurs contemporains, sinon une sorte de respect fraternel? Fraternel, oui : ces deux Bretons, taillés dans le granit, l'attirent. Il avait vu Chateaubriand en 1835. « Je me rappelle son aspect si complètement que, si j'étais peintre, je crois que je ferais un portrait ressemblant, seulement avec mes souvenirs. J'avais pour lui une telle admiration que sa figure, ses vêtemens, ses moindres gestes, restaient gravés dans ma mémoire et hantaient constamment mon imagination. » Il plaint l'infortune de René mourant dans l'indifférence du public. « Le jour disparaît de la même façon : on était en plein soleil, on est dans le crépuscule ; mais le passage de la lumière à l'ombre a été presque insensible ; on voit que le jour a disparu sans l'avoir vu disparaître. » Et voilà encore une de ces phrases où l'on surprend le fils d'Armor : c'est derrière les landes plantées de genêts qu'il voit sombrer l'astre dans la tristesse des pénombres. L'étude sur Lamennais est plus saisissante encore. Qui eût dit à ce grand déclassé, passé de l'Extrême Droite où il avait effrayé ses amis, à l'Extrême Gauche où il intimidait ses voisins, que, là-bas, au Centre de l'Assemblée constituante, un jeune modéré attachait sur lui un regard chargé tout à la fois de pitié et d'admiration.

Du Lamennais de 1848, Jules Simon garde une impression très vive; il le vit à la Montagne : « Lamennais s'y trouvait serré de tous les côtés; *et, chose remarquable, il y était seul.* On avait le sentiment, en le voyant au milieu de cette foule, qu'il était seul. » Je ne cite que quelques mots : il faut lire le passage tout entier. Là encore, le Breton à l'âme tragique se laisse conquérir par cette tragédie que connut le cœur de Féli de Lamennais. Ailleurs cette tristesse native se fait plus douce : lui qui, cependant, a connu les abandons, ne pose pas, ainsi que ses compatriotes, un Chateaubriand, un Lamennais, aux Titans foudroyés. Dans ce volume que, par une pensée bien mélancolique encore, il a intitulé *le Soir de ma journée*, il a écrit : « Ceux qui ont lu mes premiers livres liront aussi le dernier; ils me feront un bout de conduite avant de quitter leur ami et de l'oublier suivant les sages lois de la nature. » Une fois de plus, la larme voile l'œil bleu du Breton, mais cependant un scepticisme, qui d'ailleurs ne veut pas être amer, fait sourire les lèvres un peu charnues du Lorrain.

*
* *

Le sourire, aussi bien, l'emporte. La preuve en est que nous avons

nous-même lu, — à de très rares exceptions près, — ses dernières *Figures* avec la joie discrète que les premiers volumes de ses *Mémoires* avaient si souvent provoquée. Une sérénité malicieuse : voilà l'impression dominante que laissent ces petits volumes. Une finesse que rien ne déconcerte s'y joue avec aisance. Elle se peut exercer en tant de circonstances et à propos de tant d'hommes que, vraiment, un siècle d'histoire apparaît ici dans un sourire : songeons que ce chroniqueur peut promener son œil pétillant des derniers ministres de la Restauration aux « séances de tabac » où le convie l'empereur Guillaume II en 1890. Il a été élevé au milieu des Chouans qui ont fait la guerre des landes et des soldats qui ont été de la Grande Armée : il a connu, dans cette province archaïque, bien des traits de l'ancien régime attardé, a reçu les leçons de tel maître qui, déjà, enseignait sous Louis XVI; normalien, il a, un jour, rencontré chez Philippe Le Bas la veuve du Conventionnel et la sœur de Robespierre : plus tard il a visité le Musée de Versailles, tandis que Louis-Philippe s'appuyait sur son bras, et suppléé à la Sorbonne Victor Cousin, hier ministre du roi bourgeois, — je connais peu de portraits aussi fins que celui du roi Louis-Philippe par Jules Simon. — Représentant du peuple en 1848, il n'a évidemment jamais inféodé son esprit au point de ne plus savoir regarder et juger sainement — et ironiquement : il a reçu, nous le verrons, les politesses du prince Louis et a participé aux délibérations des démocrates. Mêlé par sa disgrâce au monde opposant sous le second Empire, il a, après avoir représenté sa Bretagne à l'Assemblée, couru les réunions publiques de Belleville, de Courbevoie, de Saint-Denis, et finalement représenté au Corps législatif le faubourg parisien. Morny et Rouher ont tenté de le conquérir : Jules Favre l'a séduit et Thiers agacé, — très manifestement. Membre du gouvernement en 1870, il a affronté le 31 octobre dont il nous fait le récit avec cette sérénité qui, partout, dore de tant de belle humeur des incidens fort sombres. Il a été ministre de Thiers et a pu, le connaissant mieux que devant, le mieux juger. Et il a connu encore le brave maréchal, tournant, comme un homme qu'on voudrait enchaîner, dans le cercle où l'opinion l'enfermait : président du Conseil renvoyé au 16 mai, il n'y a vu qu'une raison de recommander à ses amis la justice dans la victoire ; il a été des premières luttes où se coupa en deux le parti républicain victorieux. Après avoir vu, — non sans une sympathie amusée, — le jeune Gambetta tirer, dans la salle des Pas-Perdus du Corps légistatif, des feux d'artifice éblouissans, il l'a rencontré dans les Chambres de la République et l'a affronté. Des landes bretonnes aux faubourgs de

Paris, de l'École normale à l'Académie, des assemblées aux ministères, que d'hommes aperçus, que d'événemens vécus!

Il a beaucoup connu Cousin : c'est sa grande victime. J'emploie un mot fort : mais les victimes ne sont pas toujours celles qu'on jette au bûcher; il en est qu'on retourne sur un gril. Victor Cousin s'estimerait de celles-là, si, aux Champs Élyséens, les volumes de son élève lui étaient apportés. Personne n'a mieux inspiré la verve de Jules Simon : celui-ci sait garder à son maître une gratitude qui, cependant, ne veut pas se faire par trop naïve. Cousin exploita ce disciple comme les autres. Le normalien l'avait eu comme directeur tout à la fois et comme professeur spécial : philosophe, Simon avait dû subir l'*enrégimentement*, — on disait des professeurs de philosophie en 1836 « le régiment de Cousin, » — celui-ci, tout-puissant au ministère, n'eût pas souffert un acte d'indiscipline spirituelle. Jules Simon n'avait pas la nature d'un écolier, mais il n'a jamais eu d'autre part l'allure d'un rebelle. A cette apparence de courtoise déférence, Cousin dut être pris : et puis, — ce que pour rien au monde le mémorialiste n'avouerait, — le jeune professeur avait partout réussi lorsque le terrible Cousin, désirant un suppléant, l'appela à ce poste. « Il avait quitté l'apostolat, mais il a exercé le pontificat jusqu'à sa mort, » dit Simon. Celui-ci vivait plus souvent qu'il ne lui convenait sous la coupe de ce maître impérieux; il dut en souffrir; la délicieuse chronique où Cousin joue un rôle si amusant, est la seule vengeance d'un suppléant exploité. Il faut lire l'histoire de la traduction du *Timée :* l'élève a pour son compte traduit le *Timée;* il va sonner chez Cousin, pour lui soumettre sa traduction. « Mon cher ami, lui dit tout de go le grand homme, vous vous occupez du *Timée*, vous l'avez traduit en partie, il manque à ma traduction de Platon et je vous prie de me le donner. » Simon de s'incliner : il achève la traduction, apportant chaque semaine au maître le morceau traduit, si bien que voilà l'œuvre finie, confiée à l'imprimeur. Un dimanche, Simon arrive chez Cousin qu'il trouve dans sa bibliothèque : « Comment vous portez-vous? lui dis-je. — Assez mal. Je suis très fatigué. On ne saura jamais combien cette traduction du *Timée* m'a fatigué. » Puis, se rappelant tout à coup à qui il parlait. « Mais si fait, ajouta-t-il avec le plus grand sang-froid, vous le savez aussi bien que moi. » Et il parla d'autre chose. » Lorsque l'auteur du *Timée* écoutait parler Socrate, c'était évidemment avec d'autres sentimens : Jules Simon écrit sa chronique « en marge » de cet autre *Timée*. Pas un instant, il ne s'en laisse imposer par le Socrate de l'éclectisme. « Moi, monsieur, lui déclare Cousin irrité du

libéralisme économique de l'élève, moi, monsieur, je suis protectionniste, parce que je suis patriote. » Et Simon d'ajouter : « Il était aussi actionnaire des mines de l'Aveyron. » D'ailleurs, il rend à Cousin mille fois justice sur un point : le trouvant parfois un peu trop comédien, il salue en lui un admirable pince-sans-rire : l'entrevue entre le directeur de l'École normale et le curé Ollivier ressemble à un conte d'Alphonse Daudet.

Je trouve le même genre d'esprit, — celui de l'auteur des *Contes de mon moulin*, — dans l'aventure de Garnier-Pagès. C'est une des pages délicieuses du dernier recueil : Garnier-Pagès est une des « *Figures*, » — et une bonne. Là, Jules Simon ne sourit pas seulement : il rit franchement. Cela débute cependant par la touchante histoire des frères Garnier-Pagès dont l'un s'appelait Garnier et l'autre Pagès, dont l'un fut toujours tenu pour le grand homme et l'autre pour le comparse, jusqu'à ce qu'il fût devenu ministre. L'intérieur des parens Garnier-Pagès est peint par un conteur : le portrait physique du ministre de 1848 a l'air d'une charge. « Il mettait sa cravate par-dessus sa barbe. Cette figure était toute petite... elle était placée comme un bouquet de fleurs un peu ternies, un peu défraîchies, dans un immense col de chemise qui paraissait en fer-blanc. » « Un jour, raconte Simon, que Lamartine parlait, entouré du gouvernement provisoire, Garnier-Pagès qui se croyait le plus éloquent, parlait en même temps que lui et s'efforçait de couvrir sa voix. Un gavroche lui cria : « Si tu ne te tais pas, je vais arroser ton bouquet. » Le mot était si drôle et la comparaison du bouquet si bien trouvée que personne ne put garder son sang-froid. » Simon eut peine à le garder encore lorsque Garnier-Pagès lui confia qu'il voulait se présenter à l'Académie : Simon l'en dissuada : « Thiers en est bien, » répliqua le bon Pagès. Notre chroniqueur s'égaie, et puis, soudain, sa bonne âme lui fait évidemment un reproche : il a trop persiflé le pauvre Garnier-Pagès et comme si le brave homme au faux-col était encore là, pouvant souffrir de ces railleries, il étend sur la petite plaie faite tous les baumes possibles.

Jules Simon agit toujours ainsi : il pique, puis verse le vulnéraire. Peu d'hommes échappent à son innocente raillerie, même parmi ceux qu'il aime et admire. Voici Lamartine en 1848, après le refus opposé au drapeau rouge. « Dès qu'il s'asseyait quelque part, on lui mettait une couronne de lauriers. Les dames pleuraient. Tous ceux qui le suivaient avec tant d'enthousiasme l'auraient jeté à l'eau, quinze jours auparavant, pour avoir écrit son *Histoire des Girondins* qui a servi de prélude à la Révolution. » Voici Louis Blanc : Jules Simon nous dé-

clare que la foi politique du fameux leader socialiste impose le respect : il n'y manque évidemment pas, à son sens, en rappelant que, petit de corps jusqu'à être contrefait, le théoricien avait cru devoir, en 1848, se grandir en chaussant pour les cérémonies officielles des bottes à l'écuyère. « Il ne parvenait pas à se rendre ridicule, » ajoute Simon, et il résume un portrait piquant par ces mots : « C'était un brave homme, un esprit faux, un cœur chaleureux. »

L'excuse, aussi bien, — s'il est besoin d'excuse à ces courtoises railleries, — serait dans ce fait que le chroniqueur se raille lui-même en toute occurrence. Le voici qui, en 1848, harangue d'un balcon de Saint-Michel-en-Grève (Côtes-du-Nord) une mer de larges chapeaux plats : vers lui montent les acclamations enthousiastes, et le voici qui après son discours enflammé, est soudain enlevé, porté en triomphe, embrassé (« J'appris par expérience, dit-il, que nos compatriotes des campagnes ont la barbe plus dure que les citadins, ») et longtemps escorté dans sa retraite par les ovations. « Eh bien ! dit son barnum en s'essuyant le front, j'espère que vous êtes content ? » Je fis le modeste. « Oh ! dit-il, on ne reçoit pas une ovation comme celle-là sans sentir quelque chose. Allons, avouez. Ce sont des paysans, mais ce sont des hommes ! » Je finis par convenir de quelque chose. « Eh bien ! dit-il, nous étions là six mille, n'est-ce pas? Excepté nous dix, et trois autres que je pourrais nommer, personne, entendez-vous bien, personne n'entendait un mot de français. Tous ces applaudissemens vous ont été donnés de confiance. » — « C'est le plus grand succès oratoire de toute ma vie, » ajoute le chroniqueur. Comment garder rancune d'être raillé par qui se raille ainsi?

De cet auto-persiflage, je ne citerai qu'un second trait. M. Jules Simon annonce solennellement qu'il va écrire des Mémoires militaires, — le capitaine Coignet l'empêchant de dormir. Et voici un chapitre sur la garde nationale auquel il faut renvoyer le lecteur. Un jour, le maréchal Lobau aperçoit le soldat Simon (qu'il savait professeur en Sorbonne) avec un fusil sans bretelle : « Rappelez-vous, monsieur le spiritualiste, qu'un fusil sans bretelle est un corps sans âme. » Le professeur Simon médite sur cette parole. « Je ne comprends pas encore, avoue-t-il, pourquoi la bretelle occupait un rang si élevé dans les préoccupations du maréchal. » La suite des réflexions est d'un pince-sans-rire qui connaît ses auteurs : « Horatius Flaccus... jeta un jour son bouclier pour s'enfuir plus lestement du champ de bataille :

Relicta non bene parmula.

« Il n'a pas rougi d'en convenir, etc. »

Et ici, ce n'est plus, comme tout à l'heure, quelque héros de Daudet qui s'évoque. Ce professeur qui médite avec tant de sérieux affecté et d'érudition avisée sur la parole du brave maréchal, apologiste de la bretelle, nous le connaissons tous : c'est le professeur Bergeret, aux beaux jours de *l'Orme du Mail*.

Ainsi, M. Jules Simon, parcourant sa vie si diverse, nous fait revivre tous les auteurs où le rire sait se faire discret. Disons le mot : M. Jules Simon pince sans rire, — mais personne plus que lui-même.

*
* *

Le chroniqueur était par cela même un portraicturiste admirable sa touche est très légère. Qu'il parle de Gounod, d'Ambroise Thomas, de Pasteur, de Taine, ou qu'avec Thiers, Gambetta, Grévy, Mac Mahon, les Carnot, Jules Ferry, Ernest Picard, il nous transporte dans la politique d'hier, il est perspicace sans cruauté, impartial sans froideur et, en thèse générale, si oublieux des injures que c'est miracle. Tout d'abord, il ne croit pas le monde si noir. « Il faut, a-t-il écrit, découvrir le bien avec joie et chercher au mal des atténuations possibles. » Admirons cette maxime : tout de même, l'historien qui s'y conformerait risquerait un peu d'écrire un conte de fées et, n'ayant pas nécessairement pour relever ses plats la malice d'un Jules Simon, nous ferait un ragoût un peu fade. A ces portraits, on reconnaît que, comme le disait Vaulabelle, Jules Simon « ne savait pas haïr. »

Ses opinions, que son admirable attitude affirma fort solides, ne l'enchaînèrent jamais : il ne cache pas, lui, républicain sans faiblesse, son admiration pour le Comte de Paris dont, sous le second Empire, il se trouva en Angleterre, de la façon la plus inopinée, le compagnon de voyage. Le prince lui avait fait don d'un couteau de poche que les communards raflèrent lors d'une perquisition chez lui, « après ma condamnation à mort, » écrit-il d'un ton détaché. Si, fort peu orléaniste, il juge avec bienveillance le fils des rois, je ne le vois pas s'emporter contre le neveu de l'Empereur qui l'a, en le révoquant, d'autre part, réduit à la gêne. De lui aussi il parle d'un ton apaisé. Il raconte, dans ce style un peu narquois que j'ai dit, combien le prince Louis était poli en 1848 : « Vous êtes chauve, lui dit le prince, très gravement, au cours d'une séance de commission, ce qui vous dispose aux rhumes de cerveau. On m'a conseillé pour me guérir de la calvitie de me laver la tête tous les matins avec du thé un peu fort. Je m'en trouve bien. » L'éternel auto-railleur d'ajouter : « Je me lavai la tête

avec du thé jusqu'au 2 décembre ; mais à partir de ce moment-là, l'indignation ne me permit pas de continuer. »

Il a été l'adversaire de Gambetta. Dans les *Figures*, il déclare : « Il ne m'en coûtera pas d'être juste et même bienveillant envers sa mémoire. » Cette parole m'avait un peu inquiété : on voit ici Jules Simon prendre une résolution trop énergique pour qu'elle ne trahisse pas une lutte, qui, en effet, apparaît très visible, contre un préjugé. « Il n'avait pas le génie militaire de Bonaparte, mais il en avait le caractère impérieux et entreprenant. » Ce rapprochement a, dans l'esprit de Jules Simon, qui n'a jamais goûté Napoléon Ier, un caractère nettement défavorable : il est intéressant, lorsqu'on songe que l'homme de Brumaire an VIII et l'homme du 4 septembre 1870 étaient de la même race. Tous ces Génois effrénés heurtaient chez Jules Simon l'homme modéré du Nord. Il jette, à vrai dire, sur la toile des touches excellentes : je préfère cependant à ce dernier tableau le croquis, si enlevé, du jeune Léon Gambetta dans *le Soir de ma journée*, croquis pris au Corps législatif et où s'agite presque la silhouette si curieuse du jeune tribun. Jules Simon que, par la suite, Gambetta a dérouté, résume son impression en termes qui pourraient arrêter. « Il y avait peut-être en lui les facultés d'un homme d'État : il n'a été qu'un tribun. » Il faudrait renvoyer ici le lecteur à M. Gabriel Hanotaux. N'a-t-on pas été homme d'État parce que d'habiles adversaires ont su briser dans le tribun l'homme d'État en train de se réaliser ?

A Gambetta, Jules Simon préfère certainement Ferry que, cependant, il aurait de plus fortes raisons de ne point aimer. Ce Vosgien allait mieux à son tempérament de demi-Lorrain : il salue en lui l'homme d'ordre qui, le 31 octobre 1870, sut montrer sang-froid et intrépidité. « On s'en souvint, écrit-il, dans le parti de l'ordre où l'on manque souvent de mémoire. On s'en souvint aussi dans le camp de l'émeute. » Là est l'impartialité : Jules Simon, adversaire de Ferry, ne l'a pas mesuré à l'article 7 : il le mesure à toute sa conduite, de ce jour où Ferry soutint de son robuste bras de bûcheron des Vosges le gouvernement de 1870 menacé, jusqu'à celui où l'athlète fut renversé par la coalition des rancunes, — mais sans avoir plié les jarrets. « *C'était un homme*, conclut son ancien adversaire : ses ennemis eux-mêmes devront l'avouer. »

Thiers dut, — en matière politique, — jeter parfois Simon dans ces horripilations que lui a si souvent procurées Cousin en matière philosophique. Il dénonce, toujours en se jouant, chez l'un et chez l'autre, un despotisme égal. Si bienveillant envers tant d'autres, le chroni-

queur est ici presque injuste : non qu'il charge les traits ; mais il insiste volontiers sur les moins agréables.

Il a évidemment mal supporté l'autoritarisme du député de 1865, comme du président de 1871. « En matière de guerre, de finance et de politique, il ne souffrait pas de contradiction. » En quelle matière en souffrait-il donc ? Il l'accuse presque de trahison envers Louis-Philippe, quand il rapporte un propos de 1846. « Il me parla de la Révolution : Je lui suis fidèle, me dit-il. Elle ne m'a pas donné un trône, je n'ai pas le droit de la trahir. » La prétention de Thiers à incarner seul l'opposition à l'Empire avait froissé Simon ; mais pour Jules Favre, il fut froissé à son tour, étant ministre du Président, de voir Thiers traiter trop souvent en « secrétaires » les membres de l'Exécutif. Certes il rend à ses services l'éclatant hommage qui convient. Mais, très paradoxalement, ce républicain a, pour le maréchal qui le renvoya au 16 mai, des yeux plus bienveillans que pour le Président qui, contre les monarchistes, avait fondé la République.

A tous il semble préférer Grévy : pourquoi cet homme qui ne souriait jamais plut-il à cet autre qui souriait toujours ? Il faut décidément lire M. Jules Simon après M. Hanotaux. Sans doute il accuse le prudent avocat d'avoir, le 4 septembre, « pris le parti le plus sûr pour lui et le moins généreux » en refusant un ministère. « Il refusa obstinément, ajoute-t-il, comme il refusait dans son cabinet les causes qui l'auraient inutilement fatigué ou compromis. » Mais il paraît bien que, comme président, cet homme grave le rassura : « clairvoyant et impassible, écrit-il, quand tout le monde perdait la tête autour de lui. » Il l'avait vu, avec cette admiration paradoxale que conçoivent les cœurs chauds pour les cœurs froids, présider l'Assemblée avec « l'air d'un médecin surveillant une assemblée d'aliénés. » Comme s'il eût prévu l'âpre chapitre que M. Gabriel Hanotaux a consacré au bourgeois sans cordialité de l'Élysée, Jules Simon le défend avec une vivacité qu'il n'apporte pas communément à ses dires. Tout au plus reproche-t-il à Grévy d'avoir trop aimé le billard ; c'est une petite rancune : président du Conseil, Jules Simon a, quelque jour, réuni chez lui le général Cialdini, ambassadeur d'Italie et Jules Grévy : celui-ci, après dîner, a emmené le héros du *Risorgimento* au billard où, écrit le chroniqueur, « ils avaient commencé une partie digne d'une éternelle mémoire. » Il faut toujours laisser la parole à Jules Simon : « Mon fils vint me dire, au bout de quelque temps, que Grévy accomplissait de véritables merveilles et que l'ambassadeur se montrait d'une humeur massacrante. On peut être un héros et être, en même temps

mauvais joueur. J'avais tellement besoin à ce moment-là de la bonne humeur de Cialdini que je fis supplier Grévy de faire une faute, d'avoir un moment d'oubli. Mais il répondit noblement qu'il ferait tout pour m'obliger, excepté de compromettre sa réputation. »

***

Dans tous ces portraits, — j'ai voulu finir sur un trait plaisant, — nous retrouvons donc notre aimable chroniqueur des *Mémoires*. Qu'il blâme ou loue, c'est tout à la fois avec une modération courtoise et une malicieuse indulgence.

En vain les événemens semblent s'être conjurés pour l'aigrir contre les hommes et le destin : adversaires injustes, ennemis imprévus, obligés ingrats, amis lâches qui l'ont quitté parce qu'il ne voulait pas « être un coquin. » C'est l'homme juste d'Horace : il lui est même supérieur, philosophe serein dont rien ne déconcerte le sourire. Il déteste avant tout la colère : il la méprise. Il dit qu'il en souffrit cruellement, dans les quatre années qui ont suivi le 2 Décembre. « *Quatre ans de colère*, écrit-il, *c'est bien plus dur que quatre ans de misère.* » Il ne veut plus connaître ces temps où le cerveau se trouble et divague sous l'action d'un cœur irrité. Jamais, dans la retraite que l'ingratitude des hommes eût pu faire amère, Jules Simon n'est retombé dans cette néfaste colère. Traitant avec indulgence les hommes qui l'avaient écarté, il se complaisait aux amitiés fidèles. Les amis mouraient : il saluait leur mémoire sans grands gestes d'apologie, semant de souriantes anecdotes « avec le même plaisir mélancolique, que j'aurais eu, dit-il à propos de Pasteur, à porter des fleurs sur son cercueil. »

C'est bien cela : de sa main les fleurs tombent sur les cercueils. Elles en dissimulent la brutale rigidité : elles les parfument d'une senteur douce et fine. En un siècle brutal, jaloux, passionné, ce sage nous repose. Son bras ne se lève pour aucune excommunication ; on sent, sous la malice des phrases, la secrète souffrance d'une âme souvent blessée ; mais il la faut deviner. Il a pardonné. On ferme les *Mémoires* avec admiration, avec affection. « Ceux qui ne l'ont pas connu apprendront certainement à l'aimer, » disent simplement ses fils dans leur avant-propos. Ils disent vrai. A l'encontre de tant d'autres, les petits Mémoires de Jules Simon relèvent les hommes en notre estime : nous nous en sentons reconnaissans ; en prêchant l'indulgence, Jules Simon continue son rôle de bienfaiteur.

LOUIS MADELIN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Il est déjà un peu tard pour parler de la mort du roi Léopold, et sans doute un peu tôt pour consacrer à son règne une étude que la *Revue* ne manquera pourtant pas de publier dans une de ses prochaines livraisons. La disparition d'un homme comme lui est un événement considérable, car il a été, sans contestation possible, un des souverains les plus intelligens qu'on ait vus en Europe dans la seconde moitié du dernier siècle. Ce n'est pas assez de vanter son intelligence; elle n'est pas, en somme, un phénomène très rare dans notre temps; mais il a été un homme d'action, ce qui est moins commun, et on est obligé de remonter assez haut dans l'histoire pour retrouver l'exemple d'une imagination aussi hardie, d'une volonté aussi forte, d'une persévérance aussi tenace. On est tenté de comparer Léopold II à Henri le Navigateur, infant de Portugal, qui a tant fait, au xve siècle, pour découvrir des terres nouvelles et pour assurer à son petit pays la gloire et le profit de leurs découvertes.

Ce n'est même pas avec les ressources que lui a fournies la Belgique que le roi Léopold, du moins au début, a soutenu ses vastes entreprises. Il ne rencontrait alors autour de lui que du scepticisme. Lui seul avait la foi, et c'est avec sa fortune particulière qu'il a commencé. On a pu craindre un moment qu'elle ne fût compromise, perdue, engloutie; mais, après quelques années d'efforts, les choses ont changé de face, et le Congo est devenu une affaire largement rémunératrice. Le Roi avait trouvé des collaborateurs habiles et énergiques qui ont su mettre en valeur l'immense empire africain et en tirer des richesses inopinées. On a contesté, attaqué, condamné quelques-uns des procédés qu'ils ont employés pour cela, et, en effet, la critique a eu ici sa part légitime; mais ils trouveraient au besoin, sinon une justification, au moins une excuse dans l'histoire coloniale de beaucoup

d'autres pays. De telles œuvres ont toujours de durs commencemens; on y rencontre des résistances qui ne peuvent être vaincues que par la force, et la force, en Afrique plus encore peut-être que partout ailleurs, est inséparable de certains abus. Le temps seul y met bon ordre. L'histoire, quand l'heure en sera venue, placera les choses au point de perspective où on les voit dans leur ensemble et où on les juge dans leurs résultats : elle rendra alors justice à Léopold II; elle verra en lui un des grands ouvriers de la civilisation, un de ceux qui ont fait reculer le plus loin la barbarie. C'est seulement dans les dernières années, presque dans les derniers jours de sa vie, que son œuvre africaine a atteint le point de maturité qui lui a permis d'en faire profiter la Belgique : il lui a fait don de la colonie du Congo. S'il avait voulu le faire plus tôt, il se serait exposé à un refus. Le Congo apparaissait à la Belgique comme un cadeau pesant, peut-être compromettant, dont l'avenir était incertain, dont le présent même n'était pas sans provoquer des inquiétudes. Peu à peu, les préventions se sont atténuées, sans aller jusqu'à disparaître tout à fait. Il faut bien dire aussi que le Roi avait mis à la cession du Congo quelques conditions difficiles à accepter. Les débats qui se sont déroulés devant les Chambres ont été plus d'une fois pénibles pour lui. Il a pu néanmoins, avant de mourir, et au prix de concessions qu'il a fallu lui arracher l'une après l'autre, réaliser le rêve de toute sa vie. L'expression n'a rien d'exagéré. Les journaux ont produit les discours qu'il a prononcés d'abord comme prince royal, puis au moment où il est monté sur le trône : dès le premier moment, dès la première parole, le génie colonial s'est manifesté en lui, et il a émis l'opinion qu'un petit pays dont les côtes étaient baignées par la mer pouvait et devait devenir grand par son expansion au dehors. Il avait voyagé. Il connaissait tout le monde connu. Il avait visité l'Extrême-Orient et en avait rapporté des visions pleines d'avenir. On croirait vraiment qu'en montrant à la Belgique les voies où devait s'engager son commerce, il obéissait à l'infaillibilité de l'instinct.

Bien que la fondation de l'État du Congo doive rester son principal titre aux yeux de la postérité, il serait injuste d'oublier qu'il n'a pas été seulement un grand roi en Afrique, mais encore un bon roi en Europe. Pendant près d'un demi-siècle, il a assuré à la Belgique le fonctionnement régulier du gouvernement constitutionnel qu'elle s'était donné. Il n'a jamais dépassé ses pouvoirs ; il en a même usé avec discrétion ; il a su pourtant, lorsqu'il l'a fallu, y mettre de la fermeté. Attentif à tout, renseigné sur tout, son autorité s'imposait d'autant plus sûrement

qu'il n'en faisait pas montre et qu'il ne l'exerçait qu'avec à-propos. Placé par la Constitution au-dessus des partis, il n'a manifesté de préférence pour aucun ; il s'est seulement appliqué à faciliter l'exercice du pouvoir à celui qui avait la majorité. Quant à lui, il semblait ne se préoccuper que des intérêts généraux du pays, et des travaux qui devaient aider au développement de sa richesse. Cette richesse, on le sait, a pris sous son règne une croissance prodigieuse : le mérite n'en revient évidemment pas à lui seul, mais il en a eu une part considérable. Il était aussi artiste à sa manière ; il aimait les beaux monumens, les grandes et luxueuses installations ; un de ses rêves était de consacrer à l'embellissement de la Belgique l'argent qu'il tirait du Congo. Mais il ne lui suffisait pas que son pays fût prospère, ni même qu'il fût beau et brillant, il voulait encore qu'il fût suffisamment fort, et, bien qu'elle soit assurée par plusieurs grandes puissances, il pensait que sa neutralité serait plus sûre encore si son organisation militaire y ajoutait un supplément de garantie. L'esprit du Roi était trop réaliste pour donner une valeur absolue aux traités les plus sacrés. S'il avait été pacifiste à la mode du jour, il aurait aimé à croire que la Belgique n'avait pas besoin de fortifications, ni d'armée, puisqu'elle était neutre, et il se serait endormi dans une sécurité dangereuse. Il a cru, au contraire, que cette sécurité dépendait en partie de l'armée belge et que, dans certaines éventualités, elle en dépendrait tout à fait. Aussi s'intéressait-il passionnément aux projets militaires qui viennent d'agiter la Belgique et d'y ébranler la constitution des partis. Dans un élan de patriotisme qui lui fait honneur, le chef du Cabinet catholique actuel, M. Schollaert, n'ayant pas pu s'entendre avec une fraction de sa majorité pour introduire dans l'armée le service personnel, a recherché ou accepté le concours des libéraux en vue de réaliser cette réforme nécessaire. Le Roi était mourant lorsque la loi militaire a été enfin votée : il a tenu à signer lui-même le décret de promulgation, et c'est la dernière signature officielle qu'il ait donnée. Après cela, il a pu considérer sa tâche comme terminée, et il s'est endormi dans la mort.

On sait qu'il a gardé sa présence d'esprit jusqu'au dernier moment. Une opération chirurgicale tentée sur lui à la dernière extrémité avait réussi ; ses forces semblaient revenir ; on a pu le croire sauvé. Une embolie l'a emporté en quelques secondes. Il a donné jusqu'à la fin un bel exemple de fermeté, non exempte de la sécheresse qui était dans sa nature. Ce roi, qui a eu toutes les passions et quelques-unes des pires faiblesses humaines, était pourtant un intellectuel. L'intel-

ligence a primé chez lui, et même déprimé ses autres facultés. Quoi qu'il en soit, la Belgique a été heureuse d'avoir été successivement gouvernée par deux princes comme Léopold Ier et Léopold II. L'un et l'autre ont été merveilleusement adaptés à la période historique à laquelle ils ont présidé, période de fondation d'abord et de développement ensuite. Les premières paroles d'Albert Ier donnent à croire qu'il sera leur digne héritier. Ceux qui le connaissent disent de lui qu'il est un homme appliqué, studieux, ouvert aux idées modernes, d'une conscience droite et ferme, doué enfin de toutes les qualités d'un roi constitutionnel. C'est ce que nous souhaitons à la Belgique : son troisième roi ne saurait mieux faire que de s'inspirer de ses deux devanciers.

Le Reichstag allemand est rentré en session il y a un mois, et l'empereur Guillaume lui a adressé à cette occasion un discours dans lequel, après avoir énuméré les divers projets de loi qu'il aurait à discuter et à voter, il a dit quelques mots de la situation extérieure. Ces quelques mots ont été à la fois satisfaits et satisfaisans. « Pour assurer au peuple allemand, a dit l'Empereur, un développement pacifique et fort, mon gouvernement applique ses efforts continuels à entretenir et à affermir ses relations pacifiques et amicales avec les autres puissances. Je constate avec satisfaction que l'accord conclu avec le gouvernement français relativement au Maroc s'est exécuté dans un esprit qui répond tout à fait à mon but de concilier les intérêts des deux côtés. On a célébré avec reconnaissance, tant en Allemagne qu'en Autriche, le trentième anniversaire de l'alliance, qui, par l'accession de l'Italie, s'est élargie dans la Triplice. J'ai la confiance que l'union des trois Puissances alliées conservera aussi à l'avenir sa force pour le bien des peuples et le maintien de la paix. Et maintenant, messieurs, je vous souhaite le plein succès de vos travaux pour le salut de l'Empire. » Ces paroles de l'Empereur auraient presque pu se passer de commentaires, tant elles étaient nettes : les discours de M. de Bethmann-Hollweg et de M. de Schoen n'ont fait d'ailleurs que les confirmer.

On attendait le nouveau chancelier à ses débuts au Reichstag. M. de Bethmann-Hollweg est un orateur froid, réfléchi, mesuré, très maître de lui, ne disant que ce qu'il s'est proposé de dire et le disant très bien : ce sont là des qualités qui, pour être différentes de celles de son prédécesseur, n'en sont pas moins très grandes et qui suffisent à exposer une politique, à l'expliquer, à la défendre. Il ne faut pas

oublier toutefois que le chancelier, pas plus d'ailleurs que les ministres ne dépend du Reichstag : il n'est, ils ne sont responsables que devant l'Empereur, c'est là une des bases de la Constitution. Le prince de Bismarck aimait à le rappeler; il y trouvait pour lui une force dont il était très fier, jusqu'au jour où son maître l'a remercié de ses services. Tous ses successeurs ont tenu, comme lui, à affirmer leur indépendance à l'égard du parlement, ce qui n'a pas empêché le dernier d'entre eux, le prince de Bülow, de donner sa démission aussitôt qu'il s'est trouvé en minorité dans l'Assemblée. On a dit de lui qu'il avait, plus ou moins consciemment, poussé la Constitution impériale dans le sens du parlementarisme : peut-être y a-t-il du vrai dans cette allégation. Quoi qu'il en soit, en prenant sa retraite, le prince de Bülow est rentré dans le rang avec bonne grâce, comme le prince de Bismarck l'avait fait autrefois avec une fureur tout homérique, et la Constitution impériale a repris ses vieilles allures. « Les partis, a dit M. de Bethmann-Hollweg, ont jusqu'à présent refusé catégoriquement et continuent à refuser d'être des partis de gouvernement. Je le comprends fort bien pour ma part. De même aucun gouvernement ne peut être en Allemagne un gouvernement de parti. Cette situation, qui provient de l'organisation même des partis et de nos institutions, n'a été modifiée en aucune façon par la crise récente. » Si M. de Bethmann-Hollweg comprend que les partis refusent en Allemagne d'être des partis de gouvernement, nous ne le comprenons pas moins bien que lui. Puisqu'on ne leur donne pas nécessairement le gouvernement lorsqu'ils ont la majorité, il est tout naturel qu'ils ne veuillent pas être des partis de gouvernement; leur indépendance est la condition de leur dignité; et il est tout naturel aussi que le gouvernement se déclare en dehors d'eux. C'est une forme politique qui a ses mérites, qui a aussi ses faiblesses, qui fait bon marché des hommes, même des plus grands, même des plus intelligens et des mieux doués, mais sur laquelle nous n'avons aucun jugement à porter.

Tout cela regarde l'Allemagne : dans les discours du chancelier de l'Empire et du ministre des Affaires étrangères, nous cherchons surtout ce qui nous regarde nous-mêmes. « En ce qui concerne le Maroc, a dit, en substance, le chancelier, il y a, depuis l'accord de février, un constant échange de vues entre la France et l'Allemagne, et, grâce à la bonne volonté réciproque, il a été possible d'arriver à une entente sur des points importans. Les résultats acquis nous donnent la conviction que l'on arrivera, par les mêmes procédés, à une solution en rapport avec l'importance des intérêts allemands

qui sont encore à régler. » Ces déclarations de M. de Bethmann-Hollweg ont été reprises sur quelques points par le ministre des Affaires étrangères, M. de Schoen. L'un et l'autre ont parlé de la France et de son gouvernement en termes amicaux, auxquels nous sommes d'autant plus sensibles qu'on nous en avait un peu déshabitués. L'entente est faite, elle aurait certainement pu se faire plus tôt si on avait eu, à Berlin, un peu plus de confiance dans notre sincérité. Mais il faut laisser au passé ce qui lui appartient et ne nous occuper que du présent et de l'avenir. Nos intentions, au Maroc, sont conformes à l'Acte d'Algésiras. Nous n'y réclamons pour nous — et il faut ajouter pour l'Espagne, — qu'une influence politique supérieure, justifiée par la nature et par la proximité de nos intérêts, mais nous ne voulons la faire servir, au point de vue commercial et industriel, qu'à l'intérêt commun, dans des conditions d'égalité entre les puissances. C'est conformément à cet esprit que s'est fait entre l'Allemagne et nous l'accord du mois de février dernier : il était facile de prévoir qu'il serait bien vu de tous, car tous ont à y gagner.

La première question à régler est celle des indemnités. Le Maroc en doit aux puissances qui ont fait des frais pour le rétablissement de l'ordre sur son territoire, et aux particuliers qui ont souffert des désordres antérieurs. Pour les payer, un emprunt était nécessaire. Le Maroc ne voulait le faire que dans des conditions inacceptables. Il les aurait maintenues obstinément, s'il avait cru pouvoir rencontrer, comme par le passé, l'appui d'une grande puissance; mais ses espérances, ses illusions à ce sujet se sont peu à peu dissipées et la réalité lui est enfin apparue telle qu'elle est : l'entente européenne est faite aujourd'hui. Le maghzen a mis longtemps à s'en rendre compte; il a finalement compris qu'il était seul en face de nous et que, s'il repoussait nos conditions, nous trouverions sans beaucoup de peine des moyens de nous payer directement et de payer du même coup les autres intéressés. Au moment où nous écrivons, les termes exacts de l'arrangement qui vient d'être consenti par le maghzen nous sont inconnus; nous savons seulement qu'il existe et nous donne satisfaction. La question marocaine n'est pas réglée, tant s'en faut; il faudra parcourir encore plusieurs étapes avant d'en venir à une solution définitive, qui doit rester conforme aux prescriptions du traité d'Algésiras; mais, reprenant à notre compte l'expression dont s'est servi le chancelier allemand, nous dirons volontiers qu'on peut tout espérer de l'avenir, à la condition de poursuivre toujours le même but par les mêmes procédés.

La manière dont M. de Schoen a parlé de l'affaire Mannesmann est une preuve nouvelle de la bonne foi que le gouvernement impérial apporte dans le règlement des questions marocaines. Cette affaire aurait pu autrefois servir de brandon de discorde entre l'Allemagne et nous, et il y a probablement encore, de l'autre côté des Vosges, des hommes qui n'auraient pas mieux demandé que de s'en servir à cette fin ; mais le gouvernement ne s'y est pas prêté. Les frères Mannesmann ont obtenu, paraît-il, de Moulaï Hafid, le 6 octobre 1908, une concession de plus de six cents gisemens miniers qui couvrent une superficie de 4 ou 5 millions d'hectares. C'est un beau coup de filet! Ces messieurs avaient-ils fait des études préalables, entamé des travaux, établi des devis, etc.? Non : ils se sont contentés de verser 300 000 marks à Moulaï Hafid qui avait besoin d'argent. Celui-ci, du moins, avait-il le droit de faire à des étrangers, ou même à qui que ce soit, une concession de cette nature? Non, car il n'était pas alors reconnu par les puissances; il était encore simple prétendant. Mais à quoi bon discuter les prétentions de MM. Mannesmann? Le mieux sera sans doute, comme l'a suggéré M. de Schoen, de les soumettre à un arbitrage. En tout cas, le gouvernement impérial n'a pas consenti à les prendre à son compte. Il est possible que MM. Mannesmann obtiennent un jour la restitution des 300 000 marks qu'ils ont eu l'imprudence de verser. Pour le moment, lorsqu'ils les lui réclament, Moulaï Hafid se contente de leur dire : Vous avez ma concession. Et quand quelqu'un d'autre l'interroge sur cette concession, il répond qu'il n'y a pas lieu de s'en occuper. A nos yeux, un texte domine tout, c'est l'article 112 de l'Acte d'Algésiras, d'après lequel un firman chérifien doit déterminer les conditions de concession et d'exploitation des mines, minières et carrières, et qui ajoute que, dans l'élaboration de ce firman, le gouvernement chérifien s'inspirera des législations étrangères sur la matière. En signant l'Acte d'Algésiras, le gouvernement marocain s'est interdit de donner des concessions de mines avant d'avoir établi son firman : or ce firman, dont on s'occupe d'ailleurs, est encore dans le devenir. Nous n'avons fait mention de cette affaire que pour montrer de quel esprit respectueux de l'Acte d'Algésiras, et aussi des intérêts de tous, le gouvernement allemand s'inspire aujourd'hui.

Nous ne dirons qu'un mot d'une autre question, beaucoup plus près de nous, mais la plus délicate de toutes, et à laquelle nous ne pouvons faire allusion sans nous exposer à éveiller en Allemagne des susceptibilités ombrageuses, ni sans éprouver nous-mêmes une véritable an-

goisse; nous tâcherons du moins de ne pas faire naître le premier de ces sentimens. Il s'agit de l'Alsace-Lorraine. On en a parlé au Reichstag, et l'incident a trop d'importance pour que nous ayons l'air de l'ignorer. Les Alsaciens-Lorrains demandent leur autonomie. Il y a encore quelques jours, ils ne désespéraient pas de l'obtenir à brève échéance: après le discours de M. de Bethmann-Hollweg, cette échéance a paru s'éloigner beaucoup et même être reportée à une date indéterminée. Hâtons-nous de dire que le discours du chancelier a été parfaitement convenable comme fond et comme forme; il ne contient pas un mot dont qui que ce soit puisse être blessé; il n'oppose pas un veto aux désirs de l'Alsace-Lorraine, mais il en ajourne la réalisation, et cela pour des motifs un peu faibles. Il s'est produit tout récemment, en Alsace, des manifestations où les souvenirs d'autrefois revenant, s'il est permis de parler ainsi, à la surface des cœurs, ont fait naître une certaine émotion. M. de Bethmann-Hollweg exagère-t-il l'importance de ces manifestations? Nullement, et c'est une justice que nous aimons à lui rendre: il la réduit à celle d'incidens passagers. Du reste, il juge naturel que les Alsaciens-Lorrains tiennent à conserver leur personnalité; il reconnaît volontiers que leur situation actuelle ne saurait être que provisoire; il déclare aspirer lui-même au moment où cette situation, par analogie avec celle des autres parties de l'Empire, prendra une forme nouvelle, où les idées, les mœurs, les aspirations légitimes des Alsaciens-Lorrains trouveront une garantie. Ce sont là des vues très élevées sans aucun doute; elles sont aussi très politiques, et c'est même un point sur lequel nous n'avons pas à nous expliquer davantage; mais, nous le demandons, s'il y a d'un côté une grande conception gouvernementale destinée à se réaliser un jour dans un organisme permanent, et de l'autre de simples incidens qui tiennent à l'excitation d'une journée exceptionnelle, peut-on mettre en balance ceci avec cela et établir entre deux termes aussi inégaux une corrélation de quelque durée? Nous posons la question; il ne nous appartient pas de la résoudre. Nous sommes de ceux qui croient que Gambetta a eu raison de dire qu'il fallait penser toujours à l'Alsace Lorraine et n'en parler jamais. On nous dit, à la vérité, qu'il y a des gens, et même beaucoup, qui ne pensent qu'en parlant. Cela est regrettable pour eux, mais il serait regrettable pour l'Alsace-Lorraine qu'à force de parler d'elle, nos discours, auxquels on finirait par ne plus attacher d'importance, tombassent dans la banalité. Au surplus, une convenance et comme une pudeur secrète nous arrête au moment où nous serions tentés d'exprimer un avis sur l'organisation inté-

rieure à donner à des provinces que nous avons cédées par traité; nous nous exposerions, en passant outre, à nous entendre dire des choses pénibles; décidément, certaines douleurs ont besoin du silence. Mais il y a une inspiration trop humaine dans son discours pour que M. de Bethmann-Hollweg ne comprenne pas et n'admette pas de notre part la persistance de souvenirs qui se rattachent à la plus grande et à la plus belle partie de notre histoire. S'il ne demande pas l'oubli aux Alsaciens-Lorrains, il ne nous le demande pas davantage. Nous ne cesserons jamais de porter à l'Alsace-Lorraine un intérêt particulier, et tout ce qui lui arrivera d'heureux ou de malheureux aura dans nos cœurs discrets un retentissement profond.

A l'intérieur, la campagne des proportionnalistes et des anti-proportionnalistes se poursuit avec une activité de plus en plus grande. Malgré tous leurs efforts, les radicaux n'ont pas réussi à supprimer une question qu'ils trouvent gênante, et on peut dès maintenant les mettre au défi, dans une discussion et dans un vote publics, de la résoudre conformément à leurs appétits. On sait d'ailleurs qu'ils n'ont pas osé le faire à la Chambre, et qu'ils ont voté le principe du scrutin de liste et de la représentation proportionnelle, sauf à se rattraper ensuite par un tour de passe-passe et à renvoyer la réforme aux calendes grecques. En théorie, proportionnalistes; en fait, arrondissementiers. S'ils ont cru par là qu'ils satisferaient tout le monde, leur erreur a été grande. La contradiction dans laquelle ils ont cherché un refuge a paru grossière; elle a été dénoncée au pays, et leur situation en est devenue plus difficile.

Ils ont alors usé d'autres procédés qui, autrefois, étaient d'un succès infaillible. Ils ont dénoncé la coalition avec la Droite; ils ont invoqué le salut de la République; ils ont parlé de néo-boulangisme; ils ont même, pour faire diversion, crié : Sus aux évêques! et : Vive l'école laïque! Mais, à leur grand étonnement, on leur a ri au nez, et lorsqu'on rit au nez des épouvantails et des revenans, il n'y a plus rien à en faire, le charme est rompu, il faut trouver autre chose. Mais quoi? On a cherché, on n'a rien imaginé. En désespoir de cause, on a fait un banquet dont on a donné la présidence à M. Combes, dans l'espoir qu'il en rendrait la chaleur communicative. Hélas! le banquet a été froid et, à l'exception de deux ou trois hommes d'esprit égarés, on n'y a vu que des comparses. Eh quoi! M. Combes lui-même aurait-il cessé de faire recette? N'accourrait-on plus pour l'applaudir? Il semble qu'on ait prévu l'indigence de son discours. A la vérité, on devait entendre

aussi la lecture d'une lettre de M. Léon Bourgeois, que nous n'avons garde de confondre avec M. Combes; son esprit a d'autres délicatesses; mais on connaissait déjà l'opinion de M. Bourgeois par une interview qui n'avait produit aucun effet, et on sentait trop que sa lettre ne pouvait être que le devoir écrit d'un désabusé. Laissé seul, abandonné à ses propres forces, que pouvait faire M. Combes? Il a vainement essayé de compenser la pauvreté de ses argumens par l'audace de ses paradoxes. On avait cru jusqu'ici que le scrutin de liste avait pour effet de dégager, dans un département, les courans d'opinion et de mettre en relief les personnalités distinguées qui les représentent. — Du tout! a protesté M. Combes : le scrutin de liste est le berceau des médiocrités. — On avait dit qu'il facilitait le groupement autour d'une idée, d'un programme, d'un drapeau, et que, dans le projet de loi auquel on s'était arrêté, il supprimait, ou du moins il réduisait les marchandages. — Pas le moins du monde! s'est écrié M. Combes : il amène l'émiettement à l'infini et il favorise toutes les compromissions. — On estimait généralement qu'il coûtait moins cher que le scrutin d'arrondissement parce que les fortunes qui permettent de corrompre un arrondissement sont plus nombreuses que celles qui permettent de produire le même effet sur un département. — Vous nous la baillez belle, affirme M. Combes : le scrutin de liste est le plus dispendieux de tous. — M. Briand avait parlé en mauvais termes des « mares stagnantes » qui empestent le pays. — Ne voyez-vous pas, a fait observer M. Combes, que, de ces mares stagnantes, s'échappent des ruisseaux qui, en se réunissant, forment un fleuve majestueux et puissant qui féconde les campagnes, balaie toutes les immondices et les emporte dans la mer? — Eh non! nous ne voyons rien de tout cela. Il est plus difficile de prouver que d'affirmer; aussi M. Combes n'a-t-il même pas essayé de prouver; les affirmations lui ont suffi, de même qu'à ses convives après le champagne. Pendant qu'ils se morfondaient dans un piètre banquet, les proportionnalistes remportaient, dans une salle où ils avaient réuni des milliers d'auditeurs, un des plus brillans succès qui aient illuminé leur propagande.

Peut-être nous reprochera-t-on de n'avoir jamais dit, non pas ce qu'est le scrutin de liste avec représentation proportionnelle, tout le monde le comprend, mais comment il fonctionne. Nous ne l'avons pas dit, en effet. Le système, bien que très simple à appliquer, est assez délicat à expliquer. Nous ne saurions mieux faire, pour répondre au désir que nous ont exprimé quelques-uns de nos lecteurs, que de les renvoyer à une très courte brochure que M. Flandin, sénateur,

vient de publier à la librairie Le Soudier sous le titre de : *La représentation proportionnelle ;* elle n'a que quelques pages et ne demande pas plus d'une demi-heure de lecture. M. Flandin, qui a été rapporteur de la Commission du suffrage universel à la Chambre des députés, commission dont M. Charles Benoist est président, a fort bien exposé le mécanisme de la loi proposée. Mais sa simplicité ne suffit pas à en expliquer l'éclatant succès? Il y a aussi d'autres causes Lorsque M. Combes y voit une manifestation du mécontentement général, et qu'il défend le scrutin de liste en énumérant les grandes choses que la majorité et lui ont faites ensemble, il sent fort bien où le bât le blesse. En réalité, ces grandes choses paraissent petites quand on les compare à toutes celles que les radicaux avaient promises, et il est certain que le pays n'est pas content. Pourquoi ne l'est-il pas, alors que M. Combes l'est et que les radicaux le sont? Nous pourrions le dire nous-même, mais M. Gabriel Hanotaux l'a si bien fait dans *Le Journal* que nous aimons mieux lui laisser la parole. M. Hanotaux n'est pas suspect ; il a écrit un premier article pour défendre le scrutin d'arrondissement, article autour duquel les radicaux ont fait un grand tapage : ils en font moins autour du second. « Nos braves arrondissementiers ne l'ont pas volé, dit M. Hanotaux ; ils ont tout fait pour exaspérer le monde. Comme les soldats de la légion thébaine, ils se sont liés par des chaînes de fer, et ils ont foncé tête baissée sur l'ennemi, — leurs concitoyens : « Qui n'est pas avec nous est contre nous ! » Ainsi ils ont rendu la France inhabitable pour la moitié des Français. Ils ont mis le pays en coupe réglée, sans égard aux situations acquises, aux minorités respectables, aux droits avérés. Nul ménagement ! Les fondateurs de la République, ses défenseurs les plus dévoués et les plus désintéressés ont été inscrits sur les listes de proscription. Les familles ne savent plus que faire de leurs enfans, puisque partout il faut montrer patte blanche. Les carrières publiques sont fermées d'avance à ceux qui ne sont pas des « fils à papa. » L'armée, la magistrature, la diplomatie, les emplois administratifs sont le lot de quelques-uns. Si on ne prononce pas certaines formules, on est frappé d'interdit. Il paraît qu'il faut « bien voter » pour toucher quelques francs et centimes à la répartition des sommes accordées par les Chambres en cas de désastre régional. Les tremblemens de terre et les cyclones servent à remplir les listes électorales... Parmi les fautes commises par nos parlementaires, la plus grave, peut-être, fut le vote des 15000, sans contre-partie pour le contribuable. On avait compris qu'en échange le nombre des députés serait diminué. Pas du

tout. L'augmentation dûment empochée, on a fait semblant de ne pas comprendre: sainte touche et sainte nitouche. La coupe était pleine. L'impopularité du régime fauteur de tels abus s'est accrue à l'infini. »

Qui parle ainsi? Encore une fois, c'est un partisan du scrutin d'arrondissement; mais, placé hors de la lutte, il juge mieux les coups et il les explique. M. Briand, dit-il, avait annoncé l'apaisement, la conciliation; il sentait venir l'orage, il aurait voulu le conjurer; malheureusement, les radicaux ne l'ont pas compris, et ils ont failli le renverser. Les vieux abus ont persisté. Le tableau que décrit M. Hanotaux n'est pas seulement celui d'hier, il est celui d'aujourd'hui. Sera-t-il encore celui de demain? C'est possible : en tout cas, il ne sera pas celui d'après-demain. On sent, à des signes évidens, que la moitié du pays, après avoir trop longtemps subi le poids du joug, s'apprête à le secouer, et qu'elle le secouera. Quand? Comment? Nul ne peut le dire au juste, mais elle en trouvera le moyen, parce qu'il y a des monstruosités qui ne peuvent pas durer toujours. M. Millerand, aujourd'hui ministre, a qualifié autrefois d'« abject » le régime de M. Combes : ce régime continue. Mais nous rendons à M. Millerand la justice qu'envers et contre tous il reste, dans le Cabinet, le défenseur du scrutin de liste avec représentation proportionnelle, parce que qui veut la fin doit vouloir les moyens, et qu'on ne peut corriger les abus d'un gouvernement majoritaire sans scrupule, sans conscience, sans humanité, qu'en portant le remède à la source du mal. La représentation proportionnelle ne suffira pas à guérir ce mal; il est trop profond pour cela; mais elle l'atténuera. Le pays ne se trompe pas dans l'instinct qui le porte vers elle. Déjà les radicaux se troublent et reculent. On commence à se demander si, avant les élections prochaines, ils ne tenteront pas quelque chose pour donner le change au pays et essayer de se soustraire au jugement sévère qu'il est prêt à porter sur eux.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES